John Adams Library.

IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.

SHELF No.
ADAMS,
182.14
v. 6

LES INTERETS PRÉSENS DES PUISSANCES DE L'EUROPE.

TOME SIXIÉME.

LES INTERETS PRÉSENS DES PUISSANCES DE L'EUROPE,

Fondez sur les Traitez conclus depuis la Paix d'Utrecht inclusivement, & sur les Preuves de leurs Prétentions particulieres.

Par Mr. J. ROUSSET,

Membre de la Societé Royale des Sciences de Berlin, &c.

TOME SIXIÉME.

A LA HAYE,
Chez ADRIEN MOETJENS, Libraire.

M. DCC. XXXIV.

ADAMS/182.14
v6

LES INTERETS PRESENS DES PUISSANCES SOUVERAINES de l'Europe.

[P.]

1718. TRAITÉ *d'Amitié & de Réglement de Limites entre la France & la Lorraine, conclu à Paris en* 1718. Europæiſche Ruhe.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, ſalut. Comme notre amé & féal le Sieur Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de Saint-Conteſt & autres lieux, Conſeiller en notre Conſeil d'Etat, & notre amé & féal le Sieur Henri François de Paule le Fevre, Chevalier Seigneur

d'Ormeſſon, Amboille & autres lieux, Maître des Requêtes ordinaire de notre Hôtel, notre Conſeiller en notre Conſeil des Finances, nos Commiſſaires & Députez aux Conferences qui ſe ſont tenuës pour regler & terminer tout ce qui reſtoit à executer à l'égard de notre très-cher & très-amé frere le Duc de Lorraine, conformément & en execution des Traitez de Paix de Ryſwick & de Baden, en vertu des Pleins-pouvoirs que Nous leur en avions donnez, avoient conclu, arrêté & ſigné le 21. du préſent mois de Janvier à Paris, avec le Sieur Jean-Baptiſte Machuet Chevalier, Baron de Drouville, Seigneur de Sanley & autres lieux, Conſeiller d'Etat, Premier Préſident de la Cour Souveraine de notredit Frere, & le Sieur François de Barrois, Chevalier, Baron de Manonville, Seigneur de Koeurs & autres lieux, Conſeiller d'Etat de notredit Frere, ſes Envoyez Extraordinaires près de Nous, & ſes Commiſſaires auſdites Conferences, auſſi munis de ſes Pleins-pouvoirs, le Traité dont la teneur s'enſuit.

Le feu Roi de glorieuſe memoire ayant toujours eu à cœur de terminer & ajuſter avec Monſieur le Duc de Lorraine, tout ce qui reſtoit à execu-

ter

ter à ſon égard en conſéquence du Traité de Paix conclu à Ryswick le 30. Octobre 1697. Sa Majeſté peu après ce Traité auroit nommé des Commiſſaires, pour, avec ceux dudit Duc, examiner tous les Points, Articles & difficultez dont il s'agiſſoit, à quoi ils ſe ſeroient reſpectivement employez pendant le peu de durée de cette Paix; mais la matiere s'étant trouvée d'une longue diſcuſſion, la Guerre ſurvenuë entre les principales Puiſſances de l'Europe, n'auroit pas permis de continuer les Conferences tenuës à ce ſujet. La Paix n'eut pas plûtôt reparu par le Traité fait à Baden en 1714. que le feu Roi continuant dans le même deſir, & en execution de l'Article XII. de ce dernier Traité, auroit fait reprendre la Négociation en 1715. en la Ville de Metz. Les Commiſſaires du Roi & du Duc y travailloient depuis pluſieurs mois, & ſelon toute apparence ils l'auroient heureuſement terminée : mais ayant plu à Dieu, au mois de Septembre de la même année, d'appeller à ſoi le feu Roi, elle fut encore interrompuë juſques au commencement de l'année 1716. que le Roi auroit à l'imitation du feu Roi ſon Biſayeul, & de l'avis de Son Alteſſe Royale Monſieur Philippe

Duc d'Orleans, Petit-Fils de France, Oncle du Roi, Régent du Royaume, fait reprendre & continuer les Conférences pendant le cours des années 1716. & 1717. Et comme par le XXVIII. Article du Traité de Ryſwick, le Duc de Lorraine, pour lui, ſes Hoirs & Succeſſeurs, doit être rétabli dans la libre & pleine poſſeſſion des Etats, Lieux & Biens que le Duc Charles ſon grand Oncle paternel poſſedoit en 1670. lorſqu'ils furent occupez par les Armes du feu Roi, à l'exception néanmoins des Changemens portez audit Traité de Ryſwyck. Qu'après une précedente & longue occupation du même Pays par les Armes de Sa Majeſté, commencée vers l'année 1633. il avoit été paſſé à Vincennes un Traité entre le feu Roi & le feu Duc Charles, le dernier Fevrier 1661. par le XIX. Article duquel il avoit dû être rétabli dans tous ſes Etats & Seigneuries, même dans les Villes, Places & Pays qu'il avoit autrefois poſſedez, dépendant des trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun, & généralement dans tout ce dont jouïſſoit ſon prédéceſſeur le dernier Duc Henry lors de ſon décès arrivé en 1624. & qui pouvoit lui appartenir à titre de Succeſſion, échange ou acquiſition, à la reſerve de

ce

ce qui par ce Traité de 1661. a été uni, incorporé, & doit demeurer à la Couronne de France; Que ſur l'execution de ce Traité, étant ſurvenu pluſieurs difficultez, il en fut arrêté, & ſigné un autre entre le feu Roi & ledit Duc Charles, le dernier Août 1663. par lequel il eſt porté qu'il ſeroit nommé au plûtôt des Commiſſaires de part & d'autre pour regler les difficultez qui étoient ſurvenuës depuis la ſignature du Traité du dernier Fevrier 1661. ſur l'execution d'icelui, & nommément touchant les Abbayes de Saint Epure & de Saint Manſuy, Phalſbourg, Marquiſat de Nomeny, & Saint-Avold & autres lieux, leſquelles difficultez n'ont cependant jamais pû être terminées à cauſe de la ſeconde occupation de la Lorraine par les Armes du Roi en 1670. tems auquel le Duc Charles faiſoit ſolliciter par ſes Envoyez auprès du feu Roi, la déciſion d'icelles, & la pleine execution de ce Traité, duquel & de celui de 1663. le Duc de Lorraine a toûjours demandé l'execution en vertu de celui de Ryſwyck, comme répréſentant le feu Duc Charles ſon grand Oncle, & exerçant tous les Droits & actions reſultans deſdits Traitez. A quoi les Commiſſaires du Roi ayant fait difficulté, prétendans

opposer une fin de non recevoir tirée du Traité de Ryswyck contre ceux de 1661 & de 1663. en ce que ledit Duc ne pouvoit être rétabli en vertu & en conformité du Traité de Ryswyck, que purement & simplement, dans les Etats, lieux & biens que le Duc Charles possedoit réellement & de fait en 1670. & la contestation ayant été portée au Conseil, il y auroit été reconnu que ledit Duc avoit droit d'exercer les actions fondées sur les Traitez de 1661. & 1663. de même qu'auroit pu faire ledit Duc Charles, ensuite de quoi les Commissaires de Lorraine ayant continué de soutenir leurs demandes, & produit leurs Titres, tant pour les restitutions des Villes, Pays & Lieux, avec les fruits & jouïssances d'iceux qui par les Traitez de 1661. & 1663. devoient revenir au Duc Charles, que pour l'équivalent de la Ville & Prevôté de Longwy, avec restitution des jouïssances & fruits de ladite Ville & Prevôté de Longwy, ensemble la restitution des autres Lieux dont le Duc de Lorraine étoit en possession avant & depuis l'année 1670. par Lui pretendus en vertu du Traité de Ryswyck & des fruits & jouïssances d'iceux, & y ayant encore des abornemens à faire en execution

du

du même Traité & des ajuſtemens pour la liberté du Commerce, & pour la reciprocité entre les trois Evêchez & la Lorraine, ſuivant l'ancien uſage interrompu en quelques endroits par les troubles & par les Guerres, les Commiſſaires du Roi y auroient repondu par differens Memoires & Titres, formé leurs demandes pour Sa Majeſté & pour le ſoûtien de ſes Droits. Après pluſieurs Conferences tenues entre les Commiſſaires reſpectifs où tous les Traitez ont été examinez, les difficultez diſcutées à fond, propoſé reſpectivement les échanges & abornemens convenables, meſuré, calculé & balancé l'étendue & la valeur des Païs & des Droits à ceder & à retenir, & enfin ſoigneuſement peſé tout ce qui reſtoit à ajuſter pour l'entiere execution des Traitez. Et le Roi deſirant que le tout ſoit reglé par les Commiſſaires qui de ſa part ont tenu lesdites Conferences avec ceux de Lorraine, auroit à cet effet & du même avis de ſadite Alteſſe Royale Monſieur le Regent, donné Commiſſion & Plein-pouvoir au Sieur Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de Saint-Conteſt & autres Lieux, Conſeiller d'Etat de Sa Majeſté; Son Ambaſſadeur & Plenipotentiaire ci-devant pour la Paix

conclue à Baden, & au Sieur Henry François de Paule le Fevre, Chevalier Seigneur d'Ormeſſon, Amboille & autres Lieux, Maître des Requêtes ordinaire de l'Hôtel de Sa Majeſté, Conſeiller en Son Conſeil des Finances.

Et Monſieur le Duc de Lorraine auroit pareillement donné ſes Commiſſions & Pleins-pouvoirs au Sieur Jean-Baptiſte de Mahuet, Chevalier, Baron de Drouville, Seigneur de Sauley & autres Lieux, Conſeiller d'Etat, premier Preſident de ſa Cour Souveraine, Son Envoyé Extraordinaire, & au Sieur François de Parroy, Chevalier Baron de Manonville, Seigneur de Koeurs & autres Lieux, Conſeiller d'Etat, & Son Envoyé extraordinaire, leſquels après s'être communiquez reciproquement leursdits Pleins-pouvoirs & Commiſſions qui ſeront inſerez à la fin du Preſent, ſont convenus des conditions & Articles qui ſuivent.

I. Les Traitez paſſez entre le feu Roi & le feu Duc Charles de Lorraine, le dernier Fevrier 1661. & le dernier Août 1663. enſemble ceux paſſez entre le Roi & l'Empereur & l'Empire à Ryswyck, le 30. Octobre 1697. & à Baden le 7. Septembre 1714. en ce qui concerne le Duc de Lorraine, devant ſervir de baze

baze & de fondement au preſent Traité, ſeront pleinement executez, ſi ce n'eſt en tant qu'il y ſera expreſſement derogé par celui-ci.

II. Sa Majeſté par le XXXII. Article du Traité de Ryſwyck s'étant reſervée la Fortereſſe de Saarlouis avec une demi-lieuë de circuit à deſigner par les Commiſſaires du Roi & du Duc, laquelle Fortereſſe & demi-lieuë de circuit ſont demeurées à Sa Majeſté en pleine Souveraineté à perpetuité, mais au lieu d'un abornement par la demi-lieuë portée audit Traité, le Gouverneur de cette Place pour le Roi ayant de concert avec les Officiers de ſon Alteſſe Royale de Lorraine, conſervé depuis la Paix de Ryswyck juſqu'à preſent, & pour le ſervice de la Garniſon, les Villages de Liſtroff, Emſtroff, Frawlouter, Roden, Beaumarais, avec l'emplacement de la Ville de Valdrevange, les Bâtimens qui y reſtent, avec tous leurs Bans & Finages, les Fiefs, Cenſes, Métairies, & generalement toutes les dependances enclavées dans l'étendue des Bans & Finages deſdits Villages & Ville de Valdrevange aux environs de Saarlouis, il a été convenu après l'approbation du Conſeil, que ce qui a été fait en cela par proviſion,

demeurera definitif, & en conſequence que leſdits Villages, emplacement de Ville, Bâtimens, les Bans & Finages & leurs dependances generalement quelconques, ſoit qu'ils excedent la demi-lieue ou non, demeureront incommutablement à perpetuité en pleine Souveraineté au Roi, Son Alteſſe Royale de Lorraine lui en faiſant ſurabondamment & entant que beſoin ſeroit toute ceſſion & tranſport, auquel effet il ſera procedé à l'abornement des Finages & dependances deſdits Lieux, par des Commiſſaires de part & d'autre, pour les ſéparer d'avec les autres Lieux, Villages, Bans & Finages voiſins appartenans à la Lorraine, & qui doivent lui reſter, quand bien même quelque portion de ceux-ci rentreroit dans la demi-lieue de circonference de la Place, leſquels derniers Villages & Bans ſeront pareillement abornez, le tout ſans préjudice des Droits de parcours dont les Habitans deſdits Lieux ont d'ancienneté joüi reciproquement pour le paturage de leurs beſtiaux ſur les Bans les uns des autres, dans lequel uſage ils ſont maintenus pour toûjours, ſans pouvoir jamais y être troublez.

III. La Ville & Prevôté de Longwy avec ſes appartenances & dependances étant

étant conformement au XXXIII. Article dudit Traité de Ryſwyck, demeurées à perpetuité en toute Souveraineté & proprieté au Roi, ſes Hoirs & Succeſſeurs, en échange de quoi Sadite Majeſté, a du ceder à ſon Alteſſe Royale une autre Prevôté dans l'un des trois Evêchez, de la même étendue & valeur, dont on a dû convenir par des Commiſſaires reſpectifs. Cet échange n'ayant pû juſqu'à preſent être conſommé, & le feu Roi ayant conſideré qu'en vertu du même Traité, ſes Troupes qui vont dans les Places frontieres, ou qui en reviennent, devant avoir le paſſage ſûr & libre par les Etats du Duc. Que d'ailleurs les Païs des Evêchez & de la Lorraine étant non ſeulement limitrophes, mais preſque tous mutuellement enclavez, l'étendue en entier de la Prevôté de Longwy étoit non ſeulement de difficile échange, mais peu neceſſaire au ſervice de la Place, Sadite Majeſté prit la reſolution de ne retenir que la Ville de Longwy & quelques Villages aux environs. A quoi Sadite Alteſſe Royale auroit conſenti, à la charge qu'il lui en ſeroit fourni l'équivalent, & la Propoſition ayant été portée au Conſeil & agréée, il a été convenu que ledit Ar-

ticle XXXIII. du Traité de Ryſwyck demeurera reſtraint par le Preſent, & n'aura lieu que pour les Villes haute & baſſe de Longwy, & pour les Villages de Mexy, Herſerange, Longlaville, Mont Saint-Martin, Glaba, Autru, Piemont, Romain, Lexy & Rehon, avec tous leurs Bans, Finages & dependances, & tout le terrain qui peut appartenir au Domaine du Duc dans l'étendue ou enclave deſdits Bans & Finages, ſoit qu'ils excedent ou non la demi-lieue de circonference de la Place de Longwy, deſignée au Plan & Carte Topographique qui en a été dreſſé. Le Duc cede pareillement la proprieté franche & déchargée de toutes dettes, engagemens, & Hypotheques, de toutes les Seigneuries, Juſtices, Fiefs, Cenſes, Metairies, Moulins, Droits, Domaines, Bois, Forêts, revenus & generalement de tout ce qui peut lui appartenir dans leſdites Villes & Villages, leſquels avec leurs appartenances, dependances & annexes, demeureront incommutablement en toute Souveraineté & proprieté au Roi, tant en vertu dudit Traité de Ryſwyck que du préſent, pour en jouïr par Sa Majeſté & ſes Succeſſeurs, comme Sadite Alteſſe Royale, & ſes Predeceſſeurs en ont jouï, ou du jouïr

&

& dont l'échange ou l'équivalent ſera fourni, ainſi qu'il ſera dit dans la ſuite.

IV. Le Bois nommé le Bois Mouchot, dont la Communauté des Habitans de Longwy eſt proprietaire, ſe trouvant ſitué ſur le Territoire du Village de Sonn dans la partie de la même Prevôté qui ſera rendue à la Lorraine, comme il ſera dit en l'Article ſuivant, & Son Alteſſe Royale ayant une portion de ſon Bois nommé des Recruttes, qui entre dans la demi-lieue de circonference de la dite Place deſignée audit Plan & Carte, il a été arrêtée que pour la convenance reſpective, ledit Bois de Mouchot demeurera au Duc, tant en proprieté que Souveraineté, la dite portion de Bois des Recruttes rentrant dans ladite demi-lieue, appartiendra en proprieté auxdits Habitans & Communauté de Longwy, pour en jouïr ſous la Souveraineté du Roi: A l'éffet de quoi elle ſera ſeparée du ſurplus de ladite Foreſt des Recruttes, qui ſera reſtituée à Son Alteſſe Royale, par un foſſé & par des bornes qui y ſeront plantées par les mêmes Commiſſaires qui procederont à l'abornement des Lieux cedez au Roi, contre ceux de ladite Prevôté qui ſeront reſtituez au Duc.

V. Le ſurplus des Villages & Lieux de

de la dite Prevôté de Longwy, leurs Bans & Finages, appartenances, dependances & annexes, quand même quelques-uns rentreroient dans la ligne du la demi-lieue du circuit de la Place, ſeront remis à Son Alteſſe Royale, pour en jouïr par elle, & les Ducs ſes Succeſſeurs, en tous Droits de Souveraineté & proprieté, comme ledit feu Duc Charles en jouïſſoit en 1670. Sa Majeſté en tant que beſoin ſeroit lui en faiſant toute retroceſſion, avec Renonciation à cet égard au benefice à elle acquis par ledit XXXIII. Article du Traité de Ryſwyck, & pour prévenir toute conteſtation au ſujet de la Souveraineté & proprieté des Lieux de la même Prevôté de Longwy qui reſtent à la France & de ceux qui retournent à la Lorraine, il en ſera fait par des Commiſſaires de part & d'autre une déſignation, ſeparation & abornement ſur les differens terrains, & ſur le pied de la dite Carte Topographique, ſans prejudice néanmoins du Droit de parcours pour le pâturage des beſtiaux des Habitans deſdits Villages de l'une & de l'autre Souveraineté, qui ſera reciproquement entretenu & conſervé ſuivant leur ancien uſage. Mais leſdits Villages de l'une & de l'autre Souveraineté demeureront dechargez :

Sçavoir

Sçavoir, ceux qui reſtent à la France de toutes Juriſdictions, Bannalitez, Servitudes, Corvées & autres preſtations généralement quelconques, envers le Domaine du Duc, & reciproquement tous les Lieux & Habitans de ladite Prévoté qui doivent lui retourner, ſont & demeurent affranchis, libres & déchargez de toutes Juriſdictions, Bannalitez, Servitudes, Corvées, & autres preſtations generalement quelconques, dont ils pourroient avoir été ci-devant tenus envers le Domaine du Roi, & notamment les Habitans des Villages de Gondrange, du Prieuré de Brehain-la-Cour, de la Magdelaine, Redrange, Athus, Aſch, Batincourt, Bury-la-Ville, Houdlemont & autres, ſi aucuns y a, de l'obligation de faucher, faner, & voiturer les Foins des Prez nommez les Breuils du Château de Longwy, & en conſequence de la diviſion ainſi faite de ladite Prevôté, il a été convenu que les Titres, Papiers & Enſeignemens qui peuvent concerner en particulier les Villages & Lieux de ladite Prevôté qui doivent revenir à Son Alteſſe Royale, lui ſeront reſtituez, & à l'égard des Titres qui peuvent concerner en commun la Ville & tous les Villages de ladite Prevôté, comme ſont les comptes du Domaine

maine de la Grurie & autres, ils seront partagez en les divisant d'année à autre alternativement.

VI. Le Roi ayant retenu & étant demeuré saisi par le VI. Article du Traité de 1661. des Places & Postes de Kaufman, Saarbourg, & Phalsbourg en Souveraineté & proprieté franche & déchargée de toutes dettes & Hypotheques, & étant survenu en la même année 1661. des difficultez sur l'execution dudit Article, entre les Commissaires de Sa Majesté & ceux du Duc, au sujet des Villages de la dependance dudit Phalsbourg; & de celui de Niderswiler dependant de Saarbourg, faisant partie des difficultez que l'on est convenu de regler par le Traité de 1663. en ce que Sa Majesté n'a dû avoir que lesdits Postes & Places de Kaufman, Saarbourg & de Phalsbourg, avec la demi-lieuë de route & les Villages en dependans nommez en l'Article XIII. dudit Traité de 1661. ou qui se trouveroient enclavez dans la largeur de la demi-lieuë qui devoit former ladite route, les Commissaires du Roi auroient pretendu prendre d'autres Villages dependans dudit Phalsbourg, & au lieu de suivre la route par celui de Niderswiler, en auroient formé

formé un autre qui emporte des Villages Lorrains non cedez, & néanmoins conſerver toûjours celui de Niderſwiler, ce qui faiſoit un double emploi. Il a été convenu par le preſent que ledit Village de Niderſwiler, enſemble les autres pris dans la dependance de Saarbourg, & de Phalsbourg en ladite année 1661. demeureront au Roi, de même que les Villages de Henridorff, Lutzelbourg, Dann, Hultenhauſſen, Haſſembourg, & Wilſperg, de la dependance de Phalsbourg, enſorte, qu'avec les autres Villages dudit Phalsbourg, compris dans la route, la Principauté entiere dudit Phalsbourg appartiendra à Sa Majeſté, auquel effet Sadite Alteſſe Royale lui en fait ceſſion & tranſport en proprieté & Souveraineté dechargée de toutes dettes & hypotheques. Cede pareillement ledit Duc, toutes les Seigneuries, Fiefs, Juſtices, Domaines, Bois, Foreſts, Revenus & generalement tout ce qui lui appartient ou pourroit appartenir dans leſdites Places & Poſtes de Saarbourg & Phalsbourg, Villages en dépendans, cedez par le Traité de 1661. & par le préſent leurs Bans & Finages, appartenances & dépendances & annexes généralement quelconques, déchargées de toutes det-

tes

tes & hypotheques, pour demeurer uni & incorporé à la Couronne de France, enſorte que ledit Duc, ſes Hoirs & Succeſſeurs n'y puiſſent jamais rien prétendre ſous quelque prétexte que ce ſoit.

VII. Le Duc renoncera & renonce en faveur du Roi à tous droits & prétentions de Souveraineté, de proprieté, ou autres, ſur les Villages, & Abbayes de S. Epure, & de S. Manſuy près de Toul, leurs Bans & Finages, ſur les appartenances & dependances deſd. Bans & Finages, droits & Domaines, ſi aucuns Sad. Alteſſe y en a. Elle renonce pareillement à tous droits & prétentions de Souveraineté, & autres, ſur les Villages de Vaucremont, Stoncourt, Viller & Aurich, autrement Ongerange, compoſant le Ban de Saint Pierre, & ſur les Villages de Xouſſe ou Xüiſſe, Thonville, & Brulange, compoſant le Ban de la Rotte, leurs Finages, appartenances & dépendances, laquelle Souveraineté appartiendra à l'avenir au Roi, tant ſuivant ſes anciens Droits & prétentions, qu'entant que beſoin ſeroit en vertu de la préſente renonciation & ceſſion, au moyen de quoi toutes les difficultez & conteſtations à régler pour ce regard par ledit Traité de 1663. demeureront éteintes & terminées.

VIII. Le Duc ayant la proprieté & Sou-

Souveraineté de la Foreſt de Kallenhoven, & par le V. Article du Traité de 1661. le Roi étant demeuré ſaiſi de la Place de Sierck, & du nombre de trente villages en dépendans, dont quelques-uns voiſins de ladite Foreſt y ont de toute ancienneté des uſages pour chauffage, marnage & paturage. Il a été convenu pour prévenir toutes les difficultez, que Sadite Alteſſe Royale cedera & cede à Sa Majeſté en proprieté & Souveraineté, trois mille arpens meſure ordinaire du Pays, à prendre dans ladite Foreſt, à commencer à l'extremité exterieure du Canton du Bois nommé de la Zigelleray, ou de la Thuillerie, aboutiſſant du côté Septentrional aux bans des Villages de Kerlingen & de Trichingen, & rentrer depuis ladite extremité dans le corps de ladite Foreſt, continuant juſqu'à l'endroit où finira le toiſé deſdits trois mille arpens cedez, leſquels ſeront abornez & ſéparez du reſte de ladite Foreſt par des bornes, & par un Foſſé, qui ſeront plantez & faits en préſence de Commiſſaires de part & d'autre, dans leſquels trois mille arpens ſont entendus compris les trois cens arpens accordez par le feu Duc Charles à la Chartreuſe de Rhetel, pour la moitié du chauffage d'icelle, & moyennant

ladite ceſſion, Sa Majeſté ſera chargée dans leſdits trois mille arpens de fournir & laiſſer les uſages anciens & accoutumez auſdits Villages dépendans de Sierk, & à ladite Chartreuſe de Rhetel, le ſurplus de ladite Foreſt Lorraine en demeurant exempte, enſorte que chaque Souverain ne ſera chargé dans ſes Foreſts que des uſages des Villages & lieux de ſa Domination.

IX. Et comme le Village de Frichingen dépendant de la Lorraine, voiſin de la Foreſt de Kallenhoven, & du Canton du bois de la Thuillerie, ſe trouve enclavé & mêlé avec d'autres Villages cedez au Roi en 1661. il a été convenu que ledit Village de Frichingen demeurera cedé à Sa Majeſté en vertu du préſent Traité, pour être joint aux autres Villages François de la dépendance de Sierk, & que ſes Habitans joüiront de l'uſage qui leur appartient dans la portion de ladite Foreſt abandonnée au Roy, en échange duquel Village S. M. cede à Son Alteſſe Royale celui d'Ewendorff dépendant dudit Sierk, Domination de France, joignant d'autres Villages Lorrains, leſquels Villages de Frichingen & d'Ewendorff ainſi échangez avec leurs Bans, Finages & dépendances, enſemble leurs Domaines & Revenus appar-

appartiendront à l'avenir, le premier au Roi, & le ſecond au Duc, qui ſera tenu de fournir aux Habitans d'icelui dans ſadite Foreſt de Kallenhoven, l'uſage qu'ils peuvent y avoir.

X. Les Villages d'Arnaville, Vilcey, Hageville, Jonville & Olley qui ont été retenus juſqu'à preſent ſous l'Autorité du Roy ayant été reconnus être d'une Souveraineté indiviſe entre Sa Majeſté à cauſe de la Terre de Gorze, & Son Alteſſe Royale, à cauſe du Baillage de Nancy & de la Prevôté de la Chauſſée, demeureront échangez & ſéparez en entier pour éviter toutes conteſtations, ainſi qu'il enſuit. Sçavoir, que les Villages de Vilcey, Hageville & Jonville, reſteront en entier en Souveraineté au Roy avec leurs dépendances, revenus, Droits & Domaines particuliers qui y appartenoient ci-devant au Duc de Lorraine & de Bar, Son Alteſſe Royale faiſant à Sa Majeſté, entant que beſoin ſeroit, toute ceſſion & tranſport de ſes Droits & prétentions ſur leſdits Villages & dépendances, & en échange, la Souveraineté des Villages d'Arnaville & d'Olley, avec leurs dépendances, appartiendra en entier audit Duc, Sa Majeſté lui faiſant pareillement toute ceſſion

ceſſion & tranſport des parts, portions & Droits qui lui appartenoient eſdits Lieux : bien entendu, que le preſent échange, & ajuſtement ne pourra nuire ni préjudicier aux Droits, revenus ni autres choſes qui peuvent appartenir dans leſdits Lieux à l'Abbé de Gorze ou autres Seigneurs particuliers.

XI. Le Duc cede au Roy tous les Droits qu'il peut avoir en la Souveraineté, Juſtice & Domaine ſur la rue dite de Bar au Village de Kunetange, Prevôté de Thionville, lequel appartiendra en entier ſans conteſtation à Sa Majeſté : en échange dequoy le Roy cede audit Duc le Droit de Souveraineté qu'il a ſur l'emplacement du Château de Bauzemont, ſitué dans le Village Lorrain du même nom.

XII. Son Alteſſe Royale en conſideration du preſent Traité, renonce à tous ſes Droits & pretentions ſur les fruits & jouïſſances de tous les Lieux & Païs qui ont été retenus ſous la domination de Sa Majeſté, & conteſtez avant 1670. & depuis le Traité de Ryſwyck juſqu'à preſent, leſquels Lieux & Païs lui ſont reſtituez, ou qu'elle abandonne par le preſent Traité, & en fait toute ceſſion & remiſe à Sa Majeſté, à la reſerve néanmoins des jouiſ-

jouïssances, & fruits de la Ville & Prevôté de Longwy, dont elle sera indemnisée par Sa Majesté, suivant la Liquidation qui en sera faite par des Commissaires de part & d'autre, à compter depuis l'échange des Ratifications du Traité de Ryswyck jusqu'à celui de Ratifications du present Traité, pour parvenir à laquelle Liquidation, le Roy fera communiquer aux Commissaires du Duc, les Comptes, Registres & autres Enseignemens qui ont servi à la jouïssance & perception des revenus de ladite Ville & Prevôté de Longwy.

XIII. Moyennant les Cessions, Renonciations du Duc, les ajustemens précedens, & en consideration de tout ce que dessus le Roy tant pour remplir les échanges & équivalens de ladite Ville de Longwy & des Villages & Lieux en dépendans, énoncez en l'Article III. du present Traité & des Villages dépendans de Phalsbourg & Saarbourg, & autres ci-devant énoncez qu'autrement, cede & transporte au Duc tous les Droits de Souveraineté & autres qui peuvent appartenir à Sa Majesté sur la Ville & Fauxbourgs de Ramberviller, sur les Lieux & Villages de Jeaumenil, Houssferas, Autrey, Saint-Benoist, Bru, Xaffeviller, Doncieres, Nossoncourt, Menil,

Menil, Sainte-Barbe, Anglemont, Bazien, & Mearmont, leurs Bans & Finages, & sur toutes les Censes, Fiefs & Usuines y enclavées, leurs appartenances & dependances composant la Châtellenie dudit Ramberviller, sans en rien excepter, ensemble la Souveraineté sur les Bois nommez le Grand Bois de la Châtellenie & de Fenne, dont la proprieté appartient à l'Evêché de Metz dans l'étendue de ladite Châtellenie de Ramberviller, quoi-qu'ils ne soient pas compris dans celle des Bans & Finages des Villages & Lieux ci-devant nommez. Cede pareillement Sadite Majesté ses Droits de Souveraineté sur les Villages de Rouille, & Domtaille, avec tous leurs Bans & Finages, appartenances, & dépendances sans en rien excepter, lesquels, quoiqu'ils ne soient pas originairement de ladite Châtellenie, y sont ordinairement annexés, tous lesquels Lieux & Villages, ainsi qu'ils sont ci-devant nommez & specifiez, appartiendront, à l'avenir, à perpetuité, audit Duc, ses Hoirs & Successeurs Ducs de Lorraine, en tous Droits de Souveraineté & autres quels qu'ils soient qui y appartenoient ci-devant à Sa Majesté à quelque titre que ce soit, ensorte qu'Elle & les Rois ses Successeurs

n'y

n'y puissent desormais rien prétendre, sans préjudice néanmoins aux droits de proprieté, Domaines, Revenus, Justices, Juriſdictions qui appartiennent dans lesdits Lieux à l'Evêque de Metz & aux autres Vassaux, lesquels leur sont conservez en leur entier, à la charge de faire exercer lesdites Justices & Juriſdictions dans l'étendue de la dite Châtellenie, & desdits Rouille & Domtaille, sous le Ressort des Cours Superieures du Duché de Lorraine, par des Officiers residens sous sa domination.

XIV. Le Duc poſſedant en tous Droits de Superiorité Territoriale la portion du Marquisat de Nomeny qui luy est restée après le Traité de 1661. & la Châtellenie entiere de Hombourg, Saint-Avold, Sa Majesté a déchargé & décharge Sadite Alteſſe Royale pour raiſon de ladite portion de ce Marquisat, & de ladite Châtellenie entiere, leurs appartenances & dependances, de tous les Droits de ſuprême Domaine, Juriſdiction, & autres, que la Couronne de France peut avoir acquis ſur icelles, tant par le Traité de Munſter en 1648. qu'autrement, même ſur les trois Moulins dudit Saint-Avold & la Cenſe d'Oderfang dépendant de l'un desdits Moulins, & ſur les Villa-

ges de Henriville & de haute Vigneulle, en Allemand Oberfilen, qui lui seront remis si fait n'a été, comme dépendans dudit Saint-Avold, desquels Droits de suprême Domaine, Juriſdictions & autres quels qu'ils puiſſent être, Sadite Majeſté fait ceſſion & tranſport audit Duc pour du tout en l'état qu'il le poſſede après le Traité de 1661. en jouïr par ledit Duc ſes Hoirs & Succeſſeurs en toute Souveraineté, comme de ſon Duché de Lorraine, auquel il demeurera incorporé.

XV. Sa Majeſté a pareillement déchargé les Villages dépendans de la Terre & Seigneurie de Commercy, & l'Abbaye de Rieval qui y eſt ſituée, du reſſort du Bailliage & Siege Préſidial de Vitry, & par appel au Parlement de Paris, auquel reſſort ils ſont ſoumis, & de tous autres Droits que Sa Majeſté auroit pu y prétendre, dont entant que de beſoin, Elle fait toute ceſſion & tranſport à Sadite Alteſſe, laquelle en jouïra paiſiblement à l'avenir en tous Droits de Souveraineté, comme elle jouït actuellement de la Ville de Commerci & des autres Lieux & Villages dépendans de ladite Terre & Seigneurie en vertu du Traité paſſé entre le feu Roy & le-dit Duc, le 7. May

May 1707. qui ſera auſurplus ſuivi & éxecuté comme s'il étoit inſeré ici de mot à mot.

XVI. Sa Majeſté a encore cedé à Son Alteſſe Royale les Droits de Souveraineté & autres qui lui appartiennent à cauſe de ſon Château de Paſſavant, ſur un Fief appartenant aux Sieurs de Grignoncourt & Conſors dans le Village Lorrain de Martinvelle, & ſur les dépendances dudit Fief dans ce Village, & ſur ſon Ban & Finage, Sa Majeſté dechargeant en outre les Habitans dudit Village de Martinvelle du Droit de Sauvegarde, de quatre ſols par ménage qu'ils lui doivent à cauſe de ſon Château de Paſſavant.

Demeurera de même cedé au Duc, le droit de Souveraineté appartenant au Roy ſur quelques Maiſons du Village Lorrain de Boccange, enſemble le Droit que Sa Majeſté pourroit avoir ſur partie du Territoire dudit Village, ſans préjudice néanmoins des Droits qui peuvent appartenir au Seigneur du Village de Burthoncourt du Païs Meſſin, ſur leſdites Maiſons, ſur les reſidens en icelle & même ſur ledit Territoire de Boccange ſi aucun droit il y a, leſquels Droits lui ſont conſervez en leur entier.

Le Village de Maxey ſous Prixei, & la Rue dite la Rue du Fief, dans celui de Pagny ſur Meuſe, autrement la Blanchecoſte, ſeront reſtituez au Duc, ayant été juſtifié que le Duc Charles les poſſedoit en tous droits de Souveraineté, Juſtice & Domaine, en 1670. & long-tems auparavant : lequel Village de Maxei, Sa Majeſté decharge des Foy & Hommage qui lui en étoient dûs à cauſe de ſon Chateau de Monteclair, & les Habitans du même Village, du droit de Sauvegarde de deux ſols par ménage qu'ils doivent audit Château.

Décharge pareillement ladite Rue du Fief de Pagny des Foy & Hommage dûs à Sadite Majeſté à cauſe de ſon Château de Vaucouleurs, à condition néanmoins que ladite Rue du Fief ſera & demeurera unie au corps dudit Village, faiſant partie de la Prevôté de Gondrecourt dépendant du Barrois, & comme telle compriſe dans l'Hommage dû au Roy par ledit Duc, à cauſe du Barrois.

XVII. Sa Majeſté fera reſtituer à Son Alteſſe Royale la Foreſt de Monderen & celle de Kallenhoven, ayant été juſtifié que leſdites Foreſts appartiennent en Souveraineté à la Lorraine, &

ne

ne ſont dans aucune des dépendances des Villages de la Prevôté de Sierk, cedez à la France par le Traité de 1661. bien entendu que cette remiſe n'aura lieu qu'après la diſtraction au profit de Sa Majeſté de trois mille Arpens à Elle cedez par l'Article VIII. du preſent Traité, & que le Duc ſera tenu de fournir, & laiſſer prendre dans ladite Foreſt de Monderen & autres de la domination du Roy, les uſages & affoüages qu'ils peuvent y avoir, comme d'ancienneté ſuivant leurs Titres ou poſſeſſions.

XVIII. Les Villages de Moulotte; de Mailly, de Leywiller, d'Ariance, & les Cenſes de Roza, de la Haute Voille, de Bonzonville, de Marien Floſſeldt, & la petite Seigneurie ou Cenſe de Saint-Martin, ſituée près de Nomeny qui appartenoient au Duc Charles & qu'il poſſedoit depuis le Traité 1661. ſeront rendus en toute Souveraineté, à Sadite Alteſſe Royale.

XIX. La Reſtitution proviſionelle que le Roy fit faire au Duc en l'année 1701. des Villages de Bulligny, Bagneux Crezille, Martemont, Aingerey, Tullay aux Grozeilles, Sexei aux Forges, Colombey, Allain aux Bœufs, Viterne le Montrot, Crepey Selaincourt, & Manoncourt, dependans de ſa

Prevôté de Gondreville, & des Villages de Vaxy, Puttigny, Gerbecourt & Lubecourt qui composent le Val de Vaxy, dépendant de sa Prevôté d'Amance, lesquels avoient été retenus sous l'obéissance du Roy depuis le Traité de Paix de Ryswyck, vaudra & tiendra pour définitive, sans qu'à l'avenir Sadite Alteſſe Royale doive, ni puisse plus être troublée en la possession de la Souveraineté desdits Lieux, sous quelque pretexte que ce soit.

XX. Sur la difficulté concernant l'état & sujetion personelle des Curez des Villages ci-après qui restoit indécise depuis les Traitez passez le 2. Octobre 1704. & 21. May 1705. entre le Sieur de Harrouys Intendant en Champagne, Commissaire du Roy, & le Sieur de Sarrasin Conseiller d'Etat, Commissaire du Duc, par lesquels Traitez ils ont procedé conjointement dans les Villages de Burey en Vaux, Badonwiller, Goussaincourt, Espiez, Lezeville, d'Ainville & Saint-Germain, dont la Souveraineté est indivise entre Sa Majesté, à cause de ses Prevôtez de Vaucouleurs, d'Antelot & de Grand, & Sadite Alteſſe Royale à cause de ses Prevôtez de Gondrecourt & de Foug, à la reconnoissance des Habitans qui y doivent être Sujets

jets du Duc conformément aux anciens usages y observez. Il a été convenu que lesdits Traitez seront suivis & executez, & que pour terminer toute contestation sur le fait desdits Curez, ceux qui sont actuellement pourvûs des Cures desdits Villages, sous quelque Domination & en quelque Païs qu'ils soient nez, seront tous réputez, & tenus Sujets du Roy, & que les Curez qui leur succederont immédiatement dans lesdites Cures, sous quelque domination & en quelque Païs qu'ils soient nez, appartiendront au Duc, & après la mort de ces derniers, leurs Successeurs seront Sujets du Roy, & ainsi alternativement à mesure que les Cures vaqueront, & seront remplies, les Curez appartiendront tantôt à Sa Majesté & tantôt à Son Altesse Royale.

XXI. L'Abornement fait par le Gruyer de Coiffy ès mois de Novembre & Decembre 1678. Janvier, Avril & Juin 1679. de la Foreſt de Passavant en la partie de France, demeure nul & comme non advenu, par rapport aux Limites de ladite Foreſt vers le Septentrion, & en consequence les bornes qu'il y fit planter sous les nombres 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. & 81. comme aussi celle du milieu de la Ver-

rerie de Saint-Vaubert, autrement dit de Thomas non designée dans ses Procès verbaux desdits mois, seront retirées & suprimées : ce faisant, le Duc demeurera maintenu en la possession de la Souveraineté de toute l'étendue du Territoire de ladite Verrerie, suivant l'enceinte des anciennes petites bornes marquées de Croix de Lorraine qui y sont jusqu'à l'allignement de la Chapelle de Saint-Vaubert. Ledit Duc demeurera pareillement en possession de la Souveraineté & proprieté du Terrain en nature de Foreſt qui est à l'Orient du Territoire de ladite Verrerie, jusqu'au Territoire de celle du Morillon, comme faisant ledit Terrain une partie de la Foreſt d'Attigny jusqu'aux huit anciennes grandes Bornes, commençant la premiére vers le milieu de l'allignement meridional du Territoire de la Verrerie de Saint-Vaubert, & la derniere à l'extrémité Occidentale du Territoire de la Verrerie du Morillon, laquelle derniere borne fait la séparation des trois Provinces de Champane, de Lorraine & du Comté de Bourgogne, desquelles huit bornes, ensemble de celles qui séparent le Territoire de la Verrerie de Saint-Vaubert du côté meridional, il sera fait visite & recon-

connoissance par des Commissaires respectifs, qui feront marquer les Armes de France sur lesdites bornes du côté qu'elles regardent la Foreſt de Passavant, en laissant celles de Lorraine qui se trouveront sur l'autre face, si mieux lesdits Commissaires n'estiment convenir d'y mettre de nouvelles bornes, qui soient parfaitement uniformes & semblales à celles qui furent plantées entre les deux portions de ladite Foreſt de Passavant par des Commissaires respectifs en 1584. pour servir de limites des Souverainetez.

XXII. A l'égard de la partie de Foreſt appellée vulgairement le Bois du Differend qui ne fut point partagée en 1584. il est convenu que le partage en sera fait par les mêmes Commissaires en deux portions égales, & que celle qui sera joignante à la partie de la Foreſt de Passavant, tombée au lot de Sa Majesté en 1584. demeurera réunie tant en Souveraineté qu'en proprieté, & l'autre partie appartiendra à Sadite Alteſie Royale, tant en Souveraineté qu'en proprieté : à l'effet de quoy il sera mis entre lesdites deux portions du Bois du Differend, des bornes conformes à celles qui furent plantées pour séparer les portions de la Foreſt de Passavant en 1584.

XXIII. Le Roy donnera ordre pour faire remettre incessamment audit Duc, la Ville de Saint-Hypolite, aves ses appartenances & dependances, comme elle fut remise au Duc Charles après le Traité de 1661. pour en jouïr par Sadite Altesse Royale en tous Droits de Souveraineté, Justice & Domaine, de même qu'en jouïssoit ledit Duc Charles en 1670. & que lui & ses Prédecesseurs en avoient jouï auparavant.

XXIV. La Foreſt ſituée ſur le penchant meridional du Val de Lievre appellée Hynderwalt par les Communautez de Berckeim, de Saint Hypolite, & d'Orſchweiler, leur demeurera propre & commune depuis le confluent des deux ruiſſeaux de Bolembach, en ſuivant les bornes que l'on y trouve plantées juſqu'à la rencontre d'un Rocher qui eſt marqué d'une Croix au confluent des deux ruiſſeaux de Watembach & en remontant ſur la droite, & le long du ruiſſeau du grand Watembach, juſqu'à la rencontre du Grand Rocher nommé Reinolſtem, autrement Ramelſtein, qui eſt au ſommet de la montagne appellée Denckel, autrement Hury, de toutes leſquelles bornes il ſera fait une deſcription, Procès verbal, & Carte Topographique par des Com-

Commissaires qui seront nommez de part, & d'autre, lesquels pourront encore en faire planter d'autres ès Lieux où ils trouveront à propos & même depuis le confluent des deux Watembachs, jusqu'audit Rocher de Ramelstein, sans préjudice néanmoins aux Droits de paturage que les Habitans de Lievre ont dans ladite Foreſt, & à la proprieté des Terres ou Prez qui y sont enclavez lesquels ne sont pas en naturel de Foreſt, dont ils continueront de tirer librement les fruits, conformement à la Sentence arbitrale datée du Mercredy après le Dimanche de *Jubilate* de l'année 1516.

XXV. Lesdites trois Communautez de Berkeim, Saint-Hypolite & Orschweiler jouïront de ladite Foreſt de Hynderwaldt par indivis, comme elles ont fait ci-devant & jusqu'à present, & les Officiers de chacune desdites Communautez y auront Jurisdiction en premiére Instance par prévention les uns sur les autres. Ce faisant, ils auront droit de connoitre des mésus, délits & malversations dont leurs Foreſtiers auront fait rapport, ou dont ils auront les premiers dressé des Procès verbaux dans le cours de leurs visites : & en cas d'appellations de leurs Jugemens, elles

ſeront portées par devant les Juges Superieurs de la Communauté dont les Officiers auront prevenu, en ſorte que les appellations des Jugemens, rendus à Saint-Hypolite, ſeront portées par devant les Tribunaux Superieurs de Lorraine : tous leſquels Juges ſuperieurs pourront indiſtinctement eſdits cas de Reſſort, faire les deſcentes, vûes de Lieux, enqueſtes, & toutes autres procedures neceſſaires dans ladite Foreſt que le cas requerera, ſans pour ce acquerir aucune Juriſdiction privative ſur icelle, ni préjudicier aux Droits & autorité de l'autre Souveraineté.

XXVI. Et en conſequence, la Montagne particuliére appellée le Spiedmont par les Habitans de Lievre, commençant depuis ledit Rocher qui eſt au confluent deſdits deux ruiſſeaux de Watembach, en remontant à l'Occident de celui du grand Watembach juſqu'à la rencontre dudit Rocher de Ramelſtein, avec le terrain qui s'étend depuis cet allignement juſqu'aux bornes ſéparatives du Ban de Sainte-Croix, Souveraineté de Lorraine, eſt déclaré appartenir & faire partie du Ban de Lievre Souveraineté de Lorraine.

XXVII. Sa Majeſté ſe déporte des prétentions mûes depuis peu ſur Sainte-

te-Marie-aux-Mines, & le Val de Lievre en la partie appellée de Lorraine, sur la Seigneurie de Tanviller & dépendances, sur la Seigneurie du Dortal, & sur le Village de Manonviller, à l'exception de quelques maisons situées dans ce dernier Village, qui dépendent de la Seigneurie de Herbeviller Lanoy, Evêché de Metz, de tous lesquels Lieux Son Alteſſe Royale continuera de jouïr comme ci-devant en tous Droits de Souveraineté, sans aucune reserve, & sans pouvoir, Elle ni ses Successeurs, y être troublez à l'avenir sous quelque pretexte que ce soit, le tout néanmoins sans préjudice des Droits des Seigneurs particuliers sur quelques-uns desdits Lieux, lesquels leur demeurent conservez en leur entier.

XXVIII. Les Evêques de Metz, Toul & Verdun prétendans que les Ducs de Lorraine possedent depuis long-tems plusieurs Terres & Fiefs situez dans les Etats desdits Ducs, lesquels Fiefs & Terres proviennent originairement du temporel desdits Evêchez, dont les anciens Ducs de Lorraine ont prêté foy & hommage ausdits Evêques, ils ont demandé la continuation desdites foy & hommage &.

Son

Son Alteſſe Royale ayant ſoûtenu que par le Traité du dernier Fevrier 1661. Article XIX. le Duc Charles ayant été remis & rétabli dans la poſſeſſion & jouïſſance, de tous les autres Etats & Seigneuries qui lui furent lors reſtituez, même des Villes, Places & Païs qu'il avoit autrefois poſſedé dépendans deſdits trois Evêchez, & généralement tout ce dont le dernier Duc Henry jouïſſoit lors de ſon decès arrivé en 1624. & qui pouvoit luy appartenir à titre de Succeſſion, échange ou acquiſition, à la reſerve de ce qui par le même Traité a été incorporé à la Couronne de France, & ce pour en jouïr par ledit Duc Charles en tous Droits de Souveraineté, Juſtice & Domaine en la même maniére que ledit Duc Henry en jouïſſoit, ſans que ledit Duc Charles ny ſes Succeſſeurs y puiſſent être troublez ſous quelque pretexte que ce ſoit, & ſous les autres conditions portées par ledit Article XIX. Qu'ainſi le Duc regnant ne pouvoit être tenu à cet égard que comme le Duc Charles ſon grand Oncle l'a été en vertu dudit Article XIX. il a été convenu & arrêté par le preſent que ledit Duc & ſes Succeſſeurs Ducs de Lorraine, ſeront ſeulement à l'a-

l'avenir obligez & tenus de prêter & faire les foy & hommage auxdits Evêques pour les Terres & Fiefs situez dans ses Etats qui peuvent provenir du temporel desdits Evêchez, & dont lesdits Evêques justifieront que le Duc Henry ou le Duc Charles leur auront rendu & prêté les foy & hommage, lesquels Sadite Alteſſe Royale, & les Ducs ſes Succeſſeurs ſeront tenus de rendre, comme les Ducs Henry & Charles ont fait.

XXIX. En conformité de l'Article XXXV. du Traité de Ryſwyck, les Benefices Eccléſiaſtiques qui ont été conferez par Sa Majeſté juſqu'au jour de la ſignature du preſent Traité dans les Lieux que Sa Majeſté fera remettre à la Lorraine, comme étant de ſon ancienne dépendance, ſeront laiſſez aux Poſſeſſeurs modernes qui les ont obtenus. Il en ſera uſé de même & réciproquement dans les Lieux retenus, cedez & incorporez à la Couronne de France, & dans ceux cedez à la Lorraine par le preſent Traité, dans leſquels Sa Majeſté & Son Alteſſe Royale, chacun dans ſa Domination reſpectivement, pourront exercer les Droits de Patronage, Nomination & autres, que l'un ou l'autre des deux Souverains y ont

ont exercez, lesquels leur demeureront transferez avec lesdits Païs, pour eux & leurs Successeurs.

XXX. Pour maintenir la tranquillité entre les Sujets des Païs & Lieux qui par le present Traité doivent passer de la Domination de Sa Majesté sous celle de Son Alteſſe Royale à titre de Restitution il est convenu que l'Article XXXVI. dudit Traité de Ryswyck sera executé à leur égard, ce faisant, que toutes les Procedures, Sentences, Decrets & autres Actes faits & rendus par les Tribunaux, Juges & autres Officiers de S. M. au sujet des differends, & actions jugées definitivement, tant entre les sujets des deux Souverains qu'autres, du tems que S. M. a possedé ledit Païs & Lieux jusqu'au jour des Ratifications du present Traité, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet, de même que si Sa Majesté en étoit restée en possession, & il ne sera point permis de révoquer en doute lesdits Actes, Sentences & Decrets, de les annuller, ou d'en retarder ou empêcher l'éxecution, mais il sera libre aux Parties d'avoir recours à la reviſion des Procès, selon l'ordre & la disposition des Loix & Ordonnances du Païs, les Sentences & Jugemens demeurans cependant en leur force & vi-

gueur,

gueur, de même que les Lettres de Juſtice & de Grace, même de Retrait Feodal que S. M. peut avoir accordées.

XXXI. Et quant aux Procedures, Sentences ou Jugemens qui pourroient avoir été faits & rendus, ſoit avant ou depuis le Traité de Ryſwyck, à l'occaſion des Lieux qui dependoient ci-devant des Etats du Duc, & que Sa Majeſté luy fait rendre, par leſquelles Procedures, Sentences ou Jugemens, les Droits que ledit Duc peut avoir par devers luy en pluſieurs Cauſes auroient été bleſſez, l'Article XLII. dudit Traité de Ryswyck ſera executé comme s'il étoit inſeré ici de mot à mot.

XXXII. Dans tous les Païs, Villes, Villages & Lieux cedez, échangez, ou rendus par le preſent Traité, les Vaſſaux Sujets ou Habitans de quelque qualité & condition qu'ils ſoient ſans aucune reſerve, demeureront du jour de l'échange des Ratifications du preſent Traité déchargez, quittes & abſous des foy, hommage, ſermens de fidélité, obeïſſance, Services, Juriſdictions & Subjections dont ils étoient tenus précedemment envers celui des Souverains qui les cede, échange ou rend, & ils paſſeront immediatement ſous la foy, hommage, ſerment de fidelité, obéïſ-

obéïſſance, ſervice, Juriſdiction & Domination de l'autre Souverain, ſous lequel ils doivent reſter par le preſent Traité, & de ſes Succeſſeurs à perpétuité, ſans que l'autre Souverain ni ſes Succeſſeurs y puiſſent à l'avenir rien prétendre, ſous quelque pretexte que ce puiſſe être, dérogeant l'un & l'autre reſpectivement à cet effet à toutes Loix, Coûtumes, Statuts, Conſtitutions & Ordonnances, même qui auroient été confirmez par ſerment faiſant au contraire, auxquelles & aux clauſes dérogatoires, & aux dérogatoires des dérogatoires, il eſt expreſſément dérogé par le preſent Traité, excluant à perpétuité toutes exceptions ſous quelques raiſons & prétexte qu'elles puiſſent être fondées, & en conſequence celui des deux Souverains auquel leſdits Lieux, Villes, Villages & Païs, Vaſſaux, Sujets & Habitans devront appartenir par le preſent Traité, pourra en vertu d'iceluy, s'en mettre en poſſeſſion ſans avoir beſoin d'autre formalité, ſi bon lui ſemble, bien entendu néanmoins que tant à l'égard de Ramberviller, ſa Châtellenie & dépendances, & autres Lieux, qui par le preſent Traité paſſent ſous la Domination dudit Duc, que des Lieux de l'ancienne dépendance de

la

la Lorraine qui ſont reſtituez, l'Article XXXIV. du Traité de Ryswyck aura lieu, & ſera executé comme s'il étoit inſeré ici de mot à mot, ce faiſant, les Troupes de Sa Majeſté qui vont dans les Places frontieres ou qui en reviennent auront le paſſage ſur & libre dans leſdits Lieux & Païs, de même que dans le ſurplus des Etats de Sadite Alteſſe Royale, en la maniere portée audit Article XXXIV.

XXXIII. Par l'Article XL. du Traité de Ryſwyck, ayant été ſtipulé que l'on conſervera entre la Lorraine & les Evêchez de Metz, Toul & Verdun, l'ancien uſage & liberté de commerce qui doit doreſnavant être exactement obſervé avec avantage réciproque des deux Parties, il a été jugé à propos pour l'utilité commune deſdits Evêchez & de la Lorraine, d'expliquer par le preſent Traité pluſieurs Points, & de regler les difficultez à l'occaſion de l'ancien uſage & liberté de commerce entre ces deux Païs, même d'ajoûter audit Article du Traité de Ryſwyck concernant cette matiere, afin que la reciprocité qui a été l'objet deſdits Uſages & des Concordats, ſoit encore mieux entretenue, ainſi qu'il ſera porté par les Articles ſuivans.

XXXIV.

XXXIV. En execution des mêmes Concordats & des Privileges respectivement accordez pour le Commerce entre les Villes & Evêchez de Metz, Toul & Verdun & leurs Territoires, & les Etats de Lorraine, Terres & Païs appartenans au Duc, il y aura une entiere liberté de commerce & de communication réciproque entre les deux Païs pour y faire entrer, vendre & debiter, ou simplement passer, traverser & sortir toutes sortes de denrées, vivres & marchandises du cru ou de la fabrique desdits deux Païs, à la charge de satisfaite aux Peages anciens seulement, tels & en la maniere déclarée ès Articles suivans, sans qu'il puisse à l'avenir être demandé ny levé de part ny d'autre aucuns autres Droits, quels qu'ils puissent être, au préjudice de ladite liberté de commerce pour le besoin & pour la consommation mutuelle desdits deux Païs.

XXXV. Les Habitans des mêmes Païs pourront encore réciproquement y faire entrer, vendre & debiter, ou simplement passer, traverser & sortir des denrées, vivres & marchandises provenans des Manufactures, & Etats Etrangers, en satisfaisant aux anciens Peages comme en l'Article précedent. Et en cas de marchandises étrangeres dont

dont l'entrée, l'usage ou le Commerce seroient prohibez, dans l'une ou dans l'autre des deux Dominations, elles y pourront passer debout, traverser & sortir en observant les conditions & précautions exprimées ès Articles 58. 59. 60. 61. 62. & 63. du present Traité, & toûjours en satisfaisant aux anciens Péages.

XXXVI. Ce qui est porté par les deux Articles précedens sera observé pareillement pour & dans les Villes & Lieux faisant partie de la Généralité de Metz, qui ont été cedez à la Couronne de France, soit par l'Espagne dans le Traité des Pyrenées du 7. Novembre 1659. soit par le Duc Charles de Lorraine dans le Traité de Vincennes du dernier Fevrier 1661. soit par Son Altesse Royale dans le Traité de Ryswyck du 30. Octobre 1697. & dans le present, toutes lesquelles Villes, & Lieux étant limitrophes, enclavez, ou voisins des Etats du Duc, participeront à la liberté, reciprocité & mutuelle communication en la maniere ci-devant énoncée bien entendu que les Villes, Lieux & Païs dépendans de l'Intendance de Champagne, qui sont pourtant de la Généralité de Metz pour le fait des Impositions ordinaires demeurent exceptez, comme du

du passé, du benefice desdits reciprocité & Concordats.

XXXVII. Tous lesdits Sujets de part & d'autre pourront librement & en tout tems tirer & transporter les fruits, vivres & denrés de leur cru & commerce de l'un desdits Païs à l'autre, excepté en cas de disette si considerable, que si les Fermiers ou Cultivateurs des heritages payant à leurs Maîtres en grains le prix de leurs baux ou administrations vulgairement appellé Canon, il ne restât pas ausdits Fermiers des grains en suffisance pour réensemencer les Terres affermées, en ce cas les Proprietaires seront obligez de leur laisser les semences, necessaires, sauf à les reprendre par préference & privilege à la recolte suivante.

XXXVIII. Pourront aussi les Sujets des deux Païs, acheter, commercer & transporter toutes especes de fruits, vivres & denrées autres que de leur cru & concru reciproquement, comme bon leur semblera, à condition néanmoins qu'en cas de disette considerable, il ne leur sera pas permis de faire sortir desdits deux Païs, les choses necessaires à la vie, qu'ils y auront acheté ou commercé pour les envoyer dans aucuns autres Païs quels qu'ils soient, lesquels Païs,

audit

audit cas de disette, sont par le present Traité, reputez étrangers par raport aux Païs de la Généralité de Metz, compris dans le present Traité & aux Etats de Sadite Altesse Royale, l'intention de ce concert de Réciprocité, n'étant que pour subvenir en cas de disette aux besoins, & à la consommation naturelle desdits deux Païs.

XXXIX. Les Habitans desdits Païs auront la faculté de transporter d'un Païs à l'autre franchement & librement en tout tems, même en cas de disette, les gerbes de grains, les foins, les raisins ou vendanges & autres Fruits qu'ils recueilleront en espece sur les heritages dont ils sont Proprietaires, Fermiers ou Cultivateurs, situez dans les Bans & Finages dependans de l'un ou de l'autre Païs lorsque lesdits héritages feront partie & seront dans la proximité des Metairies, Fermes, Gagnages & Terres dont le corps ou le gros sera situé en celui de l'autre Etat ou Païs où reside le Sujet qui en voudra faire le transport sans que pour raison d'icelui, il puisse être assujeti à aucune sorte de droit.

XL. La même liberté & faculté subsistera pour tous les fruits, vivres & denrées que les Sujets de chacun desdits Etats & Païs auront de leur cru & concru

és

és biens qui leur appartiennent, ou qu'ils tiendront à ferme ou à loyer dans le détroit du Territoire particulier où ils feront leurs residences, lesquels fruits, vivres & denrées ils pourront librement transporter d'un lieu dudit Païs à l'autre, quand bien même dans ce transport ils passeroient accidentellement sur quelques parties du Territoire de l'autre Etat & Païs, comme Territoire emprunté, sans que pour raison de ce passage, il puisse être exigé aucun droit quel qu'il soit.

XLI. Il a été convenu que les anciens Peages des Etats & Païs du Duc de Lorraine, sont les droits de Haut-conduit specifiez dans sa Déclaration du mois d'Août 1704. fondée sur les anciennes Ordonnances, Reglemens & Tarifs de ses Predecesseurs, suivant laquelle Déclaration tous lesdits Sujets de la Generalité de Metz compris au present Traité, payeront le Droit de Haut-conduit à la reserve de ceux qui seront compris dans les Articles 43. 44. 45. 46. & 47. ci-après, qui ne le payeront que suivant les modifications y énoncées, & en consequence les Bureaux établis tant avant que depuis ladite Déclaration, & tous les autres que Sadite Alteſſe Royale & ſes Succeſſeurs ou leurs

leurs Fermiers Généraux trouveront à propos d'établir ou de changer dans la suite pour la perception desdits Droits subsisteront, à condition toutesfois que le Droit de Haut-conduit ne sera levé qu'une seule fois dans chacun des cinq Districts ou Departemens qui font la division de son Païs, conformement à ladite Declaration; au moyen de quoi il ne sera donné aucun empêchement aux Voituriers ou Conducteurs de marchandises ou denrées sujettes à ce Droit, lorsqu'ils l'auront payé au premier Bureau du District où ils passeront, en representant aux Commis des autres Bureaux du même District sur la route, l'acquit de paye du Burau où ils auront acquitté le Droit.

XLII. Les acquits de paye de Haut-conduit seront expediez sous les noms des Voituriers & Conducteurs desdites marchandises & denrées, & il ne sera delivré qu'un acquit pour toutes celles qui seront compriſes dans une seule Lettre de Voiture, & sous la conduite d'un même Voiturier.

XLIII. Les Traitez & Conventions passées en 1614. 1615. & autres années entre les Evêques de Metz & les Ducs de Lorraine, sont confirmez par le present, & en conformi-

té de ce qui y eſt porté, les Sujets & Habitans de l'Evêché de Metz, ſeront exempts des Droits de Haut-conduit pour tous les grains, foins, pailles & bois provenans de leur cru & concru, ſoit en les tranſportant des Païs du Duc dans ledit Evêché, pour les y conſommer, ſoit dudit Evêché dans les Païs de Sadite Alteſſe Royale pour les y commercer; mais ils ſeront ſeulement aſſujettis au Droit de Haut-conduit pour les fruits, denrées & effets qui leur proviendront d'achat, Commerce, Ferme, ou admodiation qu'ils auront faits tant dans leſdits Païs de l'Evêché & de Lorraine que hors d'iceux, ſuivant les Tarifs reglez par leſdits Traitez pour les Diſtricts de Chateauſalin, de Nancy & de Salin-l'Etape, y enoncez ſous les denominations de Salone, Drouville & de Domepure, & ce pour les choſes marquées auſdits Tarifs ſeulement.

XLIV. Tous les Sujets & Habitans de la Ville de Phalſbourg, des Villages & dependances de la principauté dudit Phalſbourg, cedez au Roi tant par ledit Traité du dernier Fevrier 1661. que par le préſent, les Habitans de la Ville de Saarbourg, des Villages de Niderwiler

wiler & autres compris dans la route de Metz audit Phalsbourg, formée en execution du même Traité de 1661. ſont faits participans des diſtinctions & avantages acquis dans les Etats du Duc aux Sujets & Habitans de l'ancien Territoire de l'Evêché de Metz, par les Conventions d'entre les Evêques de Metz & les Ducs de Lorraine, moyennant quoi la réciprocité y ſtipulée en faveur des Sujets deſdits Ducs, dans ledit Evêché de Metz, ſera à leur égard pareillement pratiquée dans leſdites Villes & Lieux de Phalsbourg, Saarbourg, Niderſwiller & autres énoncez au preſent Article.

XLV. Les Bourgeois & Habitans de la Ville de Toul & Païs Toulois, demeureront exempts & dechargez des Droits de Haut-conduit, de Saint Epure, dont le Bureau eſt transferé à Gondreville dans tout ſon Diſtrict pour toutes ſortes de fruits, Denrées & Marchandiſes neceſſaires à leurs propres beſoins, & conſommation dans ladite Ville & Païs Toulois. Seront encore leſdits Bourgeois & Habitans exempts de tout Droit de Haut-conduit dans les quatre autres Diſtricts pour les Fruits & Denrées de leur cru & concru qu'ils tranſporteront deſdites Villes de Toul

& Païs Toulois dans les Etats de Sadite Alteſſe Royale, pour y être pareillement conſommez : mais les Bourgeois & Habitans de la Ville & Païs Toulois reſteront comme du paſſé ſujets au Droit de Haut-conduit pour les Fruits, Denrées & Marchandiſes qu'ils feront paſſer par les Etats du Duc pour les tranſporter ailleurs que chez eux, & reciproquement les Sujets de Son Alteſſe Royale payeront les anciens Droits à Toul & Païs Toulois dans ce dernier & pareil cas.

XLVI. Il ne ſera exigé ni perçu aucun Droit de Haut-conduit ſur les menues Denrées qui ſeront portées en la Ville de Verdun pour y être conſommées, ſoit qu'on les porte à bras ou à hottées, ou qu'elles y ſoient voiturées par Chevaux, Aſnes, Chars, & Charettes, comme Braiſe, Charbon, Fagots, Bois de Chauffage, Volailles, Poiſſons, Pommes, Poires, & autres menus fruits qui paroîtront viſiblement être deſtinez à l'uſage des Bourgeois & Habitans de la même Ville.

XLVII. Et en ce qui concerne les anciens Droits, que les Sujets dudit Duc ſeront obligez & tenus de payer dans les trois Evêchez & autres Villes & Lieux de la Généralité de Metz, compris

au

au preſent Traité, leſquels Droits il eſt neceſſaire de conſtater pour prévenir toutes difficultez tant par rapport aux origines & aux differens établiſſemens deſdits Droits, qu'aux époques des anciens Concordats, il a été convenu que pour les Villes & Lieux des trois Evêchez & Terre de Gorze, ces Droits ſeront fixez & arrêtez ſur le pied de l'uſage de l'année 1600. dont on dreſſera des Tarifs par Commiſſaires de part & d'autre ſur les Titres, Documens, Regiſtres, & Enſeignemens ou Uſages à rapporter par les Villes & Lieux des trois Evêchez de la Terre de Gorze.

Et à l'égard des anciens Droits du Roi, ou des Villes dans les Païs & Lieux cedez par l'Eſpagne à la Couronne de France, & qui ſont joints à la Généralité de Mets, ils ſeront fixes à l'époque de l'année 1642. ſur les Titres, Regiſtres, Tarifs, Enſeignemens & Uſages à rapporter par les Fermiers du Roi, leurs Propoſez ou Commis, & par les Officiers des Villes.

Au cas qu'il plaiſe au Roi de faire ci-après percevoir les anciens Peages de Lorraine dans les Lieux cedez à Sa Majeſté par les Ducs, ils ſeront fixez comme il enſuit dans les Villes de Long-

wy, Marville, Saarloüis, & Sierck, & Villages & Lieux en dependans, qui y ſont ſous la domination de France. Sçavoir que les Sujets de Lorraine reſidens dans le Diſtrict ou Departement dudit Haut-conduit du Barrois, ne payeront point le Droit du Haut-conduit dans Longwy, Marville & dependances, & reciproquement les ſujets du Roi deſdites Villes de Longwy, Marville, & dépendances, ſeront exempts du Haut-conduit du Barrois dans tout ſon Diſtrict; mais le ſurplus des ſujets du Duc venant eſdites Villes de Longwy, Marville & dépendances, payeront le Haut-conduit du Barrois.

Les ſujets de Sadite Alteſſe Royale reſidans dans l'étendue du Haut-conduit de Châteauſalin, ne payeront pas le Droit d'icelui dans les Villes de Saarloüis, Sierck & leurs dependances & réciproquement les ſujets du Roy deſdites Villes de Saarloüis, Sierck, & dependances ſeront exempts du Droit de Haut-conduit de Châteauſalin dans tout ſon Diſtrict : mais le ſurplus des Sujets de Lorraine venant eſdites Villes de Saarloüis, Sierck, & dependances, payeront le Haut-conduit de Châteauſalin, le tout ſuivant que les Droits de Haut-conduit du Barrois & de Châ-

Châteauſalin ſont énoncez dans la Declaration de Lorraine du mois d'Août 1704. à l'exeption néanmoins des cas portez aux Articles XXXIX. & XL. du preſent Traité, pour leſquels les ſujets des deux Souverains demeurent reciproquement exempts de tous Peages & Droits.

XLVIII. Les ſujets de Son Alteſſe Royale qui voudront dépoſer leurs Bois ſur le Port de la Riviere de Mozelle près la Ville de Toul, y payeront les Droits de la Ville ſur ledit Port, tant & ſi long-tems qu'ils voudront s'en ſervir ſeulement

XLIX. Outre les Droits anciens de Lorraine ci-devant ſpecifiez, que les ſujets des trois Evêchez & des Païs dependans de la Généralité de Metz, compris dans le preſent Traité, doivent payer dans les Etats du Duc, ils ſeront encore obligez de payer tous les autres Droits y établis, ſoit d'entrée & iſſue foraine, de traverſe, & autres pour les vivres, denrées & marchandiſes qui ne ſeront deſtinez à leurs beſoins & conſommations naturels, mais dont ils feront commerce, & qu'ils voudront tranſporter ailleurs que dans leſdits Païs de la Généralité de Metz.

L. Le Traité ou Concordat du 18. Juin

1604. subsistera selon sa forme & teneur, & demeurera commun avec tous lesdits Sujets, lesquels en consequence seront obligez de prendre des acquits à caution dans les Bureaux où ils chargeront s'il y en a d'établis, sinon au premier Bureau plus prochain de leur passage, pour les vivres, denrées & marchandises qu'ils destineront à l'usage & consommation de l'un ou de l'autre desdits deux Païs, lesquels acquits à caution seront expediez sans deballer, sous le nom de chaque Proprietaire & Marchand qui fera entrer, passer, ou sortir lesdits vivres, denrées & marchandises, & non sous le nom des Voituriers & Conducteurs d'icelles. Pour l'effet duquel acquit à caution, ils donneront gages ou caution de renvoyer dans quinze jours ou trois semaines au plus tard lesdits acquits, certifiez par l'un des Officiers qui sera commis à ce sujet dans chacun Hôtel de Ville desdits Etats & Païs, & par le Maire ou principal Officier des Bourgs, Villages & autres Lieux où les dechargemens auront été faits, portant que les vivres, denrées & marchandises mentionnées & declarées esdits acquits à caution, y auront été déchargées pour y être distribuées sans fraude & sera l'émolument

des

des Commis des Bureaux fixé à quatre gros, faisant trois sols tournois pour la délivrance, reception & décharges de chacun desdits acquits à caution.

LI. Les Habitans de l'Evêché de Metz seront, suivant le Traité du 25. Septembre 1610. dispensez de prendre dans les Etats du Duc des acquits à caution en la forme portée en l'Article precedent, de même que ceux de la Principauté de Phalsbourg, de Saarbourg, Niderswiller & des Lieux compris en la route de Metz à Phalsbourg reglée en execution du Traité de 1661. à la charge neanmoins de donner par les uns & par les autres aux Commis du premier Bureau des Etats de Lorraine, où ils chargeront, ou dans le plus prochain de leur passage, un Certificat écrit & signé d'eux ou d'un Tabellion, portant déclaration de la quantité & qualité des denrées & marchandises sujettes audits impôts qu'ils y auront chargées, ou fait passer pour les transporter dans les Terres de l'Evêché de Metz, Principauté de Phalsbourg, Saarbourg, Niderswiller & autres Lieux de ladite route, avec promesse de rapporter temoignage d'un Officier de l'Hôtel de Ville ou de Justice, dans quarante jours, d'y avoir conduit & déchargé

gé lesdites denrées & marchandises ; moyennant lequel Certificat le Commis du Bureau Lorrain leur délivrera un Passavant sans fr is , qui sera renvoyé avec ledit Certificat & témoignage de déchargement.

LII. Les Sujets des trois Evêchez & des Païs de la Generalité de Metz , ci-devant designez , qui feront embarquer au Crosne de Nancy , & voiturier par eau dudit Nancy à Metz des effets , denrées & marchandises , seront tenus , outre les Droits du haut-conduit de Nancy & des autres Districts , selon les differens cas ci-devant expliquez & determinez , de payer encore pour le Droit du Crosne , ce qui est porté au Tarif de 1666. ainsi que le payent les propres Sujets du Duc & tous autres , moyennant quoi lesdits Sujets des trois Evêchez & des Païs de la Generalité , ne payeront pas le Haut-conduit du Barrois , ès Villes & Lieux où la Riviere de Mozelle touche aux Terres du Barrois entre Nancy & Metz.

LIII. Il en sera de même pour les effets , denrées ou marchandises que les mêmes Sujets feront embarquer à Metz pour les amener sur ladite Riviere à Nancy , pour lesquelles ils ne payeront rien en passant sur le District du Haut-con-

conduit du Barrois, mais ils payeront le Haut-conduit de Nancy, & les Droits de Croſne en y arrivant.

LIV. A l'égard des effets, denrées & marchandiſes que les mêmes Sujets voudront embarquer ſur la Mozelle dans les Lieux du Diſtrict du Haut-conduit du Barrois qui ſont entre les Villes de Nancy & de Metz, ou qui après avoir été embarquez à Nancy ou à Metz, ſeroient dechargées en chemin dans l'étendue du même Diſtrict du Haut-conduit du Barrois, leſdits Sujets ſeront obligez de payer le Droit dudit Haut-conduit du Barrois par rapport aux Chars, Charettes & chevallées qui auront tranſporté leſdits effets, denrées & marchandiſes ſur ou depuis les bords de ladite Riviere, à la reſerve néanmoins que pour les denrées provenans du cru & concru des Habitans de l'Evêché de Metz, Principauté de Phalſbourg, de Saarbourg, Niderſwiller & autres Lieux de la Route de Metz à Phalſbourg, deſtinées à leur conſommation, pour leſquelles, ſuivant les Articles 43. & 44. ci-devant, ils ſont exempts de payer aucun Haut-conduit: ils ſeront au cas ſuſdit pareillement diſpenſez de payer celui du Barrois: il en ſera de même pour

les Habitans des Villes de Longwy, Marville & dependances, lesquels suivant l'article XLVII. ci-devant sont exempts du Haut-conduit du Barrois.

LV. La situation des trois Evêchez & des Etats du Duc, leur voisinage & enclaves mutuels, les alliances des Familles, la conformité des mœurs, & presque des Loix & autres considérations, ayant ci-devant donné lieu à établir de l'autorité & agrément des deux Souverains, une reciprocité d'Hipotheques des Actes publics passez dans l'un & dans l'autre Païs, qui subsiste entre plusieurs parties d'iceux à l'avantage des Sujets : il a été convenu que cette réciprocité d'Hypotheques sera étendue pour l'avenir dans toutes les parties des Païs de la Generalité de Metz compriſes en ce Traité, & dans toutes les parties des Etats dudit Duc, & en consequence que tous les Actes publics, soit Arrêts, Jugemens, Sentences, Contrats & tous autres instrumens qui seront ci-après passez par ou devant les Tribunaux & Officiers de Justice temporelle, Notaires, Tabellions, Gardenottes & Greffiers desdits deux Païs, emporteront réciproquement pareilles Hypotheques dans les mêmes Païs & telles qu'ils les auroient

selon

ſelon les Loix dans les Lieux où ces Actes auroient dû être paſſez naturellement avant la preſente Convention, à condition néanmoins que les Droits de Seaux, ou de Bullete dus pour les Contrats réels, ſeront payez dans les Lieux où ſeront ſituez les héritages & biens fonds qui auront donné lieu aux Contrats & Actes.

LVI. Au ſurplus, tous les autres Traitez ou Concordats ci-devant faits entre leſdits Etats & Païs, ſeront obſervez & executez en ce qui ne s'y trouvera pas de changé ou derogé par le preſent.

LVII. Les Sujets du Roi de la Prevôté des Vaucouleurs & dependances, ne payeront aucun Droit, pas même de Haut-conduit, pour les denrées & marchandiſes provenant des Terres de la Domination de Sa Majeſté, qu'ils feront paſſer & traverſer ſur celles du Duc pour la conſommation de ladite Prevôté & dependances, non plus que pour celles qu'ils tranſporteront de ladite Prevôté & dependances dans leſdites Terres du Roi, & reciproquement les Sujets de ſon Alteſſe Royale, ne ſeront tenus de payer aucun droit dans ladite Prevôté & dependances pour le paſſage & la traverſe qu'ils y feront de leurs

leurs denrées & marchandiſes provenant des Etats dudit Duc, & qu'ils y porteront pour leur conſommation.

LVIII. Les Sujets du Duc ou autres leſquels venant des Païs Etrangers dans ceux de Sadite Alteſſe Royale, auront à emprunter les Terres des Etats & Païs de la Generalité de Metz compris en ce Traité, pour conduire & voiturer dans leſdits Etats du Duc des marchandiſes des Indes, de la Chine, du Levant & autres Païs ou Manufactures Etrangeres dont le Roy a jugé à propos de defendre l'entrée, le port, l'uſage, debit & Commerce dans ſes Etats, par Arrêt de ſon Conſeil du 27. Août 1709. & autres que Sa Majeſté & ſes Succeſſeurs pourroient défendre à l'avenir, ſeront tenus de declarer à la premiére Ville ou Lieu de la Domination de France ſur leur paſſage au Bureau des Fermes, s'il y en a; & s'il n'y en a pas, au Commis ou Prépoſé dans chacun des Lieux ci-après ſpecifiez, le nombre des Tonneaux, Balots, Caiſſes ou Paquets contenant leſdites Marchandiſes qu'ils auront à faire entrer, traverſer & paſſer ſur leſdites Terres de la Generalité de Metz, & de les y faire plomber, afin que pendant ledit tranſport, il ne puiſſe rien être tiré deſdits Tonneaux, Balots

lots, Caiſſes ou Paquets. Ils ſeront en outre tenus d'y prendre un Acte ou Acquit à caution, par lequel le Marchand ou Voiturier deſdites Marchandiſes s'obligera de rapporter ou renvoyer dans quarante jours au même Bureau, Prépoſé ou Commis, un Certificat écrit au dos dudit Acte ou Acquit à caution, par lequel le principal Officier de l'Hôtel de Ville ou du Lieu des Païs du Duc pour lequel les Marchandiſes ſeront deſtinées, certifiera qu'elles y auront été dechargées avec les plombs entiers & en bon état; & à faute par les Marchands ou Voituriers de ſatisfaire aux formalitez du preſent Article, ils ſeront condamnez en cinq cens livres d'amende, & leſdites Marchandiſes défendues, les Chevaux & équipages qui les auront conduits, declarez acquis & confiſquez au Roy.

LIX. Leſdits Marchands ou Voituriers ſeront obligez, s'ils en ſont requis, de repréſenter aux Commis des autres Bureaux de Sa Majeſté s'il y en a, ſur leur paſſage, leſdits Tonneaux, Balots, Caiſſes ou Paquets plombez en bon état, enſemble ledit Acquit à caution ſur lequel leſdits Commis mettront leur Viſa, ſi bon leur ſemble. Leſdits Marchands ou Voituriers feront encore pareilles

reilles répreſentations, s'ils en ſont requis en chemin par les Commis Ambulans, & Roulans en Campagne pour le ſervice des Fermes de Sa Majeſté, ſans obligation néanmoins de prendre leur Viſa.

LX. Si par cas fortuit leſdits Marchands ou Voituriers ſe trouvent obligez de ſéjourner ou de décharger leſdites Marchandiſes en route, il leur ſera permis de le faire à condition de les dépoſer dans les Bureaux des Fermes du Roy, s'il y en a dans le lieu, ſinon dans le poids des Villes & Lieux publics où l'on a accoûtumé de dépoſer les Marchandiſes; & à défaut de Lieux publics deſtinez à cet effet, ils les dépoſeront chez un notable Habitant, & en feront ſur le champ leur Déclaration aux Subdeleguez de l'Intendance de Metz, dans les Villes où il y en aura, ſinon au Syndic, Mayeur, ou principal Officier du Lieu qui leur en donnera Acte.

LXI. Leſdits Marchands ou Voituriers ne ſeront obligez de payer aucune choſe pour la fourniture des cordes ou ficelles, plombs, fabrication ou impreſſion deſdits plombs, non-plus que pour la confection, expédition & reception deſdits Acquits à caution & Viſa d'iceux,

ni

ni même pour lesdits Certificats ou Actes de dépôt en cas fortuit : à tout quoy les Commis des Bureaux de Sa Majesté & autres Prépoſez, enſemble les Officiers ſeront obligez de fournir & vaquer inceſſamment avec diligence & de bonne foy, enſorte que leſdits Marchands & Voituriers n'en reçoivent aucun retardement ni intereſt par affectation.

LXII. Et pour plus ample explication de l'Article LVIII. ci-devant, les Lieux où leſdits Marchands & Voituriers devront faire leur Déclaration & plomber, ſeront quant à preſent les ci-après nommez, ſçavoir, dans la route de Verdun, le premier Bureau ſera réputé à Couſonvoy, Mouzon & Verdun, au choix deſdits Marchands & Voituriers ; & comme la Ferme generale de France n'a aucun Bureau dans les routes ci-après, il a été convenu que pour leſdites Routes, il ſera établi par le Sieur Intendant de Metz des Commis ou Prépoſez, pour recevoir les Déclarations & plomber, ſçavoir, pour la route d'Arlon, un en la Ville baſſe de Longwy ; pour la route de Luxembourg, un dans la Ville de Thionville ; pour la route par eau ſur la Saare, un à Valdrevange ; pour la route de Sarbruck, par Saint-Avold & Pont de pierre, un au Village

Village de Theting ; pour la route de Francfort à Metz, un en la Ville de Vic, sauf à fixer encore ci-après de concert d'autres lieux pour déclarer & plomber, ou à en changer pareillement quelques-uns de ceux ci-dessus énoncez s'il est jugé necessaire.

LXIII. Lesdits Marchands & Voituriers ne pourront être réputez en fraude avant que lesdits Bureaux ou Prépose soient établis, & en état de plomber ; & après qu'ils l'auront été, lesdits Marchands & Voituriers ne seront censez être en fraude, quelques routes qu'ils ayent tenues, qu'après qu'ils auront passé les détroits des Lieux de l'établissement desdits Bureaux ou Prépose, sans y avoir fait Déclaration & plomber ; mais s'ils sont rencontrez après en avoir passé le détroit, sans y avoir fait Déclaration & plomber leurs Tonneaux, Balots, Caisses, & Paquets de Marchandises défendues, ou si les plombs s'en trouvent alterés ou rompus, lesdits Marchands & Voituriers seront réputés en fraude & sujets aux peines déclarées en l'Article LVIII. ci-devant.

LXIV. En cas que dans la suite Son Alteſſe Royale ou les Ducs ſes Succeſſeurs trouveroient à propos de défendre dans leurs Etats & Païs, certaines eſpe-

ces

ces de Marchandiſes, les Marchands ou Voituriers Sujets du Roy, ou autres qui voudroient y en faire paſſer & traverſer ſeront obligez aux mêmes précautions que celles ci-devant énoncées, à l'effet de quoi l'on conviendra pour lors de bonne foy par Commiſſaires reſpectifs, des Bureaux où elles ſeront declarées & plombées ſous les mêmes peines.

LXV. Les délits & méſus commis ès Bois & Foreſt appartenans au Duc ſituez dans l'Evêché de Metz, ſeront conformément aux Concordats paſſez entre les Ducs de Lorraine, & les Evêques de Metz ès années 1603. 1615. 1621. & autres, pourſuivis & jugez ſans appel par devant les Juges communs du Sr. Evêque de Metz, ou de ſes Vaſſaux d'une part, & un Officier des Salines de Lorraine chacun dans ſon Diſtrict, d'autre part, ſans qu'aucun autre Tribunal ſupérieur ou inférieur, quel qu'il ſoit, puiſſe en connoître, ſauf aux Parties dans le cas de dény de Juſtice ou de nullité de Jugemens, à ſe pourvoir en recours pardevers les Commiſſaires qui ſeront nommez par Sa Majeſté & par Son Alteſſe Royale, pour connoître en dernier reſſort deſdits deux cas ſeulement.

LXVI. La même choſe ſera obſervée pour

pour les Bois & Forêts appartenans au Duc, situez sur les Lieux compris dans la route designée en 1661. de Metz à Phalsbourg, dont les habitans par le présent Traité sont rendus participans des avantages particuliers acquis aux sujets de l'Evêché de Metz dans les Païs de Lorraine, par les Conventions faites entre les Ducs de Lorraine & les Evêques de Metz. Et en consequence, les délits & mésus qui seront commis esdits Bois & Forêts, seront poursuivis & jugez sans appel par le Commissaire que Sa Majesté ou ses Vassaux Seigneurs desdits Lieux nommeront, & par l'un des Officiers des Salines de Lorraine, sauf les deux cas de recours qui seront exercez suivant qu'il est porté en l'Article précedent.

LXVII. Pour maintenir le bon ordre public réciproquement entre les Païs de la Generalité de Metz compris dans ce present Traité & ceux du Duc, il est convenu qu'à l'imitation de ce qui est porté au Concordat de 1615. entre l'Evêché de Metz & la Lorraine, les Juges respectifs desdits Païs de la Generalité de Metz, & des Etats de Sadite Alteſſe Royale, seront tenus d'accorder pareatis tant pour assigner les délinquans ès Forêts de l'un desdits Etats & Païs, quoique

que resident dans l'autre, dans le cas où la procedure ne sera poursuivie que civilement. Les mêmes pareatis seront aussi accordez sans difficulté pour l'éxécution des Jugemens qui pourroient être rendus en consequence, tant en premiére Instance qu'en Cause d'appel.

LXVIII. Le present Traité sera ratifié & approuvé par Sa Majesté & par Son Altesse Royale, & les Ratifications seront délivrées dans le terme de trois semaines, ou plûtôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoy Nous Commissaires de Sa Majesté & de Sadite Altesse Royale, & sous leurs bons plaisirs, en vertu de nos Commissions & Pleins-pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé ces Presentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait apposer les cachets de nos Armes. A Paris le vingt-un Janvier 1718.

(*L.S.*) DE BARBERIE DE SAINT-CONTEST.
(*L.S.*) LE FEVRE D'ORMESSON.
(*L.S.*) J.B.MACHUET.
(*L.S.*) F. BARROIS.

Ce Traité fut ratifié par S. M. Très-Chrétienne le 31. Janvier; & par S.A.R. le Duc de Lorraine le 24. du même mois 1718.

[Q.]

1715. RENOUVELLEMENT *d'Alliance entre la France & les Cantons Catholiques de Suisse, conclu à Soleure en* 1715. tiré du Mercure Historique.

Au Nom de la Très-Sainte Trinité.

COMME ainsi soit, que pendant la Diete tenuë à *Lucerne* au mois de Decembre 1713. par les Louables Cantons Catholiques & la Louable Republique de Valais, Mrs. les Deputez auroient mûrement reflechi sur l'état présent de l'Europe, sur celui du Louable Corps Helvétique en general, & sur le grand malheur arrivé à la France par la mort de Mr. le Dauphin: Et consideré que par cette perte l'Alliance concluë en 1663. avec très-Excellent & très-Puissant Prince & Seigneur LOUIS XIV. par la Grace de Dieu Roi Très-Chrétien de *France* & de *Navarre*, Duc de *Milan*, Comte d'*Ast*, Seigneur de *Gennes*, &c. glorieusement regnant, se trouvoit limitée à sa vie, que Dieu veuille prolonger, & à huit ans après son

ſon décès. Après avoir attentivement examiné combien cette Alliance eſt utile, tant à la Couronne, qu'à tous les Membres qui compoſent le Louable Corps Helvetique ; & en même tems reconnu le bien qui en reſulteroit, en la portant le plus loin qu'il ſeroit poſſible ; Ils crurent pour la gloire de Dieu, & pour l'avantage commun, devoir communiquer leurs Idées à ſon Exc. Mr. le Comte du Luc, Ambaſſadeur du Roi en Suiſſe, qui les ayant goûtées, convint qu'il en rendroit compte à ſa Majeſté, & eux à leurs Supérieurs. La choſe a été éxécutée, & Dieu par ſa miſericorde, a voulu que S. M. les Cantons & la Republique de Valais, ayent également agréé les mêmes Idées ; enſorte que le Roi d'une part & les Cantons de *Lucerne*, *Ury*, *Schuitz*, *Undervalde* haut & bas, *Zug* avec les Offices extérieures, *Glaris* Catholique, *Fribourg*, *Soleure*, *Appenzel* Catholique, République & Païs de *Vallais* de l'autre part, ayent donné leurs Pouvoirs réciproques, qui ont été communiquez & trouvez en bonne forme : Après avoir invoqué le Saint Nom de Dieu, on eſt convenu des Articles qui ſuivent, pour la ſûreté, défenſe, & conſervation de nos Perſonnes, Honneurs, Royaumes, Duchez,

Duchez, Principautez, Villes, Païs, Seigneuries, Droits, Terres & Sujets, tels qu'ils ſoient, que nous avons & poſſedons, aurons ou poſſederons tant deçà que delà les Monts.

PREMIEREMENT.

ON declare expreſſement, que quoique tous les Cantons & Etats qui compoſent le Corps Helvetique, ne ſoient pas compris & denommez dans le preſent Traité, l'intention eſt de les inviter (autant qu'il ſera convenable) à l'accepter, n'ayant pas lieu de douter, qu'y trouvant leur avantage, ils n'y donnent volontiers les mains, puiſqu'il eſt également glorieux à tous, & abſolument néceſſaire pour le maintien de la Republique en général.

II. Que les Traitez de Paix perpetuelle, & d'Alliance ci-devant conclus, ſeront regardez comme la baſe de celuici, & comme une preuve conſtante de l'ancienne Union entre les deux Nations : mais le tems aportant du changement en toutes choſes, & pouvant arriver, que par des variations inévitables, ou par des explications differentes, les anciens Traitez ne ſoient pas religieuſement obſervez dans tous leurs Points,

Points, nous avons trouvé bon du ratifier de nouveau par la presente Alliance, tous les Traitez ci-devant faits, & nommement la Paix perpetuelle, les Alliances des années 1521. & 1663. & toutes les Lettres Annexes.

III. L'experience ne permettant point de douter des avantages qu'on doit trouver dans la continuation d'une parfaite intelligence entre les deux Nations le Roi Très-Chrétien, pour mieux marquer sa grande affection au Corps Helvétique, a bien voulu renouveller la presente Alliance, pour être continuée avec le Sereniſſime Dauphin Héritier presomptif de la Couronne, & avec tous les Rois Successeurs de Sa Majesté, qu'après le decez du prémier Roi Successeur de Sadite Majesté, les autres Rois Très-Chrétiens qui succederont, aussi bien que les Cantons, Republiques & Etats, jureront & ratifieront l'exacte observation de la presente Alliance dans tous ses Points, & remedieront aux cas qui n'auront pas été prevûs dans ce Traité, ou ausquels le laps du tems auroit aporté quelque alteration; ce qui se fera à chaque changement de Regne, par les Ambassadeurs pourvûs des Pleins-pouvoirs necessaires, & par les Deputez munis du Plein-pouvoir de

chaque Canton de la Suisse, Republique & Etat qui seront compris dans la presente Alliance : cette precaution ayant pour objet de faire subsister les choses dans la même force & dans la même vigueur, qu'elles subsistent à présent.

IV. Les Alliances n'ont pour objet, que le bénéfice & l'avantage reciproques des Parties contractantes, & comme le Roi d'une part, & les Louables Cantons, la Republique de Valais, & Alliez compris dans la Corps Helvetique de l'autre, ont vû par une longue experience, que rien n'est plus avantageux de part & d'autre, qu'une union intime, & que l'inclination mutuelle des Peuples soûmis à Sa Majesté & au Corps Helvetique, fait envisager le bénéfice qui en doit resulter, & ne donne aucun lieu de douter de la fidelité reciproque, laquelle on veut observer tout le contenu ci-après, en convient, ainsi qu'il est porté dans l'Alliance de 1663. Que si (à Dieu ne plaise) le Royaume étoit attaqué interieurement, soit par des Forces étrangeres, ou par des divisions intestines, le Corps Helvetique en ces deux cas accordera sans aucun delai, dix jours après avoir été demandée, une levée extraordinaire de Troupes laquelle levée ne pourra être de

de plus de seize mille hommes : Et les Troupes Suisses ne pourront être employées que par terre, & non sur Mer, conformement à l'Article VII. de l'Alliance de 1663. Cette levée se fera aux depens du Roi alors regnant, qui choisira & nommera les Colonels & Capitaines de tous les Cantons, Republique, & Etats dont on prendra le monde. Lorsque S. M. aura tiré desdites Troupes les services desirez, elle les renvoyera chez eux par des Routes, après leur avoir payé toutes les soldes qui pourront leur être dûës, jusqu'à leur arrivée dans leurs Maisons.

V. Que si en échange le Corps Helvetique ou quelque Canton ou Etat en particulier, étoit attaqué par quelque Puissance étrangere, ou qu'il fût troublé interieurement : au premier cas, Sa Majesté les aidera de ses Forces, suivant que la necessité le demandera, & que les Cantons en prieront Sa Majesté : & dans le second cas, comme Ami & Allié commun, S. M. ou les Rois ses Successeurs employeront, sur la requisition de la Partie molestée & grevée, toutes sortes d'offices amiables, pour porter les Parties à se rendre une réciproque justice ; & si cette voye n'avoit pas tout l'effet desiré, Sa Majesté, ainsi que les Rois ses Successeurs, sans rien faire qui de-

truiſe la preſente Alliance, pour l'executer dans ſon veritable ſens, employera à ſes propres depens les Forces que Dieu lui a miſes entre les mains, pour obliger l'Agreſſeur de rentrer dans les regles preſcrites par les Alliances que les Cantons & Alliez ont entr'eux. Sa Majeſté & les Rois ſes Succeſſeurs, ſe declareront Garans des Traitez qui pourront ſe faire entre les Louables Cantons, ſuppoſé que Dieu permit, qu'il arrivât quelque diviſion entr'eux.

VI. Les Officiers, Soldats & autres, attachez au militaire & à la ſolde du Roi, ſeront exempts de toutes Taxes faites, ou à faire, ſoit Capitation, Dixiéme, ou autres Impoſitions, quelque nom qu'on puiſſe leur donner, par rapport à leurs apointemens ou à leur ſolde.

Si les ſuſnommez ont acquis, ou s'ils poſſedent des Biens fonciers en France, ſans examiner s'ils les tiennent d'eux, de leurs Femmes, ou autrement, ils en joüiront leur vie durant, auſſi-bien que leurs Veuves pendant leur viduité, en la même maniere que peuvent en joüir les Commenſaux, ou les Nobles; en ſorte que les Suiſſes ſuſnommez n'auront à ſuporter que les Taxes, ou Charges attachées à la nature du Bien qu'ils poſſederont.

Mais

Mais si lesdits soldats, quoi-qu'au service, entreprenoient, par eux, ou par leur Femmes, de faire quelque commerce, ou d'exercer un Métier, lequel métier ne regardât point directement le service particulier des Compagnies Suisses à la solde de S. M. en ce cas ils se trouveront confondus, & ne pourront prétendre d'autres prérogatives, que celles dont les sujets du Roi jouïront.

VII. Les Troupes Suisses qui seront en Garnison dans l'intérieur du Royaume, ou dans les Places frontiéres, jouïront de toutes les franchises, mais sans abus; & pour les prevenir, on réglera suivant les anciens Traitez & Usages, ce que les Vivandiers pourront faire entrer dans les Villes par raport au nombre des Troupes qui s'y trouveront, savoir en Vin, Viande, Tabac, Eau de vie, & autres Denrées necessaires à leur subsistance; & si lesdits Vivandiers Suisses en abusoient, & qu'ils fussent convaincus d'avoir été au delà de ce qui sera prescrit, ils seront soûmis à la confiscation de ces Vivres, & à la Justice Suisse, pour être châtiez dûëment.

VIII. La Solde, soit de Guerre, soit de Paix, subsistera sur le pié qu'elle est établie presentement; savoir en tems de

Guerre, lorsque les Regimens seront destinez pour servir dans les Armées, & marcher en Campagne, 17. livres 8. sols par homme par mois, & 1960. livres pour l'Etat Major aussi par mois; & en tems de Paix, ou lorsqu'ils seront destinez pour demeurer pendant la Campagne entiére dans des Garnisons éloignées de la Frontiére où la Guerre se fera, 16. livres par homme par mois, & 1000. livres pour l'Etat Major, aussi par mois, à la reserve du Regiment des Gardes Suisses: mais si les Troupes Suisses, qui n'auroient pas été destinées à servir en Campagne, ou dans les Places voisines de la Guerre, recevoient ordre d'y marcher, elles seroient payées comme si elles y avoient été destinées au commencement de la Campagne.

IX. Les Capitaines qui auront 150. hommes effectifs, seront reputez complets, & jouïront de 27. hommes de gratification, ainsi qu'il est porté par le Traité de 1671. par raport à l'augmentation du nombre d'Officiers, que le Roi a bien voulu faire.

X. Lors que la Compagnie sera au dessous de 175. hommes, le Capitaine perdra de sa gratification, suivant l'usage qui s'observe dans les Troupes de

la

la Nation, qui ſont actuellement au ſervice de Sa Majeſté.

XI. Lors qu'étant en Campagne, les Capitaines auront le malheur de faire des pertes conſiderables par des Sieges ou des defenſes des Places, & par des Batailles, Sa Majeſté leur donnera un tems raiſonnable de quatre ou de cinq mois, ſuivant qu'elle l'eſtimera juſte, pour reparer leurs pertes; pendant lequel tems leur payement ſera ordonné, & le decompté leur ſera fait ſur le pié de la premiére revûë, qui ſera faite après ledit tems de quatre ou de cinq mois expirez.

XII. Les Capitaines ſeront payez reguliérement tous les mois en argent, & ce, douze mois de l'année, moyennant quoi ils ſeront obligez de tenir une bonne Compagnie, de bons Officiers & Soldats, & de payer toutes les hautes payes de la Compagnie, comme de Lieutenant, Sous-Lieutenant, Enſeigne, & tous les autres bas Officiers.

XIII. Si le Roi fait de nouvelles levées, on donnera 6000. livres argent de France par Compagnie de deux cens hommes, & cette ſomme ſera deduite ſur la Solde dans les ſix derniers mois de la premiére année du ſervice.

XIV. Le Roi fera donner aux nou-

velles levées & aux recruës, des étapes à la sortie des Frontiéres de la Suisse, jusques aux lieux de leurs Garnisons ; & supposé qu'il y ait des Troupes licentiées, le Roi leur fera pareillement donner des étapes jusques aux Frontiéres de la Suisse.

XV. Lors qu'il vaquera des Compagnies qui auront été levées, avec consentement du Canton d'où sera le Capitaine, le Roi les donnera à des Officiers qui en seront ; & si le Capitaine mort a des Parens, qui soient Officiers & capables, Sa Majesté les préferera aux autres, & la recommendation du Canton sera écoutée, en cas qu'elle soit en faveur de sujets capables d'exercer les Charges qui seront vacantes, bien entendu que ce Canton aura toûjours permis, & continuera de permettre les recruës pour la Compagnie qui sera vacante.

XVI. Lorsque les emplois des Subalternes seront vacans, les Capitaines proposeront des sujets propres & capables pour les remplir.

XVII. Les Soldats malades, prisonniers, ou absens pour le service du Roi, desquels le Capitaine produira des Certificats valables, seront bonifiez dans les revûës.

XVIII. Lors que quelque Capitaine, dont la Compagnie restera au service de Sa Majesté, sera congedié, ou cassé, on ne pourra point forcer les Soldats Suisses de la Nation de servir à d'autres Capitaines que de leur Canton ; & si un Capitaine étoit congedié ou cassé avec sa Compagnie, sesdits Soldats Suisses de Nation, ne pourront être forcez de servir sous qui que ce soit.

XIX. Comme il arrive souvent, que des Officiers ou Sergens menant des recruës, sont obligez de passer dans differens Cantons de la Suisse, & que pour l'ordinaire les Peuples ou Officiers Subalternes, par des raisons formellement contraires à la justice & aux Alliances de la Nation, debauchent les Soldats, ensorte qu'il ne reste personne desdites recruës, ou très-peu au grand préjudice du service, & en même tems des Capitaines ; il est convenu que l'Officier qui conduira une recruë, prendra en partant de son Canton un Certificat des Seigneurs dudit Canton, & qu'il le communiquera dans les lieux d'un Canton different où il passera, afin qu'il trouve la protection convenable ; & si malgré cette précaution on ne laissoit pas d'user de violence & de débaucher ladite recruë ; en ce cas le Canton où

la choſe ſera arrivée, en rendra le Bailli ou les Officiers ſubalternes reſponſables, ſans faire aucune diſtinction de Réligion en pareil cas.

XX. En conformité du VIII. Article de la Paix perpétuelle, le Roi ne permettra point qu'aucun de ſes ſujets ſerve aucune Puiſſance, ni aucun Prince contre le Corps Helvetique, ſes Confederez, ſujets, Terres, Païs & Seigneuries; & ſi les ſujets de Sa Majeſté contrevenoient à cet Article, ils ſeront rapellez diligemment & punis ſelon leurs demerites.

Tout de même, les Cantons ni leurs ſujets ne pourront ſervir aucune Puiſſance ni aucun Prince contre le Roi, ſon Royaume, Etats, Duchez, Principautez, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, Terres & ſujets qu'il poſſede preſentement ou poſſedera à l'avenir; & ſi les ſujets deſdits Cantons y contrevenoient, ils ſeront rapellez diligemment & punis ſelon leurs demerites.

XXI. Lors que S. M. Monſeigneur le Dauphin, ou les Rois leurs Succeſſeurs commanderont en perſonne les Armées, les Troupes Suiſſes à leur ſolde les ſuivront, ſelon l'exemple de leurs Ancêtres, & en conformité de l'Article VI. de l'Alliance de 1663. » qui

» porte,

» porte, que s'il avenoit durant la Guer-
» re que S. M. T. C. ou son Successeur
» se trouvât, ou voulût se trouver en
» propre personne en quelque lieu ou,
» endroit que ce fût à l'encontre de ses
» Ennemis, Elle, ou sondit Successeur
» pourra lever à ses depens, tant de Ca-
» pitaines & Soldats qu'elle voudra, &
» que bon lui semblera.

XXII. En conformité de l'Article XXII. de l'Alliance de 1663. conçû en ces termes: » Et d'autant que lesdites
» Terres & Seigneuries possedées par
» notre grand Oncle en l'An. 1521. ne
» sont en notre possession, cependant
» nous des Ligues, refuserons tous se-
» cours, faveur, assistance & aide, sans
» respect de qui que ce soit, & de quel-
» que qualité & dignité que puissent
» être, ou soient ceux qui voudroient
» ce requerir.

Il est convenu expressement que si le Roi, M. le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs vouloient rentrer dans la possession des Païs, Etats, Duchez, Principautez, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, & Terres stipulez dans l'Alliance du Roi François I. de glorieuse memoire concluë en 1521. le Corps Helvétique refusera tout secours, faveur, assistance & aide, sans respect

qui que ce soit, & de quelque qualité & dignité que puissent être, ou soient ceux qui voudroient requerir lesdits secours & assistance.

XXIII. S'il arrivoit que le Roi, M. le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs, & le Corps Helvetique jugeassent pour le bien des Parties, devoir faire la Guerre de concert contre d'autres Puissances, on conviendra de la maniere dont il faudra agir contre l'ennemi commun; & lors qu'une fois la Guerre sera ouverte, on s'oblige reciproquement de n'entendre à aucune proposition de Paix, Treve, ou suspension d'Armes, que de concert, en sorte qu'il ne se fasse aucun Traité, qui ne soit également agréé par le Roi alors regnant, & par le Corps Helvetique.

XXIV. Les Suisses seront censez Regnicoles, & comme tels seront exempts du Droit d'aubaine dans les Royaumes & Etats de l'obéïssance du Roi, en justifiant de leur naissance, & qu'ils seront sortis de leur Païs avec l'agrément de leurs Supérieurs. Ils pourront acquerir comme les Nationaux, & s'ils ont quelque métier ou Profession, ils pourront l'exercer en toute liberté, pourvû qu'ils se soûmettent aux regles établies dans les lieux où ils éliront

ront leurs domiciles. Jouïront auſſi de l'exemption du Droit de Traite foraine pour les effets des Succeſſions de ceux de leur Nation decedez en France, pourvû qu'il en ait été fait inventaire par les Juges des lieux; ſuivant les regles & uſages ordinaires, & ſeront traitez en tout comme les propres ſujets de Sa Majeſté.

Quant aux Suiſſes qui la ſervent actuellement dans ſes Troupes, à ſes gages & ſoldes, ils ſeront exempts de toutes charges, & n'en ſuporteront d'autres, que celles qui ſeront attachées à la nature des Biens qu'ils pourront acquerir comme les Nationaux dans les Royaumes & Etats de l'obéïſſance du Roi, jouïſſant au ſurplus de tous les Priviléges & exemptions qui leur ont été accordez par les Rois Predeceſſeurs de Sa Majeſté, & par Elle, en vertu des Traitez de Paix & d'Alliance. Les mêmes Privileges & Exemptions ſont accordez à ceux de la Nation Suiſſe, qui auront été dans les Troupes de Sa Majeſté à ſes gages & ſolde, pourvû qu'ils y ayent ſervi pendant trois années conſecutives, & qu'ils en ſoient ſortis de l'agrément, & par un congé en bonne forme de leurs Superieurs.

XXV. Les ſujets du Roi pourront auſſi

auſſi ſucceder en Suiſſe par Parentées, Teſtaments, Donations, ou tous autres Actes uſitez, & ſeront protegez par les Magiſtrats & Juges établis; enſorte qu'ils ne ſeront ſoûmis à aucun Droit d'aubaine, traite foraine, ou autres pour leurs propres biens: mais pour ce qui eſt des biens Suiſſes, qui leur pourroient échéoir par mariages, ou autres Actes uſitez dans le Païs, ils y ſeront maintenus de même que les Suiſſes, reſervées pourtant les Regales & autres Droits uſitez.

Les Marchands, Négocians, Meſſagers, Pelerins, & autres, pourront trafiquer & négocier sûrement, & ſans aucun empêchement en corps & en biens, librement, & à leur volonté, aller, venir, ſejourner, & demeurer en Suiſſe, ſans fraude, ni deception, ainſi qu'il eſt expreſſément porté dans l'Alliance de 1663. Article XX.

XXVI. Jouïront ceux de la Nation Suiſſe ſur le fait de leur Commerce dans le Royaume, de tous les Priviléges qui leur ont été accordez par les Rois Prédeceſſeurs de Sa Majeſté & par Elle, ainſi qu'ils ont dû jouïr en conſéquence deſdits Traitez: dans leſquels Priviléges Sa Majeſté les confirme de nouveau, & veut qu'ils ſoient confir-

mez,

mez, & maintenus sans aucun trouble ni empêchement. Les Marchands & Négocians de part & d'autre pourront transporter l'Or & l'Argent monnoyé, qu'ils auront reçû pour le prix de leurs Marchandises, pourvû qu'ils en fassent leurs déclarations, & qu'ils prennent les Passeports necessaires, afin d'éviter les abus.

XXVII. Comme un des principaux fruits d'une l'Alliance est, de veiller réciproquement au bien, à la gloire, & au repos de son Allié; il est convenu de nouveau entre les Parties contractantes, ainsi qu'il est porté dans le VIII. Article de la Paix perpétuelle, & dans le XIV. de l'Alliance de 1663. que de part & d'autre l'on ne souffrira point les Ennemis de son Allié, qu'on ne leur permettra aucun passage, soit en Armes, ou sans Armes, & qu'on ne leur donnera aucune assistance directe ou indirecte; & s'il arrivoit que des Criminels d'Etat, Assassins, & Perturbateurs du repos public, declarez tels par le Roi à l'égard des leurs, vinssent se refugier dans le Royaume ou en Suisse, on s'oblige, & on promet de les saisir, ou de se les remettre de bonne foi à la premiére requisition, sans qu'il soit

permis

permis à celui qui sera requis, d'examiner si le requerant sera bien ou mal fondé : prétexte qu'on veut prévenir, afin que cet Article ne soit jamais mal-interpreté & éludé.

XXVIII. S'il arrivoit aussi, que des Voleurs se refugiassent en France ou en Suisse avec les choses volées, on les saisira, pour procurer de bonne foi la restitution ; & si ces Voleurs étoient Domestiques, on livrera leurs personnes pour être punis sur les lieux où les vols se seront faits.

XXIX. On s'oblige de part & d'autre, en conformité du XIV. Article de l'Alliance de 1663, d'accorder & de laisser un libre passage aux Troupes, Officiers, Soldats, Armes, Equipages, qui iront pour la défense des Etats, Païs, Places, Villes, Châteaux & Seigneuries apartenans à l'une desdites Parties ; & même pour le secours & assistance des Alliez & Amis d'une desdites Parties qui pourroit être molestée, & qui auroit besoin du secours & assistance de sondit Allié & Ami, à condition que dans ces passages il sera observé de payer régulierement, & de n'aporter aucun dommage aux Peuples & aux lieux par où l'on passera ; & pour le maintien d'une bonne Police & Correspon-

respondance, il sera établi des Commissaires desdits lieux, qui régleront le prix des denrées : & pourvoiront tant à la sureté des passans, qu'à celle des Païs & Peuples où la route sera marquée, bien entendu que les Parties seront convenuës de la quantité & de la qualité des Troupes, aussi-bien que de la route qu'elles devront tenir.

XXX. Comme il arrive que les Particuliers des deux Nations contractent des Sociétez, Obligations & Alliances, par Mariages, Acquisitions ou autrement, & qu'il en peut résulter dans la suite des contestations, procès & litiges, il est convenu que toutes les fois que deux Parties de Nation differente auront quelques difficultez, & qu'elles ne pourront point les terminer à l'amiable, le Demandeur sera tenu de rechercher sa Partie par devant ses Juges naturels, à moins que les deux Parties ne fussent presentes dans le même lieu, ou que par leurs Accords, Sociétez ou Contracts, elles n'eussent convenu des Juges par devant lesquels elles se seroient obligées de discuter les contestations qui pourroient naitre dans leurs Societez.

Le Roi & le Corps Helvetique s'obligent reciproquement, de faire rendre bonne & briève justice à celui, où à

ceux

ceux des deux Nations qui auront recours à S. M. ou au Corps Helvetique.

XXXI. De plus Sa Majesté, d'une part & le Corps Helvetique de l'autre, veulent que les Jugemens rendus en dernier ressort par les Juges des Cours Superieures, ou revetus de l'autorité suprême, soient exécutez dans les Etats dépendans de Sa Majesté ou du Corps Helvetique, comme s'ils avoient été rendus dans les Païs ou le condamné se trouvera après le Jugement; en sorte que si un François, pour frauder ses Créanciers ou Créditeurs, se refugioit en Suisse, il sera poursuivi & saisi, afin de le nécessiter de satisfaire de bonne foi au Jugement rendu contre lui. La même chose se pratiquera en France à l'égard d'un Suisse.

Pour prévenir toutes les interpretations, qui pourroient affoiblir la teneur du présent Article, on se promet de part & d'autre, de s'en raporter à la simple déclaration qui sera faite de la part du Souverain qui expliquera la qualité du Jugement rendu, & sur lequel on agira contre le défaillant.

XXXII. Toutes les Pensions, Contracts & Obligations dont on est convenu dans les Traitez, Actes particuliers & Lettres Annexes, seront continuées,

nuées, & se payeront régulierement tous les ans, ainsi que de coûtume, dans la Ville de *Soleurre*, & en especes ayant cours en Suisse.

XXXIII. En cette Alliance sont de la part du Roi, de Monseigneur le Dauphin, & des Rois leurs Successeurs, reservez. . . . . .

Et de la part de nous les Cantons & République & Païs de Vallais sont reservez, le Pape, St. Siége Apostolique, le Sacré Collége, le St. Empire, la Maison d'Autriche, la Seigneurie de Florence, & la Maison de Medicis; aussi bien que toutes nos Franchises & Libertez, tous Droits de Bourgeoisie & Combourgeoisie entre nous les Cantons, tous nos Alliez & Coalliez, & toutes les anciennes Lettres & Sceaux, Contracts, Intelligences, & Confédérations que nous avons entre nous, qui ont été reservez dans l'Alliance de 1663, & qui ne regardent que nous; & s'entend ladite reserve, au cas que quelqu'un d'entre nous desdites deux Parties voulût endommager, envahir, ou molester par Guerre lesdits Reservez.

XXXIV. Et si aucuns des Reservez desdites deux Parties vouloient envahir, molester, endommager par Guerre ou autrement, directement, l'une ou l'autre

tre partie dans les Royaumes, Etats, Païs, Duchez Principautez, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, Terres, & Sujets, qu'elle tient, poſſede, & a droit, tiendra, poſſedera, & aura Droit, lors l'autre Partie ſans égard, & ſans conſideration, donnera aide & ſecours à la Partie envahie, moleſtée, ou aſſaillie, contre les agreſſeurs, moleſtans, ou aſſaillans, quels qu'ils ſoient, ainſi que deſſus eſt déclaré.

XXXV. Et d'autant que la préſente Alliance eſt la plus ancienne, leſdits Cantons déclarent, qu'elle eſt & ſera toûjours purement & expreſſément reſervée & préferée à toutes autres Alliances des autres Princes & Potentas, qui ſe trouvent poſterieures à l'An 1521, depuis lequel tems celle de France a toûjours été continuée, quels que ſoient leſdits Princes & Potentats, & quelque choſe qu'il y puiſſe avoir au contraire. Et ſur ce, le très-Excellent & très-Puiſſant Prince & Seigneur Loüis XIV. Roi Très-Chrétien de *France* & de *Navarre*, Duc de *Milan*, Comte d'*Aſt*, Seigneur de *Genes*, &c. Et les Cantons & République & Païs de *Valais* ci-deſſus mentionnez, ont accepté, conclu & arrêté cette ſuſdite Alliance, Confederation, Obligation, Intelligence auxiliaire,

re, ont juré & promis, jurent & promettent par la préſente, pour eux, & pour leurſdits Succeſſeurs, de l'obſerver & éxécuter de parole & d'effet, fermement & inviolablement en tous ſes Points & Articles, comme ils ſont écrits ci-devant.

En foi dequoi nous l'Ambaſſadeur du Roi, & les Députez des Cantons & République ci-deſſus mentionnez, avons ſigné le préſent Traité, fait double en François & en Allemand, & y avons apoſé les cachets de nos Armes, après avoir promis que les Ratifications de Sa Majeſté, & celles deſdits Cantons & République ſeront fournies en bonne & dûë forme, & échangées reſpectivement dans l'eſpace de deux mois, à compter du jour de la ſignature du ſuſdit Traité, & après être tombé d'accord, que le Roi pourra dans cinq ou ſix mois, ou plûtôt à ſa volonté, déclarer ceux qu'il lui plaira de ſa part, pour être enſuite inſerez dans l'Article XXXIII.

Fait à *Soleurre* le 9. Mai 1715.

Signé,

Par le Comte DU LUC, & par 30. Deputez

[R].

[R.]

1718. TRAITÉ *de Paix entre l'Empereur des Romains & l'Empereur Ottoman, conclu à Paſſarovvitz en* 1718. tiré de l'Europæiſche Ruhe.

CAROLUS Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hiſpaniarum, Indiarum, necnon Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, & utriuſque Siciliæ &c. Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgiæ, Luxem-Burgiæ, Wirtembergæ, Superioris & Inferioris Sileſiæ, & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchio Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi &c. &c.

Recognoſcimus, & memoriæ commendamus tenore præſentium, quibus expedit, univerſis, pro Nobis, Hæredibus & Succeſſoribus Noſtris, quod cum Deo ita diſponente inter Nos ab una: & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem, Dominum Sultanum Ahmed Han,

Han, Ottomannorum, Asiæ, ac Græciæ Imperatorem, ex altera parte, interventu & opera mediatoria Sereniſſimi & Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis, uti & Generalium Fœderati Belgii Ordinum, poſt colloquia ſub tentoriis ad Paſſarovicium in Serviæ Regno eum in finem inſtituta, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios cum idoneis mandatis & facultatibus ad id utrinque deputatos Pax & amicitia inita, & concluſa ſit in viginti quatuor annos proximos lunares his, quæ ſequuntur, conditionibus, forma, & tenore.

In Nomine Sanctiſſimæ, & Individuæ Trinitatis.

POSTQUAM duobus abhinc Annis infauſte accidit, ut inter Auguſtiſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum, CAROLUM VI. Electum Romanorum Imperatorem, ſemper Auguſtum, Germaniæ, Hiſpaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, & utriuſque Siciliæ, &c. &c. Regem, Archiducem Auſtriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Wirtenbergæ,

Supe-

Superioris & Inferioris Sileſiæ, & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchionem Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ Comitem Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi &c. &c. ab una : & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem, ac Dominum Sultanum, Ahmed Han, Ottomannorum, Aſiæ & Græciæ Imperatorem, ab altera Parte, Pax & tranquillitas illa, quæ per Glorioſiſſimos amborum Magnorum Principum, ac Imperatorum Prædeceſſores Carlovicii in Syrmio concluſa, & ſtabilita fuerat, ſummum in Eorundem Subditorum detrimentum, perturbationem ac negotiorum jacturam per nova quædam diſſidia ante elapſum terminum interrumpebatur, exindèque cruentum ac exitiale bellum exortum ſit, quod magnas Regnis & Provinciis devaſtationes, & Populorum deſolationes attulit; Divina tamen opitulante Clementia tam ſalutaria ambo Imperia receperunt conſilia, ut de reconciliandis exacerbatis animis, & evitanda humani ſanguinis effuſione, nec non proſpicienda Subditorum ſalute & bono recogitaretur.

Ideo interpoſitis Sereniſſimi ac Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis, ac Alte-Potentium Dominorum Ordinum

Genera-

Generalium unitarum Belgii Provinciarum officiis eò res perductæ sunt, ut ad tractandam & concludendam Pacem, ac renovandam pristinam amicitiam Legati Plenipotentiis sat amplis instructi in certum locum mitterentur, ubi de æquis conditionibus convenirent.

Itaque ex parte Augustissimi Potentissimi, ac Invictissimi Romanorum Imperatoris Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Damianus Hugo, Comes de Virmont, Intimus, & Imperialis Aulico-Bellicus Consiliarius, Peditatus supremus Præfectus & constitutus Tribunus, ac Excellentissimus Dominus Michael à Talman, Imperialis Aulico-Bellicus Consiliarius; ex parte verò Serenissimi ac Potentissimi Magni Sultani, Ahmed Han, Ottomannorum, ac Asiæ & Græciæ Imperatoris, Illustrissimus ac Excellentissimus Dominus Ibrahim Aga, Ærarii Ottomannici secundæ divisionis Præses, & Excellentissimus Dominus Mehmed Aga, ejusdem Ærarii tertiæ divisionis Præses: nec non nomine Serenissimi ac Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis Excellentissimus Dominus Robertus Sutton, Eques Auratus; & Alte-Potentium Ordinum Generalium unitarum Belgii Provinciarum

l luſtriſſimus ac Excellentiſſimus Dominus, Jacobus Comes Colyers, mox circa principium menſis Maii hic Paſſarovicii comparuere, qui ſolemni Congreſſu, & habitis quibuſdam ſub tentorio uſitato more Colloquiis, exhibitiſque mutuo Plenipotentiis ita felici ſucceſſu hujus Pacis opus perfecerunt, ut in ſequentes viginti mutuos Articulos convenerint.

I. Provinciæ Moldaviæ & Valachiæ, partim Poloniæ & partim Tranſylvaniæ limitibus conterminæ, interjacentibus, ut ab antiquo, montibus diſtinguantur & ſeparentur, ita, ut ab omni Parte antiquorum confiniorum termini obſerventur, nullaque in his nec ultra, nec citra fiat mutatio, & cum partes Valachiæ cis Alutam fluvium ſitæ cum locis & Munimento Temeſwarini in poteſtate, & poſſeſſione Sac. Romano-Cæſareæ Regiæque Majeſtatis ſint, juxta acceptatum Fundamentum Pacis: Uti Possidetis, in ejuſdem Poteſtate & Dominio permaneant, ita, ut prædicti fluvii ripa Occidentalis ad Romanorum: ripa vero Orientalis ad Ottomannorum Imperatorem pertineat.

E Tranſylvania elabens fluvius Aluta uſque ad locum, ubi in Danubium exoneratur: inde vero juxta ripas Danubii

bii fluvii versus Orsavam usque ad locum, è cujus regione Timock fluvius in Danubium influit, constituantur confinia, atque, ut antehac circa fluvium Marusium observatum fuerat, Aluta, quoad potationem pecorum & piscationes, aliosque hujusmodi perquam necessarios usus, utriusque Partis Subditis communis sit.

Germanorum, eorundemque Subditorum Navibus onerariis è Transylvania in Danubium ultro citroque commeare liceat; Subditis vero Valachis navicularum piscatoriarum, aliarumque Cymbarum absque impedimento usus permittitur; Naves tamen molendinariæ in locis convenientibus, ubi Navigationi Mercatorum obesse non possunt, communi Gubernatorum in confiniis existentium consensu collocentur.

Et, cum nonnulli Bojari, aliique minoris conditionis ex Valachia Ottomannica tempore Belli ad Partes Romano-Cæsareas se receperint, ii vigore hujus Pacis ad pristinos Lares revertere, & ibi commorando, ad instar aliorum, habitationibus, bonis, & terris suis pacificè frui poterunt.

II. A loco, ubi Timock in Danubium influit, circiter decem horas sursum utriusque Imperii confinium constituatur;

Iſperlek-Bania cum ſuis antiquis Territoriis ſub Ottomannico: Reſſova verò ſub Romano Imperatorio Dominio permanentibus, & inde inter montes verſus Parackin pergatur, ita ut, Parackin Romano-Cæſareæ, & Raſna Ottomannicæ Ditioni relictis, inter utriuſque Medium per congruum ſitum progreſſio fiat in Iſtolaz, & ibi tranſeundo per parvam Moraviam juxta citeriorem ripam ad Schachak, & inter Schachak & Bilanam per Terram ad Bedka procedatur, inde flectendo circa Territorium Zockolenſe eatur Belinam ad ripam Drinæ fluvii ſitam, Belgrado, ſeu Alba Græca, Parackin, Iſtolaz, Schachak, Bedka & Belina cum antiquis ſuis Territoriis Auguſtiſſimo Romanorum Imperatori, cum à Sua Majeſtate poſſeſſa ſint; Zockol verò & Raſna cum ſuis etiam antiquis Territoriis Imperio Ottomannico permanentibus.

Timock fluvio cum ſuis emolumentis utriuſque ſubditi communiter gaudeant.

III. Cum à Drina fluvio uſque ad Unnam in utraque ripa fluvii Savi ſitæ, ſive apertæ ſive occluſæ Arces & Palankæ Romanorum Imperatoris Milite munitæ ſint, cum antiquis ſuis Territoriis juxta fundamentum Pacis in Ejuſdem Sac. Cæſ. Regiæque Majeſtatis poteſtate

per-

permanento, quare etiam integer fluvius Savus cum suis ripis ad eandem pertinet.

IV. A loco, ubi fluvius Unna in Savum influit, usque ad Territorium Antiqui-Novi, quod Porta Ottomannica possidet, in ripa Orientali dicti fluvii situm Jessenoviz & Dobiza, necnon aliquot Turres & Insulæ, cùm Præsidio Romano Cæsareo-Regio insessæ sint, juxta fundamentum Pacis cum antiquis suis Territoriis Sacræ Suæ Romano-Cæsareæ Regiæque Majestati permanento.

V. Quemadmodum Novi-Novi Territoria in Occidentali Unnæ ripa ex parte Croatiæ sita, quæ tum ad Augustissimum Romanorum Imperatorem pertinebant, post Tractatum Carlovicensem propter aliqua, quæ tempore separationis limitum exorta sunt, dissidia & controversias, destructa hoc nomine nuncupata Palanka, Imperio Ottomannico tradita fuere, ita iterum ad reconciliationem & satisfactionem Suæ Sac. Cæs. Regiæque Majestati restituantur, & in Ejusdem potestatem cum omnibus inter antiquos suos limites existentibus Locis & Terris revertantur.

VI. Loca demum, quæ in partibus Croatiæ, sita, à Savo fluvio distantia, ab utraque Parte possessa, & Præsidiis custodita juxta Carlovicensem Tracta-

tum cum ſuis Territoriis in utriuſque poteſtate permaneant, atque, ſi quædam adhuc occupata fuerint, utriuſque Imperii ad determinandos limites deputati Commiſſarii de controverſiis decidant, & uſque ad extremitatem Croatiæ, eorum locorum Territoria, quæ in unius, aut alterius Imperii poſſeſſione manſura ſunt, diſtinctis limitibus ac ſignis ſeparent, & determinent.

Sicuti per Carlovicenſem, ita etiam per præſentem Tractatum liberum & licitum eſto ab utraque Parte poſſeſſa Munimenta & Arces pro ſecuritate utriuſque Partis reparare, munire & fortificare, ad Incolarum vero commodas habitationes in extremis confiniis apertos Pagos ædificare, ubique ſine impedimento & exceptione utrique Parti fas eſto, dummodo ſub hoc prætextu nova Fortalitia non erigantur.

VII. Paxiſta quamvis ſecundum prædictas Conditiones bona concordia concluſa ſit, attamen, ut omnia, quæ de confiniis promiſſa & acceptata ſunt, ex omni parte effectum nanciſcantur, conſtituantur quamprimum ab utraque Parte experti, fidi & pacifici Commiſſarii, iique loco opportuno, ubi illis viſum fuerit, convenientes quieto comitatu & famulitio, intra ſpatium duorum men-

mensium, & citius, si fieri poterit, Confinia metis & terminis manifestis per superiores Articulos designata distinguant & determinent, & Statuta utrinque accuratissime & citissime executioni mandentur.

VIII. Definiti tandem per hosce Tractatus & subsecuta, ubi opus fuerit, locali deputatorum Commissariorum eparatione, stabiliti, sive deinceps, ideneo tempore per operam Commissariorum mutuo stabiliendi confiniorum limites sancte utrinque & religiose observentur, ita ut nulla ratione, aut praetextu extendi, transferri, aut mutari possint, neque liceat alicui Paciscentium Parti in alterius Partis Territorium ultra statutos semel terminos, aut lineas quidquam juris, aut potestatis praetendere, aut exercere, aut alterius Partis Subditos sive ad deditionem, sive ad pendendum Tributum qualecunque, sive praeteritum, sive futurum, sive ad quamvis aliam humano ingenio excogitabilem exactionis, aut vexationis speciem adigere, aut molestare, sed omnis altercatio ex integro amoveatur.

IX. Ad tollendas penitus quascunque in Confiniis super aliquo Articulorum Armistitii hujus, aut quavis de re imposterum enascentes controversias diffe-

rentias, aut discordias, ubi prompto & maturo remedio opus erit, ordinentur utrinque in Confiniis primo quoque tempore electi pari numero Commissarii, viri neutiquam avidi, sed graves, probi, prudentes, experti, atque pacifici, hique loco oportuno convenientes sine Exercitu cum æquali pacificarum personarum comitiva omnes & singulas hujusmodi controversias emergentes audiant, cognoscant, decidant, & amicabiliter componant, talem denique ordinem & modum constituant, quo utraque Pars suos homines & Subditos citra omnem tergiversationem, vel prætextum gravissimis pœnis ad sinceram ac firmam Pacis observationem compellat; Quod si verò negotia tanti momenti occurrerent, quæ per Commissarios utriusque Partis componi & expediri non possent, tunc ad ambos Potentissimos Imperatores remittantur, ut ipsi complanandis iisdem, sedandis & exstinguendis modum & rationem invenire & adhibere valeant, ita, ut tales Controversiæ, quam fieri poterit, intra brevissimum temporis spatium componantur, nec earum determinatio ulla ratione negligatur, aut protrahatur;

Cumque præterea in antecedentibus sacris Capitulationibus duella & mutuæ

tuæ ad certamen provocationes fuerint vetitæ, imposterum etiam sint illicitæ, &, si qui ad singulare certamen venire ausi fuerint, in illos ut transgressores gravissime animadvertatur.

X. Incursiones hostiles & occupationes, omnesque insultus clam, aut ex improviso facti, devastationes & depopulationes Territorii utriusque Dominii omnino & severissimis Mandatis prohibitæ sint ac illicitæ, Transgressores verò Articuli hujus ubicunque deprehensi statim incarcerentur, & per Jurisdictionem loci, ubi capti fuerint, pro merito puniantur absque ulla remissione, & rapta, quæcunque sint, diligentissime perquisita & adinventa secundum omnem æquitatem Domin. suis restituantur; Capitanei quoque ipsimet, Commendantes & Præfecti utriusque Partis ad Justitiam nulla admissa incuria integerrime administrandam sub amissione officii non solùm, sed etiam vitæ & honoris, adstricti sint atque obligati.

XI Pro Religiosis & Religionis Christianæ exercitio juxta ritum Romano-Catholicæ Ecclesiæ, quæcunque præcedentes Glorioſissimi Ottomannorum Imperatores in Regnis suis, sive per antecedentes sacras Capitulationes, sive per alia signa Imperialia, sive per Edic-

ta & Mandata ſpecialia favorabiliter conceſſerunt, ea omnia Sereniſſimus Ottomannorum Imperator impoſterum etiam obſervanda confirmabit, ita, ut Eccleſias ſuas præfati Religioſi reparare & reſarcire: nec non functiones ſuas ab antiquo conſuetas exercere poſſint, & nemini permiſſum ſit, contra priores Capitulationes, ac Leges aliquo genere moleſtiæ, aut pecuniariæ petitiones eoſdem Religioſos, cujuſcunque Ordinis & conditionis ſint, afficere, ſed conſueta Imperatoria pietate gaudeant, & fruantur; Præterea Auguſtiſſimi & Potentiſſimi Romanorum Imperatoris ſolemni ad Ottomannicam Portam Legato licitum ſit, commiſſa ſibi circa Religionem, & loca Chriſtianæ viſitationis in ſancta Civitate Jeruſalem, aliiſque in locis, ubi dicti Religioſi Eccleſias habuerint, exponere atque inſtantias ſuas facere.

XII. Publici Captivi antecedentis & præſentis Belli tempore ex utraque parte in captivitatem abacti, & in publicis carceribus adhuc detenti conſiderationeiſtius almæ Pacis eliberationem ſperent, nec poſſint diutius ſine læſione Imperatoriæ Clementiæ & laudatæ Conſuetudinis, ac Generoſitatis in eadem captivitatis miſeria & calamitate relinquî,

linqui, sed modo ab antiquo consueto cuncti Captivi à die hujus Tractatûs Pacis ab utraque parte intra dies 61. in libertatem asserantur; Peculiariter, cum in partibus Transylvaniæ captivitate detentus Nicolaus Scarlati Voivoda, ac filii & ejusdem domestici contra liberos Barones de Petrasch & Stein cum penes eos Constantinopoli in septem Turribus existentibus hominibus permutandi sint, quare & ii à data hujusce Pacis Tractatus intra dies 31. in confiniis Valachiæ invicem permutentur, & eliberentur.

Cæteris verò, qui in privatorum potestate, vel apud ipsos Tartaros sunt, licitum sit, eliberationem suam honesto, & quam fieri poterit, mediocri lytro procurare; Quod si cum Captivi Domino honesta Conventio fieri non poterit, Judices locorum litem omnem per compositionem dirimant; Sin autem prædictis viis id etiam confici haud posset, Captivi pretiis eorum, sive per testimonia sive per Juramenta probatis, atque solutis, eliberentur, nec possint Domini aviditate majoris lucri sese redemptioni eorundem opponere; Et quandoquidem à parte Imperii Ottomannici homines non emitterentur, qui taliter eliberandis captivis operam adhibeant, spectabit ad probitatem Cæsareorum

Præfectorum, ut ad dimittendum Ottomannos Captivos, quo empti sunt pretio, sincere comprobato, Dominos illorum adstringant, atque ita sanctum hoc opus pari utrinque pietate promoveatur;

Donec demum Captivi utrinque prædicta ratione liberentur, Legati Plenipotentiarii ex utraque Parte officia sua adhibebunt, ut interea miseri Captivi benigne tractentur.

XIII. Utriusque Partis Mercatores juxta antecedentes Capitulationes Pacis in Ditionibus utriusque Imperii rem mercatoriam liberè, securè, & pacificè exerceant; Romanorum Imperatori jam modo subjectarum, atque imposterum per Suam Majestatem à Christianæ Religionis Statibus acquirendarum Provinciarum Mercatoribus & Subditis, cujuscunque sint Nationis, terra, marique, prout ad hanc rem destinati Commissarii convenerint, sub signis & Literis patentibus Romano-Cæsareis in Regnis & Provinciis Ottomannicis pacificus aditus & reditus pateat, emptioque & venditio libera sit, solutis necessario pendendis Vectigalibus neutiquam molestentur, quinimo protegantur. Consules & Interpretes, qui Mercatorum cur bunt negotia, (uti prædicti Commissarii convenerint) in Ditionibus Ot-

Ottomannici constituantur & reliquis Christianis à tributo liberis Nationibus concessus favor etiam Romano-Cæsareis Mercatoribus confirmetur & concedatur, eademque ipsi utilitate & securitate gaudeant & fruantur.

Algerinis, Tunetanis, & Tripolitanis, aliisque, quibus inhiberi necesse est; serio demandetur, ut imposterum Pacis Capitulationibus neutiquam contravenientes nullam ptorsus Paci adversantem actionem perpetrent, Coerceantur quoque in ripa Maris sitæ Dulcinensis Arcis incolæ, ne deinceps Pyraticam exerceant, neve naves Mercatorum infestent, & damnificent, eorum Lembis, seu Fregatis & reliquis Navibus piraticis sublatis alias exstruere prohibeantur, ita quidem, ut in tales Prædones, qui contra Imperiales Pacis Capitulationes Mercatorum Navibus damna invehere, easque aggredi ausi fuerint, restitutis omnibus in prædam ablatis rebus & bonis, resarcitisque damnis & jacturis, ac in libertatem assertis Captivis, quos cæperant, juxta Leges, ut Justitia exiget, ad aliorum exemplum animadvertatur, iique puniantur.

Ut autem Commercii res omnis fraudis expers sit, quidquid ab utraque parte constituti, & de illis tractantes

Com-

Commissarii concluserint ac determinaverint, ratihabeatur, in Capitulationibus inseratur & adjungatur.

XIV. Maneat porro etiam illicitum futuris quoque temporibus receptaculum, vel fomentum dare malis hominibus, rebellibus Subditis, aut male contentis, sed ejusmodi homines & omnes Prædones, Raptores, etiamsi alterius Partis Subditi sint, quos in Ditione sua deprehenderint, merito supplicio afficere utraque Pars adstricta sit, qui, si deprehendi nequeant, Capitaneis aut Præfectis eorum, sicubi eos latitare compertum fuerit, indicentur, iique illos puniendi mandatum habeant, quod, si nec hi Officio suo in punitione talium Sceleratorum satisfecerint, Indignationem Imperatoris sui incurrant, aut Officiis exuantur, aut ipsimet pro Reis luant; quoque magis à Nefariorum hujusmodi petulantiis cautum sit; Neutri Partium liceat intertenere & alere Haydones, quos liberos nuncupant, Plagiarios, Pribeck dictos, atque id genus facinorosorum hominum, qui non sunt alterutrius Principis stipendio conducti, sed rapto vivunt, tamque ii, quam qui eos aluerint, pro demerito puniantur, talesque Nefarii, etiamsi consuetæ vitæ emendationem præ se ferant, nullam fi-

dem

dem mereantur, nec prope Confinia tolerentur, sed ad alia remotiora loca transferantur.

XV. Ne tamen aliquo modo Confiniorum tranquillitas & Subditorum quies perturbari queat, loca, ubi Ragoczius, Berezenius, Antonius Esterhasy, Forgatsch, Adamus Vay, & Michael Czacky aliique Hungari, qui ab obedientia Augustissimi Romanorum Imperatoris desciverunt, & in Ottomannicis Ditionibus tempore Belli refugium quæsiverunt, in Ottomannico Imperio ad lubitum collocabuntur & disponentur, remota sint à limitaneis & confinariis partibus, & uxores tamen illorum non impediantur maritos suos sequi, & cum iis in assignato districtu commorari.

XVI. Proponentibus Plenipotentiariis Suæ Sacræ Romano-Imperatoriæ Regiæque Majestatis ut Rex & Respublica Poloniæ in hocce Tractatu simul comprehendantur: Responsum est: inter Regem Poloniæ ejusdemque dictam Rempublicam Pacem perpetuam & firmam & nullas cum Ottomannico Imperio controversias versari, si autem Poloni ratione Chozim, aut ob alia negotia, ad proferendum aliquid haberent per Legatos, aut per literas apud Otto-

Ottomannicam Portam notificare & exponere poterunt, quæ ex æquitate & justitia determinabuntur.

XVII. Ut quoque tanto magis Armistitium hoc bonaque inter ambos Potentissimos Imperatores Amicitia firmetur, & coalescat, mittentur solemnes utrinque Legati, ex æquo usitatis Ceremonialibus ab introitu in Confinia usque ad reditum in locum secundæ permutationis excipiendi, honorandi, tractandi, atque prosequendi qui in signum Amicitiæ spontaneum munus, conveniens tamen; & utriusque Imperatoris Dignitati consentaneum afferent & in Æquinoctio verno mense Martio iter prævia mutua correspondentia uno eodemque tempore suscipientes, in confiniis more jam pridem inter utrumque Imperium observato permutabuntur.

Solemnibus porro Legatis in Imperatoriis Aulis, quidquid libuerit, petere liceat, atque permittatur.

XVIII. Regula & norma Curialium in recipiendis, receptisque pariter honorandis & tractandis Ministris ultro citroque commeantibus & commorantibus juxta usitatam prioribus etiam temporibus modalitatem deinceps utrinque cum æquali decore & secundum distinctam caracteris Missorum prærogativam obser-

obſervetur. Legatis Romano-Cæſareis, & Reſidentibus, & quibuſvis eorundem hominibus pro ſuo arbitrio, quibuſque placuerit, veſtibus uti licitum ſit, neve quiſquam impedimento eſſe poſſit. Miniſtri porro Cæſarei, ſive Oratoris, ſive Legati, ſive, Reſidentis ſive Agentis munere fungantur, quibus reliquorum principum Ottomannicæ Portæ Amicorum Legati & Agentes immunitatibus & privilegiis perfruuntur, eadem libertate, imo ad diſtinguendam Cæſareæ Dignitatis prærogativam uſitatis melioribus modis fruantur, habeantque liberam poteſtatem conducendi Interpretes. Curſores etiam & alii eorum homines, ab Aula Ceſarea ad Ottomannicam Portam, atque iterum redeuntes, & ultro citroque venientes ſalvo Paſſu tuto & ſecure permeent, atque, ut commode iter ſuum perficiant, omni favore adjuventur.

XIX. Has vero Conditiones & Articulos ad formam hic mutuo placitam à Majeſtatibus utriuſque Imperatoris ratihabitum iri, atque, ut ſolemnia Ratificationis Diplomata intra ſpatium 30. dierum à die ſubſcriptionis, vel citius in Confiniis per Excellentiſſimos Legatos Plenipotentiarios Mediatores reciprocè, rectéque commutentur, Legati Plenipotentiarii utriuſque Imperii ſeſe infallibiliter

liter præstituros, obligant, atque compromittunt.

XX. Duret Armistitium hocce, & extendatur favente Deo ad viginti quatuor annos lunares, & continuo sequentes, à die qua ejusdem subscriptio facta fuerit, quo annorum numero elapso; vel etiam medio tempore priusquam elabatur, liberum esto utrique Partium, si ita placuerit, Pacem hanc ad plures adhuc annos prorogare.

Itaque mutuo & libero consensu, quæcunque stabilita sunt, pacta inter Majestatem Augustissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris, & Majestatem Sereniſſimi & Potentissimi Ottomannorum Imperatoris, & Hæredes, Eorundem Imperia quoque & Regna ipsorum, Terra item Marique sitas Regiones, Civitates, Urbes, Subditos & Clientes, observentur sanctè religiosè & inviolabiliter.

Et demandetur seriò omnibus utriusque Partis Gubernatoribus, Præfectis Ducibus Exercituum, atque Copiis & quibusvis in Eorundem clientela, obedientia & subjectione existentibus, ut illi quoque prædeclaratis Conditionibus, Clausulis, Pactis & Articulis se adæquatè conformantes omnibus modis caveant, nec contra Pacem & Amicitiam hanc

sub

ſub quocunque nomine aut prætextu ſe invicem offendant, aut damnificent, ſed quolibet prorſus inimicitiæ genere abſtinendo bonam colant vicinitatem, certo ſcientes, quod ſi eatenus admoniti morem non geſſerint, ſeveriſſimis in ſe pœnis animadvertendum fore.

Ipſe quoque Crimenſis Chamus & omnes Tartarorum Gentes, quovis nomine vocitatæ, ad Pacis hujus & bonæ vicinitatis & reconciliationis jura ritè obſervanda adſtricti ſint, nec iiſdem contraveniendo hoſtilitates qualeſcunque exerceant erga quaſvis Romano-Cæſareas Provincias, earumque Subditos, aut Clientes; Porro ſive ex aliis Exercituum generibus, ſive ex Nationibus Tartatorum, ſi quis contra ſacras Imperatorias haſce Capitulationes & contra Pacta & Articulos earum quidpiam auſus fuerit, is pœnis rigoroſiſſimis coërceatur.

Incipiat vero dicta modo Pax, quies & ſecuritas Subditorum utriuſque Imperii à ſuprafata die ſubſcriptionis, & ceſſent exinde, atque ſuſtollantur omnes utrinque inimicitæ, & Subditi utriuſque Partis ſecuritate & tranquillitate fruantur. Eoque fine, & quo magis per ſummam curam ac ſedulitatem hoſtilitatis inhibere poſſint, tranſmittantur

tantur quam celerrimè mandata, & edicta publicandæ Pacis ad omnes Confiniorum Præfectos; cumque ſpatium aliquod temporis requiratur, intra quod Officiales in remotioribus partibus præſertim confiniis iſtam concluſæ Pacis notitiam obtinere valeant, ſtatuantur viginti dies pro termino, poſt quem, ſi quis hoſtile quidpiam alterutra ex parte admittere præſumpſerit, pœnis ſuperius declaratis irremiſſibiliter ſubjaceat.

Ut demum conditiones Pacis viginti hiſce Articulis concluſæ, utrinque acceptatæ, & debito ſummoque cum reſpectu inviolatæ obſerventur, ſiquidem D. Plenipot. Ottoman. vi conceſſæ iiſdem Facultatis Imperatoriæ Inſtrumentum Turcico ſermone exaratum & ſubſcriptum, legitimum & validum nobis exhibuerint; Nos quoque vi Mandati & Plenipotentiæ noſtræ propriis manibus, & propriis Sigillis ſubſcriptas haſce pactorum Literas in Latino Idiomate tanquam legitimum & validum Inſtrumentum extradidimus.

Acta hæc ſunt in Congreſſu ad Paſſarovicium, in Servia, ſub Tentoriis celebrato, die 21. Julii, Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo.

(*L.S.*) DAMIANUS HUGO COMES DE VIRMONT

(*L.S.*) MICHAEL DE TALMAN.

[S.]

[S.]

1718. TRAITE *de Paix entre l'Empereur Ottoman & la République de Venise, conclu à Passarowvitz en* 1718. tiré de l'Europæische Ruhe.

In Nomine Sanctissimæ Trinitatis.

QUANDOQUIDEM Deus omnipotens indulsit, inter Serenissimum, & Potentissimum *Sultanum AHMED HAN, Ottomannorum, Asiæ, & Græciæ Imperatorem:* ac Serenissimam *Rempublicam Venetam* Bellum emergere; Divina quoque Misericordia dignata est, Belligerantium Animis Consilia Pacis inspirare. Quem in finem solennem Serenissimi ac Potentissimi Principis, *GEORGII, Britanniarum Regis:* necnon Præpotentium Dominorum, *Belgii fœderati* Statuum, Mediationis fervor conduxit, adeoque præfatus Rex Excellentissimum, & Illustrissimum Dominum, *Robertum SUTTON, Equitem Auratum:* prædicti Domini, Belgii Fœderati Status, Excellentissimum, & Illustrissimum Dominum, *Jacobum COLLYERS, Comitem,* Plenipotentiarios; humani Sanguinis Effusioni,

sioni, Stragibus, & Desolationibus tot innocentium Subditorum finem facturos, atque pristinam Concordiam, & Amicitiam redintegraturos, delegaverunt. Cum igitur dicta Mediatio utrique partium accepta, & Congressus solennis in Confinibus, ad *Passarovitz*, in Regno Serviæ, fuerit destinatus; Excellentissimi, & Illustrissimi Domini, *Ibrahim EFFENDI*, secundus actualis Cameræ Præses: & *MEHEMED*, *tertius Cameræ Præses*, fulgidæ Portæ Plenipotentiarii: ac Excellentissimus, & Illustrissimus Dominus *Carolus RUZZINI*, *Eques*, *Procurator*, *& Plenipotentiarius extraordinarius Reipublicæ Venetæ*, comparuerunt; atque, post frequentes Congressus, interveniente officio, & opera salutari dictorum Dominorum Mediatorum, qui singulari Prudentia, & Industria suum Munus adimpleverunt, Ope Divina, tandem sequentes Articulos invicem pepigerunt.

Art. I. Munimentum *Imoschi*, in Erzegovina, in Dalmatia, & Albania autem *Tiscovatz*, *Sternizza*, *Unista* Turris *Proloch*, *Erxano* & alia Propugnacula, Aggeres, Arces, Loca item occlusa, & aperta, quæ in manus Reipublicæ Venetæ cesserunt, in ejusdem possessione

ſeſſione denuo permanent; atque, ut Fines ſint ſepoſiti, & Limites ſeparati, ab uno ad alterum dictorum Locorum Terminum linea ducetur. Itaque quæ inter memoratam lineam, verſus Dominium Venetum, & recta verſus Mare exiſtunt, in poſſeſſione Reipublicæ permanent; quæ vero extra hanc lineam, Excelſo Imperio remanent; quemadmodum in Tractatu *Pacis Carolovicenſis* eſt definitum. Munimentis Reipublicæ reſtitutis, & in præfata linea, recta verſus Mare, juxta ac in fronte lineæ, ſive ſemi circulo, comprehenſis, à deſtinatis Partis utriuſque Commiſſariis, pro exigentia, unius horæ ſpatium Terræ adſignabitur. Si in vicinia memoratæ lineæ, aut extra eandem reperiatur Munimentum Excelſi Imperii, eidem, cum omnibus Terris retrorſis, remanet; in fronte pariter per lineam ſemicircularem unius horæ ſpatium Terræ, infra circulum, adjudicabitur.

II. Quemadmodum in Tractatu Pacis Carolovicenſis pactum eſt: Territorium, & Diſtrictus Dominorum *Reguſanorum* cum Territorio, & Diſtricto Excelſi Imperii continuantur; Eaque propter Locus *Popovo*, cum ſuis Pagis, *Zarine*, *Ottovo*, & *Subzi*, à Republica

ca Veneta occupatus, cum omnibus ibidem existentibus, & communicationi nominati Territorii obstantibus, Excelso Imperio, quo modo statu invenitur, restituitur; similiter à parte Arcis Novæ, & Risanæ, communio Terræ Ragusanæ cum Excelso Imperio neutiquam interrumpetur.

III. In Archipelago sitæ, & Reipublicæ Venetæ ablatæ Insulæ de *Cerigo*, eidem redduntur; & octoginta dies post signatum Pacis Instrumentum, evacuantur, ac in possessionem restituuntur.

IV. Munimentum *Butrinto*, *Prevesa* & *Voinniza* in Ora Archipelagi, ac potestate Reipublicæ Venetæ, Tenore Fundamenti: UTI POSSIDETIS, in ejusdem Reipublicæ Possessione denuo commorantur; atque ab utriusque Partis Commissariis æqualiter dividendis Finibus unius horæ spatium Terræ adsignabitur, cum positione Limitum, & Terminorum.

V. Ab utraque Parte Finibus in Dalmatia, Erzegovina, Albania, & Archipelago discernendis Commissarii periti, probi, benevoli, & pacifici destinabuntur; qui post tres menses, à signato Instrumento, Congressum cum pacifico, ac modesto Comitatu, æqua-

lique

lique numero, in loco competente auſpicabuntur, & omnem operam navabunt Finibus utrinque ſtatuendis: ut bimeſtri ſpatio, aut citius, ſi poſſibile fuerit, Munia ſua exequantur.

VI. Quanto magis ſolida Amicitia, & Quies inter Subditos concilianda, tanto acrius ſunt abominandi, qui reprobo genio, & ingenio, ipſo etiam Pacis tempore, latrociniis, ac hoſtilibus machinationibus Tranquillitatem Finium diſturbant; quam ob cauſam ejuſmodi Ex-legibus à neutrâ Parte tutamen, aut præſidium præſtandum; ſed indagandi, perſequendi, & tradendi ſunt, ut, aliis in Exemplum, merita pœna afficiantur; Quin & impoſterum prohibitum ſit, ſimiles nefarios adjuvare, aut tutari.

VII. Quoniam diſſidia, æque Mari, ac Terra, remittunt, & mutua benevolentia renaſcitur, hujus almæ Pacis notitia Finium Præfectis inſinuanda eſt; idcirco pro Boſnia, Albania, & Dalmatia terminus triginta dierum: pro aliis, utpote Inſula Candia, aliiſque Finibus tempus quadraginta dierum ſtatutum eſt; intra quod tempus ab Excelſo Imperio, ſicut à Republica Veneta, quantum obſervari poterit, nec minimum, his Articulis contrarium patrandum.

Cæterum Subditis vera, & universalis conceditur Amnistia omnium, flagrante Bello, commissorum Facinorum, etiam quorumcunque: quorum nemo jam, vel imposterum, arguetur, aut castigabitur.

VIII. Dispositis jam Finibus, & Terminis, in possessionem adjudicatis, omnia imposterum rata, sancta, & inviolata, observantur; & si quis Fines violare, seu Terminum transgredi præsumpserit; vel, si etiam Superiores hujuscemodi Transgressores debito supplicio punire superseserint, tam illi ipsi, quam delinquentes, severe puniantur. Si casu, Commissariis difficultates emergerent, super quibus æque convenire non possent, ab utraque Parte sincera causæ notio intimanda, ut subsidio, & officio Cæsarei, Anglici, & Hollandici, Dominorum Legatorum, apud Fulgidam Portam commorantium, Differentiæ ritè, amicèque componantur; neque has, vel similes ob causas inimicitiæ exercendæ, neque subditorum Concordia lædenda, neque stabilita Pax cum Excelso Imperio infringenda.

IX. Mancipia Belli tempore capta, & in carceres conjecta, intuitu almæ Pacis, in Fiduciam libertatis constituantur, ac, cum Pietatem, & Clementiam Impera-

Imperatoriam dedeceat, eadem in miseriarum squalore retineri, cuncta Mancipia publica, spatio unius & sexaginta dierum, à signato Instrumento, in plenam libertatem invicem asserantur; interea, usque tempus eorum redemptionis affulserit, Plenipotentiarii utriusque Partis sedulam curam gerent, quatenus interim benevole habeantur.

X. Immunitatibus à Sultanis quondam Nationi Francorum concessis, congruenter, hi Ritus suos, ubicunque Ecclesias suas, & Cœnobia habuerint, exercitare, & frequentare poterunt; & si quæ restaurari indiguerint, vigore Cæsarei Mandati, & Æquitatis, resarciri poterunt. Nullus etiam in hoc ipso illos impediet pecuniarum exactione, aut alio prætextu, contra Justitiam, & Excelsam Capitulationem, afflliget; Illi insuper Jerusalem, aliaque Loca sacra adire, & redire, absque omni impedimento poterunt.

XI. Si quis ex Venetis in Dominatu Ottomannico cum aliquo commercatus esset, qui solutione alium fraudaret, & fugeret, quandoque de Excelso Mandato foret repertus, Merces Proprietario restituantur: ac si quis ex Excelso Imperio cum Veneto commercatus esset, qui etiam solutionis loco au-

fugisset, & idem inveniretur, reperta pariter restituantur. Si quoque aliquis ex Imperio Ottomannico debita contraheret, vel alia ratione culpam incurreret, & effugeret, nullus alius innocens retentabitur, neque Venetiani, loco illius, postulabuntur. Quando talis in Dominium Venetum transmigravisset, & si debita probanda contraxisset, hæc eadem recuperabuntur, & Creditori redhibebuntur, atque, si quis Pœnam meruisset, ille juxta gravitatem sceleris puniatur: pari etiam Talo, à parte Excelsi Imperii, procedendum.

XII. Licitum sit utrinque, recepta Munimina resarcire, reparare, munire, non autem nova Munimina ad Fines exstruere, neque diruta à Venetis Propugnacula restaurare. In finitimis Terræ firmæ, ubi expedit, fas esto, Oppida, & Pagos undique moliri, pro excolenda mutua Necessitate, & Amicitia; & emergente aliqua differentia, Finium Præfecti, congressi, causam diffidii utraque ex parte, omni Justitia, & Concordia, decident.

XIII. Si Mercator ex Veneto in Dominatum Ottomannicum pervenerit, ob Æs alienum non prematur, aut retineatur. Nemo etiam Mercatorum Venetorum:

torum: si Bursiam, vel alium ad locum proficiscí voluerit; sine salvo Conductu sui *Baili*, illuc permittatur; si aliqui pervicaces abs Indultu eò penetrare vellent, *Subassi Bailo* assistat, illosque abire non permittat. Servi Nautici Navium Venetarum ad Servitia Ottomannica nequaquam cogantur, sed quo venerunt Cursu, Navibus suis remeare poterunt; neque ab illis, qui negotii gratia vel Venetias veniunt, vel inde redeunt, sive conjugati sint, sive cælibes, quamdiu in Statu Ottomannico non stabiliuntur, & redire cogitant, ita dictum, *Cratzo* non exigatur; Si inter Venetum, aliumque Christianum Tributarium litigium enascceretur, & in flagrante disceptatione Testimonia Veneta producerentur; Adversarius autem, prætexendo, hos ejusdem Incolatus Christianos esse debere, Testimonia Christianorum Venetorum recusaret, & ita molestus esset, necessarium est, quoniam omnes Christiani unius Religionis sunt, ut, cum ipsorum lites contra alios Christianos intendantur, adigantur, Testimonia perhibere; & eadem, undecunque fuerint, assumi, & pro Æquitate rata haberi debent. Si quis Mercator Venetus, in Dominatu Ottomannico itineri accinctus, in Pago ali-

quo invaderetur, rebus suis spoliaretur, vel in Aggressu trucidaretur, & omnia pessumirent; &, si ad hæc ipsius Hæredes, vel Curatores advenirent, causa coram Justitia exaudiatur & executioni mandetur. Si quis Mercatorum Venetorum, ob negotia in Dominatum Ottomannicum veniſſet, & commercio suo immoratus, moreretur, constituti Præfecti se ejus faculatibus non immisceant, sed eædem illius *Bailo* tradantur.

XIV. Respublica poterit ex placito suo mittere *Bailum*, qui cum Familia sua, si voluerit, Constantinopoli circiter Triennio habitare: & adhuc ante evolutum Triennium discedere poterit; si fortassis cum Familia venire nollet, id sine eadem facere: &, pro exigentia Negotiorum suorum iterum ante Triennium migrare, atque alter in ipsius munus succedere poterit; Hique usitato Honore observantor. Ubi dissidium, non Republicam Venetam, sed solum *Bailum* concernens, emersisset illud memorato modo expediatur: ad Negotia vero, à Republica illi non tradita, & commissa, non adstringatur; Qualiacunque etiam hæc Negotia fuerint, dictus *Bailus* obligabitur, integre eadem Senatui Veneto exponere; si proinde Responsum, cum Commissione, Facultate, seu Potesta-

te,

re, desuper emanaverit, idem, pretextu alio, contra Præscriptum, Facultatem, Capitulationem Imperialem, nequaquam vexetur, sed in quiete relinquatur. Pro omnibus, quæ *Baili*, Consules, Interpretes, eorumque Domestici, donandi gratia, Ære proprio coëmerint, ut etiam pro eorum Victu, & Amictu, nullum Tributum, *Baz*, *Reft*, *Cassabie*; & *Messetaria*, nuncupatum, postulabitur. Consules Veneti, illorum Ipsorum Mercatorum Negotiationibus destinati, ad illas Scalas, ubi commorati sunt, possunt descendere; atque Hi illius Nationis sunto. Et, quando mutare placuerit illos Consules, qui in Scalis Imperii Ottomannici residunt: atque alios idoneos, in vices illorum transmittere, idipsum nullus impediet. Sin autem quis cum Consulibus, à Natione Veneta pro Ope, & Opera Venetorum Mercatorum constitutis, litigaret, illis manus injici non poterunt, neque illorum domus obserari, sed dissidia, contra Consules, & Interpretes enascentia, à Fulgida Porta exaudiantur.

XV. Subditi utriusque Dominii, tam Terra, quam Mari, in perenni quiete, securitate, ac omni procul impedimento, negotiari poterunt. Venetorum juxta, ac aliorum Principum Christianorum

rum Subditi, Dominorum Venetorum Navibus vecti, incolumes, ac securi, venire, & redire possint, sine molestia, metuque Mancipatus; quapropter contra Milites Algerinos, Tunetanos, Tripolitanos, aliosque protestandum, illisque insinuandum: ut Capitulationibus Cæsareis, & almæ Paci contrarium nihil committant; quod ipsum etiam maritimi Littoris ad Arcem Dulcinensem Accolis mandandum est, ne Piraticam exerceant: & ne damnum Mercatorum Navibus inferatur, illisque omnis assultus impediatur, atque omnis molestia tollatur; Triremes ex illorum manibus extorqueantur, cum severo jussu, imposterum alios non ædificandi, hoc pacto: ut ab illis, qui deinceps contra Capitulationes Cæsareas, almamque Pacem Naves Mercatorum deprædari præsumpserint, Facultates, Merces, aliaque omnia directa proprio Domino restituantur: Damnum resarciatur: & Mancipia in Libertatem asserantur; quin etiam ejusmodi nefarii homines, quemadmodum Justitia postulat, ad Exemplum aliorum, quam severissime puniantur: & insuper Notæ Imperiales, & Excelsa Mandata, quondam à Regnantibus Sultanis hac super re concessa, à parte Cæsarea ab integro renoventur

tur, confirmentur & ex Tenore suo, adimpleantur.

XVI. Quando in Finibus, ob Homicidia, aliasve Causas, Dissidia & Inimicitiæ orirentur, Arbitratu Præfectorum Finium illorum, secundum æquitatem, decidendum est, & discordiis, quomodocunque exortis, obviandum; ne opus sit, Querelas ad fulgidam Portam, & Senatum Venetum deferre. Summa proinde Industria impendenda, ut Causæ in Loca decidantur: Partes non confundantur: &, si nullo hic modo discordiæ possent componi, hac super Re omni integritate referendum.

XVII. Si Mercatores Veneti ex venditione, vel emptione, aut mutuo accepto, Negotiatione, & Syngrapha, aliave justa ratione debita, opem Justitiæ reposcunt, & auxilium *Mubassir*, vel Superintendentis, exigunt, ex Nummis exactis *Mubassir*, vel *Zaus*, Tributum, in Foris solvi solitum, pendatur: scilicet duos *Aspros* pro cento, nec plus ex Summa postulare liceat. Negotiatores, Consules, Interpretes, & alii Subditi Reipublicæ, ejusdemque subjectæ Provinciæ in Negotiationibus suis sub Excelso Imperio exercendis, in emendo, vel vendendo, commodando, merces procurando, Tabulis debitorum, aliisque

quibuſcunque juſtis petitionibus *Cadi* accedant : contractum Protocollo inſeri faciant : & *Coreto*, vel aliam validam Scripturam recipiant; & oriente diſcordia, *Coreto*, Scriptura, & Protocollum conferenda ſunt, & conformitate horum procedendum; ſin horum nihil eſſet producendum, æquitas tamen exigeret, Querelas diſcernere, Judices eaſdem vigore Juſtitiæ, integrè, & æqualiter excipiant: Teſtimonia adducta decenti ſedulitate examinent, & ſcrutentur, utrum à mendacibus, improbis, iniquis, & facinoribus obnoxiis non perhibeantur; nec perſonæ, ſimili crimine, Teſtimoniis perhibendis repugnante, infames audiantur, ne iniquitas, & injuria committatur; neque etiam ſuper his iniquis, ſubdolis, & corruptis Teſtimoniis Sententia pronunciari poteſt: & ſi quæ ſententia prolata foret, non obtineat, ut nullo modo injuſtitia ſubſequatur. Quod ſi aliqui Venetorum Mercatorum, vel Nauclerorum in Excelſo Imperio Turcæ fierent; & navigia, ac merces ibidem non eſſent illorum propria, ſed Juſtitia indagante, ad Mercatores Venetos, vel exiſtentes ſub Dominio Veneto Subditos pertinerent, à nullo vexentur, nec exigantur, ſed Venetus *Bailus*, aut Conſules Navigia, & Merces è manibus eorum recipiant; ne

penes illos remaneat, quod aliis, ex jure, & ratione competit.

XVIII. Cum inter duos Venetos lis exorietur, illorum *Baili*, more solito, & absque impedimento, illos audiant; & si quis cum dicto *Bailo*, in Urbe Constantinopolitana dissideret, apud Fulgidam Portam, in *Divano* Imperiali, causa exaudiatur. Si vero Sultanus foris moretur, vertentes cum *Bailo* lites à Præfecto, Custodiæ Urbis Constantinopolitanæ destinato, ac Judice simul audiantur; & si quis dissidium, vel petitum, negotiationem Venetorum Mercatorum concernens haberet, *Cadi* accedat; & absente Veneto Interprete, *Cadi* illorum Querelas excipere non liceat. Verum tamen Litigantes nullam difficultatem causabunt, obtendendo, Interpretem non adesse, sed obligabuntur eosdem adducere; si autem Interpres magni momenti negotiis esset occupatus, usque ad ejus reditum exspectandum est. *Baili*, nisi legitima Instrumenta adfuerint, ob alia Nomina non compellantur, nec ad solvendum cogantur; ast, si debitores se subducerent, Creditores illos investigare poterunt, ubi approbante Judice, vel Præfecto, jus suum postulare possunt: si debitor autem in Oras Reipublicæ Venetæ sub-

jectas diffugerit, *Bailus* Causam ad Rempublicam devolvet, ut diligenti animadversione Actor sua recuperet.

XIX. *Musulmanni* ex Barbaria, & aliis ex Regionibus, Mercatores. qui Terra, Marique negotiantes, Dominium Venetum contingent, consueto Mercium vectigali soluto, non impediantur, nec damno afficiantur, sed in Dominatum Ottomannicum, prout lubet, venire, & redire valeant. Venetæ pariter, ac aliæ Naves, quæ in Sinum Adriæ penetrant, negotiorumque causa Venetiis appellunt, & remeant, neutiquam impediantur, aut lædantur, si alioquin aliis non offecerint. Naves Venetæ, secundum vetus Telonii Institutum, Constantinopoli perquisitæ, ubi ad Fretum Castellorum pervenerint, juxta vetus Vectigalis Edictum, rursùs perquirantur, & tunc indulgeatur vela pandere; neque fas sit, easdem Gallipoli amplius explorare; attamen, secundum veterem Vectigalis Canonem, duntaxat ante Oram Castellorum denuo lustrentur, tum velis iter prosequantur.

XX. Si Mancipium, Venetiis fugitivum, in Dominatum Ottomannicum transgrederetur, & Turca fieret; Domino, ejus assecuto, mille *Aspri* solvantur;

vantur : si autem non Dominus, sed ejusdem Procurator veniret, eidem pariter mille *Aspri* solvantur, verum, si Mancipium sit adhuc Christianum, in quo statu reperitur restituatur. Pari modo, si *Musulmannus* ex Dominatu Ottomannico in Dominium Venetum transfugeret, fidemque suam celasset, in eodem statu restituatur ; sed si Christianus factus esset, ejusdem Domino, vel Procuratori mille *Aspri* solvantur. Si Remiges Piratarum Barbarorum ad Venetorum Insulas, aliasque eorum Ditiones Naves appellerent : eorundem Incolas in servitutem adigerent : eosdemque, in Romeliam, Natoliam, Barbariam & alias in Terras abductos, venundarent, vel etiam suis usibus adhiberent ; etsi ejusmodi Mancipium in servitute etiam cujuscunque inveniretur, sine controversia, ex illius manibus eripiatur, & Reipublicæ *Bailo*, vel Locum tenenti, aut Procuratori tradatur : Piratæ quoque coërceantur, & severe puniantur ; sed si illud Mancipium *Musulmannus* factus esset, in libertatem restituatur. Si contra Excelsas Capitulationes, & almam Pacem Subditi Veneti, ab aliquibus in servitutem redacti, de manu in manum traducerentur, & ansam discordiæ præberent ; illi imprimis

mis Veneti, Tempore Pacis in servitutem abacti, ubicunque extiterint, si *Musulmanni* facti fuerint, liberentur: & si in fide sua perseveraverint, vigore præsentis Tractatûs, *Bailo* Veneto, vel alteri destinato, tradantur. Et, quia Decreto Imperiali cautum est: ne imposterum dicti Veneti, contra Instrumentum almæ Pacis, in servitutem abigantur, Nefarii, qui illos in servitutem abducturi essent, absque ulla difficultate, aut prætextu puniantur; quo sicut prius, Summa Mandati Cæsarei adimpleatur.

XXI. More antiquo, videlicet à triumphata per Excelsum Imperium Arabia, Alexandriam ex Caïro duæ Classes mercatoriæ: & totidem ad Scalas Tripolitanas Soriæ, & Barutti, Damasco subjectas, Merces, Facultatesque suas opportune transportare poterunt; nec statо tempore retardabuntur. Præterea memoratæ duæ Classes cum grandiori Numero, minoribus, vel majoribus Navigiis, juxta receptam mercandi consuetudinem, sine reprobatione, valeant Negotia sua prosequi. Ad hæc in Scalis Constantinopoli, Barutti Tripoli, aliisque Locis novata contra consuetum Tributa tam à Mercibus, quam Pecuniis subleventur: & Stylo antiquo pro-

procedatur, neque permittatur contrà vetus Vectigalis Institutum alicui tædium facessere: nec dictæ Classes mercatoriæ, aliæque Naves nec Mercatores, nec Merces, contra Morem veterem à *Bailis*, vel aliis quibuscunque aggraventur; quin publica Securitate gaudeant, & ab omni Impetu sint tuti. Quum, Bello confecto, & Pace, Imperante Sultano Selim Han, redintegrata, ter centum mille *Cechinorum* Summa intra Triennium dependenda, integrè esset soluta, prout asservatus in Ærario Imperiali Tabellis insertum; & ideo Temporibus Sultanorum, Seliman Han, Selim Han, Amurad Han, Mehemed Han, Ahmed Han, necnon eorum Nepotum, Sultan Osman Han, & Amurad Han, Conditiones, & Pacta super memoratis *Cechinis* plene essent adimpleta, id Excelsis Capitulationibus, à præfato Parente defuncto concessis, de novo non includebatur, neque idcircò Molestia, aut Tumultus causabantur; at Mandata, à memoratis defunctis emissa, confirmabuntur; quandoquidem Respublica Veneta nec consilio, nec facto Inimicis Excelsi Imperii Terra, vel Mari assistit, hæc alma Pax jugiter observabitur.

XXII. Quoniam solennia Religionis.

nis Sacra secundum transactas Capitulationes observantur ; Legato Veneto sit integrum, de hoc ulteriora apud Solium Imperiale proponere; & exceptis Articulis, sensui præsentis Instrumenti contrariis, quod in Tractatu Pacis Carolovicensis sancitum, consolidabitur.

XXIII. *Sanzachi, Bei, Subassi*, aliive in Excelso Imperio Officiis Præfecti, Provinciis, Munimentis, Oppidis, & Incolis Reipublicæ Venetæ nullum damnum inferant; si quis ex subditis Majestati Imperiali *Baiis*, vel Exercitu, prædictis Provinciis, Munimentis, Oppidis, & Incolis detrimentum allaturus esset, Excelso Jussu resarciatur, & Rei puniantur. Mercatores, & alii Reipublicæ Venetæ Subjecti Mari, vel Terra Excelsum Imperium ingressi, suis Classibus, Navigiis, aliisque Lembis in Portum Constantinopoli, Galatæ, ac in Arabia Alexandriæ; in Cairum, & Stationes, Ostiaque intra Gallipolim, non ex inopinato, sed salutatis, & annuentibus Castellorum Præfectis, invehantur; nisi Tempestatum, vel Piratarum Injuria, & procul aliis Littoribus jactati, appellere impellantur; tali Casu huc subire poterunt, sed si fieri potuerit, prius renuncient, nec in procinctu, citra

citra Facultatem, progrediantur; imò Transgressores puniantur, Senatu Veneto inculpato. Si Naves, Copiæ, vel Classis Ottomannica Venetis occurreret, mutuam Amicitiam commonstrabit, nullumque pariet dispendium; pariter Classi, Copiis, & Navibus Excelsi Imperii, cum facultate Cæsarea velificantibus, obliquabuntur Vela, & Signa Humanitatis exhibebuntur; si illorum Navibus, Pecoribus, Hominibus, Mercibus, vel aliis Rebus incommodum causaretur, totum refundetur. Eodem modo, si Navigia, & Classis Navibus ex Instructu nautico Imperiali, vel mercatorio, obviarent, sine omni Injuria, pacifice prætervehantur; si vero Navibus, Hominibus, Mercibus, aut Pecoribus detrimentum illatum foret, reparetur. Si forte in Piratarum Naves offenderetur, & hi Venetos, deinde Victores adorirentur, exceptis in conflictu occisis, reliqua Mancipia non trucidentur, sed salva ad fulgidam Portam adducantur, ut, ad aliorum Exemplum, acerrimè puniantur. Si Naves classis Cæsareæ Excelsi Imperii versus Oram, ad Venetos non pertinentem, Ratione Pelli tenderet, Classis Veneta intra terminos Quietis, & Amicitiæ resideat, absque omni motu, ac subsidio,

sidio, ex quo Classis Cæsarea detrimentum capiat. Multo minus Veneti Naves, Excelso Imperio inimicas, intra suas recipiant, nec ullo prætextu tueantur; si quis autem hoc Mandatum Imperiale violaverit, in flagranti, aliis ad Exemplum, castigetur vagabundos aliarum quoque Provinciarum Pontones, Remigantes, aliasque Naves Sereniſſima Respublica Veneta in suis Propugnaculis, Munimentis, & Portubus non protegat, sed; si possible sit, comprehendat, & sine mora puniat. Mandatum Imperiale, Piratas concernens, imperante Sultano Amurad Han concessum, & regnante Petre moderni Sultani renovatum, si recognoscatur, ratum habeatur.

XXIV. Si Navis Veneta, Itineri in Dominatum Ottomannicum cincta, ob Tempestatem Naufragium pateretur, Homines superstites omnes Liberati relinquantur, & Facultates salvatæ Domino proprio consignentur, nec à Præfectis, illorumque Domesticis, vel aliis infestentur; similiter, si Navis Ottomannica, domum redux, Ventis contrariis pessum iret, superstites, à Venetis non incommodabuntur, & opes illorum, sine Difficultate, vel Litigio, Domino proprio restituentur.

Quibus

Quibus ex Locis Excelsi Imperii Remiges, Celoces, aliæque Naves, absente Nauclero, solvunt, idonea Documenta à Dominis dictarum Navium conferant, quod non cogitent in Statum Venetum excurrere, ac damnum inferre, &, si sine Documentis exhibitis, excurrerint, Rei existimabuntur, & tales severissimè punientur; ubi jam autem, exhibitis Documentis, damnum intulissent, illud ex eorum Chirographo resarciatur. Pari ratione, Naves Venetæ, que sine Nauclero evagantes, Documentis exhibitis, Ditioni Ottomannicæ incommodum crearent, ex oppignoratione illud compensent; verum, si, sine his Documentis Vela facerent, tanquam Rei, judicentur, ac puniantur. Quod si Tributarius, vel Operarius, ex Excelso Imperio profugus, Munimentum, vel Propugnaculum Venetum inhabitare vellet, non assumatur, sed citra difficultatem in statu, quo constaret, personæ delegatæ tradatur; si insuper ille Homicidia, & Latrocinia perpetrasset, prædam existentem reponat; quod ipsum etiam Excelso Imperio incumbit: ut, quando quis ibidem aliquem occidisset, vel spoliavisset, ille res direptas, in quo statu invenirentur, restituat.

XXV.

XXV. Quoniam Negotiatio fructus eſt almæ Pacis, & Cultura Statuum, ac Provinciarum, Veneti Terra, Marique in Dominatum Ottomannicum: Conſtantinopolim, Smirnam, in Cyprum, Tripolim in Soria, Alexandriam in Cairo, Aleppum, aliaſque ad Scalas, priſtina Quiete, proficiſci poterunt; &, contributis, ſecundum aliarum Portæ amicarum Nationum conſuetudinem, pro illatarum, elatarumque Mercium Vectigali, tribus *Aſpris* pro cento, majori Tributo, vel novis gravioribus Expenſis non onerabuntur; &, quandoquidem debitum Tributum Moneta, in Dominatu Ottomannico, & Ærario Imperiali uſitata, exſolverint, prætextu Moris veteris, & fraudulenta ad modernam Monetam additione non afflictabuntur. Quando ſæpius memorati Mercatores ad aliquam Scalam appuliſſent, Mercium ſuarum partem ibidem exoneraturi, Portitores duntaxat ex depoſitarum Mercium parte Vectigal exigant, nec cogant, cunctas Merces exonerare. Si Merces ex una Navi in aliam vellent tranſportare, ad Scalas alias traducturi, nullus obſiſtat, nec Portitor, niſi illorum Merces exonerentur, Tributum exigat, vel eaſdem exonerare compellat,

Vecti-

Vectigalium Præfecti, qui Mercatoribus difficiles, adventantium Navigiorum Merces pluris taxaturi essent, loco Vectigalis, tot merces, absque postulata pecunia accipiant. Venetæ Naves reduces, pro Ære Anchorario trecentos *Asperos*, aliis amicorum Principum Nationibus pendi solitos, sine majore Tributo exigendo, persolvant. Si Tributum transportatarum ad Scalas Mercium semel solutum, & Syngrapha solutionis allata: Merces autem in his Scalis nondum fuissent distractæ, & alio forent transferendæ, nullus in his, aliisque Scalis repugnet; nec ultimo in loco Tributum novum exigatur. Portitores, accepto Vectigali, neminem retardent, aut impediant, sed Tesseram Vectigalem reddant; quæ Tessera, in Teloniis aliarum Scalarum exhibita, tantum valebit, ut novum Tributum exigere non valeant, atque, si aliis in Scalis, ubi *Messetaria* reposcitur, eandem secundum veterem Vectigalis Normam, solverint, contra solitum non aggraventur. Veneti æque, ac alii Mercatores Amici, necnon Excelso Imperio deferentes qualescunque ex omnibus Tributo subjectis mercibus, in Navibus Venetis repositis, & sub Aplustris Divi *Marci* advectis, si Mercatores illi, ut dictum,

dictum, qualescunque, intra Terminos se contineant, suis *Bailis*, & Consulibus Tributum *Cottimo*, dictum *Conjulato*, citra ullius oppositionem persolvant. In qualibet Scala Veneta, ubi ante hoc Bellum *Emini* apud *Tesardar* Bosniæ morabantur, ad recipiendum ex transportatis huc illucque Mercibus, à Mercatoribus Tributum, Vectigal, eodem modo tales *Emini* residebunt; qui juxta veterem postulandi Normam Tributa denuò recipient. Eaque propter Mercatores Veneti, ob expressum supra Tenorem, securi, & incolumes, negotiari poterunt; absque eo, quod contra Jus, & æquum, ab aliquo incommodabuntur, vel perturbabuntur: quin imo potius protegantur, & defendantur; Quod ipsum, durante alma Pace inter Serenissimum, & Potentissimum *Musulmannorum* Imperatorem ac Serenissimam Rempublicam Venetam, per ejus universum Imperium, jugi Devotione perpetim stabiliatur.

XXVI. Postquam igitur hæ Pactiones, & consignati Articuli quemadmodum in præsentiarum continentur, utraque ex parte fuerint confirmati, & corroborati; statutum est, intra triginta dies, à signato Instrumento (aut prius etiam) Literas Pacem ratam habentes præsto-

præſtolari, eaſdemque per manus præfatorum Dominorum Mediatorum Britanniarum, & Hollandiæ recipere; abſque eo, quod ullo modo pacta utrinque ſtabilita poſſint alterari.

Quum ſuper omnibus his Articulis, ratas Capitulationes complexis, pro inviolata illorum Obſervatione, ac Confirmatione dicti Legati Plenipotentiarii Ottomannici Inſtrumentum, in Eorum Idiomate fideliter conſignatum, ſigillatum, & ſubſcriptum, tradidiſſent; Legatus Plenipotentiarius Sereniſſimæ Reipublicæ Venetæ, vigore poteſtatis ſuæ, hoc Inſtrumentum, pari fide ſigillatum, & ſubſcriptum reddidit. Actum ſub Tentorio, ad Paſſarovitz. XXI. Jul. MDCCXVIII.

(*L. S.*) CAROLUS RUZZINI, Eques, Procurator, Legatus Plenipotentiarius Extraordinarius.

[T.]

1716. TRAITÉ *de la triple Alliance, entre la Grande Bretagne, la France & les Provinces-Unies, conclu à Londres en* 1716. Recueil d'Actes, Négociations &c.

LOUïS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme notre Amé & Féal le S. Abbé du Bois, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat ; & notre Amé & Féal le Sieur de Château-neuf, Marquis de Castagnere, Conseiller Honoraire en notre Cour de Parlement de Paris, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins-pouvoirs que nous leur en avions donné, auroient conclu, arresté & signé à la Haye le quatriéme du present mois de Janvier, avec le Sieur Guillaume Cadogan, Baron de Reading, Chevalier de l'Ordre de Saint-André, Maître de la Garde-robe de notre Très-cher & très-Amé Frere le Roy de la Grande-Bretagne, Lieutenant-General de ses Armées, Colonel du second Regiment de ses

ſes Gardes, Gouverneur de l'Iſle de Wight & ſon Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire, pareillement muni de ſes pleins-pouvoirs & avec les Sieurs Jean Van-Eſſen Bourguemaiſtre de la Ville de Zutphen, Curateur de l'Univerſité à Harderwick, Wigbold Vander-Does, Seigneur de Nortwick, de l'Ordre de la Nobleſſe de Hollande & Weſtfriſe, Grand Bailly & Dyckgrave de Rhynlande; Antoine Heinſius, Conſeiller-Penſionnaire, Garde du Grand Sceau & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & Weſtfriſe; Samuel Coninck, Senateur de la Ville de Veere; Frederik-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, Emminckhuyſen & Moerkerken, &c. Preſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Ulbe Aylva van Burmania, Grietman de Leeuwarderadeel; Antoine Eckout, Bourguemaiſtre de la Ville de Campen; & Wicher Wichers, Bourguemaiſtre de la Ville de Groningue; Tous Deputez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, d'Overiſſel, & de Groningue & Ommelandes, en qualité de Plenipotentiaires de leurs Hautes Puiſſances, nos très-chers & grands

amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, pareillement munis de pleins-pouvoirs, le Traité d'Alliance défensive dont la teneur s'ensuit.

Comme le Sereniſſime & très-Puiſſant Prince & Seigneur Louïs XV. par la grace de Dieu, Roy très-Chrétien de France & de Navarre; le Sereniſſime & très-Puiſſant Prince & Seigneur George par la grace de Dieu Roy de la Grande-Bretagne, Duc de Brunſwick & de Lunebourg, Electeur du Saint Empire Romain &c. & les Hauts & Puiſſans Seigneurs les Etats-Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, deſirent d'affermir de plus en plus la Paix établie entre leurs Royaumes & Etats reſpectivement, d'éloigner entiérement de part & d'autre tout ſujet de ſoupçon qui pourroit en quelque maniere que ce ſoit troubler la tranquillité de leurs Etats, & de reſſerrer plus fortement encore par de nouveaux nœuds l'amitié qui eſt entre eux, ils ont crû que pour parvenir à une fin ſi ſalutaire, il étoit neceſſaire de convenir entre eux; Et pour cet effet leurſdites Majeſtez & leſdits Seigneurs Etats Generaux ont nommé, ſavoir.

Le Roy Très-Chrétien, ſes Ambaſſadeurs

deurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, le Sieur Guillaume du Bois, Abbé de Saint-Pierre, d'Airvault, de Saint-Juſt & de Nogent, ci-devant Precepteur de Son Alteſſe Royale Monſeigneur le Duc d'Orleans, Regent du Royaume de France, Conſeiller d'Etat ordinaire, & le Sieur Pierre-Antoine de Château-neuf, Marquis de Caſtagnere, Conſeiller Honoraire au Parlement de Paris, & Ambaſſadeur de ſa Majeſté Très-Chrétienne auprès des Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies.

Le Roy de la Grande-Bretagne: Son Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire le Sieur Guillaume Cadogan, Baron de Reading, Chevalier de l'Ordre de Saint-André, Maitre de la Garderobe du Roy de la Grande-Bretagne, Lieutenant-General de ſes Armées, Colonel du ſecond Regiment de ſes Gardes, Gouverneur de l'Iſle de Wight.

Et les Seigneurs Etats-Generaux, leurs Deputez & Plenipotentiaires, les Sieurs Jean Van-Eſſen Bourguemaiſtre de la Ville de Zutphen, Curateur de l'Univerſité à Harderwick; Wigbold Vander-Does Seigneurde Noortwick, de l'Ordre de la Nobleſſe de Hollande

& Weſtfriſe, Grand Bailly & Dykgrave de Rhynlande ; Antoine Heinſius, Conſeiller Penſionnaire Garde du Grand Sceau, & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & Weſtfriſe ; Samuel Coninck, Senateur de la Ville de Veere ; Frederik-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, Emminkhuyſen & Moerkerken, &c. Preſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht ; Ulbe Aylva van-Burmania, Grietman de Leeuwarderadeel ; Antoine Eckhout, Bourguemaiſtre de la Ville de Campen, & Wicher-Wichers, Bourguemaiſtre de la Ville de Groningue : Tous Deputez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, d'Overyſſel, & de Groningue, & Ommelandes.

Leſquels après s'être communiqué réciproquement leurs pleins-pouvoirs, dont les Copies ſeront inſerées mot à mot à la fin du preſent Traité, & après en avoir fait l'échange en la maniére accoûtumée, ſont convenus d'un Traité d'Alliance défenſive entre le Roy Très-Chrétien, le Roy de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, leurs Royaumes, Etats & Sujets, aux conditions qui ſuivent.

I. Qu'il

I. Qu'il y ait dès ce jour & à l'avenir pour toûjours une Paix veritable, ferme & inviolable, une Amitié encore plus sincere & plus intime, une Alliance & une Union plus étroite entre lesdits Sereniſſimes Rois, leurs Heritiers, & Succeſſeurs, & les Seigneurs Etats-Generaux, les Terres, Païs & Villes de leur obéïſſance reſpectivement, & leurs ſujets & habitans, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, & qu'elle ſoit conſervée & cultivée de maniere, que les Parties contractantes ſe procurent réciproquement & fidellement leur utilité & leurs avantages, & qu'elles détournent & empéchent par les moyens les plus convenables les pertes & dommages qui pourroient leur arriver.

II. Et comme l'experience a fait connoître que la proximité du ſéjour de celui qui a pris le titre de Prince de Galles, pendant la vie du feu Roy Jacques II. & après la mort dudit Roy, celui de Roy de la Grande-Bretagne, peut exciter des mouvemens & des troubles dans la Grande-Bretagne & dans les Etats qui en dependent, il a été convenu & arrêté, que le Sereniſſime Roy Très-Chrétien s'oblige par le preſent Traité d'engager ladite perſonne de ſortir du Comtat d'Avignon, & d'al-

ler faire son séjour, au delà des Alpes immédiatement après la signature du present Traité, & avant l'échange des Ratifications. Et le Roy Très-Chrétien, afin de témoigner encore davantage le desir sincere qu'il a, non seulement d'observer religieusement & inviolablement tous les engagemens que la Couronne de France a pris ci-devant touchant ladite personne, mais aussi pour ôter à l'avenir tout sujet de soupçon & de défiance, promet & s'engage de nouveau pour luy, ses Heritiers & Successeurs, de ne donner, ni fournir en quelque tems que ce soit, directement ni indirectement, sur Mer ou sur Terre, aucun Conseil, secours ou assistance d'argent, Armes, Munitions, attirail de Guerre, Vaisseaux, Soldats, Matelots ou de quelque autre maniere que ce soit, à ladite Personne qui prend le Titre ci-dessus exprimé, ou à d'autres quelles qu'elles soient, qui ayant commission d'elle pourroient dans la suite troubler la tranquillité de la Grande-Bretagne, par une Guerre ouverte, ou par des conjurations secretes, ou des seditions, & des rebellions, & s'opposer au Gouvernement de sa Majesté Britannique.

De plus, le Roi Très-Chrétien promet,

mer, & s'engage de ne permettre en aucun tems à l'avenir, à la Perſonne cideſſus deſignée, de revenir à Avignon, ou de paſſer par les Terres dépendantes de la Couronne de France, ſous pretexte de retourner, ou à Avignon, ou en Lorraine, ou même de mettre le pied en aucun Lieu de la Domination de ſa Majeſté Très-Chrétienne & encore moins d'y demeurer, ſous quelque nom ou ſous quelque apparence que ce ſoit.

III. Leſdits Sereniſſimes Rois, & leſdits Seigneurs Etats Generaux promettent encore, & s'engagent reciproquement, de refuſer toute ſorte d'azile & de retraite aux ſujets de l'un d'entre eux, qui auront été, ou pourront être declarez rebelles, auſſi-tôt que la requiſition en aura été faite par celui des Contractans, dont ces rebelles auront été reconnus pour ſujets & même de contraindre leſdits rebelles de ſortir des Terres de leur obéïſſance dans l'eſpace de huit jours, après que le Miniſtre dudit Allié en aura fait la requiſition au nom de ſon Maître.

IV. Et le Roi Très-Chrétien deſirant ſincerement executer pleinement tout ce dont il a été ci-devant convenu avec la Couronne de France, touchant la

Ville de Dunkerque, & de ne rien obmettre de ce que le Roi de la Grande-Bretagne peut croire neceſſaire pour l'entiere deſtruction du port de Dunkerque, & pour ôter tout ſoupçon, qu'on ait intention de faire un nouveau Port au Canal de Mardick, & qu'on veuille le faire ſervir à autre uſage qu'à l'écoulement des eaux, qui inonderoient le Païs, & au commerce neceſſaire pour la ſubſiſtance & l'entretien des Peuples de cette partie des Païs-Bas, qui ſera ſeulement fait par des Bâtimens, qui ne pourront avoir plus de ſeize pieds de largeur, ſa Majeſté Très-Chrétienne s'engage & promet de faire executer tout ce dont le Sieur d'Iberville Envoyé du Roi Très-Chrétien, & muni de ſon pouvoir, eſt convenu à Hamptoncourt, comme il eſt contenu dans le Memoire du dix-neuviéme (trentiéme) de Septembre de l'année mil ſept cens ſeize, ſigné par le Sieur d'Iberville, & par le Sieur Vicomte de Townshend, & le Sieur Methwen, Secretaires d'Etat de la Grande-Bretagne, dont la teneur ſuit.

Expli-

Explication de ce qui se doit inserer dans le quatriéme Article du Traité touchant le Canal, & les Ecluses de Mardick.

PREMIEREMENT: que le grand passage de la nouvelle Ecluse de Mardick, qui a quarante-quatre pieds de largeur, sera detruit de fond en comble, c'est-à-dire, en ostant ses Bajoyers, Planchers, Busques, Longrines, & Traversines, sur toute sa longueur, & en enlevant les portes, dont les bois & la ferrure seront desassemblés, & tout ceci pourra être employé ailleurs à tels usages que Sa Majesté Très-Chrétienne jugera à propos, pourvû cependant, qu'on ne s'en serve jamais pour aucun Port, Havre ou Ecluse à Dunkerque, ou à Mardick, ou en quelque autre endroit que ce soit, à deux lieues de distance d'aucune de ces deux Places: l'intention des Parties contractantes, & le but qu'on se propose par ce Traité, étant, qu'aucun Port, Havre, Fortification, Ecluse ou Bassin, ne soient faits ou construits à Dunkerque, à l'Ecluse de Mardick, ou en quelque autre endroit que ce soit, sur l'Estran dans une telle distance sur cette Coste.

Secondement : Que la petite Ecluſe reſtera à l'égard de ſa profondeur, comme elle eſt à preſent, pouvû que ſa largeur ſoit reduite à ſeize pieds, c'eſt-à-dire, en avançant de dix pieds du coſté d'Occident le Bajoyer de la pille, après avoir oſté ſix pieds du Plancher, & Buſques du Radier de toute la longueur du même coſté, les quatre pieds du Plancher reſtans, étant neceſſaires pour ſervir de fondement au nouveau Bajoyer, & comme on doit avancer ledit Bajoyer de dix pieds vers l'Orient, on detruira pareillement dix pieds de la même Pille du coſté de l'Occident depuis ſa fondation, afin que le preſent Radier ne puiſſe jamais ſervir pour une Ecluſe de la largeur de vingt-ſix pieds, comme celle-ci eſt à preſent.

Troiſiémement : Les Jettées & les Faſcinages depuis les Dunes, ou l'endroit où la Marée monte ſur l'Eſtran, quand elle eſt la plus haute, juſques à la plus baſſe Mer, ſeront raſez des deux coſtez, le long du nouveau Chenal, par tout au niveau de l'Eſtran, & les pierres, & les faſcinages qui ſont au-deſſus de ce niveau, pourront être emportez & employez à tel uſage que Sa Majeſté Très-Chrétienne jugera à propos, pourvû cependant, qu'on ne s'en ſerve

ſerve jamais pour aucun Port ou Havre à Dunkerque, ou à Mardick, ou en quelque autre endroit que ce ſoit à deux lieues de diſtance d'aucune de ces deux Places, l'intention des Parties contractantes, & le but qu'on ſe propoſe par ce Traité, eſtant, qu'on ne fera jamais plus de Jettées ou Faſcinages dans cette diſtance ſur chacun endroit de l'Eſtran de cette coſte.

Quatriémement; il eſt encore ſtipulé qu'immédiatement après la Ratification du preſent Traité, on employera un nombre ſuffiſant d'Ouvriers à la deſtruction des ſuſdites Jettées le long du nouveau Chenal, afin qu'elles ſoient raſées, & cet Ouvrage accompli dans deux mois après la Ratification s'il eſt poſſible. Mais comme il a été repreſenté, qu'à cauſe de la ſaiſon, on ne pourroit, juſques au Printems prochain, commencer à retrecir le Radier du petit Paſſage, ni detruire le grand Radier, il eſt accordé que cet Ouvrage ſera commencé vingt-cinquiéme Mars (le cinquiéme d'Avril) & entierement achevé de la maniére ci-deſſus ſpecifié, s'il eſt poſſible, à la fin du mois de Juin mil ſept cens dix-ſept.

Cinquiémement: la demolition des Digues ou Jettées des deux côtez du vieux

Chenal ou Port de Dunkerque, sera entierement achevée par tout au niveau de l'Estran depuis la plus basse Mer jusques en dedans de la Ville de Dunkerque. Et s'il reste encore quelques morceaux du Fort Blanc & des Chasteaux Verd & de Bonne Esperance, ils seront rasez totalement égaux avec l'Estran.

Quand ce Traité sera ratifié, le Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies pourront envoyer des Commissaires sur les Lieux pour être temoins oculaires de l'execution de cet Article.

Nous avons signé cet Article provisionellement, & à condition qu'il soit approuvé par sa Majesté Très-Chrétienne, sa Majesté Britannique, & les Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies. A Hamptoncourt ce dixneuvieme (trentieme) de Septembre de l'année mil sept cens seize. Signé, D'IBERVILLE, TOWNSHEND ET P. METHWEN.

V. Comme l'objet & veritable but de cette Alliance entre lesdits Seigneurs Rois & Etats-Generaux, est de conserver & maintenir reciproquement la Paix & la Tranquilité de leurs Royaumes,

mes, Etats & Provinces, établie par les derniers Traitez de Paix conclus & signez à Utrecht, entre le Sereniſſime Roi Très-Chretien, la Sereniſſime Reine de la Grande-Bretagne, & leſdits Hauts & Puiſſants Seigneurs les Etats-Generaux des Provinces-Unies l'onzieme d'Avril mil ſept cens treize, on eſt convenu & demeuré d'acord que tous & chacun des Articles deſdits Traitez de Paix, entant qu'ils regardent les intereſts deſdites trois Puiſſances reſpectivement, & de chacune d'icelles en particulier, & enſemble les Succeſſions à la Couronne, de la Grande-Bretagne dans la Ligue Proteſtante, & à la Couronne de France ſuivant les ſuſdits Traitez, demeureront, dans toute leur force & vigueur, & que leſdits Sereniſſimes Rois & leſdits Seigneurs Etats-Generaux, promettent leur Garantie reciproque pour l'execution de toutes les Conventions contenues dans leſdits Articles, entant comme cideſſus, qu'ils regardent les Succeſſions, & les intereſts deſdits Royaumes & Etats, & enſemble pour le maintien & defenſe de tous les Royaumes, Provinces, Etats, Droits, Immunitez & Avantages, que chacun deſdits Alliez reſpectivement poſſedera réellement au tems

tems de la signature de cette Alliance. Et à cette fin lesdits Seigneurs Rois & Etats - Generaux sont convenus entre eux, & demeurés d'accord que si quelqu'un desdits Alliez étoit attaqué par les Armes par quelque Prince ou Etat que ce fût, les autres Alliez interposeront leurs Offices auprès de l'Agresseur, pour procurer satisfaction à la Partie lezée, & engager l'Agresseur à s'abstenir entierement de toute sorte d'Hostilitez.

VI. Mais si ces bons offices n'avoient pas l'effet que l'on se promet pour concilier l'Esprit des deux Parties, & pour obtenir une satisfaction, & un dedommagement dans l'espace de deux mois, alors ceux des Contractans qui n'auront point été attaqués, seront tenus de secourir sans retardement leur Allié, & de lui fournir les secours ci-dessous exprimez, savoir :

Le Roi Très - Chrétien huit mille hommes de pied & deux mille de Cavalerie.

Le Roi de la Grande-Bretagne, huit mille hommes de pied & deux mille de Cavalerie.

Les Etats - Generaux, quatre mille hommes de pied & mille de Cavalerie.

Que si l'Allié qui sera engagé dans la

la Guerre, comme il a été dit ci-dessus, veut plûtôt avoir des secours par Mer, ou même préfere de l'argent aux Troupes de Terre ou de Mer, on lui en laissera le choix, en gardant cependant toûjours une proportion entre les sommes qu'on donnera & le nombre des Troupes marqué ci-dessus.

Et afin qu'il n'y ait aucune contestation sur ce sujet, on est convenu que mille hommes de pied seront évaluez à la somme de dix mille Livres par mois, & mille hommes de Cavalerie à celle de trente mille Livres, le tout monnoye de Hollande, & par mois, en comptant douze mois dans un an, & que les Secours par Mer seront évaluez suivant la même proportion.

VII. On est convenu pareillement, & il a été stipulé que si les Royaumes, Païs ou Provinces de quelqu'un des Alliez sont troublés par des dissentions intestines, ou par des rebellions au sujet desdites Successions, ou sous quelque autre prétexte que ce soit, celui des Alliez, qui se trouvera dans ces Troubles sera en droit de demander que ses Alliez lui fournissent les secours ci-dessus exprimez, telle partie d'iceux qu'il jugera être necessaire, & ce, aux frais & depens des Alliez, qui sont tenus

nus de fournir ces Secours, qui seront envoyez dans l'espace de deux mois après que la requisition en aura été faite, sauf cependant le choix, comme on l'a dit ci-dessus à la Partie requerante, de demander qu'on lui fournisse des secours par terre ou par mer, & les Alliez seront rembourſez dans l'espace d'un an, après que ces Troubles auront été calmez & appaisez, des dépenses qu'ils auront faites pour les Secours donnez en vertu de cet Article. Mais au cas que lesdits secours ne fussent pas suffisans, lesdits Alliez conviendront de concert de se fournir de plus grands secours, & même, si le cas le requeroit, declareront la Guerre aux Agresseurs, & s'assisteront de toutes leurs forces.

VIII. Le present Traité sera ratifié par Leurs Majestés Très-Chrétienne & Britanniqué, & les Seigneurs Etats-Generaux, & les Lettres de Ratification en bonne forme seront delivrées de part & d'autre dans l'espace de quatre semaines, ou plûtôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoi, Nous soussignez, munis des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majestés Très-Chrétienne & Britannique, & des Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies, avons esdits Noms

signé

ſigné le preſent Traité & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes. Fait à la Haye ce quatriéme jour de Janvier de l'An mile ſept cens dix-ſept.

(*L.S.*) DU BOIS.
(*L.S.*) CASTAGNERE DE CHASTEAUNEUF.
(*L.S.*) CADOGAN.
(*L.S.*) J. VAN-ESSEN.
(*L.S.*) V. V. VAND. DOES.
(*L.S.*) A. HEINSIUS.
(*L.S.*) S. CONINCK.
(*L.S.*) LE BAR. DE REEDE DE RENSWOUDE.
(*L.S.*) V. A. V. BURMANIA.
(*L.S.*) A. ECKHOUT.
(*L.S.*) W. WICHERS.

ARTICLE SEPARÉ.

COMME dans l'Article cinquiéme du Traité d'alliance conclu ce jourd'hui entre le Sereniſſime Roi Très-Chrétien, le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, & les Hauts & Puiſſans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, on eſt convenu d'une Garantie

rantie reciproque pour l'execution de toutes les Conventions mentionnées dans le même Article, & enſemble pour le maintien & defenſe de tous les Royaumes, Provinces, Etats, Droits, Immunitez & Avantages que chacun deſdits Alliez reſpectivément poſſedera réellement au tems de la ſignature de cette Alliance, les ſouſſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. T. C. & les Deputez & Plenipotentiaires deſdits Seigneurs Etats-Generaux, ſont convenus que ſans déroger en aucune maniere à l'Article premier de ladite Alliance, ſuivant lequel il y aura une Paix inviolable, & une étroite Alliance entre leurſdites Majeſtés & leſdits Seigneurs Etats-Generaux, leurs Etats, & Sujets, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, la Garantie ſtipulé dans l'Article cinquiéme du même Traité n'aura lieu, à l'égard de ſa Majeſté très-Chrétienne & des Seigneurs Etats-Generaux, que pour les Etats & poſſeſſions qu'ils ont reſpectivement dans l'Europe; ce qui s'entend auſſi des ſecours ſtipulez, & promis reciproquement dans l'Article ſixiéme du Traité, leſquels ſecours ſeront auſſi limités dans l'Europe par rapport à S. M. T. C. & aux Seigneurs Etats-Generaux.

Le

Le preſent Article ſeparé aura la même force que s'il étoit inſeré mot pour mot dans le Traité, & ſera ratifié dans le même tems que le Traité, & les Ratifications ſeront pareillement fournies avec celles du Traité.

En foi de quoi nous ſoubſignez munis des pleins-pouvoirs de ſa Majeſté Très-Chrétienne & des Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies, avons, eſdits noms ſigné le preſent Article, & y avons fait apoſer les cachets de nos Armes. Fait à la Haye ce quatriéme jour de Janvier de l'an mil ſept cens dix-ſept.

(*L.S.*) DU BOIS.

(*L.S.*) CASTANGNERE DE CHASTEAUNEUF.

(*L.S.*) J. VAN-ESSEN.

(*L.S.*) V. V. VANDER-DOES.

(*L.S.*) A. HEINSIUS.

(*L.S.*) S. CONINCK.

(*L.S.*) LE BARON DE REEDE DE RENSWOUDE.

(*L.S.*) V. A. V. BURMANIA.

(*L.S.*) A. ECKHOUT.

(*L.S.*) W. WICHERS.

[V.]

[V.]

1718. TRAITÉ *de la Quadruple Alliance, conclu à Londres, entre l'Empereur, la France, la Grande Bretagne, en* 1718. imprimé à la Haye.

In Nomine Sanctissimæ & individuæ Trinitatis.

NOTUM perspectumque sit omnibus quorum interest aut interesse quomodocunque potest.

Postquam Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps Ludovicus decimus quintus, Franciæ, Navarræque Rex Chriſtianiſſimus, & Sereniſſimus ac potentiſſimus princeps Georgius Magnæ Britanniæ Rex, Dux Brunſvicenſis & Luneburgenſis, Sacri Romani Imperii Elector, &c. Necnon Celſi & potentes Status Generales Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum, conſervandæ almæ paci jugiter intenti, probe animadverterunt, per Fœdus illud triplex ſub quarto Januarii Anno 1717. inter ſe ictum, Regnis quidem ſuis atque Provinciis utcunque, non tamen undequaque, neque tam ſolidè proſpectum eſſe, ut

ut nisi una & glisçentes adhuc inter nonnullos Europæ Principes simultates, ceu perpetua dissidiorum fomenta è medio tollerentur, tranquillitas publica vigere diù, aut constare posset, edocti videlicet experimento Belli anno superiori in Italia exorti, ad quod proindè tempestivè sopiendum per Tractatum die 18. Julii Anni 1718. initum, de certis inter se Pacificationis Articulis convenerunt, juxta quos pax quoque inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Hispaniarum Regem, necnon inter eandem, Regemque Siciliæ conciliari, stabilirique posset, facta desuper amica invitatione, ut sua Majestas Cæsaræa, amore pacis ac quietis publicæ, istos Conventionum Articulos, suo quoque nomine amplecti ac probare, adeoque Tractatui inter se initio & ipsa accedere quoque vellet, quorum quidem tenor sequens est.

Condi-

Conditionum Pacis, inter S. Maj. Cæsar. & Regium Cathol. Majest.

ARTICULUS PRIMUS.

AD reparanda ea, quæ contra Pacem Badensem die septima Septembris 1714. concluſam, prout & contra Neutralitatem, per Tractatum die decima quarta Martii 1713. pro Italia ſtabilitam, noviſſimè turbata fuerunt, Seriniſſ. & Potentiſſ. Hiſpaniarum Rex obligat, ſe ad reſtituendam Suæ Majeſt. Cæſareæ, prout & idem, mox, vel ad ſummum duos poſt menſes, à commutatione Ratificationum præſentis Tractatus, actu reſtituet Inſulam & Regnum Sardiniæ, in eo ſtatu quo erat tunc, cùm illud occupavit, renuntiabitque ſuæ Majeſtati Cæſareæ omnia jura, prætentiones, rationes & actiones in dictum Regnum, ita ut ſua Majeſtas Cæſarea de illo, ceu de re ſua, plenè liberèque atque ad eum modum, juxta quem amore boni publici facere ſtatuit, diſponere poſſit.

II. Quandoquidem unica quæ excogitari potuit ratio ad conſtituendum duraturum in Europa æquilibrium ea viſa fuc-

fuerit, ut pro Regula ſtatuantur, ne Regna Galliæ & Hiſpaniæ ullo unquam tempore, in unam eandemque Perſonam, nec in unam eandemque lineam, coaleſcere, unirique poſſent, iſtæque duæ Monarchiæ, perpetuis retro temporibus ſeparatæ remanerent, atque ad obfirmandam hanc Regulam tranquillitati publicæ adeo neceſſariam, ii Principes quibus nativitatis prærogativa Jus in utroque Regno ſuccedendi poterat, uni è duobus pro ſe, totaque ſua poſteritate ſolemniter renunciaverint, adeò ut iſta utriuſque Monarchiæ ſeparatio in Legem fundamentalem abierit, in Comitiis Generalibus, vulgò LAS CORTES, Madriti die 9. Menſis Novembris 1712. receptam, & per Tractatus Trajectenſes die 11. Aprilis 1711. conſolidatam, ſua Majeſtas Cæſarea Legi adeò neceſſariæ & ſalutari ultimum complementum datura, atque omnem ſiniſtræ ſuſpicionis anſam tollere, tranquillitatique publicæ conſulere volens acceptat, & conſentit in ea, quæ Tractatu Trajectenſi ſuper jure & ordine ſucceſſionis in Regna Franciæ & Hiſpaniæ acta, ſancita & tranſacta fuerunt, renunciatque tam pro ſe, quam pro ſuis Hæredibus, deſcendentibus & Succeſſoribus maribus, fœminis, omnibus Juribus,

ribus, omnibusque in universum prætentionibus quibuscunque, nulla penitus excepta, in quæcunque Regna, Ditiones & Provincias Monarchiæ Hispanicæ, quarum Rex Catholicus, per Tractatus Trajectenses agnitus fuit legitimus possessor, solemnesque desuper Renunciationis Actus, in omni meliore forma expediri, eosque publicari, & in Acta loco congruo referri curabit, ac super his Instrumenta solita suæ Majestati Catholicæ, Partibusque compaciscentibus, exhibituram se promittit.

III. In vim dictæ Renunciationis, quam sua Majestas Cæsarea amore universæ Europæ securitatis, habita quoque ea ratione, fecit, quod Dominus Dux Aurelianensis, Juribus & rationibus suis in Regnum Hispaniæ, pro se & pro suis descendentibus, sub ea conditione renunciaverint, ne Imperator aut ullus ejusdem descendentium in dicto Regno succedere unquam posset; Sua Majestas Cæsarea agnoscit Regem Philippum V. legitimum Hispaniarum & Indiarum Regem, eidemque tribuere promittit titulos & prærogativas Dignitati suæ, Regnisque suis debitas; sinet præterea eundem, ejusque descendentes Hæredes, & Successores, masculos & fœminas, pacificè frui cunctis in Ditionibus

tionibus Monarchiæ Hiſpanicæ in Europa, in Indiis, & alibi, quarum poſſeſſio ipſi per Tractatus Trajectenſes aſſerta fuit, neque eum in dicta poſſeſſione directè vel indirectè turbabit unquam, aut nullum Jus in dicta Regna & Provincias ſibi ſumet.

IV. Pro renunciatione atque agnitione à ſua Majeſtate Cæſarea, in præcedentibus duobus Articulis facta, Rex Catholicus viciſſim renunciat tam ſuo quam ſuorum Hæredum, deſcendentium & Succeſſorum marium & fœminarum nomine, ſuæ Majeſtati Cæſareæ, ejuſque Succeſſoribus, Hæredibus & Deſcendentibus maſculis & fœminis, cuncta Jura ac rationes quaſcunque, nulla penitus excepta, in omnia & quælibet Regna Provincias & Ditiones, quæ vel quas ſua Majeſtas Cæſarea in Italia vel in Belgio poſſidet, aut ei vigore præſentis Tractatus obvenient, abdicatque ſe univerſim omnibus Juribus, Regnis & Provinciis in Italia, quæ olim ad Monarchiam Hiſpanicam pertinuerunt, quas inter Marchionatus Finalienſis à ſua Majeſtate Cæſarea Reipublicæ Genuenſi Anno 1713. ceſſus, diſertè quoque comprehenſus intelligatur, ſolemneſque deſuper renunciationis Actus in omni meliori forma expediri, eoſ-

que publicari, & loco congruè in Acta referri curabit, ac super his, Instrumenta consueta suæ Majestati Cæsareæ & Partibus compaciscentibus exhibituram se promittit. Sua Majestas Catholica renunciat pariter Juri reversionis ad Coronam Hispaniæ, sibi, super Regno Siciliæ reservato, omnibusque aliis actionibus, & prætentionibus, quarum prætextu suam Majestatem Cæsaream, ejus Hæredes & Successores, directè vel indirectè, tam in supradictis Regnis & Provinciis, quam in cunctis aliis Ditionibus, quas actu in Belgio vel ubicunque alibi possidet, turbare posset.

V. Quia verò eo casu, quo Magnum Hetruriæ Ducem, prout etiam Ducem Parmæ Placentiæque, eorumque Successores, absque liberis masculis decedere contingeret, ipsa ratio Successionis in Ditiones ab iis possessas, novum facile Bellum in Italia excitare posset, ob diversa videlicet Successionis Jura, quæ præsens Hispaniarum Regina, nata Ducissa Parmensis, post decessum propiorum ante se Hæredum, ex una; ex altera vero parte, Imperator & Imperium, in dictos Ducatus sibi competere utrinque obtendunt. Quo itaque gravibus ejusmodi contentionibus, & iis quæ inde nascerentur malis tempestivè obvie-

obvietur, conventum fuit, ut Status seu Ducatus, à præfatis Magno Duce Hetruriæ, Parmæque & Placentiæ Duce, modo possessi, futuris in perpetuum retro temporibus, ab omnibus Partibus contractantibus agnoscantur, & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis masculinis. Vicissim sua Majestas Cæsarea, per se, ceu Caput Imperii consentit, ut si quando casus aperturæ dictorum Ducatuum, ob deficientiam Hæredum masculorum, contingat, filius dictæ Hispaniarum Reginæ primogenitus, hujusque Descendentes masculi, ex legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus, secundus, aut alii postgeniti ejusdem Reginæ filii, si qui nascentur, pariter una cum eorum posteris masculis, ex legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis succedant. Quem in finem cum & Imperii consensu opus sit, sua Majestas Cæsarea, pro eo obtinendo, omnem operam impendet, eoque obtento Litteras expectativæ, Investituram eventualem continentes, pro dictæ Reginæ filio vel filiis, eorumque descendentibus masculis legitimis, in debita forma expediri, easque Regi Catholico, mox, vel saltem post duos menses, à commutatis ratificationum Tabulis, tra-

di curabit, absque ullo tamen damno aut præjudicio, salvâque per omnia Principum, qui dictos Ducatus in præsens obtinent, possessione.

Conventum præterea, inter Sacram Cæsaream Majestatem, Regemque Catholicum fuit, quod oppidum Liburni in perpetuum sit & permanere debeat Portus liber, eo plane modo quo nunc est.

Virtute renunciationis ab Hispaniarum Rege, in universas Italiæ Ditiones, Regna ac Provincias, quæ olim ad Reges Hispaniæ pertinebant, factæ, ipse Rex præfato Principi suo filio, Urbem Portus Longi, una cum ea parte Insulæ Ilvæ, quam in illa actutum tenet, cedet, tradetque; quam primùm dictus Princeps, extinctâ Magni Hetruriæ Ducis posteritate masculinâ, in actualem ejusdem Ditionum possessionem, immissus fuerit.

Transactum insuper, ac solemni stipulatione cautum fuit, quod nullus prædictorum Ducatuum ac Ditionum, ullo unquam tempore aut casu possideri possit aut debeat, à Principe qui uno tempore Regnum Hispaniæ obtinet, & quod nullus unquam Hispaniarum Rex, tutelam ejusmodi Principis assumere possit aut gerere valeat.

Denique conventum est, & in id omnes singulæque Partes contrahentes pariter

riter sese obligarunt, nunquam iri admissum, ut viventibus adhuc præsentibus eorum Successoribus masculis, ullus unquam Miles, cujuscunque Nationis, sive proprius, sive conductitius, ab Imperatore, & Regibus Hispaniæ ac Galliæ, aut etiam à Principe, ad eam Successionem supra designato, in dictorum Ducatuum Provincias & Terras induci, aut ullum ab iis Præsidium Urbibus, Portubus, Oppidis & Fortalitiis in iis sitis imponi possit.

Ut vero dictus Reginæ Hispaniæ filius, & Magni Ducis Hetruriæ, Parmæque & Placentiæ Ducis successionem, per hunc Tractatum designatus, contra omnes casus uberiore securitate fruatur, certiorque de executione promissæ sibi successionis reddatur, necnon Imperatori Imperio Feudum desuper constitutum illibatum maneat, utrinque placuit, ut Miles Præsidiarius, numerum tamen sex millium non excedens, in præcipua ejusdem Oppida, Liburnum scilicet, Portum-Ferrarium, Parmam, Placentiamque imponatur, ab Helvetiæ Pagis, vel ut vocant, Cantonibus, quibus Cantonibus hunc in finem subsidium solvent tres Partes contrahentes, Mediatoris vices gerentes, ac Miles ille ibidem continuetur, usque dum ca-

ſus dictæ Succeſſionis, quo Oppida ſibi commiſſa, dicto Principi ad eandem deſignato, tradere tenebitur, exiſtat, abſque ulla tamen moleſtia aut ſumptu præſentium Poſſeſſorum, eorumque Succeſſorum maſculorum, quibus etiam dicti Milites Præſidiarii juramentum fidelitatis ſunt præſtituri, nec aliam ullam ſibi aſſument auctoritatem, præter ſolam Urbium tuitionem Cuſtodiæ ſuæ commiſſarum.

Cùm autem donec de numero & ſtipendio & modo talis Militis inſtituendi, cum Helvetiorum Pagis conveniatur, longior forte, quam operi tam ſalutari expediat, mora efflagitari poſſet, Sacra Regia Majeſtas Britannica, pro ſingulari ſuo, in id, tranquillitatemque publicam, ſtudio, & ſcopo citiùs aſſequendo, interim, ſi reliquis Contrahentibus ita è re viſum fuerit, proprium ſuum Militem, ad ſupra memoratum uſum præbere, haud denegabit, donec Miles in Helvetiorum Pagis conſcribendus, tuitionem & cuſtodiam dictarum Urbium aſſumere poſſit.

VI. Sua Majeſtas Catholica ad teſtificandam ſinceram ſuam in tranquilitatem publicam voluntatem, conſentit iis quæ infra de Regno Siciliæ in commodum Suæ Majeſtatis Cæſareæ diſponuntur,

tur, renunciatque, pro se suisque Hæredibus & Successoribus, maribus & fœminis, juri reversionis dicti Regni ad Coronam Hispaniæ, per Instrumentum cessionis die 10. Junii 1713. diserte eidem reservato, amoreque boni publici, dicto Actui 10. Junii 1713. in quantum opus est. Item & Articulo sexto Tractatus, se inter, Regiamque suam Celsitudinem Ducem Sabaudiæ Trajecti initi, prout & generaliter omni ei derogat, quod retrocessioni, dispositioni & permutationi memorati Regni Siciliæ, per præsentia Pacta stabilitæ, adversari posset, ea tamen conditione, ut jus reversionis Insulæ & Regni Sardiniæ ad eandem Coronam, eidem vicissim cedatur, & asseratur, prout infra Articulo secundo Conventionum inter Sacram Majestatem Cæsaream & Regem Siciliæ magis explicatur.

VII. Imperator, & Rex Catholicus, spondent mutuo, seseque obstringunt ad defensionem, seu guarantiam reciprocam omnium Regnorum & Provinciarum, quæ vel quas actu possident, aut quorum possessio ad illos, vigore hujus Tractatûs pervenire debet.

VIII. Sua Majestas Cæsarea, Suaque Regia Catholica Majestas executioni mandabunt, statim à commutatione

Ratificationum præsentium Conventionum, omnes & singulas conditiones in iis comprehensas, idque intra spatium ad summum duorum mensium, Instrumentaque Ratificationum dictarum Conventionum commutabuntur Londini, intra terminum duorum mensium à die subscriptionis computandorum, aut citiùs si fieri potest; Quâ conditionum executione præviè factâ, eorum Ministri Plenipotentiarii ab iis nominandi, in loco Congressûs, de quo inter se convenerint, quantocius cætera Pacis suæ particularis Puncta sigillatim, sub mediatione trium Partium Compacisentium, component atque definient.

Conventum præterea fuit, quod in Tractatu Pacis inter Imperatorem & Regem Hispaniarum peculiariter ineundæ, concedetur Amnestia generalis, pro omnibus personis cujuscunque statûs, dignitatis gradûs, aut sexûs, sint, tam Ecclesiasticis quam Militaribus, Politicis & Civilibus, quæ durante ultimo Bello Partes unius aut alterius Principis secutæ sunt, vigore cujus, universis & singulis dictis personis permittetur, licebitque recipere plenariam possessionem & usumfructum suorum bonorum, jurium, privilegiorum, honorum, dignitatum

nitatum & immunitatum, iisque utentur, fruenturque æquè liberè ac iis sub initium ultimi Belli, vel quo tempore uni alterive Parti cæperunt adhærere, gavisæ & fruitæ fuerunt, non obstantibus Confiscationibus, Arrestis & Sententiis sub Bello factis, latis aut pronunciatis, quæ pro nullis & ceu non factis habebuntur. Insuper virtute ejusdem Amnestiæ, omnibus & singulis dictis personis, quæ unam alteramve partem secutæ sunt, fas liberumque erit repetere Patriam suam, bonisque suis uti, frui, planè ac si Bellum nullum interveniſſet, datâ eis commodâ facultate, dicta bona sua, sive per se, si præsentes sint, sive per Procuratores, si abesse à Patria maluerint, administrandi, eaque vendendi, aut de illis, quocunque alio modo pro libitu suo disponendi, ad eum omnino modum quo ante cæptum Bellum, de iis disponere valuêre.

Conditiones Tractatus concludendi, inter Suam Majestatem Cæsaream & Regem Siciliæ.

ARTICULUS I.

POSTQUAM Cessio Siciliæ, Domui Sabaudicæ per Tractatus Trajectenses, unica consolidandæ Pacis causa, nulloque Regis Siciliæ in eam habito jure, facta, teste universa Europa, ad scopum illum assequendum adeo nihil contulerit, ut magnum potiùs obstaculum effecerit, quominùs Imperator eisdem Tractatibus accesserit, eo quod separatio Regnorum Neapolis & Siciliæ sub uno eodemque Dominatu, vulgarique utriusque Siciliæ appelatione, tam diu stare solitæ, non modo communibus utriusque Regni rationibus, mutuæque conservationi, verum etiam reliquæ Italiæ quieti adversetur novas indies turbas paritura, dum vetus illa necessitudo & Commercia inter utrumque Populum neque tolli, neque diversorum Principum rationes tam facilè conciliari se sinant; hinc est quod Principes, qui Tractatibus Trajectensibus primam manum admovêre, licere sibi, etiam circa assensum eorum quorum interest, existimâ-

existimârint, unum illum Tractatûs Trajectensis Articulum, qui Regnum Siciliæ spectat, neque aliquam ejus adeo præcipuam partem facit, abrogare. Iis potissimum rationibus nixi, quod præsens Tractatus, ab renunciatione Cæsaris, incrementum, complementumque suum recipiat, & quod per commutationem Regni Siciliæ, cum Regno Sardiniæ, impendentia Italiæ Bella præverterentur, quando Imperator Siciliam, cui nunquam renunciavit, armis, quod post fractam, occupatâ Sardiniâ, Italiæ neutralitatem, jure potest, repeteret; Præterea quod Regi Siciliæ, beneficio Tractatûs adeò solemnis, cum Sua Majestate Cæsarea, & à primis Europæ Principibus guarantigiati, certus permansurusque Status obtingeret. His tantis igitur rationibus permoti convenerunt, quod Rex Siciliæ Insulam, Regnumque Siciliæ cum omnibus suis dependentiis & annexis, Suæ Majestati Cæsareæ in eo quo nunc sunt statu, mox, vel ad summum, duos post menses à commutatione Ratificationum præsentis Tractatûs, restituet, renunciatis Cæsari ejusque Hæredibus & Successoribus utriusque sexûs in dictum Regnum juribus & actionibus cujuscunque, tam pro se, quam pro suis Hæredibus

dibus & Succeſſoribus maſculis & fœminis, ſublata penitus ejus ad Coronam Hiſpaniæ reverſione.

II. Viciſſim Sua Majeſtas Cæſarea cedet Regi Siciliæ, Inſulam Regnumque Sardiniæ, in eo quod illud à Rege Catholico receperit ſtatu, renunciabitque omnibus juribus & actionibus in dictum Regnum, pro ſe, ſuis Hæredibus & Succeſſoribus utriuſque ſexûs, in favorem Regis Siciliæ, ejuſque Hæredum & Succeſſorum, ad illud deinceps, cum titulo Regni, cunctiſque Regio axiomati annexis honoribus, perpetuo poſſidendum, prout Regnum Siciliæ poſſederat; ſalvâ tamen, uti ſupra dicti Regni Sardiniæ ad Coronam Hiſpaniæ reverſione, quando Regem Siciliæ abſque poſteris maſculis, & totam Domum Sabaudicam Succeſſoribus maſculis deſtitui contingeret: cæterùm ad eum planè modum, quo dicta reverſio, per Tractatus Trajectenſes, & per actum ceſſionis conſequenter à Rege Hiſpaniæ factæ, pro Siciliæ Regno pacta & ordinata fuit.

III. Sua Majeſtas Ceſarea confirmabit Regi Siciliæ, omnes, per Tractatum ſignatum Taurini 8. Novembris 1703. eidem factas ceſſiones, tam illius partis Ducatûs Montisferrati, quam Pro-

Provinciarum, Urbium, Oppidorum, Castellorum, Terrarum, Locorum, Jurium & Redituum de Statu Mediolanensi, quæ possidet, eo modo quo ea actu possidet, spondebitque pro se, suis Descendentibus & Successoribus, nunquam se, neque illum, nec ejus Hæredes & Successores in dicta possessione esse turbaturam, ea tamen lege, quod omnes cæteræ actiones seu prætentiones, quæ dicto Regi Siciliæ, virtute memorati Tractatûs, competere forte possent, perpetuo peremptæ sint & maneant.

IV. Sua Majestas Cæsarea agnoscet jus Regis Siciliæ, ejusque Domûs, succedendi immediatè in Regno Hispaniæ & Indiarum, in casum, quando Rex Philippus V. ejusque posteri deficient, eo modo ac per Renunciationes Regis Catholici, Ducis Biturigum, ducis Aurelianensis, & Tractatus Trajectenses stabilitum fuit, promittetque Sua Majestas Cæsarea, tam pro se, quam pro suis Successoribus, & Descendentibus, quod nullo unquam tempore eidem se directè vel indirectè opponere, aut quidquam in contrarium obmovere velit; hac tamen declaratione adjectâ; quod nullus Princeps è Domo Sabaudicâ, qui in Regno Hispaniæ succedet, ullam unquam Provinciam, seu Ditionem,

tionem, uno tempore poſſidere in continenti Italiæ poſſit, & quod in eum caſum iſtæ Provinciæ, devolventur, ad Principes collaterales iſtius Domûs, quorum unus poſt alium ſecundum proximitatem ſanguinis in iis ſuccedet.

V. Sua Majeſtas Cæſarea, & Rex Siciliæ, mutuam tutelam ſeu guarantiam ſibi præſtabunt, pro Regnis & Provinciis univerſis quas actu in Italia poſſident, aut vigore hujus Tractatûs eis obvenient.

VI. Sua Majeſtas Ceſarea, & Rex Siciliæ, ſtatim à communicatione Ratificationum iſtarum Conventionum, executioni dabunt omnes & ſingulas conditiones in iis contentas; idque intra ſpatium ad ſummum duorum menſium, Ratificationumque Inſtrumenta dictarum Conventionum commutabuntur Londini, in termino duorum menſium à die ſubſcriptionis, aut citiùs ſi fieri poteſt, & mox ab executione prævia dictarum conditionum, eorum Miniſtri Plenipotentiarii ab iis nominandi in loco Congreſſûs, de quo ipſi mutuo convenerint, ſub mediatione trium Partium contractantium, cætera ſigillatim Puncta Pacis ſuæ particularis component.

Quod altè fata Sua Majeſtas Cæſarea Catholica, ad promovendum ejuſmodi

di Pacis propositum, & ad avertenda dira Bellorum mala suapte promptissima, præinsertas Conventiones, omnesque & singulos earundem Articulos, ex sincero consolidandæ universalis Pacificationis desiderio acceptaverit, prout hisce acceptat, ac proindè cum præmemoratis tribus Potentiis, Fœdus peculiare in sequentes conditiones pepigerit.

ARTICULUS I.

SIT, maneatque inter Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem, Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, Celsosque ac Potentes Dominos, Status Generales Fœderati Belgii, eorumque Hæredes & Successores, Fœdus arctissimum, vigore cujus singuli, Ditiones & Subditos aliorum tueri, necnon Pacem manutenere, propriaque ipsorum commoda, ceu sua mutuo promovere, damna vero & injurias cujuscunque generis prævenire, avertereque teneantur.

II. Tractatus Trajecti, Badæque Helvetiorum initi, in suo vigore & robore firmi permaneant, partemque istius efficiant, exceptis tamen iis Articulis, quibus per præsentem Tractatum expressè de-

derogare è Republica visum est, ut & iis Tractatuum Trajectensium Articulis, quibus per Tractatum Badensem derogatum fuit. Attamen Tractatus Fœderis West-monasterii sub 25. Mensis Maij anno 1716. inter Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem, nec non inter Sacram Regiam Magnæ Britanniæ Majestatem, celebratus, prout & alter ille die quartâ Januarii anno 1717. Hagæ Comitis inter Christianissimum & Magnæ Britanniæ Reges, Statusque Generales Fœderati Belgii initus, plenum suum per omnia robur ac vim obtineant.

III. Sacra Majestas Christianissima, prout & Sacra Majestas Britannica, Dominique Status Generales Fœderati Belgii, pro se, suisque Hæredibus & Successoribus spondent, quod Sacram Majestatem Cæsaream Catholicam, ejusque Hæredes & Successores in nullo penitus suorum Regnorum, Ditionum & Provinciarum, quæ vel quas nunc possidet vigore Trajecti, Badæque Tractatuum, aut quorum, quarumve possessionem vigore hujus Tractatûs obtinebit, nec directè nec indirectè turbare unquam, quin potius ejusdem Provincias, Regna & Jura, quæ modo possidet, aut vi hujus Tractatûs eidem obvenient, tam in Germania quam in Belgio & Italia, tutari,

tutari, & ut ajunt, guarantigiare velint ac debeant, expromittentes sese dicta Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Regna & Provincias contra omnes & singulos, qui eas hostiliter invadere tentarent, defendere, eique, eveniente casu, submittere velle & debere auxilia quibus opus habebit juxta conditiones & partitionem, de quibus infra, inter eos convenit. Pariter utraque præfata Christianissima & Britannica Majestas Regia, ac Status Generales diserte se obstringunt, quod nullam unquam protectionem aut asylum in ullo suarum Ditionum loco, dare, concedereve Subditis Sacræ Majestatis Cæsareæ Catholicæ, velint, qui actutum sunt, aut in futurum ab ea declarati fuerint rebelles, & casu quo ejusmodi forte in eorum Regnis, Provinciis & Dominiis existerent, ii, ut à finibus suis, intra octo dies à facta interpellatione Cæsarea expellantur, serio se curaturos sincerè pollicentur.

I V. Vicissim Sacra Majestas Cæsarea Catholica, Sacra Regia Majestas Britannica, Fœderatique Belgii Status Generales, pro se, suisque Hæredibus & Successoribus promittunt, quod Sacram Majestatem Christianissimam, in nulla penitus suarum Ditionum ad Co-

ronam

ronam Galliæ nunc ſpectantium, nec directè nec indirectè turbare unquam, quin potiùs eaſdem contra omnes & ſingulos, qui illas hoſtiliter invadere tentarent, tueri ac defendere, eidemque in eum caſum auxilia ſubmittere velint & debeant, quibus Rex Chriſtianiſſimus opus habebit, juxta ac infra tranſactum eſt.

Pariter Sacra Majeſtas Cæſarea-Catholica, Sacra Majeſtas Regia Britannica, & Domini Status Generales, promittunt ſeſeque obligant, quod manutenere, guarantigiare, & defendere velint ac debeant Jus ſucceſſionis in Regno Franciæ juxta tenorem Tractatuum Trajecti 11. Aprilis anno 1713. initorum, obſtringentes ſe, ad tutandam dictam Succeſſionem, planè ad normam Renunciationis, quæ à Rege Hiſpaniarum 5 Novembris anno 1712. facta, & 9. ejuſdem menſis & anni in Comitiis generalibus Hiſpaniæ per ſolemnem Actum acceptata fuit, quæ ſubinde die 8. Martii anni 1713. in legem abiit, & poſtremo per dictos Tractatus Trajecti ſtabilita & ordinata fuit, idque contra omnes quoſcunque, qui ordinem dictæ Succeſſionis contra præmiſſos Actus & ſubſecutivos Tractatus, turbare præſumerent, quem in finem, auxilia juxta partitionem

titionem infra conventam ſuppeditabunt. Quin, ubi res poſtularet, omnibus viribus dictum Succeſſionis ordinem propugnabunt, denunciato etiam Bello, ei qui eundem infringere, aut impugnare tentaret.

Inſuper Sua Majeſtas Cæſarea Regio-Catholica, & Majeſtas Regia Britannica, Statuſque Generales, pariter ſe obſtringunt, quod nullum unquam tutamen aut aſylum in ſuis Ditionibus, dabunt aut concedent Subditis Majeſtatis Regiæ Chriſtianiſſimæ, qui actutum ſunt, aut olim fuerint declarati rebelles, & caſu quo ejuſmodi fortè in eorum Regnis, Provinciis & Dominiis exiſterent, eos è finibus ſuis, intra octo dierum ſpatium, à facta interpellatione Regia, exire jubebunt.

V. Sacra Majeſtas Cæſarea Regio-Catholica, nec non Regia Majeſtas Chriſtianiſſima, Statuſque Generales Fœderati Belgii, obligant ſe, pro ſe, ſuis Hæredibus & Succeſſoriſſus ad manutenendam & guarantigiandam Succeſſionem, in Regno Magnæ Britanniæ, quemadmodum ea per Leges Regni ſtabilita eſt, in Domo Suæ Majeſtatis Britannicæ modo Regnantis, prout etiam ad defendendas univerſas Ditiones & Provincias à Sua Majeſtate poſſeſſas, nul-

nullumque asylum aut refugium, in ullo suorum Dominiorum loco, dabunt aut concedent, Personæ, ejusve descendentibus, si qui ei obtingant, quæ vivente Jacobo II. Principis Walliæ, & post ejus excessum Regium Magnæ Britanniæ Titulum assumpsit, promittentes pariter pro se ipsis, suis Hæredibus & Successoribus, nullum se dictæ Personæ, ejusve descendentibus, directè vel indirectè, Terra, Marive, præbituros esse auxilium, consilium, aut opem quamcumque, sive in ære, armis, apparatu militari, navibus, milite, nautis, sive alio quocumque demùm modo. Idem observaturos intuitu eorum quibus, à dicta Persona, ejusve descendentibus, fortè mandatum aut commissum foret, regimen Suæ Majestatis Britannicæ, aut tranquillitatem Regni sui, sive Bello aperto, sive clandestinis conspirationibus, suscitandove seditiones, & rebelliones, aut piraticam contra Subditos Suæ Majestatis Britannicæ, exercendo turbare, quo postremo casu, Sacra Majestas Cæsarea Regio-Catholica promittit se minimè permissuram, ut ejusmodi Piratis, ullum in portibus Belgii sui detur receptaculum. Tantundem spondent Sacra Majestas Christianissima, Statusque Generales Fœderati Belgii,

gii, pro Portubus ſui Dominii, prout viciſſim Sua Majeſtas Regia Britannica refugium omne in Portubus Regni ſui denegaturam promittit, Piratis, Subditos Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Regio-Catholicæ, Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ, aut Dominorum Statuum Generalium infeſtantibus. Denique Sua Majeſtas Chriſtianiſſima, Dominique Status Generales obſtringunt ſeſe, quod nullum unquam protectionem vel aſylum, in ullo ſuorum Dominiorum loco illis Regiæ Magnæ Britanniæ Majeſtatis Subditis dabunt, qui actutum ſunt, vel aliquando fuerint declarati rebelles: Et caſu quo ejuſmodi fortè in eorum Regnis, Provinciis, & Ditionibus exiſterent, eos, è finibus ſuis intra octo dierum ſpatium, ab interpellatione Regia, exire jubebunt.

Quod ſi etiam Sacram Regiam Majeſtatem Britannicam in aliqua parte hoſtiliter invadi accideret, ſua Majeſtas Cæſarea Regio-Catholica, ut & Regia Majeſtas Chriſtianiſſima, Fœderatique Belgii Status Generales, in eum caſum obſtringunt ſeſe ad ſubmittenda auxilia infra determinata: idem facturis ejus deſcendentibus, ſi quando eos in Succeſſione Regni Magnæ Britanniæ turbari contingeret.

VI.

VI. Sua Majestas Cæsarea Regio-Catholica, Regia Christianissima & Britannica, obligant se pro seipsis, suis Hæredibus & Successoribus ad guarantiam & tuitionem omnium Ditionum, Jurium, & Provinciarum, quas Domini Status Generales Fœderati Belgii actu possident, contra quoslibet qui eas turbarent aut invaderent, promittentes eis, existente casu, auxilia infra enunciata. Sua Majestas Regia Cæsarea Regio-Catholica, utraque quoque Majestas Regia Christianissima & Britannica æque se obstringunt, quod nullum unquam refugium vel asilum in ullo Regnorum suorum illis Statuum Generalium Subditis concedent, qui sunt, vel in futurum fuerint denunciati rebelles, & si forte ejusmodi in eorum Regnis, Ditionibus & Provinciis existerent, eos è finibus suis, intra octo dierum spatium à facta Reipublicæ interpellatione exire curabunt.

VII. Ubi alterutram ex prædictis quatuor Partibus contractantibus, à quocunque alio Principe, aut Statu invadi, aut etiam in possessione Regnorum Ditionumque suarum per violentam detentionem Subditorum, Navium, Rerum, aut Mercium, Terrâ, Marique turbari contingeret, tunc superstites tres Officia

cia ſua, mox ac de eo requiſiti fuerint, impendent, quo offenſo, ſuper illato damno, & injuria ſatisfiat, aggreſſorque à proſecutione hoſtilitatis abſtineat.

Aſt ubi amica hæc officia reconciliandis Partibus, atque ad procurandam debitam Parti læſæ ſatisfactionem, reparationemque haud ſufficerent, eo caſu Alti Contractantes ſubmittent invaſo, intra bimeſtre ſpatium à facta requiſitione, auxilia ſequentia unitim vel ſeparatim, videlicet.

Sua Majeſtas Cæſarea Regio-Catholica, octo millia Peditum, & quatuor millia Equitum.

Sua Majeſtas Chriſtianiſſima, octo millia Peditum & quatuor millia Equitum.

Sua Majeſtas Britannica, octo millia Peditum, & quatuor millia Equitum.

Et Domini Status Generales, quatuor millia Peditum, & duo millia Equitum.

Quod ſi Princeps, aut Pars læſa, pro Milite, Naves Bellicas aut onerarias, vel etiam ſubſidia pecuniaria, ſubmitti ſibi malet, quod in ejus arbitrium reponitur, eo caſu petitæ Naves, pecuniæve ei ſubminiſtrabuntur, ad menſuram ſumptuum in Militem impendendorum, & ut omnis ambiguitas circa calculum, ſeu æſtimationem dictorum ſump-

ſumptuum tollatur, placuit mille Peditès, menſtruatim ad valorem decem millium Florenorum Hollandicorum, mille vero Equites ad triginta mille Florenos Hollandicos, menſtruatim æſtimari, eâdem intuitu Navium proportione obſervatâ.

Ubi auxilia ſupra enumerata impendenti neceſſitati imparia forent, Partes contractantes de ferendis amplioribus ſuppetiis indilatim convenient: quin exigente caſu, Socium læſum, omnibus ſuis viribus adjuvabunt, Bellumque Aggreſſori denunciabunt.

VIII. Principes & Status de quibus Partes Contractantes unanimiter convenient, iſti Tractatui accedere poterunt, nominatim vero Rex Luſitaniæ.

Tractatus iſte approbabitur & ratihabebitur à Sua Majeſtate Cæſarea, Regia Chriſtianiſſima & Britannica, atque à Celſis & Potentibus Dominis Statibus Generalibus Uniti Belgii, Tabulæque Ratificationum commutabuntur Londini, extradenturque reciprocè intra ſpatium duorum menſium, aut citiùs ſi fieri poteſt.

In cujus rei fidem, Nos infrà ſcripti, Plenipotentiarum Tabulis muniti, iiſdemque invicem communicatis, quarum apographa cum archetypis ritè à

Nobis

Nobis collata & recognita, ſub finem hujus Inſtrumenti, verbo tenùs inſerta ſunt, præſentem hunc Tractatum ſubcripſimus, & Sigillis noſtris communivimus. Actum Londini die (viceſimo ſecundo Julii V. St.) ſecundo Auguſt. N. St. anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo.

(*L.S.*) CHRISTOFF. PENTENRIEDER AB ADELSHAUSEN.
(*L.S.*) JOES PHIL. HOFFMANN.

(*L.S.*) DU BOIS.

(*L.S.*) W. CANT.
(*L.S.*) PARKER. C.
(*L.S.*) SUNDERLAND. P.
(*L.S.*) KINGSTON. C. P.S.
(*L.S.*) KENT.
(*L.S.*) HOLLES NEWCASTLE.
(*L.S.*) BOLTON.
(*L.S.*) ROXBURGHE
(*L.S.*) BERKELEY.
(*L.S.*) J. CRAGGS.

ARTICULUS SEPARATUS.

QUOD si fortè Dominis Generalibus Uniti Belgii Ordinibus grave nimis foret, conferre ratam suam partem stipendii Helvetiorum Cantonibus, pro Liburni, Portus Ferrai, Parmæ & Placentiæ Præsidiis solvendi, juxta concluſi hodie Tractatûs Fœderis tenorem, Articulo isto separato expresse cautum, & inter quatuor Partes contrahentes conventum est, quod eo casu Rex Catholicus dictam Dominorum Statuum Generalium ratam in se recipere possit.

Articulus iste separatus, eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso, signatoque verbo tenùs insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intra idem tempus cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem, Nos infra scripti vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatum subscripsimus, & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die (vicesimo-secundo Julii Stili Veteris) secundo Augusti Stili Novi anno

no Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo-octavo.

(*L.S.*) CHRISTOFF. PENTENRIEDER AB ADELSHAUSEN.
(*L.S.*) JOES PHIL. HOFFMAN.
(*L.S.*) DU BOIS.
(*L.S.*) W. CANT.
(*L.S.*) PARKER. C.
(*L.S.*) SUNDERLAND. P.
(*L.S.*) KINGSTON. C. P. S.
(*L.S.*) KENT.
(*L.S.*) HOLLES NEWCASTLE.
(*L.S.*) BOLTON.
(*L.S.*) ROXBURGHE.
(*L.S.*) BERKELEY.
(*L.S.*) J. CRAGGS.

ARTICULUS SEPARATUS.

QUUM in Tractatu Fœderis cum Sac. Cæſarea Catholica Majeſtate hodie ſubſcribendo, ut & conditioni-

bus Pacis in eo insertis, Sacræ Regiæ Majestates Christianissima & Britannica, & Domini Status Generales Belgii Uniti, præsentem Hispaniarum & Indiarum possessorem Regem Catholicum, & Ducem Sabaudiæ Regem Siciliæ, vel etiam Sardiniæ appellent: & vero Sacra Majestas Cæsarea Catholica, binos hos Principes pro Regibus agnoscere haud possit, antequam & ii ad hunc Tractatum accesserint; proinde Sacra Cæsarea Catholica Majestas, per Articulum istum separatum & ante Tractatum Fœderis subscriptum, declarat & protestatur, quod per Titulos ibi adhibitos vel etiam omissos, sibi minimè præjudicare, neque dictis binis Principibus, Titulos Regios concedere aut adjicere intendat, nisi in eum duntaxat casum, ubi & illi Tractatui hodie subscribendo accesserint, atque placitis in eo conditionibus Pacis pariter consenserint.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso signatoque, verbo tenùs insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ, intra idem tempus cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem, Nos infra scripti, vigore

vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum ſeparatum ſubſcripſimus & Sigillis noſtris communivimus. Actum Londini die (viceſimo ſecundo Julii S. V.) ſecundo Auguſti S. N. anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo-octavo.

(*L.S.*) CHRISTOFF. PENTENRIEDER AB ADELSHAUSEN.
(*L.S.*) JOES PHIL. HOFFMAN.

(*L.S.*) DU BOIS.

(*L.S.*) W. CANT.
(*L.S.*) PARKER C.
(*L.S.*) SUNDERLAND. P.
(*L.S.*) KINGSTON. C. P.S.
(*L.S.*) KENT.
(*L.S.*) HOLLES NEWCASTLE.
(*L.S.*) BOLTON.
(*L.S.*) ROXBURGHE.
(*L.S.*) BERKELEY.
(*L.S.*) J. CRAGGS.

ARTICULUS SEPARATUS.

QUUM Titulorum aliqui, quibus Sac. Cæsarea Majestas, sive in Plenipotentiis, sive in Tractatu Fœderis hodie secum subscribendo, utitur, per Sacram Regiam Majestatem Christianissimam agnosci haud possint, per hunc Articulum separatum & ante Tractatum Fœderis subscriptum declarat & protestatur, quod per dictos hoc Tractatu adhibitos Titulos, aut sibi alterive præjudicare, aut Sacræ Cæsareæ Majestati jus ullum adjicere minime intendat.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso signatoque, verbo tenus insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intra idem tempus cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem, Nos infra scripti, vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatum subscripsimus, & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die (vicesimo-secundo Julii Stili Veteris) secundo Augusti Stili Novi anno Domini

Domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo-octavo.

(*L.S.*) CHRISTOFF. PENTENRIEDER AB ADELSHAUSEN.
(*L.S.*) JOES PHIL. HOFFMAN.

(*L.S.*) DU BOIS.

(*L.S.*) W. CANT.
(*L.S.*) PARKER C.
(*L.S.*) SUNDERLAND. P.
(*L.S.*) KINGSTON C. P. S.
(*L.S.*) KENT.
(*L.S.*) HOLLES NEWCASTLE.
(*L.S.*) BOLTON.
(*L.S.*) ROXBURGHE.
(*L.S.*) BERKELEY.
(*L.S.*) J. CRAGGS.

Articuli Separati, & Secreti.

ARTICULUS PRIMUS.

POSTQAM Sereniſſimus & potentiſſimus Rex Chriſtianiſſimus, & Sereniſſimus & Potentiſſimus Rex Magnæ Britanniæ, necnon Celſi & Potentes Domini Status Generales Fœderati Belgii, vigore Tractatûs, inter eos hodiernâ die concluſi & ſubſcripti, ſuper certis conditionibus convenerunt, ſecundùm quas Pax inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Romanorum Imperatorem atque Sereniſſimum & Potentiſſimum Regem Hiſpaniarum, item inter eandem Sacram Majeſtatem Cæſaream, Regemque Siciliæ (quem deinceps Regem Sardiniæ nominare viſum eſt) conciliari poſſet quarum quidem conditionum copiam præfatis tribus Principibus fecêre, ut loco baſis fixæ, ſtabiliendæ inter eos Pacis forent, Sacra Majeſtas Cæſarea, ex graviſſimis rationibus, ob quas Rex Chriſtianiſſimus & Rex Magnæ Britanniæ, & ſupradicti Status Generales, hoc tantum tamque ſalutare opus ſuſceperunt, permota, deferenſque circumſpectis urgentibuſque eorum Conſiliis & ſuaſionibus, ac-

acceptare se declarat dictas conditiones, seu Articulos, nullo penitus eorum excepto, ceu conditiones fixas & immutabilies, juxta quas Pacem perpetuam cum Rege Hispaniarum, atque cum Rege Sardiniæ concludere consentit.

II. Quia vero Rex Hispaniarum & Rex Sardiniæ dictis conditionibus necdum adhuc sunt assentiti, Sua Majestas Cæsarea, prout & Suæ Majestates Regiæ Christianissima & Britannica, præfatique Status Generales, convenerunt de admittendo iis ad consentiendum spatio trium mensium, à die subscriptionis præsentis Tractatus computandorum, sufficere existimantes hoc temporis intervallum, ut dictas conditiones ritè perpendere possint, iique demùm se determinent atque declarent, num conditiones fixas & immutabiles Pacificationis suæ, cum Sua Majestate Cæsarea acceptare ipsi quoque velint, prout eos esse facturos ab eorum pietate & prudentia sperare licet fore scilicet ut exemplum Suæ Majestatis Cæsareæ secuti animi moribus moderati, habitaque humanitatis ratione tranquillitatem publicam privatis suis sensibus præhabere, unaque effusioni sanguinis Subditorum suorum parcere, atque calamitates Belli à reliquis Europæ Nationibus

nibus avertere velint. In quem finem Suæ Majestates Christianissima & Britannica, Statusque Generales Fœderati Belgii, officia sua quam efficacissima unà simul & seorsim impendent, quo dictos Principes ad ejusmodi acceptationem permoveant.

III. Verùm, si contra omnem expectationem Alte-Contractantium, votaque universæ Europæ, Rex Hispaniarum & Rex Sardiniæ, post elapsum trium mensium terminum dictas conditiones pro eorum Pacificatione, cum Sua Majestate Cesarea propositas, acceptare abnuerent, cùm tranquillitatem Europæ à renitentia vel molliminibus clandestinis dictorum duorum Principum dependere æquum non sit, Suæ Majestates Christianissima & Britannica, necnon Status Generales, suas cum viribus Suæ Majestatis Cæsareæ jungere promittunt, quo illi ad acceptationem & executionem præfatarum conditionum adigantur. Quem in finem Cæsareæ Suæ Majestati præbebunt unitim & separatim eadem ipsa auxilia, de quibus, pro reciproca defensione mutua, Articulo septimo Tractatus Fœderis sub hodierno die subscripti convenêre, unanimiter consentientes, ut Sua Majestas Christianissima subsidia loco militis

præstet

præstet in ære. Quod si auxilia in dicto Articulo septimo enunciata, assequendo proposito scopo imparia forent, tum quatuor Partes contractantes de amplioribus auxiliis Suæ Majestati Cæsareæ submittendis absque mora convenient, eaque continuabunt, quousque Sua Majestas Cæsarea Regnum Siciliæ subegerit, ejusque Regna & Provinciæ in Italia plenâ securitate gaudeant.

Conventum insuper & quidem disertis verbis fuit, quod si ob causam auxiliorum quæ Suæ Majestates Christianissima & Britannica, Dominique Status Generales, Suæ Majestati Cæsareæ vi & in executionem præsentis Tractatûs suppeditabunt, Reges Hispaniæ & Sardiniæ, vel unis illorum, Bellum alterutri dictorum Contractantium declaret, aut inferret, sive eum in suis Ditionibus aggrediendo, sive eorum Subditos, aut Naves, res & merces, terrâ marive violenter retinendo, in eum casum duæ aliæ Potentiæ contractantes illico Bellum præfatis Regibus Hispaniæ, & Sardiniæ, vel illi binorum eorum Regum, qui id alterutri dictarum Potentiarum contractantium denunciaverit aut intulerit, declarabunt neque arma antè deponent, quam Imperator in possessione Siciliæ & securus ratione

ſuorum Regnorum & Provinciarum in Italia ſit, ſatisfactumque pro juſtitia fuerit illi, ex tribus Partibus Contractantibus, quæ occaſione præſentis Tractatûs, armis impetita aut damnificata fuerit.

IV. Ubi unus duntaxat præfatorum Regum, qui Pacis conditionibus cum Sua Majeſtate Cæſarea faciendæ, necdum aſſentiti ſunt, eas acceptaret, iis quoque quatuor Partibus contractantibus ad compellendum eum qui eas recuſaverit, ſe conjunget, ſubmittetque ſuam partem ſubſidiorum juxta diſtributionem deſuper faciendam.

V. Si Rex Catholicus amore boni publici, & quod commutatio Regnorum Siciliæ & Sardiniæ, pro manutentione Pacis univerſalis neceſſaria ſit, perſuaſus, in eam conſentiat, conditioneſque Pacis cum Imperatore ineundæ, ut ſuprà, amplectatur, è contra vero Rex Sardiniæ, eâ permutatione rejectâ, Siciliam retinere perſiſtat, in eo caſu, Rex Hiſpaniæ Sardiniam Imperatori reſtituet, qui iſtius Regni cuſtodiam, (Salvo ſupremo ſuo in illud Dominio) Sereniſſimo Regi Britannico & Dominis Statibus Generalibus tamdiu committet, donec ſubactâ Siciliâ, Sardiniæ Rex, ſuprà recenſitis conditionibus,

Tracta-

Tractatûs cum Imperatore ineundi subscribat, atque in acceptationem, Regni Sardiniæ loco, æquivalentis pro Regno Siciliæ, consentiat, quo facto, in ejus possessionem, à Rege Magnæ Britanniæ, Statibusque Generalibus mittetur. Si vero Sua Majestas Cæsarea expugnare Siciliam, atque in suam potestatem redigere nequiret, in eum casum, Magnæ Britanniæ Rex, Statusque Generales, Regnum Sardiniæ eidem restituent, frueturque interim Sua Majestas Cæsarea dicti Regni redditibus, qui sumptus in constodiam factos excedent.

V I. Ast ubi Regem Sardiniæ in dictam permutationem consentire, Regem vero Hispaniarum eandem recusare contingeret, in hoc casu, Imperator adjutus reliquorum compaciscentium auxiliis, Sardiniam oppugnabit, quæ tamdiù ei submittere spondent, æquè ac Sua Majestas Cæsarea, arma minimè deponere promittit, donec universum Sardiniæ Regnum occupaverit, quod mox ab occupatione, Regi Sardiniæ cedet.

V I I. Quod si uterque & Hispaniæ & Sardiniæ Rex, permutationi Siciliæ & Sardiniæ sese opponerent, Imperator, unà cum sociorum auxiliis, primo loco Regnum Siliciæ adorietur, quo occupato,

to, arma contra Sardiniam vertet, eo copiarum numero, quo præter auxilia ſociorum ad utramque expeditionem opus eſſe exiſtimabit ſubactâ quoque Sardiniâ, ejus cuſtodiam Sua Majeſtas Cæſarea Regi Britannico, Dominiſq; Statibus Generalibus eo uſque committet, donec Sardiniæ Rex conditionibus Pacis cum Imperatore ineundæ ſubſcripſerit, atque Regnum Sardiniæ, pro æquivalente Regni Siciliæ acceptare conſentiat, ſibi tunc à Sua Majeſtate Britannica, Statibuſque Generalibus tradendum, frueturque interim Sua Majeſtas Cæſarea redditibus iſtius Regni, qui ſumptus in cuſtodiam factos ſuperabunt.

VIII. Caſu quo Rex Catholicus, Sardiniæque Rex, vel alteruter illorum, dictas conditiones Pacis illis propoſitas acceptare & exequi renuerent, ob eamque cauſam quatuor Partes compaciſcentes, viâ facti contra eos vel alterutrum eorum procedere compellerentur, conventum diſertè fuit, Imperatorem (qualemcunque ejus arma progreſſum contra dictos binos Reges, aut eorum alterutrium habere poſſent) contentum eſſe & acquieſcere debere emolumentis ſibi in dictis conditionibus mutuo conſenſu deſignatis reſervatâ tamen Suæ Majeſtati Cæſareæ poteſtate, Jura ſua,

ſua, quæ adverſus Regem Sardiniæ, ſuper ea parte Statûs Mediolanenſis, quam iſte nunc poſſidet, habere prætendit, armis, vel etiam per Tractatum Pacis tale Bellum ſubſecuturum, revindicandi, ſalvâ quoque aliis tribus compaciſcentibus, in caſum, ubi ejuſmodi Bellum contra Regem Hiſpaniæ & Regem Sardiniæ ſuſcipiendum foret, facultate, cum Sua Majeſtate Cæſarea conveniendi, & deſignandi alium quemdam Principem, in cujus favorem, tunc Sua Majeſtas Cæſarea, de parte Ducatûs Montisferratenſis, à Rege Sardiniæ modo poſſeſſa, ad ejuſdem excluſionem diſponere, & quali alteri Principi, vel qualibus aliis Principibus, Litteras Expectativæ, Inveſtituram continentes eventualem, Statuum, nunc à Magno Duce Hetruriæ, & à Duce Parmæ Placentiæ que poſſeſſorum, in excluſionem Filiorum præſentis Reginæ Hiſpaniæ, accedente conſenſu Imperii, concedere debeat, hac Declaratione adjectâ, quod nullo unquam tempore aut caſu, neque Sua Majeſtas Cæſarea; neque ullus Princeps è Domo Auſtriaca, qui Regna, Ditiones & Provincias Italiæ poſſidebit, dictos Ducatus Hetruriæ & Parmæ aſſerere ſibi aut attribuere valeat.

IX. Verùm, ubi Sua Majeſtas Cæſarea

rea Siciliam, adhibito sufficienti Copiarum numero, Sociorumque, Auxiliis & Mediis, impensâ quoque congruâ diligentiâ, armis subigere, aut in possessione istius Regni stabilire se nequiret, Partes compacisentes conveniunt declarantque, Suam Majestatem Cæsaream esse & fore in eum casum, omnino liberam & solutam ab omni Obligatione per hunc Tractatum assumpta, consentiendo in supradictas conditiones Pacis, se inter, Regesque Hispaniæ & Sardiniæ ineundæ: Salvis tamen reliquis præsentis Tractatûs Articulis, qui Suam Majestatem Cæsaream, Suasque Majestates Regias Christianissimam & Magnæ Britanniæ, & Dominos Status Generales Uniti Belgii mutuo spectant.

X. Attamen cum securitas & tranquillitas Europæ, finis, scopusque sit Renunciationum à Sua Majestate Cæsarea & Sua Majestate Catholica, pro se, suis Descendentibus & Successoribus, omnium prætentionum, super Regno Hispaniæ & indiis, ex una, ex altera parte vero, super Regnis, Ditionibus & Provinciis Italiæ & Belgico-Austriacis, faciendarum, memoratæ Renunciationes fient ab una & altera parte eo modo & forma, uti Articulo secundo & quarto conditionum Pacis, inter Suam Majesta-

jeſtatem Cæſaream & Regiam Catholicam Majeſtatem pangendæ conventum fuit ; & quamvis Rex Catholicus Præmemoratas conditiones acceptare recuſaret, Imperator nihilominus Inſtrumenta ſuæ Renunciationis expediri faciet, cujus tamen publicatio, in diem ſubſcriptionis Pacis ſuæ cum Rege Catholico differetur ; Et ſi Rex Catholicus in rejicienda dicta Pace conſtanter perſeveraret, Sua Majeſtas Cæſarea nihilo ſeciùs Regi Britannico, eo tempore quo Ratificationes iſtius Tractatûs commutabuntur, Actum ſolemnem dictarum Renunciationum extradet, quem Sua Majeſtas Britannica, juxta commune Contractantium Pactum, Regi Chriſtianiſſimo antè non exhibendum promittit, quam Sua Majeſtas Cæſarea in poſſeſſionem Siciliæ pervenerit, qua adepta, tunc tam exhibitio, quam publicatio dicti Actûs Renunciationum Cæſarearum, ad primam Regis Chriſtianiſſimi requiſitionem fiet, iſtæque Renunciationes locum habebunt, ſive Rex Catholicus Paci cum Imperatore ſubſcripſerit, ſive non, eo quod in hoc ultimo caſu Guarantia Partium compaciſcentium Cæſari eſſe debeat loco ſecuritatis quam alioquin ipſæ Renunciationes Regis Catholici, Suæ Majeſtati Cæſareæ,

pro

pro Siciliæ & cæteris Italiæ Statibus, Belgiique Provinciis præstitissent.

XI. Sua Majestas Cæsarea promittit, nihil se moliri aut movere, nec contra Regem Catholicum, nec contra Regem Sardiniæ, & generaliter, contra Neutralitatem Italiæ velle, in termino illo trimestri, qui iis pro acceptandis conditionibus Pacis suæ cum Imperatore concessus est. Ast si intra dictum tempus trium mensium, Rex Catholicus, loco dictas conditiones acceptandi, suas potiùs hostilitates, contra Suam Majestatem Cæsaream prosequi pergeret, vel si Rex Sardiniæ, Provincias quas Imperator in Italia possidet, armis aggrederetur, in eum casum, Suæ Majestates Christianissima & Britannica, nec non Domini Status Generales obstringunt sese, ad submittenda illico Suæ Majestati Cæsareæ in sui tutelam auxilia, quæ vi Fœderis hodie subscripti, pro reciproca suorum Statuum defensione invicem sibi præstare convenerunt, idque conjunctim vel separatim, neque etiam expectato duorum mensium lapsu, amicis officiis adhibendis, alias in dicto Fœdere præfixorum; & ubi auxilia in dicto Tractatu determinata fini proposito, haud sufficerent, quatuor Partes compaciscentes, mox inter se, de validiore ope

Suæ

Suæ Majestati Cæsareæ ferenda, convenient.

XII. Præmissi undecim Articuli, apud Suam Majestatem Cæsaream, Suas Majestates Christianissimam & Britannicam, Statusque Generales, per spatium trium mensium à die subscriptionis, secreti manento, nisi abbreviare terminum illum, aut producere de communi eorum placito videretur; & quamvis præfati undecim Articuli sint à Tractatu Fœderis hodierna die, à quatuor dictis Partibus compacisentibus subscripto separati, eandem tamen vim ac robur habebunt, ac si illi, de verbo in verbum, inserti essent, cùm ejus partem essentialem efficere censeantur. Porro Ratihabitiones eorum uno tempore, cum alteris illius Tractatûs extradentur.

In quorum fidem, nos infrà scripti, vigore Plenipotentiarum, hodie invicem exhibitarum, hos Articulos separatos & secretos subscripsimus & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die (vicesimo secundo Julii S. V.) secundo Augusti S. N. Anno Domini 1718.

Subscriptiones eædem, ut supra.

ARTI-

ARTICULUS SEPARATUS.

Quum Tractatus hodierno die, inter Majestatem Suam Cæsaream, Majestatem Suam Christianissimam & Majestatem Suam Britannicam initus signatusque, ac in se complectens, tam conditiones, quæ æquissimæ, summeque aptæ judicatæ sunt, ad Pacem stabiliendam inter Imperatorem & Regem Catholicum, atque inter dictum Imperatorem Regemque Siciliæ; quam conditiones Fœderis, ad Pacem publicam conservandam inter prædictas Potentias contrahentes sanciti, celsis & præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Unitarum Belgii Provinciarum, communicatus fuerit; cùmque Articuli separati & secreti, hodie itidem signati, continentesque rationes quas ad Tractatum supra dictum executioni mandandum inire visum est, iisdem Ordinibus Generalibus, mox proponendi sint, studium quod illa Respublica testatur, ad restituendam firmandamque tranquillitatem publicam, nullum dubitandi locum relinquit, quin ipsa eidem, animo perlubenti, accedere velit. Ideoque dicti Ordines Generales, tanquam Partes contra-

trahentes, in ipso Tractatu nominatim inseruntur sub spe scilicet fidentissima, illos eidem sese tam cito adjuncturos, ac usitatæ in statu suo formulæ id pati possint.

Sin vero præter spem & vota Partium contrahentium (quod tamen omnino non suspicandum est) præfati Domini Ordines Generales Tractatui supradicto accedendi consilium haud ceperint, expresse conventum concordatumque est inter dictas Partes contrahentes, quod Tractatus sæpe nominatus, hodiernoque die signatus, effectum suum inter ipsas nihilominus sortietur, & in omnibus ejus clausulis & Articulis executioni mandabitur, eodem modo quo ibidem constitutum est, ejusdemque Ratificationes temporibus præfinitis exhibebuntur.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso signatoque verbo tenus insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intra idem tempus, cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem nos infrà scripti, vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatum subscripsimus & Sigillis nostris com-

communivimus. Actum Londini die (vicesimo-secundo Julii S. V.) secundo Augusti S. N. Anno Domini 1718.

Subscriptiones eædem, ut supra.

Ce Traité fut ratifié par l'Empereur le 14. Septembre, par le Roy Très-Chrétien le 31. Août, & par Sa Majesté Britannique le 7. Août 1718. Et le Duc de Savoye y acceda le 8. Novembre 1718.

[X.]

1720. ACCESSION *du Roy d'Espagne au Traité de la Quadruple Alliance*, Copie autentique.

CUm per Conventionem Hagæ-Comitum signatam inter nos subscriptos Ministros Sacræ suæ Cæsareæ, Sacræ suæ Britannicæ, & Sacræ suæ Christianissimæ Majestatum conventum sit, ut Sua Majestas Catholica possit intrà spatium trium Mensium à die subscriptionis dictæ conventionis computandorum acceptare Tractatum Londini signatum secundo Augusti 1718. n. st. fruique commodis in ejus favorem per dictum Tractatum solemniter promissis, cumque dicta Sua Majestas Catho-

lica

lica purè & plenè acceptaverit, Actu Regiâ manu ſuâ ſubſcripto 26. Januarii 1720. n. ſt. cujus Apographum in hoc Inſtrumento adjectum eſt, Conventionem Pariſiis factam 18. Julii 1718. n. ſt. cujus conditiones, atque Articuli omnes de verbo ad verbum iidem ſunt ac illi, qui in Tractatu Londinenſi continentur, & cùm dicta Sua Majeſtas Catholica Marchionem de Beretti Landi ſuum Plenipotentiarium Tabulis ſufficientibus ad hoc opus conſummandum muniverit, quo itaque negotium tam ſalutare finem ſuum exoptatum conſequatur, nos infrà ſcripti Cæſareæ, Britannicæ, & Chriſtianiſſimæ Majeſtatum Miniſtri Plenipotentiarum Tabulis muniti ad ſignandam præfatam conventionem Hagæ-Comitum factam, per quam Regi Hiſpaniarum, intra terminum trium menſium à die ſubſcriptionis dictæ conventionis computandorum purè & plenè conditionibus in Tractatu Londinenſi expreſſis accedere liberum eſt, declaravimus & per præſentes Majeſtatis ſuæ Catholicæ puram, ſimplicem & plenam ad omnes & ſingulos Articulos præfati Tractatûs Londinenſis acceſſionem nos acceptare declaramus.

Ego autem infraſcriptus Majeſtatis Suæ Catholicæ Plenipotentiarius à dic-

ta

ta Sua Majestate Plenipotentiarum Tabulis ad signandam cum Ministris Fœderatarum Potestatum Conventionem Parisiis factam 18. Mensis Julii 1718. n. st. cùm sim instructus, obsérvatumque fuerit Ministrum Majestatis suæ Cæsareæ dictam Conventionem Parisiis factam non subscripsisse, illam verò Conventionem per Tractatum Londinensem 2. Augusti 1718. n. st à Ministro Majestatis suæ Cæsareæ subscriptam complementum suum accepisse, & Comitem à Windischgraz Majestatis suæ Cæsareæ Ministrum & Plenipotentiarium accessionem Majestatis suæ Catholicæ acceptandi potestatem non habiturum, si dicta Accessio ad Conventionem Parisiis factam tantummodo se referret: Cumque recognitis & perpensis dictâ Conventione Parisiis factâ, & dicto Tractatu Londini signato, compertum sit, utrumque de verbo ad verbum congruere, ita ut Conventio Parisiensis Tractatusque Londinensis una eademque res omninò sint; ego necessaria auctoritate sum munitus ad signandum Tractatum Londinensem, quem Tractactum æque ac Conventionem Parisiensem in omnibus & singulis eorundem Articulis purè & plenè nullaque adhibita reservatione, ex parte & nomine

ne Regis Hiſpaniarum Domini mei accepto.

Inſtrumentum hoc Acceſſionis Majeſtatis ſuæ Catholicæ ratihabebitur ab omnibus Partibus Compaciſcentibus, & Ratihabitionum Tabulæ ritè confectæ intra ſpatium duorum Menſium à die ſubſcriptionis computandorum aut citiùs ſi fieri poterit, Hagæ-Comitum commutabuntur & invicem extradentur. In quorum fidem nos Partium contrahentium Plenipotentiarii ſupradictis Plenipotentiarum Tabulis mutuò exhibitis, inſtructi haſce præſentes manibus noſtris ſubſcripſimus, & ſigillis noſtris communivimus. Actum Hagæ-Comitum die decimâ ſeptimâ Februarii anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi.

(*L. S.*) LEOPOLDUS COMES A WINDISCHGRAZ.
(*L. S.*) MARQUES BERETTI LANDI.
(*L. S.*) CADOGAN.
(*L. S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

PHILIPPUS, Dei gratiâ Rex Caſtiliæ, Legionis, Arragoniæ, utriuſque Siciliæ, Hieroſolimæ, Navarræ, Granatæ, Toledi, Valentiæ; Galeciæ, Majoricæ, Hiſpalis, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltariæ Canariarum, India-

rum Orientalium & Occidentalium, Insularum & Continentis Maris Oceani : Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcelonæ, Dominus Biscajæ & Molinæ, &c. Cùm per Serenissimum Principem Georgium Magnæ Britanniæ Regem, atque Serenissimum Principem Ludovicum X V. Nepotem Nostrum Franciæ & Navarræ Regem propositus sit Nobis modus perpetuam in Europa tranquillitatem stabiliendi, & eo intuitu procurandi firmam Pacem & sinceram inter Potentias Belligerantes reconciliationem, atque cùm hunc in finem memorati Serenissimi Reges Plenipotentiarum Tabulis instruxerint, nempe Magnæ Britanniæ Rex Comites de Stairs & de Stanhope, & Franciæ Rex Marchionem & & Marescallum de Uxelles & Dominum Clermont Comitem de Cheverini, atque hi Ministri eò pervenerint, ut Tractatum concluserint, quem signarunt Parisiis 18. Julii 1718. in quo alios inter Articulos specificantur Conditiones Pacis, quam inter Principes, qui Bellum hucusque continuârunt, stabiliri in votis fuit, & cùm memorati Domini Magnæ Britanniæ & Franciæ Reges Nobis proposuerint hisce adhærere conditionibus, licet

licet hucusque eas admittere propter justas, quas habuimus rationes, distulerimus nihilominùs desiderantes ex parte Nostra implere vota memoratarum Majestatum Serenissimorum Magnæ Britanniæ, & Franciæ Regum, atque efficere, ut Europa Pacis gaudeat beneficio, quamvis cum detrimento Nostro & diminutione cùm Statuum tum Jurium, quibus renunciamus, ut eò pertingamus: Decrevimus modò prædictum Tractatum acceptare, signatum 18 Julii 1718. à supradictis 4. Plenipot. Suarum Majest. Britan. & Christiani. atque ideò tenore præsentium acceptamus hunc Præfatum Tractatum, & in omnibus admittimus, quæ continet Punctis, & præcipuè in eo quod spectat & concernit comprehensos octo Articulos & directè respicientes Pacem inter utramque Aulam Madritensem & Viennensem, & inter Principes utriusque Dominationis modò Regnantes. In cujus fidem commisimus Expeditionem præsentis Instrumenti manu Nostrâ muniti & Sigillo Nostro secreto, atque ab infrascripto primo Statûs Secretario subsignati. Datum Madriti 26. Januarii 1720. Signatum erat.

EGO REX.

Et infra

JOSEPHUS DE GRIMALDO.

NOS infrascripti Ministri & Plenipotentiarii declaramus Apographum suprà insertum Archetypo collatum, & de Verbo ad Verbum consimile esse. Actum Hagæ-Comitum die decimâ septimâ Februarii Anni millesimi septingentesimi vigesimi.

(*L. S.*) LEOPOLDUS COMES A WINDISCHGRAZ.
(*L. S.*) MARQUIS BERETTI LANDI.
(*L. S.*) CADOGAN.
(*L. S.*) FLEURIAU DE MORVILLE.

[Y.]

LETTRES *d'investiture Eventuelle des Etats de Parme, Plaisance & Toscane, en faveur de l'Infant D. Carlos.* Actes Manuscrits de Cambray.

CAROLUS SEXTUS Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Castilliæ Arragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ; Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum,

rum, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ; Corſicæ, Murtiæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ & Indiarum; ac terræ firmæ maris Oceani, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Gueldriæ, witembergæ, ſuperioris ac inferioris Sileſiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Princeps Sueviæ Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, ſuperioris & inferioris Luſatiæ, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tirolis, Ferretis, Niburgi, Goritiæ & Artheſiæ, Landgravius Alſatiæ, Marchio Oriſtaniæ, Comes Goziani, Namurci, Roſſilionis & Ceritaniæ, Marchiæ Sclavonicæ, Portus Maonis, Biſcayæ, Moliniæ, Salinarum, Tripolis & Mechlinæ.

Agnoſcimus & notum facimus tenore præſentium univerſis, quod cum tanto ſollicitudinis ſtudio ad hunc promovere, qui Cameraci pendere noſcitur congreſſum feſtinemus quanto amore pacis Tractatui quadruplicis fœderis die 8. Auguſti anno Chriſti 1718. inito & ſubſcripto acceſſimus, & cum in ejus articulo quinto conventum fuerit quod ad priſtina ſuperioritatis Imperialis jura, Status ſeu Ducatus à Duce Hetru-

riæ, Parmæque & Placentiæ Duce modo poſſeſſi futuris in perpetuum temporibus ab omnibus partibus contractantibus agnoſcantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii feudis maſculinis, & nos quantum in nobis erit ceu caput imperii inſuper conſenſerimus, ut ſi quando caſus aperturæ dictorum contingat, tunc præſentis Sereniſſimæ principis Dominæ Eliſabethæ Hiſpaniarum Reginæ, natæ Ducis Parmæ & Placentiæ filius primogenitus Sereniſſimus Carolus Hiſpaniarum Infans conſanguineus, & Parens noſter chariſſimus hujuſque deſcendentes Maſculi ex legitimo Matrimonio nati, iiſque deficientibus ſecundo genitus, aut alii poſtgeniti ejuſdem reginæ filii ſi qui naſcantur, pariter una cum eorum poſteris Maſculis ex legitimo Matrimonio natis in omnibus dictis Provinciis ſuccedant, & quod Nos ſolitum Romani Imperii conſenſum deſuper requiſituri, eo obtento Litteras expectativæ Inveſtituram eventualem continentes prædictæ Reginæ filio, vel filiis eorumque deſcendentibus maſculis legitimis in debita forma expedire eaſque Regi Catholico tradi curabimus, abſque ullo tamen damno aut præjudicio, ſalvâque per omnia Principium qui dictos Ducatus

in

in præsens obtinent possessione, & post nunc exhibitum Nobis Sacri Imperii Romano-Germanici consensum, cum res in eo sit, ut si nobis nostrisque Successoribus Romanorum Imperatoribus, ac Regibus legitimè intrantibus, dictoque Romano Imperio præfatus Princeps Carolus, cæterique ejus descendentes, aut ipsius fratres, & eorum masculi antedicti, & omnia singula debitè faciant & præstent quæcunque fideles obedientesque Principes & Vasallos Italicos de jure aut consuetudine ex antiquis feudorum rationibus sub trono Imperiali constanter & per omnia præstare & facere decet, nos in conformitate præmemorati integri articuli quinti, & non aliter, atque in sinceram ejusdem executionem gratiæ expectativæ investituram eventualem continentis juxta ritum & stylum Cæsareum Diploma Imperiale, ea qua conventum est lege modo, ac forma eidem Principi Carolo concedere & elargiri possimus & debeamus.

Proinde ex certa nostra scientia animo bene deliberato, ac sano accedente Consilio, deque Cæsareæ Nostræ Majestatis potestate nostra, nostrorumque in Diademate Imperiali legitimorum Successorum Romanorum Imperatorum ac

Regum nomine : præfato Principi Carolo, ejuſdem deſcendentibus necnon fratribus ex dicto Matrimonio modernæ Hiſpaniarum Reginæ, eorumque Poſteris uti ſupra legitimè natis, aut naſcituris maſculis, harum vigore litterarum benigne conceſſerimus, ex hoc Decreto atque Diplomate Imperiali expectativam vim ac robur eventualis Inveſtituræ continentem clementer elargiti ſumus, ejuſdemque Principem Carolum pro ſe ſuiſque Succeſſoribus maſculis legitimo ex matrimonio deſcenden tibus, nec non pro omnibus ac ſingulis ſupra recenſitis, ipſius fratribus & eorum maſculis ex legitimo matrimonio natis aut naſcituris præfatis de Ducatibus ac Statibus tanquam veris feudis Imperialibus Italicis maſculinis memoratum in eventum aperturæ, & caducitatis, quo ſcilicet præſentes ex Domo Farneſiâ Poſſeſſores, ſine prole legitimâ naturali maſculâ Succeſſionis capace vivere deſierint, de Cæſareâ poteſtatis noſtræ plenitudine juxta expreſſum, legeque Imperiali receptum ordinem primogenituræ abuſivæ infeudaverimus, atque inveſtiverimus, quemadmodum tenore præſentium hocce Decreto & Diplomate noſtro Imperiali vim eventualis Inveſtituræ habente de jure,

jure, lege aut consuetudine Imperiali eundem Principem Carolum infeudamus ac investimus.

Nostris cæteroquin & Sacri Imperii nec non aliorum quibuscumque juribus semper salvis, ac nominatim hac diserta sub conditione, & in casu existentis realiter expectare, & quoties ille deinceps casus evenerit, veram propriamque Investituram à nobis, nostrisque Successoribus, Romanorum Imperatoribus ac Regibus memoratus Princeps cæterique ut suprà ipsimet, ut per legitimos post dispensationem Imperialem validos & sufficientes Mandatarios, tempore, loco styloque consuetis, requirere debitum homagium facere, ac præstatis quibuscunque penes Consilium Aulicum præstandis coram throno nostro Cæsareo recipere, & fidelitatis jusjurandum præstare teneatur teneanturque, prout in feudis ac homagiis Italico Regiis recepti Cæsarei Romano-Germanici juris & moris est. Secus verò in conformitate ejusdem totius Articuli quinti Fœderis Londinensis hisce distertim & sub conditione *sine qua non* declarantes, nos, & Sacrum Romanum Imperium ad permittendam nominatorum Ducatuum & Statuum possessionem teneri, nec velle nec posse.

Salvo porrò, ut præfertur, noſtro & dicto in Fœdere Principum præſentium ac Ducum Hetruriæ Parmæ, Placentiæque poſſeſſorum omnimodo jure.

Inſuper & reliqua hujuſdem Articuli quinti ſtipulatione per omnia, & ſemper ſalva, quod nempè nullus prædictorum Ducatuum ac Statuum ullo unquam tempore aut caſu à Principe, qui uno tempore Regnum Hiſpaniarum obtinet, poſſideri poſſit aut debeat, & quod nullus unquam Hiſpaniarum Rex tutelam ejuſmodi Principis aſſumere poſſit ac gerere valeat.

Ac propterea mandamus & præcipimus omnibus & ſingulis noſtris ac Imperii Sacri Electoribus, aliiſque Principibus tam Eccleſiaſticis quàm Secularibus, Archiepiſcopis, Epiſcopis, Abbatibus, Ducibus, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Militibus, Nobilibus, Clientibus, Capitaneis, Vice-Dominis, Locumtenentibus, Gubernatoribus, Præſidentibus, Præfectis, Caſtellanis, Rectoribus, Magiſtratibus Vexilliferis, Poteſtatibus Civium, Magiſtris Conſulibus, Judicibus, ac generaliter omnibus noſtris ac Sacri Romani Imperii Regnorumque ac Provinciarum noſtrarum hæreditariarum Subditis & fidelibus cujuſcunque ſtatûs, gradûs, ordinis, dignitatis

tatis aut præeminentiæ fuerint, ut sæpè nominatum Principem Carolum, vel ejus Succeſſores & Hæredes, aut ex eodem matrimonio fratres, ut ſuprà, quod ad hanc Succeſſionem & gratiam noſtram Imperialem, nullatenus impediant vel turbent, ſed potiùs defendant ac manuteneant, idque etiam ab aliis, quantum in ipſis erit, fieri ſtudeant ac caveant, nec turbari aut impediri ſinant; ſi quis verò Edictum hoc noſtrum ac Diploma Imperiale quondam temerariò tranſgredi vel violare præſumpſerit, is præter graviſſimam noſtram & Sacri Romani Imperii indignationem, mulctam quoque quadringentarum marcarum auri puri pro dimidio, Fiſco Cæſareo noſtro Imperiali, & pro altero dimidio injuriam vel damnum patientibus, toties quoties in contrarium quidquam attentatum factumque fuerit, irremiſſibiliter pendendam noverit.

Harum Teſtimonio Litterarum manu noſtrâ ſubſcriptarum, & Sigilli noſtri Cæſarei appenſione munitarum, quæ dabantur in Civitate noſtrâ Viennæ anno Domini &c.

[Z.]

1724. *Copie des Reverſales accordées par le Roi d'Eſpagne, par raport aux Lettres d'Inveſtiture precedentes, avec les Garanties de l'Inveſtiture*, Actes Manuſcripts de Cambray.

LUDOVICUS Dei gratia Caſtellæ, Legionis, Arragoniæ, utriuſque Siciliæ, Hieroſolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Majoricarum, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennii, Algarbiarum, Algeziræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, Indiarum, Orientalium & Occidentalium, Inſularum, & Continentis, Oceani Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcinonis, Dominus Cantabriæ, & Molinæ &c. Cum Comes à Santiſtevan, necnon Marchio Berreti Landi, noſtri in Cameracenſi Congreſſu Miniſtri Plenipotentiarii, virtute Plenipotentiæ, quâ nixi inveniebantur, & in Articuli quinti Quadruplicis Fœderis die ſecundâ Menſis Auguſti Anni milleſimi

simi septengentesimi decimi octavi Londini signati, dieque decimâ sextâ mensis Februarii anni subsequentis millesimi septingentesimi vigesimi à Rege, & Parente nostro Hagæ-Comitis accepti Complementum & observantiam acceperint & admiserint Diploma Cæsareum sive Litteras expectativæ eventualem de Ducatibus seu Statibus Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ, Investituram pro Sereniſſimo Infante Domino Carolo, Fratre nostro, Sereniſſimæque Reginæ Dominæ nostræ natæ Parmensis Duciſſæ Filio, ipsiusque Descendentibus, & Successoribus Masculis è Legitimo Matrimonio susceptis, & horum defectu pro cæteris universis ejusdem Reginæ Sereniſſimæ Dominæ nostræ Filiis, eorumque Descendentibus Masculis, continentes; quod quidem Diploma ipsis à Miniſtris Plenipotentiariis Sacræ Cæsareæ Majestatis nostræ subscriptum, atque Sigillo firmatum tradiderant instrumentum quoddam, cujus tenor subsequens adest.

Nos infrascripti Sacræ Regiæ Catholicæ Majestatis Miniſtri Plenipotentiarii recipimus in complementum & satisfactionem Articuli quinti Fœderis quadruplicis die secunda Augusti 1718. Londini subscripti, & decima sexta Februa-

rii 1720. à Rege Catholico Hagæ-Comitum acceptati Diploma Cæſareum, ſeu Litteras exſpectativæ Inveſtituram eventualem continentes Ducatuum, ſeu Statuum Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ pro Sereniſſimo Infante Carolo Reginæ natæ Duciſſæ Parmenſis Filio, ejuſque Deſcendentibus Maſculis ex Legitimo Matrimonio Natis, aut poſt deceſſum illorum pro cæteris ejuſdem Reginæ Filiis, eorumque Deſcendentibus Maſculis, quod Nobis à Miniſtris Plenipotentiariis Sacræ Cæſareæ Majeſtatis hodie debita in forma coram Miniſtris Plenipotentiariis Regum Mediatorum ritè extraditum fuit; Promittimuſque nomine Sacræ Catholicæ Majeſtatis, omnes, & ſingulas in prædicto Diplomate expreſſas conditiones, juxta tenorem præfati quadruplicis Fœderis erga Sacram Cæſaream Majeſtatem, & Imperium à Sacra Regia Catholica Majeſtate, prout & à Sereniſſimo Infante Carolo, ejuſque Hæredibus, & Succeſſoribus Maſculis, ibidemque recenſitis ejus Fratribus ſanctè & inviolatè executum & obſervatum iri, in cujus fidem præſens hoc inſtrumentum virtute Plenipotentiæ à Sacra Regia Catholica Majeſtate nobis conceſſæ, cujus Apographum ad finem adjunctum eſt manu propriâ, Sigillo-

gilloque noſtro firmavimus ; quemadmodum , & in majus robur à Sacra Regia Catholica Majeſtate ratihabitionibus ſuis ritè confirmabitur , ratihabitionumque Tabulæ intra ſpatium ſex ſeptimanarum à die ſubſcriptionis , aut citiùs , ſi fieri poteſt , Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Miniſtris Plenipotentiariis Cameraci extradentur. Actum Cameraci die vigeſima quarta Januarii Anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi quarti.

(*L. S.*) El Conte de SANTISTEVAN.
(*L. S.*) El Marques BERETTI LANDI.

CUmque à prælibatis Comite de Santiſtevan , & Marchione Beretti Landi præfati Inſtrumenti hic ſupra tranſlati & & inſerti exemplar Nobis miſſum fuerit , poſtquam illud de verbo ad verbum percurrimus , atque maturè expendimus omne in illo contentum , & expreſſum probare atque ratificare decrevimus ; ideoque promittimus univerſas & ſingulas conditiones juxta tenorem prædicti quadruplicis Fœderis expreſſas in præfato Diplomate quod uno & eodem tempore tranſmiſſum eſt Nobis , & à Nobis acceptatum prout pariter ratihabita Inveſtitura eventualis in ipſo contenta , adimplendas , & inviolabiliter

ter obſervandas erga Sacram Cæſaream, Majeſtatem, & Imperium tam à Nobis, quàm Sereniſſimo Infante Domino Carolo, Fratre noſtro, Hæredibus, atque Succeſſoribus ſuis Maſculis, ex Legitimo Matrimonio procreatis, & horum deceſſu ab ipſius Fratribus in ipſa præfata Inveſtitura recenſitis, ad quam Nos referimus; In cujus fidem & firmitatem præſentes Litteras expedire juſſimus, manu noſtra ſubſcriptas, Sigillo noſtro ſecreto firmatas, atque ab infraſcripto, Sanctioris Conſilii commentarienſi noſtro Chirographo adſcriptas, datas Madriti die vigeſimâ octavâ Februarii Anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi quarti.

Garantie du Roi de la Grande-Bretagne.

GEORGIUS Dei Gratiâ Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor, Dux Brunſvicenſis, & Luneburgenſis, Sacri Romani Imperii Archi-Theſaurarius & Princeps Elector, &c. omnibus & ſingulis, ad quos præſentes hæ Literæ prevenerint, Salutem. Quandoquidem Inſtrumentum quoddam Guarantiæ, Romanorum Imperatori præſtandæ, inter nos & bonum

num Fratrem noſtrum Regem Chriſtianiſſimum, per Miniſtros Plenipotentiarios utrinque mandatos, & Autoritate ſufficienter munitos Cameraco die vigeſimo quarto Menſis præſentis Januarii, ſtyli novi, concluſum, ſignatumque fuerit, Formâ & verbis, quæ ſequuntur. Poſtquam in Tractatu quadruplicis Fœderis die ſecundâ Auguſti anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi octavi Londini ſubſcripti ac deinde Hagæ-Comitum die decimo ſexto Februarii, Anno milleſimo ſeptingenteſimo viceſimo à Rege Catholico ſolemni Ratificatione ſuâ acceptati, juxta tenorem Articuli quinti conditionum Pacis inter Imperatorem & Regem Catholicum communi Paciſcentium conſenſu, pactum definitumque fuerit, ut Status ſeu Ducatus à Magno Duce Hetruriæ, Parmæque ac Placentiæ Duce modo poſſeſſi futuris in perpetuum temporibus ab omnibus Contractantibus agnoſcantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis Maſculinis, ac viciſſim Sua Majeſtas Cæſarea per ſe ceu Caput Imperii conſenſerit, ut ſi quando caſus aperturæ dictorum Ducatuum ob deficientiam Hæredum Maſculorum contingat, tunc præſentis Sereniſſimæ & Potentiſſimæ Hiſpaniarum Reginæ Infans,

fans, hujuſque Deſcendentes Maſculi ex Legitimo Matrimonio nati, iiſque deficientibus ſecundo genitus, aut alii poſtgeniti ejuſdem Reginæ Filii, ſi qui naſcentur, pariter una cum eorum poſteris Maſculis ex Legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis ſuccedant, eumque in finem Sua Cæſarea Majeſtas obtento Imperii conſenſu Litteras expectativæ Inveſtituram eventualem continentes pro dictæ Reginæ Filio vel Filiis eorumque Deſcendentibus Maſculis Legitimis in debita forma expeditas Regi Catholico tradi curaret, ita nunc in executionem & complementum dicti Fœderis à Sua Cæſarea Majeſtate realiter in præſtitum, ac tale deſuper Infeudationis Inſtrumentum in debita forma Regibus Mediatoribus hodie extraditum, ab iiſque Regi Catholico tranſmiſſum fuit, cujus tenore hic ſequitur.

Locus Inſtrumenti Infeudationis.

AGnoſcentes igitur Reges Mediatores Imperatorem præfato quadruplicis Fœderis Tractatui ſua ex parte, quoad expeditionem, exhibitionemque præinſertarum expectativæ Literarum ſatisfeciſſe; Ita viciſſim erga Suam Cæſaream Majeſtatem ſeſe hac ſpeciali

ſua

ſua Guarentiâ obſtringunt, omnes & ſingulas in præinſertis Infeudationis expreſſas conditiones à Sereniſſimo Hiſpaniarum Principe Carolo ſæpefatæ Reginæ Filio, ejuſque in Feuda prædicta nominatis Succeſſoribus religioſe adimplere debere; ac præſertim, quod in caſu exiſtentis realiter aperturæ, & quoties deinceps ille caſus evenerit ad ſummum intra annum & diem ab adepta poſſeſſione actualem ac proprie ſic dictam Inveſtituram à Sua Cæſarea Majeſtate, ejuſque in Imperio Succeſſoribus memoratus Princeps cæterique ut ſupra ipſimet, aut per ſufficientes poſt Imperialem diſpenſationem Mandatarios coram Throno Imperiali præſtandis recipere, ac ſolitum deſuper fidelitatis juſjurandum præſtare teneatur, teneanturque.

Proinde Sua Regia Majeſtas Britannica & Sua Regia Majeſtas Chriſtianiſſima conjunctim & ſeparatim pro ſe ſuiſque in Regno Succeſſoribus particulari hac Guarantiâ & ſponſione promittunt, prout juxta tenorem ſupra memorati quadruplicis Fœderis ſeſe jam obligatas agnoſcunt ſe impletionem omnium ſingularumque præinſertæ Infeudationis conditionum, dum caſus evenerint, ſeriò manutenere, & Feudum Cæſari & Imperio

Imperio ſuper præfatos Ducatus conſtitutum, illibatum conſervare & defendere velle ac debere.

Præſens hoc Guarantiæ Inſtrumemtum in majus robur à Sua Regia Majeſtate Britannica & à Sua Regia Majeſtate Chriſtianiſſima Ratihabitionibus ſuis ritè confirmabitur, Ratihabitionumque Tabulæ intra ſpatium quatuor ſeptimanarum à die ſubſcriptionis, aut citiùs, ſi fieri poſſit, Suæ Cæſareæ Majeſtatis Miniſtris Plenipotentiariis Cameraci extradentur.

In cujus rei fidem Nos infraſcripti Suæ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Miniſtri Plenipotentiarii, & Suæ Regiæ Majeſtatis Criſtianiſſimæ Miniſtri Plenipotentiarii ſufficientibus ad id Mandatis muniti, Inſtrumentum hoc duplex ſubſcripſimus, ac Sigillis noſtris cummunivimus. Actum Cameraci die vigeſima quarta Menſis Januarii ſt. n. Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quarto.

(*L. S.*) POLWARTH.

(*L. S.*) DE BARBERIE DE SAINT CONTEST.

(*L. S.*) WHITWORTH.

(*L. S.*) ROTTEMBOURG.

Nos

NOS viso & perpenso Instrumento Guarantiæ suprascripto idem in omnibus & singulis ejus Articulis & Clausulis approbavimus, & ratum firmumque habuimus, sicut per præsentes pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris idem approbamus, & ratum, firmumque habemus, spondentes & in verbo Regio promittentes, Nos prædictum Instrumentum Guarantiæ, omniaque & singula, quæ in eo continentur, sancte atque inviolabiliter præstituros & observaturos, neque passuros unquam, quantum in Nobis est, ut à quopiam violetur, aut ut eidem quocunque modo in contrarium eatur. In quorum majorem fidem ac robur, hisce præsentibus manu nostra Regia signatis, Magnum nostrum Magnæ Britanniæ Sigillum appendi jussimus. Dabantur in Palatio nostro Divi Jacobi die vicesimo tertio st. v. Mensis Januarii Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quarto, Regnique nostri decimo.

Garantie du Roi de France.

LOUÏS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre à tous ceux, qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme nôtre amé & feal le Sr. de St. Conteſt, Conſeiller d'Etat ordinaire, & nôtre cher & bien amé le Sr. Comte de Rottembourg Brigadier de nos Armées, nos Plenipotentiaires au Congrès de Cambrai auroient en vertu des Pleins-pouvoirs, que-nous leur en avons donné, conclu, arrêté & ſigné en ladite Ville de Cambrai le 14/25 du préſent mois de Janvier avec le Comte Polwarth, & & avec le Baron de Whitworth Miniſtres Plenipotentiaires de nôtre très-cher & très-aimé Frere le Roi de la Grande-Bretagne pareillement munis de leurs Pleins-pouvoirs en bonne forme, l'Acte de Garantie, dont la teneur s'enſuit

POſtquam in Tractatu Quadruplicis Fœderis die ſecundâ Auguſti Anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi octavi Londini ſubſcripti, ac deinde Hagæ-Comitum die decimâ ſextâ Februarii Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo à Rege Catholico ſolemni Ratificatione ſuâ acceptati; juxta tenorem Articuli quinti Conditionum Pacis inter Imperatorem & Regem Catholicum, communi

muni omnium Paciſcentium conſenſu pactum definitumque fuerit, ut Status ſeu Ducatus à Magno Duce Hetruriæ, Parmæque ac Placentiæ Duce modo poſſeſſi, futuris in perpetuum temporibus ab omnibus Partibus Contractantibus agnoſcantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis Maſculinis; Ac viciſſim Sua Majeſtas Cæſarea per ſe, ceu Caput Imperii conſenſerit, ut, ſi quando caſus aperturæ dictorum Ducatuum ob deficientiam Hæredum Maſculorum contingat, tunc præſentis Sereniſſimæ ac Potentiſſimæ Hiſpaniarum Reginæ natæ Duciſſæ Parmenſis Filius primogenitus, Sereniſſimus Carolus Hiſpaniarum Infans, hujuſque Deſcendentes Maſculi ex Legitimo Matrimonio nati, iiſque deficientibus ſecundo genitus, aut alii poſtgeniti ejuſdem Reginæ Filii, ſi qui naſcentur, pariter unà cum eorum poſteris Maſculis ex legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis ſuccedant, eumque in finem Sua Cæſarea Majeſtas obtento Imperii conſenſu, Literas Expectativæ Inveſtituram eventualem continentes, pro dictæ Reginæ Filio vel Filiis, eorumque Deſcendentibus Maſculis legitimis in debita forma expeditas Regi Catholico tradi curaret. Ita nunc in executionem

&

& complementum dicti Fœderis à Sua Cæsarea Majestate realiter id præstitum, ac tale desuper Infeudationis Instrumentum in debita forma Regibus Mediatoribus hodie extraditum, ab iisque Regi Catholico transmissum fuit, cujusque tenor hic sequitur.

Locus Investituræ.

AGnoscentes igitur Reges Mediatores, Imperatorem præfato quadruplicis Fœderis Tractatui sua ex parte quoad expeditionem exhibitionemque præinsertarum expectativæ Literarum satisfeciſſe, ita vicissim erga Suam Cæsaream Majestatem sese hac speciali sua Guarantia obstringunt, omnes & singulas in præinsertis Literis Infeudationis expressas conditiones à Sereniſſimo Hiſpaniarum Principe Carolo sæpefatæ Reginæ Filio, ejusque in Feuda prædicta nominatis Successoribus religiosè adimpleri debere, ac præsertim quod in casu existentis realiter aperturæ, & quoties deinceps ille casus evenerit, ad summum intra annum & diem ab adepta possessione: actualem & propriè sic dictam Investituram à Sua Cæsarea Majestate, ejusque in Imperio Successoribus memoratus Princeps, cœterique, ut supra, ipsimet,

met, aut per sufficientes post Imperialem dispensationem Mandatarios coram Throno Imperiali præstitis præstandis recipere, ac solitum desuper fidelitatis jusjurandum præstare teneatur, teneanturque.

Proinde Sua Regia Majestas Christianissima, & Sua Regia Majestas Britannica conjunctim & separatim, pro se, suisque in Regno Successoribus particulari hac Guarantia & sponsione promittunt, prout juxta tenorem supra memorati quadruplicis Fœderis sese jam obligatos agnoscunt, se impletionem omnium singularumque præinsertæ Infeudationis conditionum, dum casus evenerit, seriò manutenere, & Feudum Cæsari & Imperio supra præfatos Ducatus constitutum illibatum conservare & defendere velle ac debere.

Præsens hoc Guarantiæ Instrumentum in majus robur à Sua Regia Majestate Britannicâ Ratihabitionibus suis ritè confirmabitur, Ratihabitionumque Tabulæ, intra spatium quatuor septimanarum à die subscriptionis, aut citiùs si fieri posset, Suæ Cæsareæ Majestatis Ministris Plenipotentiariis Cameraci extradentur.

In cujus rei fidem nos infrascripti Suæ Regiæ Majestatis Christianissimæ, &

Suæ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Ministri Plenipotentiarii sufficientibus ad id Mandatis muniti Instrumentum hoc duplex subscripsimus, ac Sigillis nostris communivimus. Actum Cameraci die (vigesima quarta) decima tertia mensis Januarii Anno millesimo septingentesimo vigesimo quarto.

(*L.S.*) DE BARBERIE DE SAINT CONTEST.
(*L.S.*) ROTTEMBOURG.
(*L.S.*) POLWARTH.
(*L.S.*) WHITWORTH.

NOus ayant agreable le susdit Acte de Garantie en tous & chacun les points qui y sont contenus, avons icelui tant pour nous, que pour nos Heritiers & Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces presentes signées de nôtre main acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi de garder & observer inviolablement sans jamais aller, ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En temoin dequoi nous avons fait mettre nôtre Seel à ces presentes.

ſentes. Donné à Verſailles le vingt-huitiéme jour de Janvier l'an de grace mille ſept cent vingt-quatre, & de nôtre Regne le neuviéme.

LOUIS.

Par le Roy,

FLEURIAU.

[AA.]

1731. TRAITÉ *de famille entre le Grand Duc de Toſcane & Sa Majeſté Catholique, conclu à Florence en* 1731. tiré du Mercure Hiſtorique.

Au nom de la Sainte Trinité, Pere Fils & Saint Eſprit.

LA Divine Providence ayant inſpiré au Sereniſſime Jean Gaſton, Grand Duc de Toſcane; & à la Sereniſſime Anne Marie Louïſe, Electrice Douairiere Palatine, le ſincere & ardent deſir, qu'a toujours eu le Sereniſſime Grand Duc Coſme III. leur Pere de Glorieuſe Memoire d'entrer dans les meſures qu'auroient priſes les principa-

les Puiſſances, pour pourvoir au défaut de ſucceſſeurs dans leur Famille, dans la maniére qui ſeroit trouvée la plus efficace & la plus propre à conſerver & à aſsûrer contre tout évenement la Tranquilité publique, & en particulier celle de leurs Etats, & procurer & affermir le bonheur & les avantages de leurs Peuples, elles ont enfin reſolu d'executer de ſi bonnes intentions, en engageant les principales Puiſſances à concourir à une ſi bonne œuvre, en reglant pacifiquement la ſucceſſion à la Souveraineté deſdits Etats en faveur d'un Prince, auſſi étroitement uni à leur Sereniſſime Maiſon par les liens du Sang, que l'eſt le Sereniſſime Prince D. Carlos, Infant d'Eſpagne, Fils aîné de Sa Majeſté Catholique, & de la preſente Reine d'Eſpagne, que L. A.R. ont par cette raiſon toûjours preferé à tout autre, & qui a toûjours été l'objet des vœux de leurs Peuples, tant à cauſe de l'éclat de ſa naiſſance que pour ſes autres qualitez perſonnelles, & Hereditaires, qui font avec raiſon eſperer à toute la Toſcane, ſous le Gouvernement d'un ſi grand Prince, la continuation des proſperitez, & du repos, dont elle a joui ſous les Grands Ducs de la Sereniſſime Maiſon regnante. Et comme pour mettre la

der-

derniere main à une affaire de cette importance, differée juſqu'à preſent à cauſe de l'incertitude d'obtenir le concours de Sa Majeſté Imperiale & des autres principales Puiſſances de l'Europe, deſiré également par Sa Majeſté Catholique, par le Grand Duc, & par la Sereniſſime Electrice Douairiere Palatine, mais dont on eſt aſsûré preſentement depuis que certaines difficultez ont été levées par les derniers Traitez, il a été trouvé à propos de negocier & conclure directement entre Sa Majeſté Catholique, & Leur Alteſſe Royale, un Traité ou Convention de Famille à Famille, ou ſeroient reglez les divers interêts concernant non ſeulement le plus heureux, & le plus convenable établiſſement de la Succeſſion du Sereniſſime Infant ſuſdit auſdits Etats, pendant que le Sereniſſime Grand Duc, que Dieu conſerve longtems, eſt encore en vie, en qualité de ſon Succeſſeur immediat, mais encore la conſervation de la Souveraineté, Autorité & Tranquillité de S. A. R. de l'Honneur, & des intérêts de la Sereniſſime Electrice Palatine Douairiere, & des avantages de leurs Etats & de leurs Peuples; pour cet effet Sa Majeſté Catholique a jugé à propos de don-

ner ſes pleins-pouvoirs au Rev. Pere Salvador Aſcanio, de l'ordre des Dominicains, ſon Miniſtre à la Cour de Toſcane, & S. A R. a commis avec ſes pleins-pouvoirs, le Chevalier & Prieur, le Marq. Charles *Rinuccini* du Conſeil d'Etat & Secretaire de Guerre, & le Chevalier & Prieur Jacques *Giraldi* du Conſeil d'Etat, leſdits Miniſtres Plenipotentiaires, s'étant communiqué & ayant échangé leurs pleins-pouvoirs reſpectifs, & ayant tenu pluſieurs conferences entr'eux, ſont convenu d'un Traité de Famille comme il eſt dit ci-deſſus, & d'une Alliance & Amitié perpetuelle entre S. M. C. ſes Heritiers & Succeſſeurs d'une part, & le Sereniſſime Grand Duc, & ſes Succeſſeurs d'autre part, de la maniere & aux conditions exprimées dans les Articles ſuivans.

ART. I. pour établir ſur la baſe la plus ſolide & la plus inalterable une Alliance perpetuelle, & une ſincere Amitié entre la Famille Royale d'Eſpagne, & la Maiſon regnante de Toſcane, les Royaumes & la Couronne de Sa Majeſté & les Etats de S. A. R. tant le Sereniſſime Grand Duc, que la Sereniſſime Electrice Palatine, ſa Sœur, ſont convenus pleinement, ont reſolu & conſenti que, no-

nob-

nobſtant toute autre diſpoſition quelconque, qui pourroit avoir été faite ci-devant en Toſcane, par rapport à la ſucceſſion ſuivant la ſituation d'alors des affaires publiques; le Grand Duc, que Dieu daigne conſerver, venant à mourir ſans laiſſer d'Enfans Mâles, le Sereniſſime Prince Infant Don Carlos, ſera & devra être ſon Succeſſeur immediat à la Souveraineté de tous les Etats qui compoſent à Préſent le Grand Duché de Toſcane, & ſucceſſivement l'aîné des Enfans Mâles dudit Infant, & à leur défaut ladite ſucceſſion paſſera de plein droit à l'aîné de ſes Sereniſſimes Freres, Fils de S. M. C. & de la préſente Reine d'Eſpagne.

II. S. A. R. & S. A. Elect. voulant que ce reglement de ſucceſſion à la Souveraineté de leurs Etats, ait l'effet le plus ſur & le plus tranquile qu'il ſe pourra, s'engagent de communiquer la preſente Convention au Senat, après l'échange des ratifications, & de lui en faire jurer la religieuſe & inviolable obſervation, ſi le Roi Catholique le ſouhaite & le demande.

III. Leurs Majeſtés Catholiques, promettent, au nom du Sereniſſime Infant Don Carlos, & de ceux qui ſuccederont à ſes droits, que les fonds & det-

tes publiques & les revenus destinez à cet effet seront maintenus, & que l'ordre Militaire de S. Etienne, sera de même maintenu dans l'état & l'éclat où il est à présent.

IV. Elles promettent pareillement que la constitution du Gouvernement en Toscane, sera maintenu, soit pour l'œconomique, le civil & le juridique; que les Droits, Privileges & prerogatives de la Ville de Florence, lui seront conservez & qu'elle sera la principale Residence du Sereniſſime Infant Successeur; la même chose sera observée a l'égard de chacune des autres Villes, sur tout à l'égard des Magistrats; on procurera aux sujets toutes sortes de facilitez, & exemptions dont ils ont joui sous la Regence de la Sereniſſime Maison Regnante; enfin on ne conferera qu'aux naturels, les emplois civils & œconomiques, les Evêchez, & autres benefices Ecclesiastiques.

V. Que les personnes, effets, bâtimens, & Commerce des naturels de Toscane seront maintenus en Espagne dans la possession des mêmes Franchises, & exemptions dont joüissent les Nations les plus amies & les plus favorisées de la Couronne dans le Commerce.

VI. Que le Grand Duc Regnant, en con-

consideration de ce qu'il fait & accorde pour assurer la Succession immdiate au Sereniſſime Infant, ne rencontrera aucun obſtacle dans le libre exercice de la Souveraineté, & continuera à gouverner ſes Etats, & ſon Peuple avec la même Puiſſance abſoluë & independante, avec laquelle il les a gouvernez juſqu'à préſent; & Sa Majeſté Catholique, pour temoigner l'affectueuſe eſtime qu'elle a pour S. A. R. s'oblige de traiter à ſa Cour la perſonne & les Miniſtres du Grand Duc, & de ſes Succeſſeurs de la même maniere & avec les mêmes Titres que l'on a donnez à la Cour d'Eſpagne, à la perſonne & aux Miniſtres du Sereniſſime Seigneur Duc de Savoye avant qu'il fût reconnu Roi de Sardaigne.

VII. L. A. promettent que tous leurs biens meubles & immeubles tant Feodaux qu'Allodiaux leur apartenances, & ſituez tant au dedans qu'au dehors de leurs Etats, & qu'ils ſe trouveront poſſeder à l'heure de leur mort, paſſeront au Sereniſſime Infant comme Grand Duc de Toſcane, & aux autres Grands Ducs ſes Succeſſeurs; elles promettent de même de laiſſer au Sereniſſime Infant & aux autres Grands Ducs tous les Patronats des Benefices Eccleſiaſtiques de leur maiſon, & de leur Etat dont elles pour-

ront disposer en quelque maniere que ce soit.

VIII. Que tous les biens meubles & les meubles de quelque genre, prix & valeur, qu'ils soient & en quelque lieu qu'ils soient tenus, conservez & placez restent & doivent rester dans le libre & absolu pouvoir de L. A. tant pour l'usage que pour la proprieté, pouvant en disposer librement tant pendant leur vie, qu'à leur mort, comme restent à leur disposition tous les effets & bien qu'elles se trouvent avoir & posseder hors des Etats de la Toscane, & nomément les Revenus de l'Heritage des Sereniſſimes Gr. Ducheſſes de Toscane, Victoire d'Urbin, & Marguerite de France, leurs Ayeule & Mere respectives, & toutes les sommes qui leur sont duës en quelque lieu que ce soit à la reserve de l'Artillerie, & des Armes, munitions & autres choses concernant le service de la Guerre & de la Marine.

IX. L. A. s'obligent de ceder comme elles cedent dès à présent au Sereniſſime Infant, pour le tems qu'il sera Gr. Duc de Toscane, & aux Grands Ducs ses Successeurs, toutes les autres dettes qui ne sont pas specifiées ci-dessus & que les ancêtres de leur Maison regnante ont contractées avec les Puiſſances Etran-

Etrangeres, hormis avec la Couronne d'Espagne, & la faculté & le Droit qu'elles ont ou peuvent avoir de recouvrer & faire valoir leurs pretentions sur les Etats, effets, & biens qui ne sont pas possedez à présent par leur Maison, pour l'agrandissement des Etats, & Domaines de la Toscane.

X. D'autre part L. M. C. sont contens & promettent au nom du Sereniſſime Prince Infant, & de ceux qui entreront dans ses Droits, que la Sereniſſime Electrice survivant au Sereniſſime Grand Duc, son Frere, elle pourra & devra prendre & garder, durant sa Vie, le Titre de Grande Ducheſſe & jouïr des Honneurs, & prérogatives dont ont joui les autres Grandes Ducheſſes de Toscane, & pareillement celle d'être entretenuë avec sa Cour des deniers publics.

XI. Que si à la mort du Sereniſſime Grand Duc, le Sereniſſime Prince Infant ne se trouve pas en Toscane, & que la Sereniſſime Electrice survive, elle pourra & devra auſſi-tôt prendre, avec le Titre de Regente, au nom du Sereniſſime Infant alors Grand Duc, l'Adminiſtration du Gouvernement qu'elle gardera juſqu'à son arrivée dans leſdits Etats; & S. A. E. aura avec le

titre de Regente, & de Tutrice, le Gouvernement jusqu'à ce que le Prince Infant absent ou present ait sa dix-huitieme année accomplie, & même après les dix-huit ans accomplis, si le Sereniſſime Infant sortoit desdits Etats de Toscane.

XII. Que le Sereniſſime Infant alors Grand Duc, étant devenu Majeur, il devra admettre la Sereniſſime Electrice dans tous les Conseils d'Etat, de Grace & de Justice, & conferer à sa nomination les Charges civiles & œconomiques, les Benefices & Dignitez Eccleſiaſtiques, & laiſſer à S. A. E. la Surintendance des lieux pieux & de l'Academie de Piſe.

XIII. On invitera & priera de la part de Sa Majeſté Carholique & de S. A. R. Sa Majeſté Imperiale, Sa Majeſté Très-Chrétienne, Sa Majeſté Britannique, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, de garantir la preſente convention que Sa Majeſté Catholique, au nom du Sereniſſime Infant & Son Alteſſe Royale s'obligent de ratifier, & de faire échanger les Ratifications ici à Florence au bout de trois mois à compter du jour de la Signature, ou plûtôt ſi faire ſe peut.

En

En foi de quoi nous les Miniſtres Plenipotentiaires ſouſcripts de S. M. C. & de S. A. R. le Grand Duc, en Vertu de nos pleins-pouvoirs que nous nous ſommes reciproquement communiquez, & dont Copie ſera miſe à la ſuite du preſent Traité & convention de Famille, nous avons ſigné & appoſé le Sceau de nos Armes; fait à Florence le 25. Juillet 1731.

Signé,

(*L.S.*) FRA SALVATORE ASCANIO.

(*L.S.*) CARLO RINUCCINI.

(*L.S.*) JACOPO GIRALDI.

[BB.]

1720. RENONCIATION *du Roi d'Eſpagne aux Etats Demembrez de ſa Couronne & poſſedez par l'Empereur*, tiré de l'Europæiſche Ruhe.

NOS PHILIPPUS, Dei gratiâ Rex Caſtiliæ, Legionis, Arragoniæ, utriuſque Siciliæ, Hieroſolymæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricæ, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltariæ, Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Inſularum & continentis Maris Oceani, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcelonæ, Dominus Biſcayæ & Molinæ, &c. Notum facimus omnibus præſentibus & futuris. Poſtquam, poſt immatura fata Sereniſſimi olim & Potentiſſimi Principis Caroli II. Hiſpaniarum & Indiarum Regis recol. mem. ob cauſam Succeſſionis in ſua Regna, durum diuturnumque bellum ortum ſit, quod univerſam pe-

nè

nè Europam diu fœdèque afflixit, neque componendis litigiis, ii qui Trajecti ad Rhenum, Badæque Helvetiorum celebrati fuere conventus adeò ex integro suffecerint, quin recens in Italiâ bellum eruperit, Divinâ bonitate factum esse, ut collatis amicis consiliis, reque maturè deliberatâ ac discussâ; die secundâ mensis Augusti Anni 1718. Londini inter Serenissimum ac Potentissimum Galliæ Regem Ludovicum XV. sub Tutela Serenissimi Principis Philippi Ducis Aurelianensis, Regni Galliæ pro tempore Regentis agentem, necnon Serenissimum ac Potentissimum Magnæ Britanniæ Regem Georgium, Ducem Brunsvico-Luneburgensem, Sacri Romani Imperii Electorem, certi Pacificationis Fœderumque Articuli conclusi, signatique fuerunt, eo unicè collimantes, quo alma Pax inter Principes, quibus ea jam constat, magis semperque magis firmetur, inter eos verò qui adhuc dissident, quantocyus revocetur ac refloreſcat, atque adeo hoc tantum pacis beneficium, sublatis è medio simultatibus, universæ Europæ commune tandem reddatur: ad assequendum verò tam salutarem scopum haud alia certior via visa sit, quam per ipsos hosce Tractatus ad mentem & normam præceden-

cedentium separationem perpetuam Coronarum Hispaniæ & Galliæ denuò immutabili lege (cui salus totius Europæ innixa est) stabilire, atque stato inter Europæ Principes virium æquilibrio, justaque commensuratione, unio plurium Coronarum in unum idemque Caput ac lineam avertatur providere, aliaque commoda & emolumenta Nobis, ac iis Principibus, qui istius Pacificationis Fœderumque socii sunt, aut iis accesserunt asserere, prout latius in dictis conventionum Articulis continetur.

Cum verò istorum Tractatuum partem constituat renunciatio in Regna, Ditiones & Provincias, quæ, vel quas Sua Majestas Cæsarea in Italia & in Belgio jam possidet, aut ei vigore præsentis Tractatûs obvenient, abdicatioque universorum Jurium, Regnorum & Provinciarum in Italia, quæ olim ad Monarchiam Hispanicam pertinuerunt, à Nobis facienda.

Quod Nos ob insitum Nobis Pacis studium atque in salutem tranquillitatemque publicam amorem omni aliâ ratione potentiorem, utque omnem à Nobis siniſtræ suspicionis ansam removeremus; Juribus nostris in dicta Regna, Ditiones & Provincias cedere decrevimus, dictumque Tractatum die 26. Januarii

nuarii nuper Madriti cùm ipsi acceptaverimus, tum à Plenipotentiario nostro Hagæ-Comitum subscribi mandaverimus, quod & die decimâ septimâ Februarii proximè elapsi solenniter factum fuit, scilicet statum Europæ luctuosissimum impendentemque tot Populis & Nationibus, ni votis amicorum Principum cederemus, stragem commiserati, commoti quoque iis, quæ in Præfato Tractatu continentur, emolumentis, in hanc Regnorum, Ditionum, Provinciarum & Jurium cessionem & abdicationem devenimus; præsertim, quod per Cæsaris in Hispaniarum Indiarumque Regna renunciationem jam ea quoque renunciatio, quam Nos in Regnum & Coronam Galliæ pro Nobis nostrisque Posteris sub quinta Novembris Anno millesimo septingentesimo duodecimo in favorem Serenissimi Ducis Aurelianensis facimus, atque in Hispania in Legem abiit, Renunciationique Suæ Cæsareæ Majestatis ceu conditioni innixa est, plenum suum vigorem & effectum sortiatur, pariterque per eam illæ Renunciationes, quas Serenissimus olim Dux Bituricensis vigesimâ 4. die Mensis Novembris Anno millesimo septingensimo duodecimo Marlii, & præfatus Serenissimus Dux Aurelianensis die decimâ

cimâ nonâ ejuſdem Menſis & Anni Pariſiis fecerunt, & per Tractatus Trajectenſes undecimâ die Menſis Aprilis Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio confirmatæ fuere, convalidentut, atque adeò perpetuâ & immutabili jam lege ſtatutum ſancitumque permaneat, quod nullo unquam tempore Monarchiæ Galliæ & Hiſpaniæ in unam eandemque Lineam coaleſcere valeant.

His igitur tantis rationum momentis inducti, neve optatiſſimam Pacem univerſalem quietemque Europæ, quæ in binâ iſtâ Renunciatione conſiſtere cenſetur, diutius remoraremur, animo deliberato ac maturo conſilio, vigore præſentium cedimus, abdicamus & renunciamus pro Nobis, Succeſſoribus, Deſcendentibus & Poſteris Noſtris, Maribus & Fœminis, omnibus rationibus, Juribus, Actionibus & Prætentionibus, quæ Nobis in ſuprafata Regna, Ditiones ac Provincias à Suâ Majeſtate Cæſareâ in Italiâ & Belgio in præſens poſſeſſa, & vi præfati Tractatûs poſſidenda competunt, aut competere poſſent, quæ inter, præter Marchionatum Finalienſem à Suâ Majeſtate Cæſareâ Reipublicæ Genuenſi Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio ceſſum, diſertè quoque Regna Siciliæ atque Sardiniæ juxta leges

in Tractatu expressas comprehensa intelliguntur, videlicet, ut Regnum & Insula Siciliæ apud Suam Majestatem Cæsaream ejusque Hæredes Successores ac Posteros perpetuis futuris temporibus, sublato penitus omni Jure Reversionis ad Coronam Hispaniæ, remanere: Regnum & Insula verò Sardiniæ ab eadem, mox ab occupatione in Regem Sardiniæ, Ducem Sabaudiæ retrocedi & tradi, reservato in illud, quando Posteritas atque Agnatio mox dicti Serenissimi Sardiniæ Regis deficere aliquando contingeret, ad Coronam Hispaniæ Reversionis Jure, debeat; idque omne Jus nostrum ad prædicta Regna, Ditiones & Provincias olim ad Monarchiam Hispanicam pertinentia, nunc verò à Suâ Majestate Cæsareâ possessa & possidenda, in modo dictam Suam Majestatem Cæsaream, ejusque Hæredes, Successores ac Posteros, Mares & Fœminas, ex certâ scientiâ, sponte, liberèque harum vigore transferimus & abdicamus, renunciantes pro Nobis nostrisque Hæredibus, Descendentibus & Successoribus nostris, omnibus rationibus & juribus quæ Nobis, aut ipsis in dicta Regna, Ditiones & Provincias quomodocunque, sive Jure Sanguinis, sive ex pactis antiquis & Legibus Regni competunt, aut competere quacunque ratione possent. Con-

Confirmamus approbamusque istam à Nobis factam Renunciationem Regnorum, Insularum Ditionum ac Provinciarum in Italiâ & Belgio sitarum, volentes ac statuentes, Renunciationem istam habere vim Legis publicæ & Sanctionis Pragmaticæ, & ut ita ab omnibus Regnorum nostrorum & Provinciarum Subditis, & speciatim ab Ordinibus Regni, quas vulgò *las Cortes* appellant, recipiatur, executionique mandetur, non obstantibus quibuscunque Legibus, Sanctionibus, Pactis & Consuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantum ad hunc actum expesse derogamus, supplentes omnes, si qui forent, defectus Juris & Facti, Stili & Observantiæ, renunciantes quoque omnibus beneficiis Juris, in specie Restitutioni in integrum, prout & exceptionibus quibuscunque excogitabilibus, etiam læsionis enormis & enormissimæ, cui & quibus omnibus deliberatè spontè & ex certa scientia renunciamus, easque pro rejectis, nullis, renunciatisque habere volumus, seriò sanctèque spondentes nos Suam Majestatem Cæsaream, ejusque Posteros, Hæredes ac Successores utriusque Sexûs in tranquilla & pacifica possessione Regnorum, Principatuum, Ditionum ac Provinciarum, quæ olim ad

Coro-

Coronam Hiſpaniæ pertinuerunt, atque à Sua Majeſtate Cæſareâ actutum jam poſſidentur, vel quæ & quas vi Tractatûs ei ceſſimus, aut cedere debemus, eſſe permiſſuros, neque eos vi hujus Renunciationis ullo unquam tempore, ſive armis ſive alio quocunque modo eſſe turbaturos aut moleſtaturos, quin bellum, quod ipſis pro revindicandis dictis Regnis, Ditionibus ac Provinciis à Nobis aut Succeſſoribus noſtris inferretur, vel ex nunc illicitum & injuſtum, bellum è contra, quod Nobis ab ipſis, aut ipſis deficientibus, ab iis qui in iſtam Regnorum, Ditionum ac Provinciarum Succeſſionem vocati ſunt, defendendi ſui cauſa inferretur, licitum ac juſtum pronunciamus. Quod ſi fortè ad hunc Renunciationis noſtræ actum aliquid amplius quàm hîc expreſſum eſt, deſideraretur, id omne ex præcitato Tractatu Londini inito, qui unica baſis, regula ac norma hujus Noſtræ Renunciationis eſt, ac per omnia eſſe debet, ſuppleri ac pro ſuppleto haberi volumus, Verbo noſtro Regio promittentes ea omnia que in hocce ceſſionis Inſtrumento continentur, ſanctè religioſèque obſervaturos, tum à noſtris Poſteris & Succeſſoribus Subditiſque noſtris eſſe curaturos obſervari.

In cujus fidem, vim, majuſque robur, hunc Ceſſionis & Renunciationis Actum fieri mandavimus, juramento corporali, tactis ſanctis Evangeliis, interpoſito à, quo abſolutionem nec petemus Nos unquam, neque ab alio fortè petitam, aut etiam ultro oblatam admittimus. Præſenſque Renunciationis Inſtrumentum manu propriâ ſubſcripſimus, coram infraſcripto noſtro Statûs Secretario, & ad hunc Actum auctoritate Regiâ Notario Publico creato, Regioque noſtro Sigillo munivimus in præſentiâ Teſtium, ſcilicet: D. Caroli de Borza & Zentellas Indiarum Patriarchæ, magnique noſtri Capellani & Eleemoſinarii, D. Reſtayni Cantelmi Ducis de Popoli, Velleris Aurei inſignis Ordinis, nec non Sancti Spiritûs Equitis, noſtrorumque Exercituum Generalis, ac Regiæ Militiæ vulgò *Guardias de Corps* Præfectis; D. Alvari Bazan de Benavides, Marchionis Sanctæ Crucis, Regiæ noſtræ Cameræ intimi Cubicularii, ac Sereniſſimæ Regiæ Domûs Moderatoris; C. Il defonſi Manriquez Ducis del d'Arco, pariter Regiæ noſtræ intimi Cubicularii, ac magni Venatoris; D. Victoris Amadei Ferreri Fieſcii Principis de Maſſerano, inſignis Aurei Velleris Ordinis Equitis, Regiæ noſtræ Cameræ intimi Cubi-

Cubicularii, ac noſtrorum Exercituum Generalis Locumtenentis. Hoc cum altero parili Renunciationis Inſtrumento Suæ Cæſareæ Majeſtatis commutandum eſt. Datum in Monaſterio Regio Sancti Laurentii die vigeſimâ ſecunda Junii anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo,

(*L.S.*) PHILIPPUS R.

[CC.]

1721. GARANTIE *de la Renunciation précédente pa la France & la Grande-Bretagne*, tiré du Corps Diplomatique.

COmme dans le Traité de la Quadruple Alliance conclu & ſigné à Londres le 2. Août 1718. il a été accordé & convenu, que Sa Majeſté Imperiale, d'une part, renonceroit à tous ſes Droits & prétentions ſur la Couronne d'Eſpagne; & le Roi d'Eſpagne, d'autre part, renonceroit pareillement à tous ſes Droits & prétentions ſur les Royaumes, Provinces & Domaines, qui ont ci-devant appartenu à la Monarchie d'Eſpagne en Italie & dans les Païs-Bas, mais qui ſont préſentement poſſedez par Sa Majeſté Imperiale; & qu'à

qu'à cet effet, ils auront soin d'en faire expedier dans la meilleure forme des Actes solemnels de Renonciation, & de les faire remettre audit lieu convenable : Mais comme l'Instrument de Renonciation exhibé de la part de Sa Majesté Catholique, exprime à la vérité, & statue, que ladite Renonciation aura force de Loi publique & de Pragmatique Sanction, & doit être ainsi reçuë & mise à execution par les Etats du Royaume d'Espagne, communément appelez *les Cortes*, & que néanmoins elle n'a point été acceptée & confirmée dans l'Assemblée des susdits Etats ; ce que pourtant Sa Majesté Imperiale, soûtient devoir être fait duëment & suivant la coûtume : Afin donc que le manquement de cette solemnité ne puisse à l'avenir, en quelque tems que ce puisse être, porter préjudice à Sadite Majesté Imperiale, & pareillement afin que le defaut de solemnités quelconques qui pourroient manquer, pour confirmer la Renonciation de Sa Majesté Imperiale, ne puisse à l'avenir porter du préjudice à Sa Majesté Catholique, Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne, pour remplir l'office d'Amis communs, pour obtenir le but qu'ils se sont roûjours proposez d'affermir la tranquillité

quillité de l'Europe, & pour lever toutes les difficultez qui pourroient empêcher l'échange des susdits Instrumens de Renonciation, & s'opposer ou causer en quelque maniere que ce soit, du retardement à la Paix entre Sa Majesté Imperiale & le Roi d'Espagne, ils s'engagent par les Presentes à Leurs Majestez Imperiale & Catholique & à leurs Successeurs aux Royaumes & Provinces réciproquement cédez par lesdites Renonciations, & ils se declarent envers les mêmes pour cautions & Respondans, communement Garants : Que si l'approbation & confirmation de la Renonciation de Sa Majesté Catholique qui doit être faite par lesdits Etats du Royaume d'Espagne, de même, que si les solemnitez qui peuvent être requises pour une plus grande confirmation & autorité de la Renonciation de Sa Majesté Imperiale, ne s'ensuivent pas, ni S. M. I. ni le Roi d'Espagne, ni leurs Héritiers & Successeurs, ne pourront en aucuns tems à venir prétendre, objecter ou alleguer la nullité de l'une ou de l'autre desdites Renonciations de part & d'autre, à raison ou sous pretexte de quelque défaut de formalité que ce soit, & en particulier à l'égard de la Renonciation du Roi d'Espagne,

en ce qu'elle n'a point été approuvée & confirmée par les susdits Etats ou Cortes. Et au cas que contre toute attente de Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne, cela vint à arriver, alors la presente Garantie en faveur de l'Empereur des Romains & du Roi d'Espagne doit tenir lieu de toute-chose quelconque qui pourra être desirée pour la perfection desdites Renonciations, & specialement du manquement d'approbation des Etats d'Espagne; & quelque autre defaut que ce soit de l'une & de l'autre part desdites Renonciations doit être suppléé, &tenu pour suppléé & par ladite Garantie, s'obligeans conjointement & en particulier en vertu des presentes, comme aussi elles s'y reconnoissent engagées suivant la teneur de la Quadruple Alliance, qu'en ce cas elles veulent & doivent maintenir, defendre & garantir Leurs Majestez Imperiale & Catholique, leurs Heritiers & Successeurs aux Royaumes & Domaines qu'ils se sont reciproquement cedez, contre toute violence ou empêchement, qu'elles & leurs Successeurs pourroient ou entreprendroient de se causer ou susciter l'un à l'autre, d'une & d'autre part, sous ledit pretexte de nullité ou de quelqu'autre manque

quement dans lesdites Renonciations.

Ce present Instrument de Garantie sera pour plus grande force dûement confirmé par les Ratifications de Sa Royale M. B. & de Sa Royale M. T. C. & dans le même tems que les Instrumens des Renonciations de S. M. I. & de S. M. R. C. seront échangez à Londres, les Actes des Ratifications seront aussi remis en même lieu aux Ministres de l'Empereur & du Roi Catholique.

En foi dequoi, nous soussignez Ministres de S. R. M. B. & de S. R. M. T. C. munis des ordres suffisans pour cet effet, avons signé ce double Instrument, & l'avons confirmé de nos Sceaux. *Fait à Paris le* 27. *du mois de Septembre* 1721.

Signé.

ROBBERT SUTTON.

LE BLANC.

[DD.]

1718. RENONCIATION *de l'Empereur à la Couronne d'Eſpagne*, tiré de l'Europæiſche Ruhe.

NOs Carolus VI. Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Gueldriæ, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ & Wurtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritæ, & Namurci, Landgravius Alſatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus præſentibus & futuris. Poſtquam immatura fata Sereniſſimi olim & Potentiſſimi Principis Caroli II. Hiſpaniarum & Indiarum Regis recol. mem. ob cauſam ſucceſſionis in ſua Regna, durum,

rum, diuturnumque Bellum ortum sit, quod universam penè Europam diu, fœdèque afflixit, neque componendis litigiis, ii, qui Trajecti ad Rhenum, Badæque Helvetiorum celebrati fuere conventus, adeo ex integro sufficerint, quin recens in Italiâ Bellum eruperit, Divinâ bonitate factum esse, ut collatis amicis consiliis, reque maturè deliberatâ ac discussâ, die secundâ mensis Augusti hujus anni 1718. Londini Nos inter & Serenissimum ac Potentissimum Galliæ Regem Ludovicum XV. sub tutela Serenissimi Principis Philippi Ducis Aurelianensis, Regni Galliæ pro tempore Regentis agentem; necnon Serenissimum ac Potentissimum Magnæ Britanniæ Regem Georgium, Ducem Brunsvico-Luneburgensem, Sacri Romani Imperii Electorem, certi pacificationis, Fœderumque Articuli concluſi, signatique fuerint, eo unicè collimantes, quo alma pax inter Principes, quibus ea jam constat, magis firmetur, inter eos verò qui adhuc dissident, quantocyus revocetur, ac refloreſcat, atque adeo hoc tantum pacis beneficium, sublatis è medio simultatibus, universæ Europæ commune tandem reddatur; ad assequendum verò tam salutarem scopum haud alia certior via visa sit,

quam per ipsos hosce Tractatus ad mentem, & normam præcedentium, separationem perpetuam Coronarum Galliæ, & Hispaniæ, itidem separationem perpetuam Hispaniarum & Indiarum à Statibus, quos nunc possidemus, & vi Tractatûs possidere debemus, denuo immutabili Lege (cui salus totius Europæ innixa est) stabilire, atque ut stato inter Europæ Principes virium æquilibrio, justaque commensuratione, unio plurium Coronarum in unum idemque Caput ac Lineam avertatur, providere ac alia commoda, & emolumenta Nobis, ac iis Principibus, qui istius pacificationis, Fœderumque Socii sunt, aut iis accedere vellent, asserere, prout latius in dictis conventionum Articulis continentur.

Cum verò istorum Tractatuum partem constituat Renunciatio in Regna Hispaniarum & Indiarum à Nobis facienda; quod Nos ob insitum nobis Pacis studium, atque in salutem tranquillitatemque publicam amorem omni aliâ ratione potentiorem, utque omnem à Nobis sinistræ suspicionis ansam removeremus, juribus Nostris in dicta Hispaniarum ac Indiarum Regna cedere decreverimus, dictum Tractatum Londini per Plenipotentiarios nostros sub-

ſubſcribi mandaverimus, ſcilicet ſtatum Europæ luctuoſiſſimum, impendentemque tot Populis & Nationibus, ni voris amicorum Principum cederemus, ſtragem commiſerati, commoti quoque iis quæ in præfato Tractatu continentur, emolumentis, in hanc Regnorum Hiſpaniarum & Indiarum ceſſionem & abdicationem devenimus, præſertim quod per illam ea quoque, quam Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps Philippus V. Hiſpaniarum & Indiarum Rex in Regnum & Coronam Galliæ pro ſe ſuiſque Poſteris ſub 5. Nov. 1712. in favorem Sereniſſimi Ducis Aurelianenſis fecit, atque in Hiſpaniâ in legem abiit, noſtræque ceu conditioni innixa eſt, plenum ſuum vigorem & effectum ſortiatur, pariterque per eum illæ Renunciationes, quas Sereniſſimus Dux Bituricenſis 24. die menſis Novembris 1712. Marly, & præfatus Sereniſſimus Dux Aurelianenſis die 19. ejuſdem menſis & anni Pariſiis fecerunt, & per Tractatus Trajectenſes 11. die menſis Aprilis 1713. confirmatæ fuere, convalidentur, atque adeò perpetuâ & immutabili jam Lege ſtatutum ſancitumque permaneat, quod nullo unquam tempore Monarchiæ Galliæ & Hiſpaniæ, in unam eandemque Perſonam, nec in unam

eandemque lineam coaleſcere valeant.

His igitur tantis rationum momentis inducti, neve optatiſſimam Pacem univerſalem, quietemque Europæ, quæ in binâ iſtâ Renunciatione conſiſtere cenſetur, diutius remoraremur, animo deliberato ac maturo conſilio, vigore præſentium cedimus, abdicamus & renunciamus pro Nobis, Hæredibus, Deſcendentibus & Succeſſoribus noſtris, Maribus & Fœminis, omnibus Rationibus, Juribus, Actionibus & Prætentionibus, quæ Nobis in Regna Hiſpaniarum & Indiarum, Ditioneſque Coronæ Hiſpanicæ per Tractatus Trajectenſes, & per hos præfato Hiſpaniarum & Indiarum Regi conceſſas, competunt, aut competere poſſent, idque omne jus noſtrum in modo dictum Sereniſſimum Principem Philippum, Hiſpaniarum ac Indiarum Regem, ejuſque Poſteros, Hæredes ac Succeſſores, Mares & Fœminas, his vero quomodocunque deficientibus, in Domum Sabaudicam, juxta præfati Tractatûs tenorem, ac in eo ſtatutum ſuccedendi ordinem, videlicet in Sereniſſimum modernum Sardiniæ Regem, Ducem Sabaudiæ, Pedemontii Principem, Victorem Amedeum, ejuſque, Filios & Deſcendentes Maſculos ex legitimo Matrimonio

trimonio natos : & deficiente ejus Progenie Masculinâ, in Principem Amedeum à Carignano, ejusque Filios & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio procreatos : & deficiente quoque hujus Progenie Masculinâ, in Principem Emanuelem de Sabaudiâ, ejusque Filios & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos : iisque deficientibus in Principem Eugenium à Sabaudiâ, ejusque Filios & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos, ceu ab Infante Catharinâ Regis Philippi II. Filiâ oriundos, ex certâ scientiâ sponte liberèque harum vigore transferimus & abdicamus, renunciantes pro Nobis, nostris Hæredibus & Successoribus nostris omnibus rationibus & juribus, quæ Nobis aut ipsis in dicta Regna quomodocunque, sive jure sanguinis sive ex Pactis antiquis & Legibus Regni competunt, aut competere quacunque ratione possent.

Confirmamus, approbamusque istam à Nobis factam Renunciationem Regnorum Hispaniarum ac Indiarum, volentes ac statuentes, eam habere vim Legis publicæ & Sanctionis pragmaticæ, & ut ita ab omnibus Regnorum nostrorum & Provinciarum Subditis recipiatur, executionique mandetur, non

obſtantibus quibuſcunque Legibus, Sanctionibus, Pactis & Conſuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantum ad hunc actum expreſſé derogamus, ſupplentes omnes, ſi qui forent, defectus juris & facti, ſtyli, & obſervantiæ, renunciantes quoque omnibus beneficiis Juris, in ſpecie Reſtitutionis in integrum, prout & exceptionibus quibuſcunque excogitabilibus etiam læſionis enormis & enormiſſimæ, cui & quibus omnibus deliberatè, ſpontè & ex certâ ſcientiâ renunciamus, eaſque pro rejectis, nullis, renunciatiſque haberi volumus, ſeriò ſanctèque ſpondentes, Nos ſæpe fatum Principem modernum Hiſpaniarum & Indiarum Regem, ejuſque Poſteros, Hæredes & Succeſſores in tranquillâ & pacificâ poſſeſſione dictorum Regnorum eſſe permiſſuros, neque eos vi hujus Renunciationis ullo unquam tempore, ſive armis, ſive alio quocunque modo eſſe turbaturos aut moleſtaturos, quin Bellum, quod ipſis pro revendicandis dictis Regnis à Nobis aut Succeſſoribus noſtris inferretur, vel ex nunc illicitum & injuſtum bellum e contra quod Nobis ab ipſis, aut ipſis deficientibus ab iis, qui in iſtam Regnorum Succeſſionem vocati ſunt, defendendi ſui cauſa inferretur,

retur, licitum ac justum pronunciamus. Quod si fortè ad hunc Renunciationis nostræ Actum aliquid ampliùs desideraretur, id omne ex præcitato Tractatu Londini novissimè inito, quî unica basis, regula ac norma hujus nostræ Renunciationis est, ac per omnia esse debet, suppleri, ac pro suppleto haberi volumus. Verbo nostro Cæsareo Regio atque Archiducali promittentes, ea omnia, quæ in hocce Successionis, Abdicationis & Renunciationis Instrumento continentur, sanctè religiosèque observaturos, cùm Nos, tum à nostris Posteris & Successoribus Subditisque nostris esse curaturos observari. In cujus rei fidem, vim, majusque robur, hunc Cessionis, Abdicationis & Renunciationis Actum juramento corporali, à quo absolutionem nec petemus nos unquam, nec ab alio forte petitam, aut etiam ultro oblatam admittemus, tactis SS. Evangeliis in præsentia Testium infrascriptorum firmavimus, præsensque Renunciationis Instrumentum manu propriâ subscriptum Cæsareo-Regio & Archiducali Sigillo munitum, ad manus præfati Sereniſſimi Magnæ Britaniæ Regis deposuimus, Sereniſſimo ac Potentiſſimo Hiſpaniarum Regi tempore & modo in ipso Tractatu præscrip-

tis, extradendum, Acta hæc sunt Viennæ die 16. Septembris Anno 1718. Regnorum nostrorum Romani septimo, Hispaniarum decimo sexto, Hungarici verò & Bohemici octavo.

CAROLUS.

[EE.]

1720. CESSION *de la Sardaigne faite par l'Empereur au Roi de Sicile Duc de Savoye*, Copie Autentique.

VIctor Amedé : par la Grace de Dieu, Roi de Sardaigne, de Chypre & de Hierusalem, Duc de Savoye; de Montferrat, d'Aoste, de Chablais & de Genevois, Prince de Piemont & d'Oneille, Marquis d'Italie, de Saluces, de Suse, d'Ivrée, de Ceve & du Maro, d'Oristagno & de Sesane, Comte de Maurienne, de Geneve, de Nice, de Tende, & de Romont, d'Ast, d'Alexandrie, & de Gossiano, Baron de Vaud & de Faussigni, Seigneur de Verceil, de Pignerol & de Tarentaise, de la Lomelline & la Valsesia, Prince & Vicaire perpetuel du Saint Empire, en Italie, à tous ceux qui ces presentes

tes verront Salut. Ayant vû l'Acte de Ceſſion & de Remiſſion, fait par Monſieur le Prince d'Ottoiano, Dom Joſeph de Medicis, de Toſcane, des Grands d'Eſpagne, Duc de Sarno &c. au nom de nôtre très-Cher & très-Amé Frere l'Empereur des Romains, en qualité de ſon Commiſſaire Plenipotentiaire, muni du Pleinpouvoir neceſſaire, de l'Iſle & Royaume de Sardaigne & dependances, & d'Acceptation de Loüis des Portes Seigneur de Coinſin, Colonel d'un de nos Regimens d'Infanterie, & Lieutenant de Marechal dans nos Armées, en notre nom, & en qualité de notre Commiſſaire Plenipotentiaire, en vertu du Pleinpouvoir que nous lui en avons donné, de ladite Iſle & Royaume de Sardaigne, & dependances, duquel Acte, la teneur s'enſuit.

Nos Dom Joſeph de Medicis de Hetruria, Princeps de Ottoiano ex Proceribus Hiſpaniarum, Dux de Sarno, Campi venuſti Dominus, & in Regno Neapolitano unius militiarum Cohortis Ductor, & in hac parte Commiſſarius & Plenipotentiarius à ſua Majeſtate Cæſarea & Catholica, ſpecialiter Deputatus, tenore præſentium notum facimus; cum in Tractatu Pacificationis inter Sacram Cæſa-

Cæsaream Catholicam Majestatem, nec non inter Christianissimum & Magnæ Britanniæ Reges die 2. Augusti anni 1718. Londini inito inter cætera conventum fuerit, ut quando Hispaniarum Indiarumque Rex Philippus V. Sardiniæque Rex dicto Tractatui intra tempus statutum accederent, Regnum Sardiniæ Suæ Majestati Cæsareæ Catholicæ à Rege Hispaniarum Philippo V. restitui, id ipsum Regnum verò, cum ab eo dependentibus à Sua Majestate Cæsarea modo dicto Sardiniæ Regi, pro se suisque heredibus & successoribus masculis in dicto Tractatu nominatis illico cedi, ac in ejus supremum Regium Dominium transferri debeat. Porro uterque modo præfatus Rex dicto Pacificationi Tractatui Londinensi, sub inde intra præfixum & respectivè de communi contrahentium consensu prorogatum terminum accesserit quod nos nomine ac vice Suæ Majestatis Cæsareæ Catholicæ, vigore specialis mandati Commissionis, ac Plenipotentiæ à suâ Majestate nobis clementissimè concessæ, cujus tenor in fine præsentis Actus legitur, præfatum Regnum & Insulam Sardiniæ, unà cum suis annexis, connexis & dependentibus, & eo pertinentibus, Sacræ Majestati Regis Sardiniæ, Cypri, Hierusalem &c. Ducis

cis Sabaudiæ & Montis Ferati &c. Pedemontium Principis &c. in vim & executionem dicti Tractatus Londinensis, pro se, suisque hæredibus & Successoribus masculis, ad munus Domini Ludovici Desportes Domini de Coinsivi, unius Suarum Legionum Tribuni, locum tenentis Mareschalli, in suis exercitibus & sui Regii Commissarii hic præsentis & acceptantis, pro Sua Sacra Regia Majestate Regis Sardiniæ & suis Heredibus & Successoribus prædictis ad acceptandum hocce Regnum plenâ potestate muniti, prout ex tenore ejus mandati, pariter in fine hujus Actus appositi constat per hunc solemnem Actum in perpetuum cum pleno, supremo, & absoluto Dominio, & omni jure regio cedimus, tradimus, & abdicativè transferimus, declarantes propterea absolutos, pro ut vigore præsentis actus absolvimus omnes Regni ordines, à quocumque fidelitatis & subjectionis juramento, Suæ Majestati Cæsareæ præstito, cum assertione per dictum Dominum Ludovicum Desportes, nomine Suæ Majestatis Regis Sardiniæ facta, quod idem Rex Sardiniæ, libenti animo confirmabit, & observabit, prout vigore præsentis actus confirmat Leges, Privilegia, & Statuta, Regni prædicti, eodem modo & forma, quibus

quibus obſervabantur & reperiebantur in uſu, tempore dominationis ſuæ Majeſtatis Cæſareæ hicceque Ceſſionis, Traditionis, ac Tranſlationis prout & acceptationis Actus, intra ſpatium duorum menſium, aut citius ſi fieri poterit, à Sua Majeſtate Cæſarea Catholica, Suaque Majeſtate Regia Sardiniæ ratihabebitur, & Ratihabitionis Inſtrumenta mutuo extradentur. Datum Callari die octavo menſis Auguſti, anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo; præſentibus Dominis Archiepiſcopo Callaritanenſi Bernardo de Carmena & Penſa, Marchione de Albis, & Efiſio Eſquirro reſpectivè primis vocibus Brachiarum Eccleſiaſtici, Militaris, & Realis..

(*L. S.*) IL PRINCIPE D'OTTOJANO *Plenipotentiario e Commiſſario di S. M. Cæſarea Catholica.*

(*L. S.*) DESPORTES *Commiſſaire Plenipotentiaire.*

Nous ayant agreable le ſuſdit Acte de Ceſſion, de Remiſſion, & d'Acceptation, & un chacun des Points qui y ſont contenus avons icelui accepté, aprouvé, ratifié, & confirmé, acceptons, aprouvons, & confirmons, & le tout prometant en foi & parole de Roi, garder & ob-

observer inviolablement, sans aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, ni permettre qu'il y soit contrevenu en quelque sorte, ou maniere que ce soit. En temoin de quoi nous avons signé ces présentes de notre main, icelles fait contresigner par le Marquis del Borgo Secretaire de notre Ordre & nôtre Ministre & premier Secretaire, & à icelles fait apposer le sceau de nos Armes. Donné à Turin ce 24. d'Août 1720. & de notre Regne le septiéme signé.

(*L. S.*) V. AMEDEO. (*L. S.*) *Contre signé* DEL BORGO.

Plenipotentiarum Tabulæ à Sua Majestate Cæsarea concessæ Principi de Ottojano, pro receptione & remissione respectivæ Insulæ & Regni Sardiniæ.

NOS Carolus Sextus divina favente clementiâ electus Romanorum Imperator semper Augustus, Germaniæ, Hispaniæ, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ Croatiæ, Sclavoniæque Rex, Archidux Austriæ Dux, Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ & Wirtembergæ, Comes Habs-

Habſpurgi , Flandriæ , Tyrolis & Goritiæ, &c. vigore præſentium notum teſtatumque facimus univerſis quorum intereſt, aut intereſſe quandocumque poteſt, quod nos Illuſtriſſ. & Magn. Domino Joſepho de Medicis , de Hetruria Principi Ottojano , è Proceribus Hiſpaniarum , Duce de Sarno , Campi venuſti Domino , & in Regno noſtro Neapolitano unius militiarum Cohortis Ductori , poteſtatem plenam fecerimus prout vigore præſentiarum facimus , ut is nomine ac de mandato noſtro Regnum Sardiniæ nobis à Rege Catholico Philippo V. vi Tractatûs Londini die 2. Auguſti anni 1718. initi , ac ſubinde à præfato Rege die 17. Februarii nuper ſolemniter acceptati reſtituendum , & cedendum ab eo , vel iis qui ad id à memorato Rege Cat. facultate debita munitus, vel muniti , fuerint , in ſuas manus ac poteſtatem , atque in ſupremum Regium noſtrum Dominium , cum omnibus fideliſſimis Regni Ordinibus , univerſiſque , tam Eccleſiaſticis , quam civilibus & militaribus ſubditis, ac Vaſſallis recipiat , eoſque omnes & ſingulos , poſtquam ii prius à juramento , fide , ac ſubjectione Regi Catholico fortè antea præſtitis abſoluti fuerint , in noſtram poteſtatem ac tutelam reaſſumat , fidemque

que noſtram de conſervandis earum juribus, ſtatutis, ac privilegiis interponat, quod ubi peractum fuerit, poteſtatem ac facultatem ſupra eidem collatam, ulterius eatenus extendimus, & ampliamus, mandantes, ut Regni Ordines, ſubditos & Vaſſallos, denique Incolas ejuſdem omnes, & ſingulos cujuſcunque Sexûs, dignitatis, ſtatûs, & conditionis ſint à fide & juramento nobis præſtito quantocius abſolvat, & pro abſolutis promulget, dictumque Regnum, ac jam iterum memoratos Regni Ordines, Subditos, & Vaſſallos, nemine excepto, eo modo, & formâ ac in præcitato Tractatu Londinenſi cautum, ac proviſum eſt in manus, poteſtatem, ac ſupremum Dominium, Sereniſſimi, ac Potentiſſimi Principis Victoris Amedei Sardiniæ Regis, Ducis Sabaudiæ, & Pedemontium Principis, pro ſe ſuiſque Hæredibus maſculis, & Succeſſoribus, de manu in manum tradat, juſque omne quod in dictum Regnum nobis competit aut competiit, in præfatum Sardiniæ Regem, aut eum vel eos, qui ab eo ad id poteſtatem habent, ſub expreſſa tamen reſervatione, Regni Regnicolarumque jurium, ſtatutorum ac privilegiorum, cedat, ac transferat, denique ea omnia agat, præſtet,

tet, & perficiat, quæ ipsi nos in hocce solemni receptionis, cessionis, ac translationis Actu agere, præstare ac perficere possumus, aut præstare vigore sæpius citati Tractatus Londinensis tenemur, volentes, ac mandantes, ut præfatus Commissarius noster, super hujusmodi receptionis, cessionis, ac Translationis Actu plura instrumenta solemnia in perpetuum rei monumentum, & fidem confici jubeat, eorumque alterum nobis reservet, alterum Regni Sardiniæ & tertium ipsis Regni Ordinibus extradat, verbo Cæsareo, Regio, atque Archi-Ducali pro Nobis Hæredibus, & Successoribus promittentes, Nos ejusmodi à Commissario nostro in Regem Sardiniæ factam cessionem, ac Regni translationem pro se, suisque Hæredibus, & Successoribus Masculis, qui in sæpius repetito Tractatu Londinensi nominatim exprimuntur pro ritè, validèque facta habituros; ac perpetuo agnituros, nullum amplius jus, vel actiones in præfatum Regnum, unquam esse prætensuros, quibus utpotè virtute hujus cessionis ac Translationis, in perpetuum abdicamus, ac pro cessatis, abdicatis, & abolitis, habere declaramus; in quorum fidem, præsentes manu nostra subscripsimus, atque appenso nostro

Si-

Sigillo, communiri fecimus. Datum in Arce noſtra Laxemburgi die duodecima menſis Junii anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo; Regnorum noſtrorum Romani nono, Hiſpaniarum decimo ſeptimo, Hungarici verò, & Bohemici decimo.

CAROLUS,

PHIL. LUD. COMES A SINZENDORF.

Ad mandatum Sacræ Cæſareæ & Cat. Regiæ Majeſtatis proprium Johannes Buol Sacr. Rom. Imp. Eques.

[FF.]

1718. TRAITÉ *de Paix entre les deux Cantons Proteſtans Zurich & Berne, & les cinq Cantons Catholiques Lucerne, Uri, Schvveiz, Undervvalde & Zug.* Traduit de l'Allemand.

SOit Notoire à tous & un chacun, qu'aiant été conclu & réglé le 18. Juillet, un véritable Traité de Paix entre les Cantons Proteſtans de Zurich & Berne d'une part, & ceux de Lucerne & Uri d'autre part, ainſi qu'il a été mis par écrit dans un acte ſeparé, dreſſé, ſigné & ſcellé par les Deputez & Plenipotentiaires, en vertu des pleins-pouvoirs de leurs Seigneurs & Maitres, les Cantons de Schweiz, Underwalde & Zug n'ont point voulu accepter ce Traité de Paix qui leur a été donné par écrit; en ſorte que les affaires pendant cette incertitude ont donné lieu, ainſi qu'il eſt connu à des hoſtilitez & guerres plus grandes que jamais. C'eſt ce qui a fait prendre la réſolution à Meſſieurs les Deputez des XXII. Cantons confederez de ſe raſſembler de nouveau à Arrau, où après avoir declaré par

par écrit & s'étant communiqué les pleins-pouvoirs reçûs de leurs Seigneurs & Maitres pour le Traité de Paix ont tant fait à force de soins & de peines, & un travail infatigable, qu'à present, grace au Ciel, tout sujet de mesintelligences & de discorde est levé accommodé & terminé, aiant conclu & reglé tout pour la conservation mutuelle.

I. Les Cantons interessez, de Zurich, Berne, Lucerne & Uri, qui ont véritablement accepté, souscrit & signé le Traité de Paix du 18. Juillet, & les Cantons de Schweiz, Underwalde, Haut & bas Kernwalde, Zug & le Bailliage *dem Auſſern Ambs* qui pour lors ne l'ont point voulu agréer, declarent à present en vertu du plein-pouvoir susmentionné, qu'ils acceptent & ratifient unanimement le susdit Traité de Paix, promettant d'accomplir de bonne foi, & en entier tous & chacun des articles de cette convention.

II. Au lieu que la Ligne de la Frontiére des Baillages libres étoit posée par ledit Acte, de maniére qu'elle commençoit au dessous du Couvent d'Hermetswyl, allant par dessus Sarmenstorff jusqu'à Fahrwangen, elle sera presentement tirée depuis Lunckhosen jusqu'à Fahrwangen, ainsi que tout ce qui est

au

au dessous de la ligne (sauf & reservé au Canton de Glaris ses droits & prétentions) demeurera aux deux Cantons de Zurich & de Berne, & ce qui reste au dessus de ladite Ligne sera aux VII. autres Cantons, de sorte que la ligne, ainsi qu'elle a été marquée dans le premier Acte, ne designera rien, mais qu'à un chacun demeureront ses droits comme auparavant. Et afin qu'il n'y ait plus de disputes, on aura soin de marquer & de regler ces limites le plûtôt qu'on pourra.

III. On laissera aussi aux deux Cantons de Zurich & Berne la Ville de Rapperschwyl, avec le Pont, Jurisdiction, Impôts & tout ce qui en depend, (cependant sans & reservé les Droits du Canton de Glaris) suivant la Teneur de la capitulation faite le 1. d'Août de cette année-ci, entre les Cantons de Zurich & Berne, & le Bailli & Magistrat de Rapperschwyl; de même aussi on leur cedera le Village de Hurden qui est vis à vis, & avec cela encore de plus le District autour de trois mille pieds ordinaires, étant avec cela convenu, que ledit Village de Hurden & ses Habitans seront conservez & protegez sans qu'on les empêche aucunement dans le libre & paisible exercice de la Reli-

Religion Catholique Romaine, & dans les Libertez, Droits & Privileges, tant Eccleſiaſtiques que Seculiers, les laiſſant comme auparavant joüir des Droits & de l'uſufruit qu'ils ont dans le Territoire de Schweiz. Avec cela on eſt convenu qu'on n'élevera de part & d'autre ni des fortifications ni des Redoutes autour dudit Hurden, & que celles même qui avoient été nouvellement élevées ſeront raſées, pour établir & pour confirmer d'autant plus une mutuelle & parfaite intelligence & confiance entre les deux voiſins.

I V. On recevra le Canton de Berne comme aſſocié au Gouvernement à Thourgouw, Rheinthal, Sargans & dans les autres Diſtricts des Bailliages libres, de la maniere que ledit Canton aura l'adminiſtration des Bailliages qui y ſont, d'abord que le Terme d'Adminiſtration du Canton de Zurich ſera écoulé.

V. Dans ce Traité ſeront compris tous les Confederez, & tous ceux qui ſont ſous la Protection des Confederez, & particulierement auſſi tous ceux qui auront aſſiſté l'un ou autre Parti de leurs conſeils & de leurs armes.

V I. Tous les lieux intereſſez déclarent, de vouloir laiſſer joüir d'une Amniſtie veritable tous ceux, qui pendant le temps des troubles précedens peuvent

avoir offencé l'un ou l'autre partie, soit en prenant les armes contre l'un, ou en négligeant de l'assister contre l'autre. De même aussi ceux, qui ont été obligez de se rendre aux deux Cantons, & qui se sont jettez sous leur Protection, ou qui ont voulu s'y mettre & qui cependant sont à présent renvoyez à leurs premiers Magistrats & Maîtres, n'en seront ni responsables ni punis.

VII. Les prisonniers de Guerre seront échangez de part, & d'autre, après l'entier payement des dépens qu'on a faits pour leur subsistance, & puisque les deux Cantons en ont grande quantité tant par raport au nombre qu'à leur qualité, ils promettent de les mettre en liberté sans aucune rançon, après qu'on leur aura seulement rembourſé les depenses qui ont été faites pour leur subsistance, d'abord que le Traité de Paix sera publié, pour témoigner aux cinq Cantons leur amitié en qualité de Confederez. Et en même temps ils rétablissent dans tous les lieux & endroits des Confederez le libre Commerce comme auparavant. Pareillement on satisfera de part & d'autre toutes les marchandises, Prétentions & dettes actives & passives, qui ont existé avant la Guerre sous la Jurisdiction de l'un ou de l'autre parti.

VIII.

VIII. Quant au Prélat de St. Gal les choſes reſteront ainſi qu'on a pourvû dans le III. Art. du Traité de la Paix du 18. Juillet & comme les deux Cantons auront grand ſoin de terminer au plûtôt cette affaire avec ce Prélat, ainſi les cinq Cantons Catholiques prendront à tâche d'appuyer cette Paix de toutes leurs forces, tellement que ce differend puiſſe ſe vuider à l'amiable, pour ramener ainſi dans leur commune Patrie la Paix & la tranquillité.

Enfin tous Actes d'hoſtilité, comme Contributions & autres contrarietez ceſſeront, & les Troupes ſe retireront dans leurs Provinces, d'abord que la préſente Ratification, qui a été demandée par les Exprès aux cinq Cantons ſera remiſe & échangée de part & d'autre.

Et pour plus grande ſureté de ce qui a été dit ci-deſſus les Deputez des Cantons interreſſez ont ſigné le préſent Traité, en vertu du Pleinpouvoir reçu, & ont appoſé leurs Cachets ordinaires. Du reſte les XIII. Cantons déclarent au nom & en vertu de l'amitié Confederée, de vouloir garder, obſerver & entretenir ſincerement & inviolablement l'Alliance qui eſt entre eux, étant réſolu, que dans dix jours d'ici les précedens & le préſent Traité ſeront récueillis & mis enſemble

dans un Acte public & general, & comme les Confederez ont juſtement à cœur, d'entretenir une Paix durable, ils y mettront pour plus de ſûreté chacun en particulier leurs Sceaux. Fait & conclu à Arreau, ce 9. & 11. d'Août 1712.

(*L.S.*) JEAN JACOB ESCHER.
(*L.S.*) JEAN JACOB ULRICH.
(*L.S.*) S. FRISCHING.
(*L.S.*) C. STEIGER.
(*L.S.*) A. TSCHARNER.
(*L.S.*) J.M. SWEIZER A BUCHNAS.
(*L.S.*) C.A. AM RYN.
(*L.S.*) J.H. PUNDTINER.
(*L.S.*) J. SEBASTIAN JAUCH.
(*L.S.*) JOSEPH FRANZ EZIER.
(*L.S.*) NICOLAUS IM FELD.
(*L.S.*) SEBASTIAN REMIGIUS KAYZER.
(*L.S.*) JOSEPH IGNATIUS STULZ.
(*L.S.*) B. J. ZU LAUBER.
(*L.S.*) W. D. MULLER.
(*L.S.*) GALL LETVER.
(*L.S.*) OSWALD HEYLIN.

Traité de Paix & d'amitié entre les deux Cantons Zurich, & Berne d'une part, & son Altesse le Prélat de St. Gal d'autre part, ainsi qu'il a été conclu à Ergau dans la Principauté de Baden par Messieurs les Pacificateurs, & signé en vertu de leur Plein-pouvoir, & enfin ratifié par les Souverains des XIII. Cantons le mois d'Aout passé de l'an 1718.

AU nom de la très Sainte & indivisible Trinité, le Pere, le Fils, & le St. Esprit, Amen.

Soit Notoire à tous & à chacun; comme quelques differends, mesintelligences & discordes sont survenus entre les Cantons de Zurich & de Berne d'une part & son Altesse le Prince de Saint Gal d'autre part, au sujet des Griefs de Toggenbourg, lesquels malgré toutes les peines & soins qu'on ait pris & employez, sont cependant allé si loin, que la Justice divine a permis, qu'on a non-seulement fait tous les appareils de Guerre dans les Provinces du Prélat de Saint Gal, mais qu'on est venu aussi en effect plusieurs fois aux prises, les deux Partis susmentionnez portez

par un penchant naturel & amour pour la paix, ont consenti, que quelques-uns de leur corps s'assemblassent à Bade, quoiqu'au commencement sans caractere, lesquels avec l'aide de Dieu, & un travail infatigable, ont mené les affaires si loin, que pour faciliter le rétablissement de l'union conféderée & paix durable, ils ont mis les Articles suivans par écrit, & les ont signé étant munis de Pleinpouvoir, & ces Articles ont été ratifiez généralement de tous leurs Seigneurs & Maitres.

I. Le Prince & Prélat régnant de Saint Gal sera nommé & reconnu pour juste & légitime Souverain de Toggenbourg, & les Habitans dudit Toggenbourg lui rendront hommage de fidelité & d'obéïssance en cette qualité, cependant de maniere, que lesdits Habitans de Toggenbourg resteront librement & constamment dans leurs anciens Droits & Priviléges. Du reste quant à l'affaire qu'on a surtout debatue, ou est convenu de la maniere que les suivans articles le font voir.

II. Le Conseil de la Province sera composé de 60. Personnes, savoir 30. Catholiques & 30. de la Religion Protestante, lesquels seront choisis & appellez de tous les endroits du pays par les

les habitans mêmes, & ils resteront dans leurs charges si long-temps qu'ils se comporteront bien, & qu'ils seront en état de les administrer. On leur accorde aussi d'élire un Juge superieur & Vicaire, item un Boursier & *Sindic* qu'ils choisiront de tous les endroits du pays & des deux Religions. Quant aux Clercs, Commis & Officiers de la Justice, il dépendra du Juge d'en constituer le nombre necessaire & il gardera en même temps le Sceau de la Province, dont on se sert pour les affaires qui appartiendront au Conseil de la Province.

III. Le Conseil de la Province sera obligé d'avoir soin & de veiller sur les Droits, & Priviléges, & sur l'interêt commun du pays, & au cas qu'il eût des justes sujets de plaintes, il proposera l'affaire en tout respect au Prince Regnant le supliant d'y vouloir rémédier : Mais en cas qu'il n'en pût rien obtenir, il demandera du secours où il appartiendra, sans d'autres circonstances. De même son devoir sera d'imposer & de distribuer les Contributions, Charges & Impôts établis pour les frais de la Guerre, & de débattre les comptes, & autres choses semblables qu'il pourra traiter. Du reste il ne s'arrogera aucune connoissance des choses, qui dependent

particulierement du Prince, ou qui appartiendront aux autres Juriſdictions ordinaires.

IV. Le Serment des Conſeillers ſera tel qui ſuit ; Ils promettront d'appuier les interêts & le bien du Prince auſſi bien que celui du pays, d'avertir & de prévenir les dangers & dommages qui pourront arriver, d'être attentifs à la conſervation des Droits, Priviléges & Intérêts du pays, & de détourner par des voies douces & droits légitimes, tout ce qui y pourroit être contraire. De ſe rendre ſoigneuſement au Conſeil, châque fois, qu'ils y ſeront demandez, de diſpoſer des Contributions & Impôts d'une maniere équitable en bonne conſcience, & d'apporter dans toutes les affaires toute la fidélité, ſoin & prudence néceſſaire pour le bien & ſalut du pays,

V. Le Conſeil Provincial s'aſſemblera ordinairement tous les ans en un certain jour, pour y traiter & pour deliberer ſur les affaires du pays, & en cas qu'il y ſurvint quelque choſe, qui regardât le Prince, on le lui fera ſavoir ou à ſon Bailli avec tout Reſpect & ſoumiſſion, par deux ou trois Deputez du Conſeil.

VI. Si durant l'année on trouve qu'il ſoit néceſſaire d'aſſembler le Conſeil du

pays

pays hors le temps ordinaire, cela se pourra faire sans aucun obstacle, neanmoins il faudra avertir le Bailli le jour d'auparavant que le Conseil provincial a dessein de s'assembler le lendemain, & s'il survenoit alors quelque chose, qui regardât le Prince on le lui notifiera ou à son Bailli, avec le Respect accoûtumé, par deux ou trois Conseillers Deputez, comme il est dit ci-dessus.

VII. Outre cela le Conseil Provincial sera obligé d'assigner au temps & jour marqué tous les cinq ans, ceux qui ont l'âge de quatorze ans passez & n'auront pas encore prêté le serment de fidélité, pour les obliger de faire ce serment accoûtumé devant le Conseil, châque fois aussi que selon la coûtume la Communauté des habitans sera assemblée, on renouvellera solemnellement ledit serment de fidélité. De même aussi doit-on conferer dans ce temps, suivant les anciens Us & Coûtumes la place de Panner-her, par suffrage de la Communauté.

VIII. Quant au Tribunal Provincial de Justice il est réglé, qu'on prendra ordinairement le Bailli de Toggenbourg pour Président, & quant à l'Election des Juges, il appartiendra uniquement au Prélat de les commettre, & ils seront

au nombre de 24. de tous les Endroits du pays, étant pris des 22. plus anciennes Paroisses, savoir un de chaque Paroisse, & quant à Lichtenstein & Wertweil, deux de chacune; en sorte qu'on choisira pour cela des gens de probité & de bonne réputation, savoir douze de la Religion Protestante, & douze de la Religion Catholique Romaine.

IX. Les Juges seront obligez conformement au serment de se rendre avec exactitude au Tribunal chaque fois & quantes ils en seront requis, de rendre justice à tous ceux qui s'y présentent, au pauvre comme au riche & au riche comme au pauvre, aux Etrangers comme aux Habitans, sans être portées ni plus ni moins pour l'un que pour l'autre, sans prendre ni loier ni present, mais tout pour l'amour de Dieu, & en faveur de la Justice, sans distinction des personnes, & sans égard à la Religion, par-tout sans fraude & sans malice.

X. Le Tribunal sera pour jamais sous le pouvoir & la dépendance du Prélat & le tiendra en son nom.

XI. A ce Tribunal de Justice appartiendront tous les Procès criminels, pour y être jugez d'une maniere digne d'un Juge, & suivant leur serment. Il sera

composé uniquement du grand Bailli, des 24. Juges, & du Greffier de la Province, auquel Bailli & Juges il appartiendra de faire & d'expedier toutes les Ordonnances, Statuts & Constitutions du pays, comme Conseil d'Etat du Prince.

XII. Aucun des habitans ne sera empriſonné pour des fautes & crimes, qui n'ont point mérité la mort & qu'on punit de peine pécuniaire, savoir si le criminel est en état de satisfaire à la Justice.

XIII. On prendra les informations des affaires criminelles en présence du Bailli, du Grefier Provincial & de deux Juges du Tribunal, savoir l'un Catholique & l'autre Protestant, & on donnera au Prisonnier le nom de ceux qui deposeront contre lui avant qu'ils soient examinez sous serment, afin qu'il puisse faire ses justes & legitimes exceptions, en cas qu'il en eut contre les énonciations des témoins, qu'on lui comuniquera de même, pour la raison ci-dessus alleguée; sur tout les Depositions des accusateurs dans leurs propres afaires ne seront point reçues pour preuves valables, excepté ceux qui, en vertu de serment juré, doivent être admis, ou qui ne sont point interessez dans l'affaire.

XIV. Tous les Interrogatoires dans les affaires criminelles, soit qu'elles se fassent par les voies douces ou par la question se doivent faire en présence des susdits Juges, qui de leur côté se contenteront d'un salaire moderé.

XV. En cas que des sentimens differens survinssent entre les Examinateurs, & qu'on fut en doute, si les raisons seroient assez suffisantes, pour appliquer les criminels à la torture, on fera decider l'affaire devant la moitié des Juges en observant de choisir six Juges Catholiques Romains & six Protestans.

XVI. Si quelqu'un ou plusieurs des Juges, à l'occasion d'une affaire criminelle ne pouvoit assister au jugement, à cause qu'il y auroit de la parenté entre le criminel & eux, ou pour quelque raison qu'il s'absentassent, on remplira les places par d'autres Juges, qui seront de la Religion de ceux qui sont absens, mais à la sentence definitive le nombre des 24. Juges doit être rempli.

XVII. Si à l'occasion d'une affaire criminelle les suffrages étoient partagez, & que le Bailli en décidant la cause tombât dans le sens des plus rigoureux, la Justice sera differée, & il sera permis au malfaiteur, ou à ceux auf-

auſquels il appartient, d'implorer la grace du Prince.

XVIII. Le Droit d'accorder la grace appartiendra uniquement & inconteſtablement au Prince.

XIX. Toutes les Amandes qui ſeront paiées au Tribunal de Juſtice dans les affaires criminelles appartiendront au Prince; de même auſſi les biens confiſquez des malfaiteurs qui auront été exécutez, de ceux qui ſe tuent eux-mêmes par malice prémeditée, & de tous les fugitifs, qui on mérité le ſuplice, & qui avec juſtice ſeroient mis à mort, s'ils étoient préſens, apartiendront au Fiſc du Prince, & au cas que quelqu'un des enfans de pays fut aſſez malheureux d'être dans le cas, S. A. le Prince par pure compaſſion & bonté paternelle, déclare, qu'elle ſe contentera de la moitié des biens reſtez, après qu'on aura deduit les frais & Depens, qui auront été conſumez pour le Procès.

XX. Les Juges du Tribunal de Juſtice ſeront aux Gages du Prince, & comme ils compoſent le Conſeil d'Etat du Prince, ils ſeront obligés de comparoitre à ſes ordres en cas qu'il les demandât pour entendre leurs avis ſur quelques Incidens, & alors pour récompenſe de leur peine, il ſera aſſigné pour ceux qui de-

demeurent au dessus de Krumenau, & pour ceux qui sont domiciliez au dessous de Gunzenbach, un florin par jour, & pour ceux qui demeurent plus près de Lichtenstein, un demi florin par jour.

XXI. Les membres de ce Tribunal ne seront point changez à moins qu'il n'y eut certaines Dispositions du corps & de l'Esprit, qui rendit quelqu'un incapable, ou qu'il eut mérité par sa mauvaise conduite qu'on le deposât.

XXII. On ne fera nulle Décision de Procès en cachette, mais tout ce qui pouroit survenir en Justice, sera Plaidé publiquement, à moins que quelqu'un ne le demande de son propre mouvement sans être recherché, se déclarant d'abord coupable, alors cette amende tombera au Prince.

XXIII. Les Juges inferieurs prêteront serment, de la maniere qu'il est dit ci-dessus dans l'Article des Juges de la Province.

XXIV. Quant au Droit de proposer & de commettre les Bourgmestres dans les Jurisdictions inferieures, il n'y aura point de changement, & on suivra la coûtume auparavant établie, & que les privileges exigent, & pour ce qui regarde l'Election d'un Bourgmestre,

meſtre, elle ſe doit faire, dans les lieux où les Habitans ont le Droit d'en propoſer un au Prince, le jour même de la propoſition, enſorte qu'au bout de 14. jours ſuive ou la ratification ou une propoſition réciproque de la part du Prince.

XXV. Quant à l'Election des Juges, les choſes reſteront auſſi ſur l'ancien pié, ainſi que les anciens privileges exigent, ſavoir le Prince choiſira une moitié & les habitans l'autre, mais toûjours également des deux religions.

XXVI. Et puiſque le Fiſcal eſt un Officier du Prince, étant particulierement lié par ſerment à lui, étant obligé d'accuſer & de rapporter en juſtice tout ce qui merite punition & amende, on le propoſera & l'établira comme de coûtume.

XXVII. Quant au Greffier il appartiendra au Prince d'en propoſer deux dont la capacité ſera connuë, & qui ſont membres de cette communauté même, laquelle choiſira l'un de ces deux & ils prendront garde que celui qu'ils choiſiront, ſoit de la Religion contraire à celle du Fiſcal.

XXVIII. Les Juges d'Yberg & de Schwarzenbach, à moins qu'ils ne ſoient natifs de Toggenbourg ne ſe mêleront

leront point des affaires judiciaires, & n'auront ni emploi ni seance dans la Justice.

XXIX. L'appel des Jurisdictions inferieures n'aura point de lieu, si dans les causes civiles la somme principale est au dessous de quinze florins, mais si la somme passe 15. florins, on ne pourra plus empêcher d'appeller.

XXX. Les Jugemens annuels se tiendront comme de coutume exactement, & les Juges inferieurs seront tenus, suivant la teneur des Placarts, Loix, Mandemens & Ordonnances de condamner tous ceux qu'ils trouveront punissables dans les Jurisdictions inférieures à une amande pecuniaire, procedant avec équité & sans partialité, lesquelles amandes des Jurisdictions inférieures appartiendront au Prince.

XXXI. Toute Décision secrete des affaires qui surviendront dans ces Jurisdictions inférieures sera abolie, mais on plaidera publiquement en Justice comme de coutume tout ce qui se trouvera de criminel, ou digne d'amande, à moins que le coupable ne demandât cette Décision secrete de son propre mouvement, & sans être recherché.

XXXII. On n'obligera personne dans ces Jurisdictions inferieures, à l'égard

l'égard de quelque faute commise, de rendre témoignage contre soi-même, ou de se décharger par serment, à moins que le Juge n'eût des preuves suffisantes pour prononcer, en ce cas, de la sorte.

XXXIII. Les éxécutoires dans les actions pour dettes se feront comme de coutume par estimation.

XXXIV. La Justice superieure sera composée de 12. personnes, gens de bonnes mœurs & de bonne reputation, & qui sont domiciliez à Toggenbourg.

XXXV. Le Bailli de Toggenbourg sera Président de cette Justice superieure, & il doit être compris dans son serment, qu'il agira dans toutes les affaires dependantes du Président dans le Conseil superieur de Justice, aussibien que dans le Conseil de la Province, sans avoir égard ni à la personne ni à la Réligion.

XXXVI. Quant à l'Election des Juges superieurs, il appartiendra au Prince d'en choisir & de les commettre, de pleine autorité, 3. Catholiques Romains & 3. Protestans.

XXXVII. Le serment de ces Juges sera de la même teneur que celui des Juges de la Province, ainsi qu'il est dit cidessus.

XXXVIII.

XXXVIII. On donnera à un chacun des Juges supérieurs un florin pour recompense par jour, lequel sera fourni des épices des Juges.

XXXIX. Si long-temps que leur conduite ne sera point répréhensible ils ne changeront point, comme il est dit dans l'article touchant les Juges de la Province.

XL. On appellera de toutes les Juridictions inférieures à cette Justice supérieure qui prononcera définitivement dans l'affaire, ensorte qu'après cela l'appel n'aura plus lieu, si ce n'est dans les affaires qui concernent les Domaines, le Droit Seigneurial, les Dimes des Terres, & autres Droits & privileges considerables de cette nature, ou au cas que quelque Etranger qui n'est habitué dans le païs fut accusateur ou accusé dans une affaire, ensuite dequoi il sera permis à la partie agravante, soit que ce soit l'étranger ou l'habitant, d'appeller sans empêchement au Prince, lesquels appels seront decidez dans la Province même, une ou deux fois pendant l'année, sans d'autre frais & depens que ce qu'on paie d'ordinaire pour les sentences d'appel, ainsi & de la maniére, qu'au cas que le Prince par une maladie ou par quelqu'autre incident fut empê-

ché

ché de venir en personne dans la Province, il fera expedier l'affaire par un ou deux Deputez.

XLI. En cas que les voix fussent également partagées, alors le Président aura le Droit de décider.

XLII. Le Prélat de St. Gal aura le pouvoir de commettre un Juge Provincial à Toggenbourg, n'importe qu'il soit habitant de Toggenbourg ou non.

XLIII. De même aussi le Prince commettra le Greffier Provincial & le Fiscal lesquels il choisira selon qu'il voudra des Habitans de Toggenbourg; pourtant desorte que le Greffier & le Fiscal soient des deux differentes religions; & au cas que le Greffier fut de la Religion Protestante, son Substitut sera de la Religion Catholique Romaine, & réciproquement, & en cas que le Greffier fut de la Religion Catholique Romaine on lui donne un Substitut de la Religion Protestante, qui cependant ne sera point au depens du Prince. Lequel Substitut assistera au Conseil d'appel & au Tribunal Provincial de Justice, & y tiendra le Protocole en partie, & pour cette charge de Substitut le Tribunal de la Province proposera trois hommes capables & de probité, desquels le Prince choisira ensuite celui qu'il voudra.

XLIV.

XLIV. Quant aux Droits & Privileges des Gens de service militaire, il n'en sera rien ôté ni ajouté par le present Traité.

XLV. On ne recevra point des nouveaux Bourgeois, qu'au temps qu'on prêtera Hommage à un nouveau Prince, & alors cette reception se fera avec le consentement du Prince, & pour le moins en presence de la moitié des habitans, de même aussi ceux qui prétendront d'être reçus seront presens, ou nommez publiquement.

XLVI. Les communautez ne seront point chargées, contre leur gré, d'Habitans étrangers.

XLVII. Le Droit de chasse & la pêche sera reservé au Prince, à moins que quelqu'un ne puisse pas produire des privileges particuliers, par lesquels il eut ce Droit à juste titre.

XLVIII. Dans tout le païs de la Comté de Toggenbourg il sera generalement permis d'exercer toute sorte de commerce licite & qui n'est point dangereux, le Saunage y étant compris.

XLIX. Il sera tout-à-fait aboli & defendu de vendre les biens fonds à gens de main-morte, & si par testament, exheredation, donation, ou par Droit

de

de succession, ou par d'autre moien il leur vient quelque bien, le Droit de Retrait sera toujours permis aux Habitans, après une estimation Juridique. Mais au cas que que S. A. le Prince voulut acheter quelque bien, il le pourra faire sans aucun empêchement, cependant à condition que ces biens achetez ne tomberont point ni à l'Eglise de Saint Jean, ni en d'autres mains mortes, ni pour les incorporer ou en faire un Fief, mais en sorte qu'il soit vendu en main séculiere.

L. Son Altesse le Prince n'imposera point de nouveaux Droits de passage, ou de pontage dans le pays de Toggenbourg, qui pourroient être à charge & porter préjudice aux Habitans de Toggenbourg.

LI. Un chacun pourra en vertu des privileges & libertez de Toggenbourg, aller avec ses biens meubles où il voudra, sans paier le Droit d'exue, mais quant aux biens ou héritages qui lui tomberont ensuite on paiera le Droit d'exue, dont la moitié écherra au Prince & l'autre moitié à la Caisse du pays.

LII. De même aussi du Droit d'Entrée, que les nouveaux Habitans seront obligez de paier, une moitié écherra au Prince & l'autre à la Caisse du pays.

Cepen-

Cependant il sera toûjours permis à la communauté dans laquelle le nouvel habitant voudra entrer, d'avoir ses prétentions du Droit d'Entrée en particulier.

LIII. Des revenus annuels de Toggenbourg une moitié appartiendra au Prince & l'autre à la Caisse du pays.

LIV. Les deux Religions ne se serviront point de l'argent qui tombe à la Caisse du pays pour leur usage particulier, mais il sera employé pour l'utilité & bien commun du pays.

LV. Pour ce qui regarde les empêchements legitimes on n'etablira ni de nouveaux moulins, ni des forges, ni des Pressoirs à l'huile, ni des Etuves nouvelles sans pressante necessité. Mais au cas que quelqu'un en prétendit établir, & que quelqu'autre s'y opposât, ne croiant pas la chose de trop grande nécessité, ou prétendant en recevoir un grand Préjudice, on examinera fondamentalement en justice l'importance de cette nécessité, ou du préjudice qui en pouroit revenir, & on donnera ensuite connoissance de la chose à S. A. le Prince sous serment selon les circonstances, & il sera seul arbitre de ces empêchemens legitimes, cependant de sorte que ces empêchemens legitimes ne soient point surchargez davantage.

LVI.

LVI. Quand aux Auberges, le Juge & le Conseil Provincial examineront, combien & dans quels Endroits il en pourroit être necessaires aussi-bien que ce qu'elle payeront annuellement au Prince, pour reconnoissance, laquelle redevance ne sera point haussée plus qu'il sera determiné, & on ne fera aussi en cela aucune distinction de Religion.

LVII. Si en recevant l'investiture d'un Fief qui ne demanderoit point de Lettre d'investiture, on obmettoit quelque chose qui seroit essentiel cette investiture ne sera point nulle pour cela, mais l'amande pour la prémiere fois sera fixée à un Ecu double, & ensuite, en cas de réiteration, à proportion & selon la valeur de Fief, à un florin de châque cent d'amande.

LVIII. Comme on reserve clairement dans toutes les affaire judiciaires ci-dessus mentionnées aux Justiciers particuliers de Mosnang, Eppenberg, Magdenau & Krynau & à tous les autres qui pourroient être & qui ne seroient point compris dans ce Contract, leurs Droits authentiques, & qu'on ne leur en ôte aucun, on veut pourtant qu'on l'entende d'une maniere que dans toutes les Jurisdictions, où les deux Religions sont mêlées, les Droits priviléges & l'égalité

galité de ces deux Religions soient observez de la maniere, qu'il a été dit & determiné dans les précedens articles.

LIX. De même aussi on réserve très-clairement à la Ville de *Lichtenstein*, tous les Droits qu'elle a par contract ou par long usage, joint à cela que la place de Bailli sera conférée alternativement aux deux Religions d'autant plus qu'on observera cette égalité de ces deux Religions à l'égard de toutes les places & offices du Tribunal, & de la judicature.

LX. De même si quelques Communautez, ou quelque Particuliers pouvoient démontrer certains Droits & Priviléges, à l'égard desquels on n'auroit rien réglé dans les précedens Articles, ils y seront maintenus sans qu'on leur en ôte la moindre chose.

LXI. Aussi tous les Jugemens & sentences, que les Tribunaux ordinaires ont donnez, conserveront leur force & vigueur, de la maniere qu'ils ont été rendus par ceux qui jusqu'à présent ont composé le Conseil & administré la Justice, de même aussi toutes les conventions particulieres averées, ne seront nullement annullés ni changées; ainsi que tout ce qui sera terminé & décidé le sera pour jamais, à moins que le

Juge

Juge n'eut touché les Droits & biens en fonds de l'Egliſe. On ne reverra pas les Comptes des frais pour les affaires du pays, qui ſans faire plus d'exception, & ſans être examinés davantage ſe feront ſelon les anciennes coûtumes, & conformement aux Deciſions de l'an 1513 & 1514.

LXII. On moïennera une amniſtie entiere qui ſera acceptée de part & d'autre, & on mettra en oubli tout ce qui s'eſt paſſé depuis la naiſſance des demêlés & querelles juſqu'à ce jourd'hui, enſorte que pour ce ſujet, on ne fera point de tort ni à la vie, ni à l'honneur, ni aux biens de qui que ce ſoit, ſous quel prétexte que cela puiſſe être. Et quant aux Depens & à l'amende qui regardent les ſix perſonnes de Wattweyl touchant le. . . . . Paeſch & ſon fils Jacob Paeſch, le. . . . . Germann au ſujet de l'heritage de Meſſieurs Kelleller, cette affaire ſera caſſée & annulée, & châque Habitant retournera à ſon bien, femmes & enfans, en toute ſûreté & repos ſans être moleſté en aucune maniere.

LXIII. Pour le repos public & la ſureté de la Religion, on eſt convenu qu'on exercera librement & ſans empêchement dans tout le pays de Toggen-

bourg la Religion Catholique Romaine & la Religion Protestante l'une comme l'autre, ainsi que les affectionnez à ces deux Religions auront le parfait & libre exercice de ces Religions dans toutes leurs parties & dans l'entier du culte divin & de tout ce qui en dépend, avec tous les Droits & Privileges.

LXIV. Comme les Protestans de leur côté se garderont bien de prescrire aux Catholiques Romains des loix & bornes dans leur Religion, pour les rites, ceremonies, & autres choses qui en dépendent; ainsi ils prétendent d'un autre côté, qu'on ne les empêche point dans les Rites, Ceremonies, & tout ce qui dépend de leur religion, sans leur vouloir prescrire aucunes loix & bornes, particulierement à l'égard des fêtes & ils se tiendront au regard des maximes, à la confession de foi Evangelique, & conserveront la Discipline Ecclesiastique, ainsi qu'elle a été établie & observée jusqu'à présent dans les Cantons Confederez.

LXV. Les Heures de l'Eglise seront reglées au plûtôt, en cas qu'on ne l'ait point encore fait. Toutes manieres d'injurier, diffamer, qui pourront animer & irriter les Esprits seront bannies de la Chaire & defenduës par-tout, aussi punira-

nira-t-on très-rigoureusement ceux qui en seront coupables.

LXVI. Il sera permis aux Ministres Protestans & Anciens d'exercer la Discipline Ecclesiastique, consistant en Exhortations, Remontrances & Sollicitations pour l'amendement de vie, sans s'arroger cependant aucune Jurisdiction. De même aussi il sera de leur devoir, d'avoir un œil assidu sur les Ecoles dans lesquelles on instruira la Jeunesse, non seulement à lire, à écrire, & à chanter, mais dans les principes de la Religion & des articles de la Foi.

LXVII. Les Ministres Protestans ne seront point visitez de ceux qui ne sont point de leur Religion, ni obligez à resigner leurs Prébendes pour un autre, si long-tems qu'ils auront soin de leur troupeau en prêchant & en menant une vie édifiante. Le Terme, qu'on a mis autrefois dans leur serment de fidélité, sçavoir dêtre obéissans au Prince en toute chose, sera obmis & ôté.

LXVIII. On donnera aux Veuves & aux Orfelins, des Curateurs de la Religion qu'ils professent, auxquels, ou aux plus proches Parens, on remettra le soin de leur Education.

LXIX. Au cas que l'une ou l'autre Religion voulût bâtir de nouvelles Egli-

ſes, ou fonder quelques bénefices de ſon propre, on ne l'en empêchera point. Mais auparavant les deux Religions s'accommoderont amiablement pour les vieilles Egliſes, & ſi les parties ne pouvoient point s'accorder enſemble, elles ſe raporteront à des arbitres & choiſiront pour cela deux hommes de probité connuë : mais ſi les ſentimens des deux Arbitres étoient partagez, les deux parties propoſeront chacune un homme qui ne ſoit pas partial, dont l'un ſera élu par le ſort pour Arbitre, qui approuvera ſous ſerment l'un des ſentimens des deux autres, ſçavoir celui qui lui paroitra le plus raiſonnable. Si outre cela l'une ou l'autre Religion vouloit élargir une Egliſe commune, il lui ſera permis de le faire à ſes propres dépens, & ſans porter préjudice, & ſans cauſer du dommage à l'autre.

LXX. Puiſque on a déja fait le partage des Egliſes dans la Province de Toggenbourg, on ne fera plus d'autre partage que celui qui a été fait pendant la Négociation de cette même affaire, mais on en demeurera-là.

LXXI. Si quelque perſonne Proteſtante étoit pourſuivie pour Contract de Mariage, ou qu'une perſonne mariée, pour des raiſons legitimes demandât le divor-

divorce; le Doyen, sçavoir un Ministre, & les assesseurs seculiers du Synode s'assembleront à l'occasion de ces poursuites pour Contract de Mariage, ou de ces prétendus divorces, pour accommoder les parties à l'amiable, & en cas qu'il n'y ait point d'accommodoment à faire, ils prononceront décisivement dans l'affaire, cependant s'il y a des choses punissables ou dignes d'amende, l'affaire alors sera reservée aux Juges ordinaires.

LXXII. A l'égard des Amendes de dispense dans le troisiéme degré, elles seront reglées de la maniere que ceux qui possedent autour de 1000. fl. ou d'avantage payeront 50. fl. ceux qui possedent depuis mille jusqu'à 5000. payeront 20. fl. & ceux qui possedent moins de mille florins payeront arbitrairement à proportion qu'ils auront des biens, & avec ceux qui sont tout à fait destituez de biens, on agira d'une maniere charitable.

LXXIII. Le Synode Protestant sera continué de la même maniere qu'il est disposé à présent, on y traitera les affaires de la Religion & de l'Eglise, ainsi que les Statuts du Synode d'à présent ont disposé & reglé.

LXXIV. A l'égard de la maniere de

conferer les Prebendes on se tiendra aux Anciens Contracts ainsi qu'ils ont été agréez de S. A. le Prince, & aux anciennes coûtumes à moins que les Catholiques Romains de Toggenbourg ne puissent dans 3. ans faire voir quelque chose de plus considerable, en quel cas ils en joüiront.

LXXV. Si quelque Prébende parmi les Protestans de Toggenbourg étoit vacante, l'assemblée de l'Eglise en informera en tout respect le Prince ou son Juge Provincial, pouvant alors sans d'autre empêchement rechercher eux-mêmes, dans un des Cantons Protestans, un Ministre, lequel ils voudront cependant qui ait été examiné dans une des quatre Villes des Cantons Protestans, & qui ait été admis au ministere, ayant bon témoignage d'avoir mené une vie honnête & pieuse, on le présentera ensuite au Prince ou au Juge Provincial, faisant voir en même temps ses Temoignages, & lui le confirmera ensuite. Aussi on ne pourra jamais prendre davantage que trois Ministres de chaque endroit, & s'il y en avoit parmi les Habitans de Toggenbourg qui fussent capables de l'être, étant examinez de la susdite maniere, & ayant été admis au ministere, ils seront quant au nombre, mis

en équilibre avec les autres lieux susmentionne.

LXXVI. Il est aussi très expressément accordé que le présent Traité sera executé, & que l'on prétera le serment de fidélité dessus, d'abord aprés la Ratification de même Traité. Mais en cas qu'il arrive, qu'après que ce Traité aura été mis en execution, il survint contre toute esperance quelque mesintelligence & differend à l'égard de ce Traité & de certains Articles qui y sont contenus, alors S. A. le Prince aussi que les Habitans de Toggenbourg remettront les differens en question à six Arbitres, qui seront choisis des XIII. Cantons confederez, sçavoir trois pour chaque partie également des deux Religions & qui agissans également des deux côtez, accommoderont l'affaire s'il est possible à l'amiable, ou en cas de contraire, la feront decider par sentence de Juge, suivant les Us & Coutumes des Cantons confederez; avec cette expresse Disposition, que dans quelques differends qui pourroient survenir entre le Prince & les Habitans de Toggenbourg, on ne procedera point par voye de fait, mais qu'on mettra d'abord l'affaire en arbitres, ou qu'on la fera décider par sentence judiciaire, ainsi qu'il a été établi dans le

présent Traité & observé ailleurs de tout temps.

LXXVII. Pour ce qui regarde le Traité de Paix du païs à l'égard des Jurisdictions superieures & inferieures, que S. A. le Prince possede dans la Comté de Thurgau & dans le Rheinthale, il est reglé, que les choses resteront pour toûjours ainsi qu'il a été établi & publié par le Traité de Paix de païs à Arau de l'an 1712. & S. A. s'y conformera ensorte que tous & chacun des Articles, de la maniere qu'ils ont été pour lors établis, seront observez sans aucune exception pour le présent & pour l'avenir.

LXXVIII. De même on ne demandera nulle restitution des frais de la Guerre ausdits Habitans sous quelque Prétexte que ce puisse être, sans préjudice pourtant des Droits averez des Créanciers legitimes. Avec cela on leur accordera une parfaite Amnistie de tout ce qui s'est passé depuis le commencement de la Guerre passée jusqu'à ce jourd'hui, & de toutes les fautes qu'ils pouvoient avoir commises de quelle nature qu'elles pussent être, ensorte qu'ils ne seront point affligez pour cela, ou traitez avec rigueur.

LXXIX.

LXXIX. Au regard des Bailliages, qui ſont ſituez autour des Juriſdictions ſuſmentionnées, comme la Ville & Bailliage de Wyl, les Bailliages de Korchach, Hoffmeiſter & Groffau, on n'exigera point d'eux de même aucune reſtitution des frais de la Guerre, ſous nul prétexte, & ils joüiront de cette même Amniſtie parfaite; d'ailleurs ſans préjudicier aux Droits des créanciers légitimes.

LXXX. Toutes les ſentences que les Intendans à Wyl & S. Galcon, ou les autres Tribunaux peuvent avoir decidées durant ce temps, & toutes les autres choſes qu'ils ont traitées en Juſtice garderont leur force & valeur pour jamais, puiſqu'on eſt perſuadé que les Droits & biens en fonds de S. A. n'en auront été aucunement lezez; & à l'égard du Terrain qu'on a occupé ſur un des Fiefs du Prince après en avoir payé la valeur, pour le bâtiment de l'Egliſe proteſtante à Schoenholzers Wylen & ſes appartenances, (ſans préjudicier aux cens & rentes, qui doivent être levées ſur les autres Terres) les choſes reſteront auſſi comme auparavant.

LXXXI. Après que le préſent Traité aura été ratifié (pour quel effet on donnera à chaque partie tout au plus deux

mois pour terme) les deux Cantons cederont d'abord à S. A. le Prince, la vieille Province, qu'ils avoient prise en possession, avec les Jurisdictions dans les Comtez de Turghau & Rhynthale, avec toutes les Seigneuries, Droits & Privileges qui y appartiennent, avec tous les revenus, cens, dixmes, rentes, & autres Droits, de la maniere qu'ils l'ont prise en possession & la possedent actuellement, à la reserve de ce dont on a disposé autrement par le présent Traité.

LXXXII. Les Habitans de Toggenbourg laisseront prendre au Prince, convenablement aux Accords, la paisible possession du païs de Toggenbourg, d'abord qu'on aura rempli ce qu'on a reglé dans le présent Traité à leur occasion, sçavoir que les Habitans de Toggenbourg pourront nommer avant le serment de fidélité, les membres de leur Conseil Provincial & les Juges d'appellation, autant qu'ils sont en droit d'en nommer pour leur part, & que Son A. le Prince aussi aura fait la nomination de ses Officiers & des Juges provinciaux & d'appellations, dans les trois premiers jours après les ceremonies d'hommage, que S. A. pourra ordonner tous au plus

14. jours

14. jours après la Ratification, ainſi qu'on fera hommage après que ce Traité avec la Ratification aura été lu en préſence de tous les Habitans du païs; aprés quoi les deux Cantons auront ſoin de le faire mettre dans la ſuſdite poſſeſſion.

LXXXIII. Et pour plus grande ſûreté & affermiſſement du préſent Traité, pour qu'il ne ſoit point expoſé à de nouveaux accidens, en cas qu'il en ſurvint quelque nouveau ſujet de meſintelligence, à l'égard des Cantons circonvoiſins, (ce qu'à Dieu ne plaiſe) les deux Cantons, Appenzell, Uſſerrothen, S. A. le Prince & la Ville de St. Gal, ſe ſont promis ſous les engagemens de la bonne foi de leur honneur & vrayes paroles, qu'aucune des parties pour quelque ſujet que ce puiſſe être, ou arriver, ou être nommé, n'attaquera point l'autre hoſtilement ou par voye de fait, & en cas qu'il naitroit ou arriveroit entr'eux quelque differend ou meſintelligence, qui regarderoient ou les Cantons mêmes, ou les Traitez entre eux établis, ou enfin quelques-uns des Droits contenus dans ces Traités, ou qu'on auroit entendu quelques propoſitions d'une maniere bien differente, la partie lezée donnera connoiſſance du tort qu'elle reçoit, à la par-

tie agravante, de bouche ou par écrit, suivant les circonstances des affaires, & demandera en consideration de l'amitié confederée de reparer cet abus, à quoi on satisfera par une juste & amiable Reponse, ainsi que ces prétentions étant faites, on ne procedera point par voye de fait, mais chaque partie sera remise dans sa premiere possession des Droits qu'elle avoit auparavant, & en cas qu'il arrive, que les deux parties ne puissent point s'accommoder pour ces differends entre eux, elles feront décider l'affaire juridiquement, ainsi & de la maniere que chaque partie demandera, en nommant deux Personnes Judiciaires des Cantons confederez, pour decider cette affaire par proportions égales, ainsi que les deux parties se contenteront de cette Decision & en demeureront-là, pour terminer l'affaire. Les arbitres choisis pour cette Decision, seront en droit d'obliger la partie qui voudroit proceder en quelque maniere que cela puisse être, par voye de fait, & d'une maniere contraire au précis de la Decision, par les voyes de la douceur; & en cas qu'elle ne réüssit point, par des moyens plus serieux & plus violents, à dedommager la partie lezée du préjudice qu'elle a souffert.

LXXXIV. Tout ce qui s'eſt paſſé d'hoſtilité pendant les derniers troubles entre les trois Cantons voiſins ſuſmentionnez, ſera dès maintenant & à l'avenir, aboli & oublié, afin que l'amitié entre ces trois voiſins ſoit rétablie de nouveau, entretenue & cultivée plus que jamais, à quoi auſſi chacun exhortera les ſiens très ſerieuſement.

LXXXV. Pour ce qui regarde l'abolition de la Douanne à Lanquat; les choſes reſteront dans l'état où elles ſont à preſent, juſqu'à ce que l'affaire ſoit terminée à l'amiable, ce qui ſe fera dans l'eſpace d'un an; ſi donc les parties tranſigeantes, ſavoir les deux Cantons de Zurich & Berne, & S. A. le Prélat Doyen & Chapitre de St. Gal obſervent & executent inviolablement dans tous ſes points & articles le preſent Traité, ils ſe donneront tant pour eux que pour leurs Succeſſeurs, la foi & promeſſe ſous les engagemens de leur Parole & Honneur, qu'ils s'y tiendront mutuellement, en vertu des Actes preſens, dont on a compoſé trois de la même teneur, Meſſieurs les pacificateurs les ayant ſignez & appoſé leurs Cachets, donné à Bade en Ergau, ce mercredi, quinziéme d'Octobre, de l'an

de

de nôtre Seigneur mil ſept cent dix-huit.

(*L.S.*) JEAN JACOB ULRICH, Lieutenant & Conſeiller de Berne.
(*L.S.*) JEAN HENRY HIRZEL, Lieutenant & Conſeiller de Zurich.
(*L.S.*) J. F. WILLADING, Seigneur d'Urthener & Mattſtedten & Baillif de Berne.
(*L.S.*) JEAN ANTOINE TILLIER, Venner & Conſeiller du petit Conſeil de Berne.
(*L.S.*) JOSEPH ANTOINE PUNDTINER, Conſeiller & Chancelier du Prélat de St. Gal.
(*L.S.*) GAL ANTOINE, Baron de Thurn, Conſeiller du Prélat & Juge ſuprême à Ranithorn.

[GG.]

1721. TRAITÉ *d'Alliance entre la France l'Espagne & la Grande-Bretagne, conclu à Madrid en* 1721. tiré du Corps Diplomatique.

LEs Differends qui ſont ſurvenus entre leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne d'une part, & Sa Majeſté Catholique de l'autre, n'ayant pas donné peu d'atteinte à l'amitié qu'ils ſe ſont toûjours portez l'un l'autre, ils ont continuellement ſouhaité avec une pareille ardeur de retablir la bonne correſpondance & la ſincere amitié qui devroient regner entr'eux, & qui ſeront toujours les plus fermes ſuports de la grandeur à laquelle Dieu les a elevez, & les plus sûrs moyens de conſerver la tranquillité publique, auſſi bien que le bonheur & les avantages mutuels de leurs Sujets: & c'eſt en vûë de cimenter & fortifier encore davantage, s'il eſt poſſible, ces diſpoſitions qui ne ſont pas moins propres à la gloire & à la sûreté mutuelle de leurs Couronnes, qu'elles ſont conformes au bien & à la tranquillité de toute l'Europe, que Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétien-

ne

ne & Catholique ont pris la resolution de s'unir d'une maniere si étroite, qu'ils n'agissent dans la suite que comme s'ils n'avoient que la même vûë & le même interêt; & pour cette fin, le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, &c. ayant donné plein-pouvoir de traiter en son nom, à Mr. Guillaume Stanhope, Colonel d'un Regiment de Dragons, Membre du Parlement de la Grande-Bretagne, & Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Britannique à la Cour du Roi Catholique; le Sereniſſime Roi Très-Chrétien ayant donné plein-pouvoir pour la même fin à Mr. Jean Baptiſte Louïs Andrault de Langeron, Marquis de Maulevrier, Lieutenant General de ses Armées, Commandeur & Grand Croix de l'Ordre Militaire de St. Louïs, Son Envoyé Extraordinaire à Sa Majesté Catholique, & le Sereniſſime Roi d'Espagne ayant pareillement confié son plein-pouvoir, pour obtenir la même fin, à Mr. Joseph de Grimaldo, Chevalier de l'Ordre de St. Jacques, Commandeur de Rivera & d'Auzechal, Conseiller au Conseil des Indes, & son premier Secretaire d'Etat & des Depêches; ils ont convenu entr'eux des Articles suivans.

I. Il y aura d'oresnavant & pour toujours

jours une exacte Union, & une sincere & permanente amitié entre le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, le Sereniſſime Roi Très-Chrétien, & le Sereniſſime Roi d'Eſpagne, leur Royaume & leurs Sujets, & les Habitans des Païs qui ſont ſous leur Domination, enſorte que les injures, ou les dommages ſoufferts, durant la Guerre, laquelle a été terminée par l'acceſſion du Sereniſſime Roi d'Eſpagne aux Traitez de Londres du 2. Août 1718. demeureront dans un oubli éternel, & qu'à l'avenir on prendra le même ſoin, du bon état de la sûreté de l'un & l'autre que du ſien, qu'on n'informera pas ſeulement ſon Allié du danger qui pourroit le menacer; mais même qu'on s'oppoſera de tout ſon pouvoir au tort qui pourroit lui être fait.

II. Afin d'établir fermement cette Union & cette Correſpondance, & de la rendre encore plus profitable aux Couronnes de leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, ils promettent & s'engagent par le preſent Traité d'Alliance defenſive, de garantir mutuellement leurs Royaumes, leurs Provinces, leurs Etats, & les Païs qui ſont ſous leur Domination, en quelque Partie du monde qu'ils ſoient ſituez;

de

de sorte que Leurs Majestez étant attaquées contre ce qui a été resolu aux Traitez d'Utrecht & de Bade, & contre les Traitez de Londres & les stipulations qui se feront à Cambray, ils se secourreront mutuellement l'un l'autre, jusqu'à ce que le trouble cessera, ou qu'ils seront satisfaits de la reparation des dommages qu'ils auront soufferts.

III. En consequence de l'Article precedent, le maintien & l'observation des Traitez d'Utrecht, de Bade, de Londres, & de celui qui doit se faire à Cambray, pour terminer les differends qui sont à demêler entre le Sereniſſime Roi d'Espagne & l'Empereur, seront la principale fin de la présente Alliance; & pour la fortifier davantage le Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne, le Sereniſſime Roi Très-Chrétien & le Sereniſſime Roi d'Espagne inviteront de concert les Puissances qu'ils jugeront à propos d'entrer dans le present Traité, pour l'avantage commun & pour la conservation de la tranquillité generale.

IV. S'il arrivoit, ce qu'à Dieu ne plaise, que contre les susdits Traitez d'Utrecht, de Bade, de Londres ou de ce qui sera stipulé dans ceux qui seront faits à Cambrai, Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique fussent atta-

attaquées ou troublées en aucune maniere, dans la poſſeſſion de leurs Royaumes & Terres par aucune Puiſſance, ils promettent & s'engagent d'employer leurs bons offices auſſi-tôt qu'ils en ſeront requis pour procurer au Parti attaqué la ſatisfaction du tort qui lui ſera fait, & pour empêcher que l'agreſſeur ne continuë ſes hoſtilitez; & s'il arrivoit que ſes bons offices ne fuſſent pas ſuffiſans pour procurer promptement cette reparation, leurs ſuſdites Majeſtez promettent de fournir le Secours ſuivant, conjointement ou ſeparement; ſçavoir,

Sa Majeſté Britannique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie.

Sa Majeſté Très-Chrêtienne huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie.

Sa Majeſté Catholique 8000. Hommes d'Infanterie & 4000. de Cavalerie.

Si la Partie attaquée, au lieu de Troupes demande des Vaiſſeaux de Guerre ou de tranſport, ou même des Subſides en Argent comptant; en ce cas-là, elle ſera en liberté de choiſir, & ils lui fourniront leſdits Vaiſſeaux ou Argent, à proportion des depenſes des Troupes; & afin d'éloigner toute occaſion de doute dans le compte deſdits frais, Leurs Majeſtez con-

conviennent, que mille Hommes d'Infanterie seront reglez à dix mille Florins de Hollande; & mille Hommes de Cavalerie à trente mille par mois, gardant la même proportion eu égard aux Vaisseaux; Leurs dites Majestez promettant de continuer & maintenir ledit Secours autant que le trouble continuera, & si le Secours n'est pas suffisant pour repousser les attaques de l'Ennemi, ils conviendront de l'augmenter; & s'il est necessaire, leurs susdites Majestez s'assisteront mutuellement, même de toutes leurs forces, & declareront la Guerre à l'Aggresseur.

V. Leurs Majestés Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, étant entierement satisfaites des sentimens que Mr. le Duc de Parme a toûjours témoigné à leur égard, & souhaitant de lui donner des marques de l'estime & de l'affection singuliere qu'elles ont pour lui, Elles promettent & s'engagent, en vertu de ce présent Traité, de lui accorder une protection particuliere pour la conservation de ses Terres & de ses Droits, & pour le soûtien de sa Dignité; de sorte que s'il est troublé, contre les Traitez de Paix & contre ce qui sera stipulé dans ceux qui seront faits à Cambrai ils uniront leurs bons offices & leurs efforts pour

pour obtenir une juſte ſatisfaction, & ſi elle eſt refuſée, ils conviendront des meſures pour la lui procurer par tous les autres moyens qui ſeront en leur pouvoir.

VI. Sa Majeſté Catholique deſirant donner à Sa Majeſté Britannique & à Sa Majeſté Très-Chrêtienne une marque particuliere de ſon Amitié, confirme autant qu'il peut y avoir occaſion, tous les Avantages & tous les Privileges qui ont été accordez par les Rois ſes Predeceſſeurs à la Nation Angloiſe & à la Nation Françoiſe; de ſorte que les Sujets negocians du Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne, & du Sereniſſime Roi Très-Chrêtien, puiſſent toûjours jouïr en Eſpagne des mêmes Droits, Prérogatives, Avantages & Privileges pour leurs Perſonnes, leur Commerce, Marchandiſes, Biens & Effets, dont ils ont jouï, ou dont ils devroient avoir jouï en vertu des Traités ou Accords, ou en vertu de tous ceux qui ont été ou ſeront accordez en Eſpagne à la Nation la plus favoriſée.

VII. Le préſent Traité ſera ratifié par Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrêtienne, & Catholique; & les Lettres de Ratification ſeront mutuellement delivrées en bonne forme & échangées dans

l'eſpace

l'espace de six semaines, à compter du jour de la Signature, ou plûtôt, s'il est possible.

En témoignage de quoi, Nous soussignez Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Britannique, de Sa Majesté Très-Chrétienne & de Sa Majesté Catholique, ayant Pleinspouvoirs, qui ont été mutuellement communiqués, & dont Copie a été inserée, avons signé le présent Traité, & y avons mis les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721:

Signé.

(*L.S.*) WILL. STANHOPE. (*L.S.*) LANGERON MAULEVRIER. (*L.S.*) EL MARQUES DE GRIMALDO.

AR-

ARTICLE SEPARÉ.

LEs Miniſtres Plenipotentiaires de Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrêtienne & Catholique, ayant ce jourd'hui, en vertu de leurs Pleins-pouvoirs, ſigné un Traité d'Alliance Defenſive entre Leurſdites Majeſtez; ils ont en outre convenu que le Traité particulier qui a été pareillement ſigné aujourd'hui entre Leurs Majeſtez Britannique & Catholique, dont la teneur s'enſuit, fera partie dudit Traité d'Alliance Defenſive, conclu entre l'Angleterre, la France & l'Eſpagne.

(*Ici eſt inſeré mot à mot le Traité entre la Grande-Bretagne & l'Eſpagne, conclu à Madrid le 13 Juin 1721.* N. St.)

LE ſuſdit Traité particulier aura la même force, que s'il étoit inſeré mot pour mot dans le Traité de l'Alliance Defenſive, ſigné ce-jourd'hui entre les trois Couronnes; & les Lettres de Ratification ſeront échangées à Madrid de la maniére qu'on a accoutumé, dans l'eſpace de ſix ſemaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, s'il eſt poſſible.

En

En témoignage de quoi nous avons signé ces Presentes en vertu de nos pleins-pouvoirs & y avons mis les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

Signé,

(*L.S.*) WILL. STANHOPE.	(*L.S.*) LANGERON MAULEVRIER.	(*L.S.*) EL MARQUES DE GRIMALDO.

AUTRE ARTICLE SEPARÉ.

LEs Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne, ayant ce jourd'hui signé avec les Ministres Plenipotentiaires du Roi d'Espagne, en vertu de leurs pleins-pouvoirs particuliers, un Traité d'Alliance Defensive ; les susdits Ministres de Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne ont aussi convenu entre eux, en vertu du même Pouvoir ; que comme le principal but de cette Alliance est de maintenir & de conserver la Paix & la tranquillité de l'Europe, auquel on ne sauroit douter que les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas ne soient disposez de concourir

courir & de donner leur assistance, l'on prendra de concert la premiere occasion convenable pour les y inviter; & Leurs-dites Majestez Britannique & Très-Chrétienne promettent & s'engagent en même tems de maintenir le Traité d'Alliance Défensive fait à la Haye entre le Roi Très-Chrétien & les Etats Generaux, le 4. Janvier 1717. N. St. & que rien ne se fera directement, ou indirectement au préjudice d'icelui.

En témoignage de quoi nous avons signé ces Presentes en vertu de nos pleins-pouvoirs & y avons mis les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

Signés

(*L.S.*) W. STANHOPE. (*L.S.*) LANG. MAULEVRIER.

[HH.]

1724 TRAITE' *entre l'Empereur & le St. Siege, pour la Restitution de Comachio; conclu à Rome en* 1724. tiré du Corps Diplomatique.

CUm salutis publicæ, & Orbi præsertim Christiano omnino conveniat, stabilem inter Pontificiam, &

Cæsaream Aulas Concordiam servari, colique, & post occupatum casu Comaclum summi nuper Pontifices per suos respectivè Ministros, & Nuntios continuò institerint, dictum Comaclum in eum in quo prius erat, statum restitui nec anteà Pacem, concordiamque futuram: Cumque his, aliisque gravissimis pro salute publicâ tandem mota rationibus Sacra Cæsarea Majestas Carolus Sextus Romanorum Imperator pro distinctissimâ suâ, quâ in Sanctam Romanam Ecclesiam, & Apostolicam Sedem fertur, æquanimitate probe cognoverit rem hanc in eâ, quâ usque huc versata fuit conditione, absque periculo publico persistere diutius non posse; ea propter momento sum hoc Negotium pro re interim componendâ Excellentissimo & Reverendissimo Domino Cardinali Alvaro Cienfuegos tandem committendum duxerit, qui vigore Imperialis Plenipotentiæ propriâ Sacræ Cæsareæ Majestatis manu, & Sigillo munitæ cum Plenipotentiario Pontificio per Litteras in formâ Brevis expeditas munito rem ipsam susciperet.

Hinc prænominati Ministri Plenipotentiarii nomine, & plenâ facultate ut suprà in Articulos sequentes circa dimittendam possessionem Comacli, salvo

vo cujuſcunque Jure convenerunt videlicet :

Primo, Promitti à Summo Pontifice pro ſe, ſuiſque Succeſſoribus Romanis Pontificibus Sedeque Apoſtolicâ, ſe eoſdemque nec ratione damnorum, quæ occaſione Comacli ſive ante, ſive per, ſive etiam poſt apprehenſam à Copiis Cæſareis ejus poſſeſſionem Territorio Sedis Apoſtolicæ, ejuſve Subditis, quocunque demum modo illata fuiſſent, neque ratione fructuum ex Comaclo hactenus perceptorum, ullo unquam tempore à Sacrâ Cæſareâ Majeſtate, Sereniſſimâque Domo Auſtriacâ quidpiam poſtulaturos, neque etiam à Subditis, & Incolis Comaclenſibus eo nomine ullos indemnitatis, aut reparationis ſumptus exacturos, quinimò vi hujus Articuli omnes iſtas, aliaſque ejuſmodi prætentiones pro penitùs ſublatis perpetuò habendas eſſe.

Secundò, Poſſeſſionem Comacli à Sacrâ Cæſareâ Majeſtate eo duntaxat Pacto dimitti, ut in eandem Sedes Apoſtolica reſtituatur ut priùs, ità ſcilicet, ut neque eidem Sedi Apoſtolicæ per hanc reſtitutionem aliquid novi Juris tributum, neque Imperio, vel Domui Ateſtinæ quidquam Juris ſublatum eſſe cenſeatur, ſed Sacræ Cæſareæ Majeſta-

ris, & Imperii, Domusque Ateſtinæ Jura omnia tam reſpectu Profeſſorii, quàm Petitorii ſalva remaneant, neminique ex hoc actu præjudicium ullum irrogatum intelligatur uſque dum cognitum fuerit, ad quem Comaclum pertineat.

Tertiò, Conveniſſe de Amneſtia generali pro omnibus Subditis, & Incolis Comaclenſibus, & ſpecialiter pro iis, qui à tempore prædictæ occupationis, vel etiam ante ſuam erga Cæſaream Majeſtatem, & Imperium devotionem peculiariter teſtati vel Comacli Politicis, Civilibus, Oeconomicis, aut Militaribus Officiis functi vel etiam ex cauſis ſive publicis, ſive privatis ad Aulam Cæſaream ejuſve Adminiſtros ablegati fuerunt; ac proinde vigore hujus Amneſtiæ prædictis Subditis, & Incolis Comaclenſibus nec quoad Perſonas neque quoad Bona, ſtatum, vel ſecuritatem ex præmemoratis, aliiſve hujuſmodi cauſis quidquam moleſtiæ, aut impedimenti directè, vel indirectè inferendum eſſe. Porrò ſarta tecta ſervari omnia Jura, Privilegia, Immunitates, & Prærogativas, quibus Subditi, & Incolæ Comaclenſes ante ſupradictam occupationem uſi, & potiti ſunt, vel uti, aut potiri debuiſſent.

Cum

Cum verò Innocentius Decimus Tertius, priusquam stipulati hi Articuli plenum effectum sortiti erant, rebus humanis exemptus ejusdemque in Sede Pontificiâ Successor Benedictus Decimus Tertius eâdem mente pariter sit, atque vigore suarum requisitorialium die 22 Julii nuperi insistat, ideoque suum nunc Ministrum plenâ etiam cum facultate instruxerit, munieritque, prout tenor appositus in fine hujus Conventionis exhibet.

Itaque Plenipotentiarius Pontificius nomine Summi Pontificis, & Cameræ Pontificiæ recipit, & pro receptâ ex nunc haberi vult restitutionem realis Possessionis dictæ Civitatis Comaclensis, aliorumque Locorum occupatorum, & Pertinentiarum in eo, in quo priùs erant, statu, juxta præsentis Conventionis modum, & Articulos præinsertos acceptat, eodem etiam nomine promittens ea, quæ à Summo Pontifice præstanda in prædictis Articulis continentur.

Insuper prædictus Excellentissimus & Reverendissimus D. Cardinalis Alvarus Cienfuegos nomine, quo supra, promittit pro pleno atque integro effectu dictæ dimissionis, & restitutionis Præsidia Cæsarea, eorumque Milites intrà tres Menses à die Ratihabitionis com-

putandos à dictâ Civitate Comaclenſi, Lociſque occupatis receſſuros, & tam Militares, quam Civiles cujuſcunque generis Officiales juxta conſuetum in hujuſmodi evacuationibus modum, ſuppeditatis tamen Navigiis, vel curribus, & jumentis pro locorum opportunitate neceſſariis ad aſportanda Bellica, & propria eorum mobilia, adeò ut integrum, liberumque Summo Pontifici ſit Præſidium ſuorum Militum inducere, & collocare, ibidemque poteſtatem, liberè, ut priùs exercere.

Denique promittunt etiam memorati Eminentiſſimi & Reverendiſſimi DD. Cardinales, omnium & ſingulorum, quæ in preſentis Inſtrumenti Articulis contenta, ſunt, Ratihabitionem intra quadraginta dies ex Pontificiâ, & Cæſareâ Aulâ ſecuturam eſſe.

pro quibus prædictis omnibus obſervandis, & implendis uterque ex dictis Eminentiſſimis D D. Cardinalibus Plenipotentiariis tactâ Cruce Pectorali juravit, & manu propriâ duplex Exemplum præſenti Inſtrumenti mutuæ Conventionis ſubſcripſit, & ſignavit, ut unum eorum penès præfatum Eminentiſſimum Plenipotentiarium Pontificium & alterum penès dictum Eminentiſſimum Cienfuegos exiſtat. Actum Ro-

ma

mæ vigesimâ quintâ Novembris Anno Millesimo septingentesimo quarto.

(*L.S.*) *Ego Fabritius Episcopus Portuensis S. R. E. Cardinalis Paulutius Sanctitatis Plenipotentiarius affirmo, promitto, & juro, ut suprà.*

(*L. S.*) *Ego Alvarus Tit. S. Bartholomei in Insulâ S. R. E. Cardinalis Cienfugos, Sac. Cæs. & Cathol. Majestatis Plenipotentiarius affirmo, promitto, & juro, ut suprà.*

Tenor Plenipotentiæ Pontificiæ.

Ven. Fratri Nostro Fabritio Episcopo Portuensi & S. Rufinæ S. R. E. Cardinali Paulutio nuncupato, Benedictus Papa Decimus Tertius.

VEn. Frater Noster salutem &c. De Tuâ spectatâ fide, prudentiâ, integritate, & in rebus agendis dexteritate plenam in Domino fiduciam habentes motu proprio, & ex certâ scientiâ & maturâ deliberatione Nostris, deque Apostolicæ Potestatis Plenitudine Te ad ineundam Conventionem per quam Sedes, seu Camera Nostra Apostolica dimissionem, & possessionem Comacli, ac Pertinentiarum, aliorumque locorum recipiat, in Nostrum, & Sedis prædictæ Plenipotentiarium tenore præsen-

tium nominamus, constituimus, & deputamus. Tibique ut Nostro, & dictæ Sedis nomine cum Dilecto Filio Nostro Alvaro S. R. E. Presbytero Cardinali Cienfuegos nuncupato, quem Charissimus in Christo Filius Noster Carolus Hispaniarum Catholicus, & Romanorum Rex in Imperatorem Electus laudabili causarum tollendarum studio ductus sufficienti ad id Mandato munivit, de dimissione ac receptione Possessionis Comacli ac Pertinentiarum aliorumque locorum hujusmodi agere, illaque tractare & concludere liberè & licitè & possis, & valeas, plenam, & amplam facultatem harum serie concedimus, & impertimur. Decernentes validum, & efficax fore, quidquid earundem præsentium vigore Tu egeris, tractaveris, & concluseris, id omne acceptum & gratum, firmumque ac ratum habere, nec non observare, complere, & exsequi in Verbo Romani Pontificis promittentes. In contrarium faciendis non obstantibus quibuscunque. Datum apud S. Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die primâ Septembris 1724. Pontificatus nostri anno primo.

(*L. S.*) FR. *Cardinalis* OLIVERIUS.

Tenor

Tenor Plenipotentiæ Cæsareæ.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus &c. *pleno. Tit.* Notum, testatumque facimus tenore præsentium Universis, quòd Nos Reverendissimum in Christo Patrem, D. Alvarum S. R. E. Cardinalem Cienfuegos, Episcopum Catanienſem S. Bartholomæi in Insulâ Presbyterum, cujus prudentia, & integritas Nobis jam dudum, & continuò probatæ sunt, in Plenipotentiarium Nostrum Cæsareum constituerimus, prout eundem vigore harum constituimus, dantes plenam ipsi facultatem cum Secretario Statûs Reverendissimo in Christo Patre Domino Fabritio Episcopo Portuensi & S. Rufinæ Presbytero S. R. E. Cardinali Paulutio, quem Benedictus Decimus Tertius Summus Pontifex pro hac causa, & Negotio destinavit, atque solitâ Plenipotentiâ vigore Brevis de primâ Septembris nuperi munivit, super conficiendo publico Instrumento, quo Camera Romana dimissionem, & possessum Comaclī uti priùs, recipiat, conveniendi, tractandi, Tractatum concludendi, signandique; verbo nostro Cæsareo promit-

tentes, quod Nos eandem Conventionem, & Instrumentum omnino approbaturi, ratum, gratum, firmumque habituri simus, in quorum fidem, ac rõbur hasce manu Nostrâ subscriptas, Sigilloque Nostro Imperiali muniri jussimus. Datum in Civitate Nostrâ Viennæ die 21. Octobris Anno 1724. Regnorum Nostrorum, Romani Decimo quarto, Hispanicorum vigesimo secundo, Hungarici & Boëmici vero pariter Decimo quarto.

(*L.S.*) CAROLUS.

Vt. JOHANNES GUILIELMUS *Comes de* WURMBRANDT.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium B. W. *Nob. Dom. de* GEORGENTHAL.

Tenor

Tenor Ratihabitionis Pontificiæ.

BENEDICTUS *PP.* XIII.

Ad perpetuam rei memoriam.

CUm nuper, nempe die vigesimæ quinta Mensis Novembris proximè præteriti per Venerabilem Fratrem Nostrum Fabritium Episcopum portuensem & S. Rufinæ S. R. E. Cardinalem Paulutium nuncupatum, Nostrum, & Sedis Apostolicæ Plenipotentiarium, ac dilectum Filium Nostrum Alvarum ejusdem S. R. E. Presbyterum Cardinalem Cienfuegos etiam nuncupatum Charissimi in Christo Filii Nostri Caroli Hispaniarum Catholici, & Romanorum Regis in Imperatorem electi similiter Plenipotentiarium, quædam super Dimissione, ac respectivè receptione possessionis Comacli, ac Pertinentiarum, aliorumque locorum occupatorum Capitulationes conventæ, & subscriptæ fuerint, quarum, ac utriusque Plenipotentiæ hujusmodi tenore est qui sequitur videlicet:

Cum Saluti publicæ &c. INSERATUR.

Hinc est, quod Nos Capitulationes

hujuſmodi ſtabili, perpetuaque firmitate ſubſiſtere, & inviolabiliter ſervari cupientes motu proprio, ac ex certâ ſcientiâ, & maturâ deliberatione Noſtris, deque Apoſtolicæ Poteſtatis plenitudine capitulationes præinſertas tenore præſentium perpetuò ratificamus, & ratas habemus, ac promiſſa per dictum Fabritium Cardinalem Noſtrum, & prædictæ Sedis Plenipotentiarium in capitulationibus prædictis ſincerè, & inviolabiliter ex Noſtra, ejuſdemque Sedis parte adimpletum, & ſervatum iri in verbo Romani Pontificis promittimus. Decernentes præſentes Litteras nullo unquam tempore de ſubreptionis, aut nullitatis vitio, vel intentionis Noſtræ, aut alio quocumque quantumvis magno, & inexcogitabili defectu notari, & impugnari poſſe, ſed ſemper, & perpetuo firmas, validas & efficaces exiſtere, & fore ſuoſque plenarios, & integros effectus ſortiri & obtinere, ac inviolabiliter ſervari debere. Non obſtantibus quibuſcumque Apoſtolicis, ac Univerſalibus, Provincialibuſque, & Synodalibus Conciliis editis generalibus, vel ſpecialibus Conſtitutionibus, & Ordinationibus, ac quatenus opus ſit, Noſtra, & Cancellariæ Apoſtolicæ Regula de Jure quæſito non tollendo, exte-

cæteriſque contrariis quibuſcumque. Quibus omnibus, & ſingulis illorum tenores præſentibus pro expreſſis & ad verbum inſertis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris ad præmiſſorum effectum ſpecialiter & expreſsè derogamus, cæteriſque contrariis quibuſcumque. Datum Romæ apud S. Petrum ſub Annulo Piſcatoris. Die prima Januarii 1725. Pontificatûs noſtri Anno primo.

(*L.A.P.*) FR. Card. OLIVERIUS.

Sequitur Tenor Ratihabitionis Cæſareæ.

CAROLUS SEXTUS &c. *pleno Tit.* Notum, teſtatumque facimus omnibus & ſingulis, quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poterit, quòd cùm inter Summi Pontificis, Benedicti Decimi Tertii, ac Cæſareum Noſtrum Miniſtros Reverendiſſimum in Chriſto Patrem Dominum Fabritium Epiſcopum Portuenſem & S. Rufinæ Preſbyterum S. R. E. Cardinalem Paulutium & Statûs Secretarium, necnon Reverendiſſimum in Chriſto Patrem Dominum Alvarum S. R. E. Cardinalem Cienfuegos, Epiſcopum Catanienſem S. Bartholomæi in Inſula Preſbyterum

rum plena cum facultate utrimque munitos, die vigesima quinta Novembris Anno millesimo septingentesimo vigesimo quarto sequens conventio inita, & concluſa fuerit, quæ incipit.

Cum Saluti publicæ &c. INSERATUR.

Nos prædictam conventionem ſic initam, & concluſam, in omnibus ac ſingulis ejuſdem Articulis laudaverimus, approbaverimus, confirmaverimus: & ratam habuerimus, quemadmodum eandem hiſce laudamus, approbamus, confirmamus, & ratam habemus promittentes verbo noſtro Imperiali, Nos omnes, & ſingulos Articulos in dictâ conventione expreſſos inviolabiliter obſervaturos, & adimpleturos, nec eiſdem ullo modo contraventuros, aut quantum in Nobis erit, contraveniri paſſuros eſſe: in quorum majorem fidem, & teſtimonium præſentes ratificatorias manu Noſtrâ ſubſcriptas, Sigilli noſtri Cæſarei appreſſione muniri juſſimus. Quæ dabantur in Civitate noſtrâ Viennæ die undecimâ Decembris Anno 1724. Regnorum Noſtrorum Romani Decimo quarto Hiſpanicorum vigeſimo ſecundo,

do, Hungarici, & Bohemici verò pariter Decimo quarto.

CAROLUS.

(*L. S.*) *Vt. Frus Car. Com. de* SCHONBORN.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

B. W. Nob. Dom. de GEORGENTHAL.

[II.]

1725. TRAITÉ *de Paix entre l'Empereur & le Roi d'Eſpagne, conclu à Vienne en* 1725. tiré du Mercure Hiſtorique.

In Nomine Sacro-Sanctæ, & individuæ Trinitatis; Amen.

NOtum ſit univerſis & ſingulis, quorum intereſt, aut quomodocunque intereſſe poteſt.

Poſtquàm ſub finem Anni milleſimi ſeptingenteſimi, quo Rex Hiſpaniarum & Indiarum Catholicus Carolus Secundus, Inclytæ Memoriæ, improlis è vita deceſſit, cruentum, diuturnumque Bellum ſuper Succeſſione in ejuſdem Regna, inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum Leopoldum, Romanorum Imperatorem, Hungariæ, Bohemiæque Regem, Archi-Ducem Auſtriæ, &c. Pientiſſimæ recordationis ex una: & inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum Philippum V. Hiſpaniarum & Indiarum Regem Catholicum, in aſſiſtentia Sereniſſimi & Potentiſſimi Prin-

Principis Domini Ludovici XIV. Galliarum Regis, ex altera parte exortum est, cui subinde Sacrum Romanum Imperium, Sereniſſimus quoque & Potentiſſimus Magnæ Britanniæ Rex Guilielmus, Ejuſque in Regno Succeſſor Sereniſſima & Potentiſſima Domina Anna, Celſique ac Præpotentes Status Generales Fœderati Belgii, Socii acceſſerunt: Pace verò Anno 1713. Trajecti ad Rhenum inter iſtos factâ, Bellum, quod tunc inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem Dominum Carolum, Romanorum Imperatorem hujus Nominis Sextum, ac Imperium ex una, ac altefatum Galliarum Regem ex altera parte adhuc perdurabat, per ſubſecutam Anno 1714. Pacem Badenſem quoque deletum: Tandem & illi Bellorum motus, qui altefatam inter Suam Majeſtatem Cæſaream Catholicam, & Regem Hiſpaniarum Catholicum Philippum V. adhuc fervebant, per Acceſſionem ad Tractatum Londini die (2. Aug. St. n.) 22. Julii St. v. 1718. initum, acceptationemque conditionum utrique eorum, prout & Regni Sardiniæ in eo propoſitarum felici quoque numine ſedati fuerunt, certis Articulis inter eos adhuc dum controverſis ad particularem congreſſum ſubinde

de in Urbe Cameraci inſtitutum remiſſis, ſub Amicis Mediatoris Officiis Sereniſſimi & Potentiſſimi Regis Galliarum Ludovici XV. ac Sereniſſimi & Potentiſſimi Regis Magnæ Britanniæ Georgii definiendis. Quo quidem in loco per Plenipotentiarios ab omnibus Partibus eò miſſos ſub præfata mediatione à triennio abhinc operosè quidem, verùm ob varia impedimenta, abſque fructu expectato allaboratum fuit, quod ipſum; cùm & ſpes nulla fœlicioris in futurum ſucceſsus affulgeret, in cauſa erat, quòd Sereniſſimus Hiſpaniarum Rex Catholicus conſilium cœperit, dicta adhuc controverſa Puncta cum Sua Majeſtate Cæſarea & Catholica in ipſa Urbe Viennenſi per Miniſtros utrinque ad id opus cum plena poteſtate munitos amicè definiendi: ad quod Sua Majeſtas Cæſarea Catholica Celſiſſimum Principem ac Dominum Eugenium Sabaudiæ & Pedemontium Principem, altefatæ Suæ Majeſtatis Cæſareæ Catholicæ Conſiliarium actualem Intimum, conſilii Aulico-Bellici Præſidem, ſuumque Locumtenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi Mareſchallum, ac Ejuſdem Statuum per Italiam Vicarium Generalem, Aurei Velleris Equitem: necnon Illuſtriſſimum

mum & Excellentiſſimum Dominum Philippum Ludovicum Sacri Romani Imperii Theſaurarium Hæreditarium Comitem à Sinzendorff, Liberum Baronem in Ernſtbrunn, Dominum Dynaſtiarum Gfoll, Superioris Seloviz, Porliz, Sabor, Mulzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravium in Reineck, Supremum Hæreditarium Scutiferum ac Præciſorem in Superiori & Inferiori Auſtria, Hæreditarium Pincernam in Auſtria ad Anaſum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Camerarium, actualem Conſiliarium Intimum, ac Primum Aulæ Cancellarium; ac Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Gundaccarum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem de Starhenberg, in Schaumburg & Waxenberg, Dominum Ditionum Eſchelberg; Liechtenhaag, Rottenegg, Freyſtatt, Haus, Oberwalſee, Senfftenberg, Bottendorff, Hatwan, Aurei Velleris, Equitem, Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Conſiliarium Intimum actualem, Archiducatûs Auſtriæ Superioris & Inferioris Mareſchallum Hæreditarium: Sua Majeſtas verò Regia Catholica Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Joannem Guilielmum Baronem de Ripperda, Dominum de Jenſema,

sema, Engelenburgh, Poelgeest, Koudekente, & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humsterlant & Campen, nominavêre. Qui habitis inter se colloquiis tandem in sequentes Articulos, & Conditiones convenêre, commutatis priùs Plenipotentiis.

ARTICULUS I.

PAX sit Christiana, universalis perpetua, veraque amicitia inter Suam Cæsaream Catholicam Majestatem, utriusque eorundem Hæredes, & Successores, Regna Hæreditaria, horum Subditos, & Provincias, eaque ità sincerè servetur, & colatur, ut utraque Pars alterius utilitatem, honorem, & commodum promoveat, damna verò, & injurias avertat.

II. Basis, & Fundamentum, Regula, ac Norma istius Pacis est, & sit Tractatus Londinensis de die (a. Aug. St. n.) 22. Julii St. v. Anni 1718, propositæque in eo Pacis conditiones, à Sua Majestate Cæsarea Catholica eâdem ipsâ die, à Rege Catholico verò Madriti 20. Januarii, & die 17. Februarii Anno 1720. Hagæ-Comitum approbatæ, & in vim Pacti perpetui mutuò acceptatæ, vigore quarum præfatus Rex ad reparanda ea, quæ con-

contra Pacem Badenſem die 7. Septembris 1714. concluſam, prout & contra Neutralitatem per Tractatum die 14. Martii 1713. pro Italia ſtabilitam turbata fuerunt, actu reſtituit Suæ Majeſtati Cæſareæ Inſulam & Regnum Sardiniæ in eo ſtatu, quo erat tunc, cùm illud occupavit: Renuntiavitque Suæ Majeſtati Cæſareæ omnia Jura, Prætentiones, Rationes, & Actiones in dictum Regnum, ita, ut Sua Majeſtas Cæſarea de illo ceu de re ſua plènè libereque ad eum modum, juxta quem Amore boni publici fecit, diſpoſuerit.

III. Quandoquidem unica, quæ excogitari potuit, ratio ad conſtituendum duraturum in Europa æquilibrium ea viſa fuerit, ut pro regula ſtatuatur, ne Regna Galliæ & Hiſpaniæ, ullo unquam tempore in unam eandemque Perſonam, nec in unam eandemque lineam coaleſcere, unirique poſſent iſtæque duæ Monarchiæ perpetuis futuris temporibus ſeparatæ remanerent, atque ad ob firmandam hanc Regulam, tranquillitati publicæ adeò neceſſariam, ii Principes, quibus Nativitatis prærogativa jus in utroque Regno ſuccedendi tribuere poterat, uni è duobus pro ſe, totaque ſua Poſteritate ſolenniter renuntiaverint, adeò ut iſta utriuſque Monarchiæ Separatio in Legem

gem fundamentalem abjerit in Comitiis Generalibus vulgò *Las Cortes*, Madriti die 9. Menſis Novembris 1712. receptam, & per Tractatum Trajectenſem die 11. Aprilis 1713. conſolidatam, Sua Majeſtas Cæſarea Legi adeò neceſſariæ & ſalutari ultimum complementum datura, atque omnem ſiniſtræ ſuſpicionis anſam tollere, tranquillitatique publicæ conſulere volens, acceptat, & conſentit in ea, quæ in Tractatu Trajectenſi ſuper jure, & Ordine Succeſſionis in Regna Franciæ, & Hiſpaniæ acta, ſancita, & tranſacta fuerunt, renuntiatque tam pro ſe, quàm pro ſuis Hæredibus, Deſcendentibus, & Succeſſoribus Maribus & Fœminis, omnibuſque in univerſum Prætentionibus quibuſcunque, nullâ penitûs exceptâ, in quæcunque Regna, Ditiones & Provincias Monarchiæ Hiſpanicæ, quarum Rex Catholicus per Tractatus Trajectenſes agnitus fuit Legitimus Poſſeſſor, prout jam ſolennes deſuper Renunciationis actus in omni meliore forma expediri, eoſque publicari, & in acta loco congruo referri curavit, ac ſuper his Inſtrumenta ſolita Suæ Majeſtati Catholicæ, Partibuſque Compaciſcentibus actu jam extradidit.

IV. In vim dictæ Renunciationis, quam

quam Sua Majestas Cæsarea amore Universæ Europæ Securitatis, habitâ quoque eâ ratione, fecit quòd Dominus Dux Aurelianensis, Juribus, & Rationibus suis in Regnum Hispaniæ pro se & pro suis Descendentibus, sub ea conditione renunciaverit, ne Imperator, aut ullus ejusdem Descendentium in dicto Regno succedere unquam posset, Sua Majestas Cæsarea Catholica agnoscit Regem PHILIPPUM V. Legitimum Hispaniarum & Indiarum Regem, sinet prætereà eundem, ejusque Descendentes, Hæredes & Successores, Masculos & Fœminas, pacificè frui cunctis iis Ditionibus Monarchiæ Hispanicæ in Europa, in Indiis, & alibi, quarum possessio ipsi per Tractatus Trajectenses asserta fuit, neque eum in dicta possessione directè vel indirectè turbabit unquam, aut ullum Jus in dicta Regna, & Provincias sibi sumet.

V. Pro Renuntiatione, atque Agnitione à Sua Majestate Cæsarea in præcedentibus duobus Articulis facta; Rex Catholicus vicissim renunciat, tam suo, quàm suorum Hæredum, Descendentium, & Successorum Marium & Fœminarum Nomine, Suæ Majestati Cæsareæ, ejusque Successoribus, Hæredibus, & Descendentibus Masculis & Fœminis, cuncta Jura, ac rationes quascunque,

que, nulla penitùs exceptâ, in omnia & quælibet Regna, Provincias & Ditiones, quæ vel quas Sua Majestas Cæsarea in Italia, vel in Belgio actu possidet, eique vigore Tractatûs Londinensis obveniunt, abdicatque se universim omnibus Juribus, Regnis, & Provinciis, quæ olim ad Monarchiam Hispanicam sive in Belgio, sive in Italia pertinuerunt, quas inter Marchionatus Finaliensis à Sua Majestate Cæsarea Reipublicæ Genuensi Anno 1713..... cessus, disertè quoque comprehensus intelligatur, super quo solennes Renunciationis actus in omni meliore forma jam expediri, eosque publicari, & loco congruo in acta referri actu curavit, ac super his Instrumenta consueta Suæ Majestati Cæsareæ, & Partibus compacisentibus extradidit. Sua Majestas Catholica renunciat pariter Juri reversionis ad Coronam Hispaniæ sibi super Regno Siciliæ reservato, omnibusque aliis actionibus, & prætentionibus, quarum prætextu Suam Majestatem Cæsaream, ejus Hæredes, & Successores, directè, vel indirectè tam in supradictis Regnis, & Provinciis, quàm in cunctis aliis Ditionibus, quas actu in Belgio, & Italia, vel ubicunque alibi possidet, turbare posset.

VI. Sua Majestas Cæsarea in contempla-

plationem Sereniſſimæ Hiſpaniarum Reginæ conſenſit jam ſub reſervato Imperii conſenſu, eoque ſubinde obtento iterum conſentit, ut, ſi quando Ducatum Hetruriæ, prout & Ducatus Parmæ & Placentiæ, ceu agnita à Partibus compaciſcentibus in Tractatu Londinenſi indubitata Imperii Feuda Maſculina, ex deficientia Sexûs Maſculini vacare unquam, atque Imperatori & Imperio aperiri contingeret, in iis Filius præfatæ Reginæ Primogenitus, hujuſque Deſcendentes Maſculi ex Legitimo Matrimonio nati: iiſque deficientibus, ſecundo aliique Poſt-geniti ejuſdem Reginæ Filii pariter cum eorum Poſteris maſculis ex Legitimo Matrimonio natis Juris perpetuo Primogenituræ juxta Leges, ac conſuetudines Imperii Feudales in dictis Ducatibus, ac Terris ad eos in Hetruria pertinentibus ſuccedant. In cujus rei ſecuritatem Sua Majeſtas Cæſarea præfatis Principibus promiſſas Litteras Expectativas Eventualem Inveſtituram continentes ſtilo ſolito actutum expedire, Regique Catholico tradi curavit: Id tamen citra ullum damnum, aut præjudicium eorum Principum, qui dictos Ducatus in præſens obtinent, ſalvâque illorum per omnia quietâ poſſeſſione.

Placuit tamen Oppidum Liburni in

perpetuum esse, & deinceps permanere Portum Liberum, eo planè modo, quo nunc est.

Adpromittit insuper, obligatque sese Rex Catholicus, quod Oppidum Portus Longi unà cum ea parte Insulæ Ilvæ, quam in ea tenet, præfato Principi, suo & Reginæ Filio cedet, tradetque, quamprimùm iste tempore & ordine debito, ad actualem Hetruriæ Ducatûs possessionem pertingat.

Abdicatque à se, suisque Successoribus Hispaniarum Regibus facultatem omnem, ex præfatis Ducatibus quidquam sibi asserendi, acquirendi, aut unquam possidendi: quin nec Tutelam Principis, cui isti Ducatus obvenient, suscipiendi, aut quocunque tempore gerendi.

Imperator, & Rex Hispaniarum spondent, bonâ fide se religioseque observaturos, quæ in Fœdere Londinensi de non introducendo in dictos Ducatus, viventibus modernis eorum Possessoribus, proprio aut conductitio milite acta sunt, ita tamen, ut si quando casus aperturæ unius vel alterius Ducatûs eveniat, Princeps Infans Don Carlos secundùm Literas investituræ Eventualis ejusdem possessionem apprehendere possit.

VII.

VII. Sua Majestas Catholica renunciat pro se, suisque in Regno Successoribus, & Hæredibus, Posteris item suis utriusque Sexûs in perpetuum Juri reversionis Regni Siciliæ ad Coronam Hispaniæ, in Instrumento Cessionis de 10. Junii Anni 1713. erga Regem Sardiniæ sibi reservato, Literasque, ut vocant, Reversales desuper confectas Suæ Majestati Cæsareæ unà cum Instrumento Ratificationis istius Tractatûs bonâ fide extradet: salvo tamen Reversionis Jure in Insulam & Regnum Sardiniæ juxta Art. II. Conventionum inter Imperatorem, & Regem Sardiniæ sibi competente.

VIII. Imperator, & Rex Catholicus spondent, mutuoque se obstringunt ad Defensionem, seu Guarantiam reciprocam omnium Regnorum, & Provinciarum, quæ, vel quas actu possident, aut quorum, quarumve possessio ad Illos vigore Tractatûs Londinensis per hoc Pacis Instrumentum confirmata jam pervenit.

IX. Ut utrinque perpetua oblivio, Amnestia, & generalis abolitio omnium eorum, quæ ab initio Belli moti verbis, scriptis vel factis ab utriusque Subditis clam vel palàm, directè seu indirectè, gesta, aut patrata fuerunt; Gaudeant-

que istâ generali Amnestiâ, & Abolitione omnes & singuli utrinque Subditi cujuscunque Stâtus, Dignitatis, Gradus, Conditionis, aut Sexûs sint, tam Ecclesiastici, quàm Militares, Politici, & Civiles, qui durante Bello Partes unius aut alterius Principis secuti sunt, vigore cujus universis & singulis permissum, & licitum sit, recipere plenariam Possessionem, & usumfructum suorum Bonorum, Jurium Privilegiorum; Honorum, Dignitatum, & Immunitatum, iisque utentur, fruenturque æquè liberè ac iis sub initium ultimi Belli, vel quo tempore uni alterivè Parti adhærere cœperunt, gavisi, & fruiti fuerunt, non obstantibus Confiscationibus, Arrestis & Sententiis sub Bello factis, latis, aut publicatis quæ pro nullis, & ceu non factis habeantur. Insuper virtute ejusdem Amnestiæ, & Abolitionis omnibus & singulis subditis, qui unam alteramve Partem secuti sunt, fas, liberumque esto, Patriam suam repetere, bonisque suis uti, frui, planè ac antè Bellum de iis disponere valuere: Dignitas quoque Subditis durante Bello hinc inde collatæ iis pariter deinceps integrè permanento, mutuoque agnoscantur.

X. Ad complanandas eas, quæ ratione Titulorum adhuc motæ sunt, controversias,

versias, placuit, ut Sacra Cæsarea Catholica Majestas CAROLUS VI. Romanorum Imperator, & Sacra Regia Catholica Majestas Hispaniarum & Indiarum Rex PHILIPPUS V. Titulis utrinque assumptis imposterum vitâ utriusque eorum durante utantur; Hæredes verò, & eorum Successores Titulos, duntaxat eorum Regnorum, & Provinciarum, in quorum Possessione sunt assumant, aliis verò abstineant.

XI. Dux Parmæ conservetur, & manuteneatur in Possessione omnium suorum Statuum, Jurium, & Actionum eo modo, quo tempore Signaturæ Tractatûs Quadruplicis Fœderis fuit; Quæ verò cum finitimis Suæ Majestatis Cæsareæ Provinciis subvertunt controversiæ, eæ per Arbitros ab utraque Parte eligendos amicabiliter decidantur.

XII. Sua Majestas Cæsarea adpromittit, ordinem Succedendi in Regno Hispaniæ receptum, atque per Tractatum Trajectensem, per Renunciationes item vi Quadruplicis Fœderis subsecutas, necnon per præsens Pacis Instrumentum confirmatum, tueri se, Guarantiamque desuper præstare, & quoties opus, manutenere velle; vicissim Rex Hispaniæ tueri, & guarantigiare quoque spondet, eam Succedendi ordinem, quem Sua

Majestas Cæsarea ad mentem Majorum suorum in Serenissima sua Domo ex Pactis ejusdem antiquis, in forma Perpetui, Indivisibilis, ac Inseparabilis, Fidei-Commissi Primogenitura affecti pro universis Suæ Majestatis utriusque Sexûs Hæredibus, & Successoribus universorum Regnorum, Archiducatuum, Ducatuum, Principatuum, Provinciarum, ac Ditionum, ad Serenissimam Domum Austriacam Jure Hæreditario spectantium, communi omnium voto susceptus, ac grato, submissoque animo agnitus, atque in vim Legis, Sanctionisque Pragmaticæ perpetuò valituræ in publica monumenta relatus fuit.

XIII. Super Dotibus Serenissimarum Infantum MARIÆ, & MARGARITÆ, Romanorum Imperatricum, ita conventum est, ut constituta pro illis Hypotheca, Urbes videlicet, Oppida, & Terræ, ex quibus fructus, seu usuræ annuæ pro ratione sortis stipulatæ percipiebantur, restituatur, vel loco istarum Dotium, & Hypothecæ sors ipsa in ære parato semel pro semper unà cum fructibus tam antè obitum Regis CAROLI II. quàm post acceptatum Tractatum Londinensem ex iis perceptis Suæ Majestati Cæsareæ persolvantur.

XIV.

XIV. Super Debitis hinc inde contractis ita convenit, ut quemadmodum Sua Majestas Cæsarea Catholica Debita in Catalaunia à se, vel ejus Nomine contracta, exsolvit, & quæ adhuc liquidò extant, persolvenda in se recipit; ita quoque Debita à Ministris Serenissimi Hispaniarum Regis PHILIPPI V. nomine Suæ Majestatis in Belgio, Mediolani, Neapolis, & in Sicilia contracta, Sua Majestas Regia exsolvet, vel Creditores contentos reddet. Quem in finem Commissarii ad separanda, liquidandaque dicta Debita intrà bimestre à subscripta Pace ac utraque Parte constituentur.

XV. Cùm etiam super Restitutione Palatiorum Romæ, Viennæ, & Hagæ-Comitis existentium variè actum sit, tandem super iis ità transactum fuit, ut Palatium Hagæ-Comitis extans cum Viennensi compensetur. Pro Palatio Romano verò Rex Catholicus Imperatori dimidium ejusdem pretium, seu valorem exsolvat.

XVI. Sub hoc præsenti Pacis Tractatu comprehendentur illi, qui intrà unius anni spatium ab una, alteraque Parte ex communi consensu nominabuntur.

XVII. Pacem hoc modo conclusam promittunt Commissarii Cæsarei, & Re-

gius Legatus, Plenipotentiarii ab Imperatore; & Rege Catholico, ad formam hîc mutuò placitam ratihabitum, & Ratificationum Instrumenta intrà bimestre spatium, aut citiùs si fieri possit, hîc reciprocè commutatum iri.

XVIII. Porro cùm Renunciationes hinc inde factæ, de quibus suprà frequentior mentio facta est, partem istius Tractatûs inter cæteras præcipuam, integramque efficiant, quantumvis eæ, utpote in solenni forma utrinque ratihabitæ plenum robur, vigoremque suum jamjam obtineant, attamen eas majoris confirmationis gratiâ huic Tractatui annectere placuit.

Fiat insertio.

XIX. In quorum fidem, roburque, tam Cæsarei Commissarii, quàm Regius Legatus, Plenipotentiarii Tabulas has propriis manibus subscripserunt, & Sigillis suis muniverunt. Acta hæc sunt Viennæ Austriæ Trigesimâ Die Mensis Aprilis Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(*L. S.*) EUGENIUS à SABAUDIA.
(*L. S.*) J. G. Baro de RIPPERDA.
(*L. S.*) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINZENDORFF.
(*L. S.*) GUNDACCARUS Comes à STARHENBERG.

De-

Declaratio Regis Hiſpaniæ.

PHILIPPUS Dei gratiâ Caſtellæ, Legionis, Arragoniæ, utriuſque Siciliæ, Hieroſolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricarum, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennæ Algarbiæ, Algeciræ, Gibraltaris, Inſularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentalium, Inſularum & Continentis, Maris Oceani Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis, Dominus Biſcajæ, & Molinæ, &c. &c. Cùm per Articulum Septimum Tractatûs Pacis, & Amicitiæ, inter Sereniſſimum, & Potentiſſimum Romanorum Imperatorem Dominum CAROLUM hujus Nominis Sextum, & Nos, paucis abhinc diebus ſolenniter concluſi, per utriuſque Partis Miniſtros Oratores, Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios Viennæ in Auſtria die trigeſimâ Aprilis Anno inferiùs notato, percuſſi, atque ſubſcripti, & à Nobis noviſſimâ die vigeſimâ quintâ Menſis Maji, in Regia Noſtra Aranjuez dicta ſecundùm ipſius Tenorem, & formam ex animi ſententiâ acceptati, approbati,

& ratihabiti ; Enuncietur , proponatur , & asseratur , quod Nos Rex Catholicus , pro Nobis , Nostrisque in Regno Successoribus & Hæredibus, Posteris item Nostris utriusque Sexûs in perpetuum Juri Reversionis Regni Siciliæ ad Coronam Hispaniæ , in Instrumento Cessionis de 10. Junii Anni 1713. erga Regem Sardiniæ Nobis reservato , renunciamus , Litteraſque , ut vocant , Reversales desuper confectas Suæ Majestati Cæsareæ unà cum Instrumento Ratihabitionis istius Tractatûs bonâ fide extradituri, &c. Nobis planè necesse visum est, his præsentibus notum facere , & aperire , sicut re ipsâ notum facimus , aperimus , & declaramus , asserimus , & asseveramus , quòd quamvis Nos , cùm Serenissimo Principi Sabaudiæ Duci , nunc Sardiniæ Regi Regnm Siciliæ cessimus , Jus ipsius Reversionis ad Coronam Hispaniæ Nobis reservavimus , nihilominùs Litteras , ut vocant Reversales , desuper conficiendas , & expediendas, confectas unquam, aut expeditas fuisse , prout in prædicto Articulo Sept. ponitur , asseritur , usque adhuc penitùs nescimus,& ignoramus,& si reapsè confectæ, absolutæ , & expeditæ fuerunt , quod quidem prorsùs Nobis latet, nunquam nobis traditæ sunt , ipsaſque nec accepimus , in potestate Nostra

tra nec sunt, nec unquam fuerunt, quandoquidem vel etiam earum notitia Nos fugit, & præterit; quapropter traditionem per prædictum Articulum Septimum conventam, quam ipsius rei promissæ defectus & inexistentia adimplere vetat, prout fas Nobis est, excusatamhaberi à Sua Cæsarea Catholica Majestate ingenuè cupientes, quod in Nostra potestate est, sinceritas suggerit, candorque suadet, lubenter exequimur, & continuò perficimus, testificando, spondendo, & promittendo, quòd si quandoque præfatas Reversales Litteras, & Reversionis Instrumenta confectas seu confecta, & absoluta fuisse constaret, & confecta reperiri, aut detegere evenerit, si Nobis insciis in nostra potestate sint, bonâ fide, abjectâ omni procrastinatione, restituemus, & extrademus Suæ Cæsareæ Catholicæ Majestati, & si fortè in aliena, restitui, & extradi eidem Majestati, omnibus viribus, & conatibus Nostris curabimus & ex nunc ad majorem firmitatem præfatum, de quo agitur, Instrumentum annullantes, derogantes, & rescindentes spondemus lubenter, atque promittimus, Sacramentum facientes in verbo, & fide Regia cùm pro Nobis tùm pro Successoribus, Regnorum Nostrorum Hæredibus, id omne exe-

qui, & perficere, atque adimplere, prout quomodocunque Noſtræ voluntati ſubjaceat. In quorum fidem & validitatem præſentes Noſtras Declarationis Litteras, expediri mandavimus, manu Noſtrâ ſubſcriptas, Sigillique Noſtri Secreti appoſitione roboratas, & infraſcripti Statûs Secretarii Noſtri refrendatas. Datum in Regia hac Noſtra de Aranjuez nuncupata. Die Maji vigeſima quintâ Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto.

(*L.S.*) PHILIPPUS R.

JOANNES AB ORENDAYN.

Ce Traité a été ratifié par l'Empereur le 16. Juin ; & par S. M. C. le 25. Mai 1725.

[KK.]

1725. TRAITÉ *de Paix entre l'Empereur & l'Empire, d'une part; & le Roy d'Espagne d'autre part; conclu à Vienne en* 1725. tiré du Mercure Historique.

NOtum sit omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest.

Cum Bello, quod præmatura Mors Sereniſſimi quondam Hiſpaniarum Regis Caroli Secundi per univerſam ferè Europam ſuper Succeſſione in ejus Regna excitavit, cum Sacra Cæſarea Majeſtate Sacrum quoque Romanum Imperium acceſſerit; Pace porrò per Tractatus, imprimis Trajectenſem: deinde Badenſem, tandem per eum, qui Londini (2. Auguſti) Julii 22. Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo initus fuit, inter Partes belligerantes majori ex parte reductâ id unum ſupereſſet, ut inſpirante Deo, in cujus manu ſunt corda Principum, Pax quoque inter Sacrum Majeſtatem Cæſareo-Catholicam, & Sacram Romanum Imperium ex unâ: Sacramque Majeſtatem Regio-Catholicam

licam exaltera parte reſtabiliretur, Tractatus verò Cameracenſis, ob varias rerum viciſſitudines ad optatum finem deduci hucuſque non potuerit ; ideo que modo fatus Rex Hiſpaniarum ad conficiendum magnum hoc cum Majeſtate Cæſarea, Sacroque Romano Imperio Pacis negotium , Legatum ſuum Extraordinarium , & Plenipotentiarium Hiſpanicum ſufficienter inſtructum , ad Aulam Imperialem miſerit , & in hunc finem , ac opus , Orbi Chriſtiano tam ſalutiferum , tamque neceſſarium Sacra Cæſarea Majeſtas Catholica pro ſincero ſuo in communem Europæ ſalutem amore , ac ſtudio promptas mox aures præbuerit , atque ſuo Cæſareo , Sacrique Romani Imperii nomine in vim Plenipotentiæ , ac requiſitionis Statuum Imperii de die nonâ Decembris anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi ſecundi Conſiliarios ſuos Statûs Intimos, nempe.

Celſiſſimum Sacri Romani Imperii Principem Dominum Eugenium Sabaudiæ & Pedemontium Ducem , aurei Velleris Equitem , Conſilii ſui Aulico-Bellici Præſidem , & Locumtenentem Generalem ſuum , ac Sacri Imperii Campi Mareſchallum , Regnorumque ac Statuum ſuorum Hæreditariorum per Italiam Vicarium Generalem.

Atque

Atque Illuſtriſſimos, & Excellentiſſimos Dominos.

Philippum Ludovicum Sacri Romani Imperii Comitem à Sinzendorff, Sacri Romani Imperii Theſaurarium, Hæreditarium, Liberum Baronem in Ernſtbrunn, Dominum Dynaſtiarum Gfoll, Superioris Seloviz, Porliz, Sabor; Mülzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravium in Rheinech, Supremum Hæreditarium Scutiferum, ac Dapicidam in Archiducatu Superioris & Inferioris Auſtriæ, Hæreditarium Pincernam in Auſtriâ ad Anaſum, aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Provinciarum Auſtriacarum Cancellarium Aulicum.

Gundaccarum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem & Dominum de Starhenberg, in Schaumburg, & Waxenberg, Dominum Ditionum Eſchelberg, Liechtenhag, Rotenegg, Freyſtatt, Haus, Oberwalſée, Senfftenberg, Bodendorff, Hatwan, aurei Velleris Equitem, Archiducatûs Auſtriæ Superioris, & Inferioris Mareſchallum Hæreditarium Supremum.

Erneſtum Fridericum Sacri Romani Imperii Comitem de Windiſgraz, Liberum

berum Baronem de Wallenſtein & in Valle, Dominum Dominiorum Sancti Petri in Inſulâ, Roten-Lotha, & Leopolsdorff, Supremo-Hæreditarium per Ducatum Styriæ Stabuli Præfectum, aurei Velleris Equitem, Conſilii ſui Imperialis Aulici Præſidem, &c.

Fridericum Carolum Sacri Romani Imperii Comitem à Schonborn Bucheimb, Wolffsthal, Sacri Romani Imperii Dominum in Reichelſberg, & Heſppenheimb, & Comitem in Wiſentheid, Dominum in Gollersdorff, Schonborn, Aſpersdorff, Weirbug, & Parſchenbrum Weiler, Geubach, & Pommersfelden &c. Supremum in Archiducatu Auſtriæ infra & ſupra Anaſum, Hæreditarium Dapiferum, Imperialis Eccleſiæ Bambergenſis Coadjutorem, Majeſtatis Cæſareæ, & Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium Aulicum.

Tanquam Legatos ſuos Extraordinarios, & Plenipotentiarios Cæſareos cum ſufficiente Mandato, atque Potentia plena agendi, tractandi, concludendi, ſignandique nominaverit, ac inſtruxerit:

Prout Sua Sacra Regia Catholica Majeſtas ſuum Hiſpanum Legatum Extraordinarium,

Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum

minum Joannem Guillelmum Baronem de Ripperda, Dominum de Jensema, Enhgelenburg, Polgeest, Koudekente, & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humsterlant, & de Campen.

Itidem cum sufficiente Mandato, plenâque Potentiâ agendi, tractandi, concludendi, signandique nominavit, ac instruxit:

Ideo præfati Domini Legati Extraordinarii, & Penipotentiarii commutatis Mandatorum Tabulis, habitisque inter se colloquiis in Leges & Articulos almæ Pacis, qui sequuntur, convenerunt.

ARTICULUS PRIMUS.

PAx sit constans, perpetua, & universalis, ac amicitia vera inter Sacram Cæsaream, & Catholicam Majestatem, ejusque Successores, totum Sacrum Romanum Imperium omnesque ejusdem, ac singulos Electores, Principes, Status, & Ordines, Vasallos, Clientes, & Subditos ex unâ: & Sacram Regiam Majestatem Catholicam, ejusque Hæredes, Successores, Clientes & Subditos, ab alterâ parte: eaque ita sincerè servetur, & colatur, ut neutra Pars in alterius injuriam, dispendium, vel detrimen-

trimentum, sub qualicunque prætextu, vel prætentione quidquam moliatur, aut molientibus, seu quodvis damnum inferre conantibus, consilium ullum, vel auxilium, quocunque illud nomine, aut colore eveniat, præstare possit, aut debeat; sed potiùs utraque Pars alterius honorem, utilitatem, ac commodum seriò promoveat, non obstantibus quibuslibet in contrarium fortè Pactis, vel Fœderibus, quando & quomodocunque factis, aut deinceps faciendis.

ARTICULUS II.

Sit perpetua utrimque Amnestia, & oblivio omnium eorum, quæ ultro citroque durante Bello, vel occasione Belli hostiliter acta sunt, ità ut nec eorum, nec ullius alterius rei causâ alter alteri quicquam molestiæ directè, viâ facti, vel sub specie Juris uspiam inferat, aut inferri patiatur.

Gaudeant etiam hac amnestia, ejusque beneficio, & effectu omnes utriusque Partis Vasalli, Clientes, & Subditi, hanc tamen additâ declaratione, ut quæ in Tractatu Neutralitatis Hagæ-Comitis Anno millesimo septingentesimo decimo tertio ratione Principum, Vasallorum, & Subditorum Imperii in Italia

Italia ſtatuta, & in Pace Badenſi Articulo trigeſimo cum Rege Galliæ inita confirmata fuerint, in præſenti Tractatu pro repetitis habeantur, ac ab utraque parte inviolatè obſerventur.

ARTICULUS III.

Virtute hujus Tractatus plenè reſtituantur, & reſtituta ſunto à ſubſcripta Pace, Commercia inter Sacræ Cæſareo-Catholicæ Majeſtatis, Imperiique, & Sacræ Regio-Catholicæ Majeſtatis, Regnique Hiſpaniæ Subditos in eam, quæ ante Bellum fuit, libertatem, fruanturque utrinque omnes, & ſinguli, nominatim Urbium Imperialium, & Emporiorum Hanſeaticorum Cives, & Incolæ Terrâ, Marique pleniſſimâ ſecuritate, Juribus, Immunitatibus, Privilegiis, & Emolumentis, quibus ante Bellum fruiti ſunt.

ARTICULUS IV.

Sacra Cæſarea Majeſtas Catholica pro ſe, & Sacro Romano Imperio conſentit, ut ſi quando Ducatum Hetruriæ aut Ducatus Parmæ, & Placentiæ ceu in Tractatu Londinenſi Anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo,

ad

ad priſtina Superioritatis Imperialis Jura, ab omnibus Partibus compaciſcentibus agnita indubitata Imperii Feuda, ex defectu Poſteritatis Maſculinæ vacare contingeret, Filius Sereniſſimi Hiſpaniarum Regis ex Regina vivante, nata Principe Parmenſi Primogenitus, hujuſque Deſcendentes Maſculi ex Legitimo Matrimonio nati, iiſque deficientibus ſecundus, aut alii poſtgeniti ejuſdem Regis, Reginæque Filii, pariter cum eorum Poſteris Maſculis ex Legitimo Matrimonio natis, aut naſcituris, in omnibus dictis Ducatibus, & Provinciis juxta datas jam Literas Expectativæ, eventualem Inveſtituram continentes ſuccedant:

Oppido tamen Liburno Portu Libero, uti nunc eſt, perpetuò permanente.

Promittit inſuper Rex Catholicus, quòd eveniente prænemorato caſu Urbem Portûs Longi, unà cum Parte Inſulæ Ilvæ, quam in illa poſſidet, Principi Infanti filio ſuo cedet.

Neque Ipſe aut alius ejus in Regno Hiſpaniæ Succeſſor Tutelam Principis, qui iſtos Ducatus omnes, vel alterutrum eorum poſſidebit, unquam gerere, aut ex prædictis Ducatibus vel in Italia quidquam ſibi acquirere retinere, aut poſſidere valeat.

Et

Et quæ de non introducendo, viventibus modernis Principibus, Milite proprio, aut conductitio in dictos Ducatus Articulo quinto Tractatûs Londinenſis cauta ſunt, religioſè obſervare velit, ità tamen, ut ſi quando caſus aperturæ unius, vel alterius Ducatûs eveniat, Princeps Infans Don Carolus ſecundùm Literas Inveſtituræ Eventualis, quarum tenor in omnibus, & ſingulis Punctis, Articulis Clauſulis, & Conditionibus hîc pro repetito, ac plenè inſerto habetur, ejuſdem poſſeſſionem apprehendere poſſit.

ARTICULUS V.

Huic Paci includentur omnes illi, qui poſt permutatas ejuſdem Ratihabitionum Tabulas intra ſex menſes ab una vel altera Parte ex communi conſenſu nominabuntur.

ARTICULUS VI.

Pacem hoc modo concluſam promittunt Legati Cæſarei, & Regius Hiſpanus ad formam hîc mutuò conditam, à Sua Majeſtate Cæſareo-Catholica & à Sua Majeſtate Regio-Catholica ratihabitum, & publica Ratificationum Inſtru-

Instrumenta intrà trium mensium spatium ab hodiernâ die computandorum, aut citiùs, si fieri queat, hic reciprocè commutatum iri.

In quorum omnium fidem, ac robur supranominati Legati Plenipotentiarii Cæsarei, & Regio-Hispanicus Tabulas has propriis manibus subscripserunt, & Sigillis suis muniverunt. Acta hæc sunt Viennæ in Austriâ die septimâ mensis Junii Anno millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(*L.S.*) EUGENIUS à SABAUDIA.

(*L.S.*) J. G. BARO de RIPPERDA.

(*L.S.*) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINZENDORFF.

(*L.S.*) GUNDACCARUS Comes à STARHENBERG.

(*L.S.*) ERNESTUS FRIDERICUS Comes à WINDISGHRAZ.

(*L.S.*) FRID. CAROL. Comes à SCHONBORN.

[LL.]

1725. TRAITÉ *d'Alliance entre l'Empereur & l'Espagne, conclu à Vienne en* 1725. tiré du Mercure Historique.

NOtum sit Universis. Quamvis sincera Amicitia inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum Dominum Carolum hujus Nominis Sextum, Romanorum Imperatorem semper Augustum, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Gueldriæ ac Superioris & Inferioris Silesiæ & Wirttembergæ, Principem Sueviæ, Marchionem Sac. Rom. Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comitem Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Namurci, Landgravium Alsatiæ, Dominum Marchiæ Slavonicæ, Portûs Naonis & Salinarum &c. &c. Necnon Serenissimum & Potentissimum

simum Principem ac Dominum Dominum Philippum hujus Nominis Quintum, Regem Castellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricæ, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Canariarum, Indiarum, Orientalium & Occidentalium, Insularum & continentis Maris, Oceani, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ & Mediolani, Comitem Habspurgi, Flandriæ Tyrolis & Barcinonæ, Dominum Biscajæ & Molinæ &c. &c. per Accessionem ad Tractatum Londinensem à Sua Majestate Madriti 20. Januarii & 17. Februarii 1720. Hagæ-Comitis factam stabilita, & per solennem Pacis Tractatum hîc Viennæ die 30. mensis Aprilis anno infrà notato confectum & subscriptum magis adhuc corroborata, firmataque fuerit; ad stringendum nihilominùs eò arctius hunc pro bono Christiani Orbis tam proficuum concordiæ nexum, per utrinque eorum Ministros respective Commissarios, Legatos Extraòrdinarios & Plenipotentiarios, videlicet pro parte Suæ Majestatis Cæsareæ Catholicæ Celsissimum Principem ac Dominum Eugenium Sabaudiæ

diæ & Pedemontium Principem, altefatæ Suæ Majestatis Cæsareæ Catholicæ Consiliarium Actualem Intimum, Consilii Aulico-Belgici Præsidem, suumque Locumtenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi Mareschallum ac Ejusdem Statuum per Italiam Vicarium Generalem, Aurei Velleris Equitem : necnon Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Philippum Ludovicum Sac. Rom. Imperii Thesaurarium Hæteditarium Comitem à Sinzendorff, Liberum Baronem in Ernstbrunn, Dominum Dynastiarum Gfoll, Superioris Selowiz, Porliz, Sabor, Mulzig, Loos, Zaan & Droskau, Burggravvium in Reineck Supremum Hæreditarium Scutiferum ac Præcisorem in Superiori & Inferiori Austria, Hæreditarium Pincernam in Austriâ ad Anasum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Camerarium Actualem Consiliarium Intimum, ac Primum Aulæ Cancellarium : ac Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Gundaccarum Thomam Sac. Rom. Imperii Comitem de Starhenberg, in Schaumburg & Waxenberg, Dominum Ditionum Eschelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freystat, Haus, Obervallsée, Senfftenberg, Bottendorff, Hattwan, Aurei

Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Consiliarium Intimum actualem, Archiducatus Austriæ Superioris & Inferioris Mareschallum Hæreditarium; Et pro parte Suæ Majestatis Regiæ Catholicæ per Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Joannem Guilielmum Baronem de Ripperda, Dominum de Jenzema, Engelenburgh, Poelgeest, Koudekente, & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Humsterlant & Campen, in præsens peculiare Amicitiæ Fœdus juxtà sequentes Articulos convenerunt, commutatis prius Plenipotentiis.

I. Sit maneatque Suam Majestatem Cæsaream Catholicam inter & Suam Majestatem Regiam Catholicam solida sinceraque Amicitia, eaque utrinque ita colatur, ut unus alterius commoda ceu sua promoveat, damna verò avertat.

II. Cum verò per Ministrum Serenissimi Hispaniarum Regis expositum fuerit, Restitutionem Gibralterræ cum Portu suo per Regem Magnæ Britanniæ promissam fuisse, & Regem Hispaniæ instistere, ut Gibralterra cum Portu suo & Insula Minorcæ cum Portu suo Mahon Majestati Suæ Regiæ Catholicæ restituantur, ex Parte Sacræ Cæsareæ Catholicæque Majestatis hisce declaratur, huic Restitu-

Restitutioni, si amicabiliter fieret, sese non oppositurum, & ubi utile videbitur, omnia bona Officia, & si Partes id desiderarent, etiam mediatoria adhibituram esse.

III. Ad contestandam magis sinceram Amicitiam Serenissimus Hispaniarum Rex Philippus V. promittit & spondet, Navibus Sacræ Cæsareæ Catholicæque Majestatis, & ejus Subditorum tutum, securumque ingressum daturum in omnes suos Portus in continenti Hispaniæ sitos cujuscunque Nationis Imperatori subjectæ sint, ita ut quæstum liberrimum non solum in illis, sed etiam in omnibus Hispaniarum Regnis exercere possint, gaudebuntque omnibus Privilegiis & prærogativis, quibus amicissima Natio, (uti Galli hucusque fuerunt & Angli adhuc sunt) gaudet ac fruitur, idque statim à die publicatæ istius Pacis, quæ in omnibus Portubus & Locis congruis sine morâ fiet, juxtà ac in Tractatu Commerciorum hodie subscripto conventum est.

IV. Si Naves Subditorum Suæ Majestatis Cæsareæ à quopiam tam cis, quàm citrà Lineam hostiliter impeterentur, Rex Catholicus promittit, se in eo casu causam cum Suâ Majestate Cæsareâ communem facturum ad vindi-

candas reparandaſque illatas injurias & damna: Viciſſim Sua Majeſtas Cæſarea Catholica promittit, ſi Naves Subditorum Suæ Regiæ Catholicæ Majeſtatis à quopiam tàm cis, quàm citrà Lineam hoſtiliter impeterentur ſe in eo caſu pariter cauſam cum Suâ Majeſtate Regiâ communem facturam, ad vindicandas reparandaſque illatas injurias & damna.

V. Cæterùm etſi per Quadruplex Fœdus ſecuritas Regnorum, Dominiorum & Provinciarum à Partibus Compaciſcentibus poſſeſſarum viciſſim per Guarantiam ſtipulata ſit, per hoc Fœdus nihilominùs præfatam ſecuritatem uberiùs explicare, Caſibuſque qui occurrere poſſunt, ſatiùs providere placuit. Idcircò ad obfirmandum eo magis & magis cœptum bonis auſpiciis inter Sacram Cæſaream Catholicamque Majeſtatem, & Sacram Regiam Catholicam Majeſtatem Amicitiæ ſtudium, neceſſarium ac opportunum viſum fuit de auxiliis mutuò præſtandis, ac per ea debitâ ſecuritate magis firmandâ ſequentia ſtatuere. Nimirùm ſi Imperator, ejus Regna & provinciæ Hæreditariæ ubicunque ſitæ hoſtiliter impeterentur, aut Bellum alibi cœptum in illas transferri contingeret, in eum caſum Rex Catholicus ſpondet, ſeſeque obligat, quòd Suæ Majeſtati Cæſareæ omni-

omnibus viribus Terrâ Marique opitulaturus, ſpeciatim verò Claſſim quindecim ad minimum Navibus Bellicis majoribus, vulgò *Vaiſſeaux de Ligne*, inſtructam : inſuperque viginti militum millia, & inter hos quindecim mille Pedites, & quinque mille Equites in auxilium ſubmiſſurus ſit, ſolitis Hybernis ab Imperatore providendos, hoc tamen pacto, ut Rex loco militis pecuniam ſolvere poſſit, computatis in ſingulos mille Pedites viginti quatuor mille Florinis Rhenenſibus per ratas menſuales in Urbe Genuâ perſolvendis.

Quoad Naves verò, ſi Rex Hiſpaniæ eas Imperatori non ſubmitteret, poterit ſatisfacere mittendo Decem millia Militum : vel loco illorum pecuniam juxtà calculum ſupra factum. Viciſſim Sua Majeſtas Cæſarea ſpondet ac ſe obligat, quod Regi Hiſpaniarum Catholico, in caſum hoſtilis Aggreſſionis in Provinciis in Europâ ubicunque ſitis omnibus viribus Terrâ Marique opitulaturus, ſpeciatim verò in auxilium ſubmiſſurus ſit triginta millia Militum, ſcilicet viginti mille Pedites, & Decem mille Equites, ſemper in naturâ ſuppeditandos, & ſolitis Hybernis à Rege providendos.

VI. Tractatum hunc peculiaris Amicitiæ Fœderis promittunt utriuſque Par-

tis reſpectivè Commiſſarii & Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii à ſuâ Majeſtate Cæſareâ Catholica & à Regiâ Catholicâ Majeſtate ad formam hîc mutuò placitam ratihabitum ſolenniaque Ratihabitionum Inſtrumenta intrà ſpatium trium Menſium, aut citiùs ſi fieri queat, hic reciprocè commutatum iri. In quorum fidem roburque præfati Miniſtri Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii hoc peculiaris amicitiæ Fœderis Inſtrumentum propriis manibus ſubcripſerunt & ſigillis ſuis muniverunt. Acta hæc Viennæ Auſtriæ die 30. Menſis Aprilis Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto.

(*L.S.*) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINZENDORFF.
(*L.S.*) EUGENIUS à SABAUDIA.
(*L.S.*) GUNDACCARUS Comes à STARHENBERG.

[MM.]

1725. TRAITÉ *d'Alliance entre les Rois de France, de la Grande Bretagne & de Prusse, conclu à Hanovre, en* 1725. tiré du Corps Diplomatique.

LEURS MAJESTEZ le Roi de la Grande-Bretagne, le Roi Très-Chrêtien, & le Roi de Prusse ayant vû avec plaisir combien l'Union étroite qui subsiste entre Elles, a contribué non-seulement au Bonheur de leurs propres Royaumes & Sujets, mais aussi au Bien & à la Tranquillité publique; étant persuadées en même temps, qu'il n'y a point de moyen plus propre à assurer & à affermir les mêmes Avantages contre tous les Evenemens qui pourroient naître, que de cultiver de plus en plus ladite Union & la rendre indissoluble; Et ayant réflechi mûrement sur tous les Traitez qui subsistent entre Leurdites Majestez, (auxquels Elles déclarent qu'Elles ne veulent, par le présent Traité déroger en aucune maniere) Elles ont trouvé bon de prendre d'avance de nouvelles mesures pour les Cas où il pourroit arriver quelques Trou-

bles dans l'Europe, en convenant entr'Elles de ce qui seroit necessaire, non-seulement pour la Sûreté & les Interêts les plus essentiels de leurs propres Royaumes, mais aussi par rapport au Bien & à la Tranquillité publique. Par ces considerations, & dans cette vûë, Leursdites Majestez Britannique, Très-Chrétienne & Prussienne ont donné leurs pleins-pouvoirs; savoir, S. M. Britannique au Sieur Charles Vicomte de TOWNSHEND, Baron de Lynn, son Lieutenant dans le Comté de Nortfolf, Chevalier de l'Ordre de la Jarretiere &c., & son Secretaire d'Etat; S. M. Très-Chrêtienne au Sieur François, Comte de BROGLIO, Lieutenant-General de ses Armées, Directeur-General de sa Cavalerie & de ses Dragons, Gouverneur de Mont-Dauphin, & son Ambassadeur auprès dudit Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne; & S. M. Prussienne au Sieur Jean-Christophle de WALLENRODT, son Ministre d'Etat & son Envoyé Extraordinaire auprès dudit Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne: Lesquels, en vertu desdits Pleins-Pouvoirs, (dont les Copies sont inserées de mot à mot à la fin du présent Traité,) ayant pesé avec toute l'attention possible les mesures les plus propres pour parvenir au but que Leursdites Majestez se pro-

proposent, sont convenus des Articles suivans.

ARTICLE PREMIER.

IL y aura dès à présent & pour tous les temps à venir, une Paix véritable, ferme & inviolable; une Amitié la plus sincere & la plus intime, & une Alliance & Union la plus étroite entre lesdits trois Sereniſſimes Rois, leurs Heritiers & Successeurs, leurs Etats, Païs, & Villes situées sur leurs Terres respectivement, & leurs Sujets & Habitans tant dedans que dehors l'Europe; & ils seront conservez & cultivez de maniere, que les Parties Contractantes puissent avancer fidélement leurs Interêts & Avantages réciproques, & prévenir & repousser tous les Torts & Dommages, par les moyens les plus convenables qu'Elles puissent trouver.

II. Comme c'est le véritable but & intention de cette Alliance entre lesdits Rois de conserver mutuellement la Paix & la Tranquillité de leurs Royaumes respectifs, Leurs Majestez susdites s'entrepromettent leur Garantie réciproque, pour proteger & maintenir generalement tous les Etats, Païs & Villes, tant dedans que dehors l'Europe, dont chacun des

Alliez ſera actuellement en Poſſeſſion au temps de la Signature de cette Alliance, auſſi bien que les Droits, Immunitez & Avantages & en particulier ceux qui regardent le Commerce, dont leſdits Alliez jouïſſent, ou doivent jouïr reſpectivement: Et pour cette fin, leſdits Rois ſont convenus que ſi en haine de cette Alliance, ou ſous quelque autre prétexte, aucun deſdits Alliez étoit attaqué hoſtilement, ou qu'il ſouffrît quelque tort dans les choſes ci-deſſus ſpecifiées, par aucun Prince ou Etat quel qu'il ſoit, les autres Alliez employeroient leurs bons Offices pour faire faire raiſon à la Partie lezée, & pour porter l'Aggreſſeur à s'abſtenir d'aucune hoſtilité ou tort ulterieur.

III. Et s'il arrivoit qu'aucune des Parties Contractantes fût attaquée ouvertement, ou qu'Elle fût troublée dans les Cas ſuſdits, & que les bons Offices ci-deſſus mentionnez ne fuſſent pas aſſez efficaces pour procurer une juſte ſatisfaction & reparation pour les Torts & Dommages faits à la Partie lezée, alors les autres Parties deux mois après que la Requiſition leur aura été faite, fourniront les Secours ſuivans: C'eſt-à-dire,

S. M. le Roi de la Grande-Bretagne don-

donnera 8000. Hommes d'Infanterie, & 4000. Chevaux.

S. M. le Roi Très-Chrêtien fournira en pareil cas 8000. Hommes d'Infanterie, & 4000. Chevaux.

Et S. M. le Roi de Prusse fournira aussi en pareil cas 3000. Hommes d'Infanterie, & 2000. Chevaux.

Mais si la Partie attaquée aimoit mieux avoir des Vaisseaux de Guerre & de Transport ou même des Subsides en Argent, ce qu'on laissera toûjours à son choix, alors les autres Parties lui fourniront des Vaisseaux ou de l'Argent à proportion de la dépense des Troupes à donner comme ci-dessus : Et pour ôter toute sorte de doute par rapport à cette dépense, les Parties Contractantes conviennent que mille Hommes de pié seront évaluez à 10000. Florins de Hollande par mois, & mille Chevaux à 30000. Florins de la même Monnoye, aussi par mois ; & l'on fera le calcul pour les Vaisseaux de Guerre & de Transport à proportion. Si les Secours ci-dessus specifiez ne suffisent pas pour faire faire Justice à la Partie lezée, alors les Parties Contractantes conviendront ensemble des Forces ulterieures à être fournies : Et enfin, en cas de nécessité, lesdits Alliez assisteront la Partie lezée de toutes leurs

Forces, & même déclareront la Guerre à l'Aggresseur.

IV. Et comme lesdits trois Sereniſſimes Rois ſont réſolus de reſſerrer de plus en plus l'étroite Union qui regne entr'Eux, par toutes les marques poſſibles d'une bonne Foi & d'une Confiance mutuelle, ſont convenus reciproquement, non-ſeulement de n'entrer dans aucun Traité, Alliance ou Engagement quelconque qui pourroit être contraire, en quelque maniere que ce fût, aux Interêts les uns des autres, mais même de s'entrecommuniquer fidélement les Propoſitions qui pourrroient leur être faites, & de ne prendre ſur ce qui leur ſeroit propoſé, aucune Reſolution que de concert, & après avoir examiné conjointement ce qui ſeroit convenable à leurs Interêts communs, & propre à maintenir l'Equilibre de l'Europe, qu'il eſt ſi neceſſaire de conſerver pour le bien de la Paix Generale.

V. Comme S. M. Très-Chrétienne, intereſſée particulierement par ſa qualité de Garant des Traitez de Weſtphalie, au maintien des Privileges & Libertez du Corps Germanique, & Leurs Majeſtez Britannique & pruſſienne, comme Membres de ce Corps, voyent avec peine égale des ſemences de Diviſion, & des plaintes

tes qui pourroient enfin éclater, & entraîner une Guerre qui embraseroit toute l'Europe par les suites funestes qui en resulteroient ; Leursdites Majestez étant toûjours attentives à ce qui pourroit un jour troubler la Tranquillité de l'Empire en particulier, & celle de l'Europe en general, s'engagent & promettent de s'entr'aider mutuellement pour le maintien & l'observation des susdits Traitez, & des autres Actes, qui ayant statué sur les Affaires de l'Empire, sont regardez comme le Base & le fondement de la Tranquillité du Corps Germanique, & le soûtien de ses Droits, Privileges, & Immunitez, auxquels Leurs susdites Majestez désirent véritablement de pourvoir d'une maniere solide.

VI. La présente Alliance subsistera pendant l'espace de quinze ans, à compter du jour de la Signature du présent Traité.

VII. Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne & Prussienne inviteront les Princes & Etats dont Elles conviendront entr'Elles, à acceder au présent Traité ; & Elles sont convenuës dès à présent d'y inviter nommément les Seigneurs Etats Géneraux des Provinces-Unies.

VIII. Ce présent Traité sera aprouvé &

& ratifié par L. M. le Roi de la Grande-Bretagne, le Roi Très-Chrétien & le Roi de Prusse, & les Ratifications seront fournies dans l'espace de deux mois du jour de la Signature du présent, ou plutot, s'il est possible.

En foi de quoi nous, en vertu des Pleins-Pouvoirs respectifs, avons signé le présent Traité, auquel nous avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à HANOVER *le 3. Septembre* 1725.

(*L.S.*) TOWNSHEND. (*L.S.*) BRONGLIO. (*L.S.*) WAILENRODT.

PRE-

PREMIER ARTICLE SEPARÉ.

COMME l'Affaire arrivée dernierement dans la Ville de Thorn, & ce qui s'en eſt enſuivi, ont alarmé pluſieurs Princes & Etats, qui craignent, qu'au préjudice du Traité d'Oliva, il n'arrive à cette occaſion des Troubles, non-ſeulement dans la Pologne, mais auſſi dans les Païs voiſins, Leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrêtienne, & Pruſſienne, qui comme Garantes du ſuſdit Traité d'Oliva, ſont intereſſées à ce qu'il ſoit maintenu & obſervé dans toute ſon étenduë, s'engagent d'employer leurs Offices le plus efficacement qu'Elles pourront, pour faire réparer ce qui auroit pû être fait de contraire audit Traité d'Oliva; & pour cet effet, Leurſdites Majeſtez s'inſtruiront, de concert, par leurs Miniſtres en Pologne des Infractions qui auroient pû être faites audit Traité d'Oliva, & des moyens d'y remedier d'une maniere qui aſſure entierement la Tranquillité publique contre les Dangers auſquels elle ſeroit expoſée, ſi un Traité auſſi ſolemnel que celui d'Oliva ſouffroit quelque atteinte.

Cet Article ſeparé aura la même force que s'il avoit été inſeré de mot à mot dans

dans le Traité conclu & signé ce jourd'hui ; il sera ratifié de la maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi dequoi, nous Soussignez, en vertu des Pleins-pouvoirs communiquez ce jourd'hui de part & d'autre, avons signé cet Article, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. *Fait à* HANOVER *le* 3. *Septembre* 1725.

(*S.L.*) TOWNSHEND. (*S.L.*) BROGLIO. (*L S.*) WALLENRODT.

SECOND ARTICLE SEPARÉ.

SI en haine des Secours que S. M. Très-Chrétienne, donneront à Sa M. Britannique & à S. M. Prussienne, pour les garentir du Trouble qu'Elles pourroient souffrir dans les Etats qu'Elles possedent, l'Empire déclaroit la Guerre à Sadite Majesté Très-Chretienne ; comme dans ce cas une pareille Déclaration ne regarderoit pas moins le Sereniſſime Roi de la Grande-Bretagne & le Sereniſſime Roi de Prusse, dont les Interêts auroient été l'occasion de la Guerre, que S. M. Très-Chretienne auroit à soutenir ; non-seulement ils ne fourniroient point leur contingent en Trou-

pes,

pes, ni en quelqu'autre nature de Secours que ce pût être, quand même Leurs dites Majestez Britannique & Prussienne ne seroient pas compriſes & nommées dans la Déclaration de Guerre que l'Empire feroit à la France; mais Elles agiroient de concert avec Sa Majesté Très-Chrétienne, jusqu'à-ce que la Paix troublée à cette occasion fut rétablie; Sadite Majesté Britannique promettant d'ailleurs ſpecialement d'exécuter dans ce cas comme dans tous les autres les Traitez qu'Elle a conclu avec Sa Majesté Très-Chrétienne, laquelle de ſon côté promet de les obſerver fidelement.

Cet Article Separé aura la même forces que s'il avoit été inſeré de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné ce jourd'hui; il ſera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi de quoi, nous Souſſignez, en vertu des Pleins-Pouvoirs communiquez ce jourd'hui de part & d'autre, avons ſigné cet Article, & y avons appoſé les Cachets de nos Armes. *Fait à* HANOVER *le* 3. *Septembre* 1725.

(*L.S.*) TOWNSHEND. (*L.S.*) BROGLIO. (*L.S.*) WALLENRODT.

TROI-

TROISIEME ARTICLE SEPARÉ.

S'Il arrivoit que nonobstant la ferme résolution dans laquelle est S. M. Très-Chrétienne, d'observer exactement tous ses Traitez à l'égard de l'Empire, en ce à quoi il n'a point été dérogé par le present Traité, l'on voulût, de la part dudit Empire, prendre quelque résolution contre la France, au préjudice de la Garantie générale des Possessions, telle qu'elle est stipulée par le Ttaité signé ce jourd'hui, S. M. Britannique & S. M. Prussienne promettent, dans ce cas, d'employer leurs bons offices, crédit & autorité, le plus efficacement qu'Elles pourront, soit par leurs voyes & celles des Princes leurs Amis à la Diete, soit par tous les autres moyens convenables, pour empêcher qu'il ne se commette rien qui y soit contraire: Mais, si contre toute attente, & malgré tous leurs efforts, la Guerre étoit déclarée à la France de la part dudit Empire, quoiqu'en ce cas n'étant plus une defensive, Elles ne seroient pas obligées, suivant ses Constitutions, de fournir aucun Contingent: cependant, pour ôter tout doute entre Leursdites Majestez, si elles croyoient ne pouvoir se dis-

dispenser de remplir leurs devoirs de Membre de ce Corps, Leursdites Majestez Britannique & Prussienne se reservent la liberté de fournir leur contingent en Infanterie ou en Cavalerie de leurs propres Troupes, ou de celles qu'Elles prendront à leur Solde de quelque autre Prince, à leur choix, sans que Leurs Majestez Britannique & Prussienne, à raison de leur contingent ainsi fourni, soient censées avoir contrevenu au Traité signé ce jourd'hui, qui demeurera dans toute sa force. L. M. L. M. Britannique & Prussienne promettent de ne donner en ce cas, autres, ni plus grand nombre de Troupes contre S. M. T. C. que celui qu'Elles sont obligées de donner pour leur contingent, & qu'Elles rempliront d'ailleurs dans le cas prévû, leurs Engagemens envers Sadite Majesté Très-Chrétienne; laquelle de son côté ne pourra pour raison dudit contingent, exercer contre les Etats & Sujets dudit Sereniſſime Roi d'Angleterre & dudit Sereniſſime Roi de Prusse, dans l'Empire, ou ailleurs, aucune Hostilité, ni demander ou pretendre aucune Contribution, Fourage, Logemens de Gens de Guerre, Passages, ou autres choses à la charge desdits Païs & Etats, sous quelque pretexte

que

que ce ſoit ; & de même leſdits Etats, Places, Lieux & Sujets ne pourront auſſi fournir aucunes deſdites choſes aux Ennemis de Sa Majeſté Très-Chrétienne, laquelle s'oblige auſſi & promet de ſon côté que ſi dans l'Empire on venoit à prendre des Reſolutions pareilles à celles dont il eſt parlé dans cet Article, au préjudice des Rois de la Grande-Bretagne & de Pruſſe, S. M. Très-Chrétienne prendra ouvertement leur parti, & ne manquera pas de les aſſiſter avec toute la vigueur néceſſaire, en conformité de ce Traité, juſqu'à ceque les Troubles, Torts & Infractions ceſſent entierement.

Cet Article ſeparé aura la même force que s'il avoit été inſeré de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné ce jourd'hui ; il ſera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi de quoi, nous Souſſignez, en vertu des pleins-pouvoirs communiquez ce jourd'hui de part & d'autre, avons ſigné cet Article, & y avons appoſé les Cachets de nos Armes. Fait à Hanover le 3. Septembre 1725.

(*L.S.*) TOWNSHEND. (*L.S.*) BROGLIO. (*L.S.*) WALLENDORT.

[NN.]

1726 ACCESSION *des Etats Generaux des Provinces-Unies au Traité de Hanovre.* Copie Autentique.

COmme leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, tant pour serrer les nœuds de l'étroite Union qui subsiste entre elles, que pour la seureté de leurs propres Royaumes & Etats, aussi-bien que pour la conservation de la Paix, & de la tranquillité publique ont jugé à propos de faire entre eux une Alliance, dont le Traité a été conclu à Hanovre le 3. Septembre 1725. avec trois Articles separés, lesquels ont été communiquez à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, par le Sr. Marquis de Fenelon Ambassadeur de France, par le Sr. Finch Envoyé Extraordinaire de la Grande-Bretagne, & par le Sr. Meynhertshagen Envoyé Extraordinaire du Roi de Prusse, qui au nom des Rois leurs Maitres conjointement ont invité lesdits Seigneurs Etats Gene-

Generaux d'acceder à ce Traité & aux Articles ſeparez, conformement à ce dont ils étoient convenus dans le ſeptiéme Article du même Traité, lequel avec les Articles ſeparez ſont ici de mot à mot inſerez.

Fiat inſertio.

Et comme leſdits Seigneurs Etats Generaux après avoir vû & examiné ce Traité & ſes Articles ſeparez, ont témoigné qu'ils ſont entiérement ſenſibles à l'honneur que leurſdites Majeſtez leur ont fait par une invitation ſi prompte & ſi obligeante d'acceder à cette Alliance & qu'ils reconnoiſſent en même tems les ſoins qu'elles ont eû en faiſant ce Traité tant pour la conſervation du repos public en general (ſans lequel celui de leur Republique ne peut être aſſuré) qu'en particulier pour le maintien de ſon Commerce, ſans lequel elle ne peut point ſubſiſter, & comme ils ont ajouté qu'ils ſont pleinement convaincus que le but de cette Alliance ne tend nullement à donner la moindre atteinte à aucun Traité ou Alliance précedente contractée, ſoit par eux ou par l'un d'eux avec d'autres Princes ou Etats; mais que plûtôt l'intention eſt de les corroborer, &

que

que le grand but de cette Alliance tend uniquement à se lier plus étroitement ensemble, sans offense de qui que ce soit, pour la Garantie, la protection & le maintien de tous les Etats, Païs & Villes, tant en dedans que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliez sera actuellement en possession au tems de la Signature de cette Alliance, aussi-bien que des Droits, Immunitez & avantages, & en particulier ceux qui regardent le Commerce, tant dedans que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliez jouït au tems de la Signature de cette Accession.

De plus lesdits Seigneurs Etats Generaux étant dans une ferme persuasion qu'en accedant audit Traité d'Hanovre, l'on n'exige pas d'eux de se charger de la Garantie Generale des Traitez de Westphalie & d'Oliva dont il est fait mention dans l'Article 5. du Traité d'Hanovre & dans le premier des Articles separez, à laquelle Garantie generale, ils ne se sont jamais engagez : mais que leur Garantie, à cet égard s'étend uniquement aux Droits & possessions que les Hauts Alliez ou quelqu'un d'eux ont acquis par ces Traitez & dont ils jouissent au tems de la Signature, & au cas du Traité desdits possessions & Droits,

Droits, & que c'eſt-là l'intention de Leurs Majeſtez.

Quant aux affaires de Thorn dont il eſt fait mention dans le premier des Articles ſeparez du Traité d'Hanovre ils s'engagent ſeulement d'employer conjointement avec les Hauts Contractans leurs offices amiables pour obtenir une raiſonnable ſatisfaction & reparation des infractions qui pourroient être faites au Traité d'Oliva; & en cas que ces amiables offices fuſſent ſans effet & qu'on trouvât neceſſaire de faire quelque choſe de plus, alors ils auront en cela une pleine liberté dans leurs deliberations, ſans être obligez à rien de plus qu'aux bons offices, à moins qu'ils n'y donnent un nouveau conſentement.

Enfin puiſque cette Alliance entre autres a pour but l'établiſſement d'une entiere confiance entre les Parties contractantes, les Seigneurs Etats Generaux ſuppoſant que les Alliez ſe communiqueront mutuellement en toute confidence leurs penſées ſur les voyes & moyens qu'on jugera les plus efficaces en cas de beſoin, pour conſerver & maintenir les poſſeſſions & Droits ſuſmentionnez, tant par raport au Commerce qu'autres, tant au dedans que dehors de l'Europe.

Et

Et comme dans la perſuaſion & ferme confiance que c'eſt-là le véritable but & intention de Leurſdites Majeſtez, leſdits Seigneurs Etats Generaux pour donner une marque de leur deſir de s'unir étroitement avec elles & de la haute eſtime qu'ils ont pour leur amitié & Alliance, ont réſolu d'acceder au Traité & aux Articles ſeparez ci-deſſus inſerez, & à cet effet ils ont nommé les Sieurs Chrétien Charles Baron de Lintelo, Seigneur d'Eſſe, Baillif de Lochum & Droſſart de Bedevors: Arnolde de Zuylen de Nievelt, ancien Bourguemaiſtre & Senateur de la Ville de Rotterdam, Ruart de la Terre de Putten, Baillif & Dyckgraaft de Schieland: Iſaac van Hoornbeeck Conſeiller Penſionnaire des Etats de la Province de Hollande & de Weſtfriſe, Garde du Grand Sceau & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; Nicolas Henri Noey, ancien Bourguemaiſtre de la Ville de Tholen: Gerart Godart Tats van Ameronge, Chevalier de l'Ordre Teutonique, Commandeur du même Ordre à Doeſburgh, élu dans le Conſeil premier Membre des Etats de la Province d'Utrecht, Grand Veneur de la même Province; J. Abraham van Schurman Bourguemaiſtre & Senateur de la Ville de Slot;

Everard Rouſe Bourguemaiſtre de la Ville de Deventer ; & Lambert Henri Emmer Senateur de la Ville de Groningen, tous Deputez à l'Aſſemblée deſdits Seigneurs Etats Generaux de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zeelande, d'Utrecht, de Friſe, d'Overyſſel, de Groningue & Omme-Landen, & les ont munis d'un Pleinpouvoir pour convenir de cette Acceſſion avec les Sieurs Marquis de Fenelon, Plenipotentiaire de Sa Majeſté Très-Chrétienne, Finch, Plenipotentiaire de Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne & de Meynhertzhagen Plenipotentiaire de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs.

Leſquels ayant conferé enſemble ſont convenus de la maniere ſuivante. Que leſdits Seigneurs Etats Generaux accederoient) ainſi que leſdits Sieurs Deputez & Plenipotentiaires ont déclaré d'acceder en leur nom & de leur part, audit Traité & Articles ſéparez :) les obligeans envers Leurſdites Majeſtez à tout ce qui y eſt contenu tout de même comme s'ils avoient contracté avec elles dès le commencement. Et que Leurs Majeſtez avoüant leur but & intention être tels qu'il eſt exprimé ci-devant, accepteront l'Acceſſion de leurs Hautes Puiſſances, ainſi

ainsi que lesdits Srs. Ambassadeurs, Ministres & Plenipotentiaires ont declaré d'accepter au nom & de la part de leursdites Majestez cette Accession, les obligeant envers Leurs Hautes Puissances à tout ce qui est contenu dans ledit Traité & Articles séparés, tout de même comme si elles avoient contracté avec Leurs Majestez dès le commencement.

Le Secours que donneront Leurs Hautes Puissances en cas de besoin n'ayant pu être reglé dans le Traité, on est convenu qu'il sera de 4. mille Hommes d'Infanterie & de mille de Cavalerie. En élucidation de l'Article sixiéme du Traité, il est déclaré qu'après l'expiration des quinze Années y mentionnées, le tout retombera dans les termes des Traitez précedens qui subsisteront entre les Hauts Contractans & specialement dans les termes de la stipulée Alliance de l'an mille sept cent & dix-sept.

Ce présent Traité pour l'Accession des Etats Generaux sera approuvé & ratifié par Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande Bretagne & le Roi de Prusse & par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & les Ratifications seront fournies ici à la Haye dans l'espace de deux mois du jour de la Signature du présent, ou

plûtôt s'il eſt poſſible: en foi de quoi nous ſouſſignés conſtituez Plenipotentiaires à l'effet des précedentes & munis des Pleinſpouvoirs de Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe, & leſdits Seigneurs Etats Generaux, avons ſigné le préſent Traité & y avons fait appoſer le Cachet de nos Armes. Fait à la Haye le 9 d'Août 1726.

Etoit Signé,

(*L.S.*) LE MARQUIS FENELON.
(*L.S.*) W. FINCH.
(*L.S.*) C. C. DE LINTELO.
(*L.S.*) A. v. ZUYLEN VAN NYVELT.
(*L.S.*) IS. VAN HOORNBEECK.
(*L.S.*) N. J. H. NOEY.
(*L.S.*) A. v. SCHURMAN.
(*L.S.*) EVERARD ROUSE.
(*L.S.*) L. H. EMMER.

AR-

ARTICLE SEPARÉ ET SECRET.

LEs Seigneurs Etats Generaux ayant repréſenté qu'il pouvoit arriver des cas, où en haine de l'Acceſſion ſignée ce jourd'hui, ils pourroient être attaquez ou troublez de maniere qu'ils ſeroient obligez d'avoir d'abord recours à la voye des Armes pour leur défenſe, & qu'alors le temps neceſſaire pour attendre le ſuccès des offices qui auront été employès, & après leſquels ſeulement leurs Alliez ſont obligés de leur fournir les ſecours ſtipulez par l'Article troiſiéme du Traité d'Hanovre, pouvoit leur cauſer un préjudice conſiderable & les laiſſer expoſez aux attaques les plus vives ſans les ſecours des Princes leurs Alliez; Leurs Majeſtez Très-Chrétienne, Britannique & pruſſienne pour donner aux Seigneurs Etats Generaux une nouvelle preuve de l'interêt qu'Elles prennent à la conſervation de leur Republique ont bien voulu s'engager & promettre que dans les cas ſuſdits qui mettroient ladite Republique dans un danger évident; elles fourniront les ſecours ſtipulez par l'Article troiſiéme ſus-mentionné, même ſans attendre le ſuccès des offices & des Inſtances qu'Elles auroient commencé employer

auprès de l'Aggresseur pour procurer la satisfaction ou reparation requise.

Cet Article demeurera secret & aura la même force que s'il avoit été inseré de mot à mot dans le Traité conclu & signé aujourd'hui ; il sera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même temps que le Traité. En foi de quoi nous soussignez Plenipotentiaires en vertu des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies avons signé le présent Article, & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.

Signé comme ci-dessus.

DE-

DECLARATION.

COmme dans le quatriéme Article du Traité signé à Hanover le 3. Septembre 1725. entre Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, il est parlé entr'autres cas y mentionnés, de l'examen de ce qui seroit propre à maintenir l'équilibre de l'Europe qu'il est necessaire de conserver pour le bien de la Paix en général, les Deputez des Etats Generaux des Provinces-Unies, du consentement des Ministres des trois Puissances Contractantes, ont reservé que Leurs Majestez venant à juger nécessaire de concerter ensemble & avertir lesdits Seigneurs Etats Generaux sur des points qui auroient pour objet le maintien d'un équilibre dans l'Europe, les Seigneurs Etats-Generaux conserveront sur tout ce qui leur seroit proposé de concerter à cet égard, la même liberté qu'ils ont eüe avant leur Accession audit Traité, sans que par leur Accession ils fussent tenus de prendre part aux mesures dont ils ne demeureront point d'accord.

Cette Declaration sera ratifiée de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que-

celles du Traité de quoi nous soussignez constituez Plenipotentiaires en vertu des Pleins-pouvoirs de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies avons signé la presente Declaration, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.

Signé comme ci-dessus.

QUoi qu'il soit clair & inconteſtable que Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, par le cinq & sixiéme Articles du Traité de Munſter de l'an 1647, entre l'Espagne & la Republique des Provinces-Unies ont acquis un Droits qui exclut les Sujets des Païs-Bas Autrichiens aussi-bien que de tout autre Païs, qui a fait alors partie de la Monarchie d'Espagne, de la Navigation & du Commerce aux Indes, dans les limites des Privileges ou Octroi que lesdits Seigneurs Etats Generaux ont accordez à leurs Compagnies des Indes d'Orient & d'Occident, & que par conſequent ce Droit tombe notoirement dans la Garantie des Droits à laquelle

quelle les Alliez se sont mutuellement obligez par l'Article deuxiéme du Traité conclu à Hanovre le 3. Septembre 1725. Neanmoins pour ôter là-dessus tout sujet de doute & de scrupule, les soussignez Ambassadeurs, Envoyez Extraordinaires Plenipotentiaires de Leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique, à la requisition des soussignez Deputez Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puissances, ont bien voulu declarer, comme ils declarent par ces presentes au Nom & de la part de Leurs Majestez que le susdit Droit resultant des Articles cinquiéme & sixiéme du Traité de Munster, est compris sous les Droits que les Alliez garantissent dans l'Article second du Traité de Hanovre; & que si à cause de l'exercice de ce Droit, ou en haine de cette Alliance, il arrivoit quelque brouillerie, & que Sa Majesté Imperiale, contre toute attente, voulût suspendre ou retenir le payement des Subsides dûs à la Republiques pour l'entretien de ses Troupes dans les Places de la Barriere, ou le payement des Interêts & Capitaux hypotequez sur divers fonds assignez par Sa Majesté Imperiale pour la sureté de ce payement, on voulût user de quelque sorte de represailles ou voyes de fait, que l'intention

de Leurſdites M. eſt que les Alliez protegeront & maintiendront leſdits Seigneurs Etats-Generaux, conformement à l'Alliance à laquelle ils ont accedé aujourd'hui, & ſe concerteront ſans aucun retardement ſur les moyens les plus efficaces & les plus propres, à maintenir leſdits Seigneurs Etats Generaux dans ce Droit & dans l'exercice de ce Droit, & les garantiront de toutes les ſuites qui en pourroient reſulter, ſans pourtant que l'on puiſſe proceder aux voyes de fait contre la Compagnie d'Oſtende dans les Indes ou ailleurs, avant que les Puiſſances Contractantes de cette Alliance ſe ſoient concertées là-deſſus. Cet Article ſeparé aura la même force que s'il avoit été inſeré de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné ce jourd'hui. Il ſera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même-tems que le Traité. En foi de quoi nous ſouſſignez conſtituez Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-pouvoirs de Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrétien, & le Roi de la Grande-Bretagne & des Seigneurs Etats-Generaux avons ſigné le préſent Article, & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes. Fait à la Haye le 9. d'Août 1726. *Signé comme ci-deſſus.*

DE-

DECLARATION.

LEs Deputez des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies ayant communiqué aux Miniſtres de Leurs Majeſtez le Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Pruſſe, la reſolution priſe par Leurs Hautes Puiſſances d'acceder au Traité d'Hanovre, ſur l'invitation qui leur en avoit été faite par leſdits Miniſtres de la part de Leurs Majeſtez, & ayant ajoûté qu'eux Srs. Deputez étoient munis d'un Plein-pouvoir, & qu'ils étoient prêts à proceder à la Concluſion & à la Signature du Traité & des Articles ſéparez, dreſſez ſur cette Acceſſion. Le Sr. Marquis de Fenelon, Plenipotentiaire de Sa Majeſté Très-Chrétienne, & le Sr. Finch, Plenipotentiaire de Sa Majeſté Britannique, ont déclaré, que de même ils étoient munis des Pleins-pouvoirs, & qu'ils étoient prêts à conclure & ſigner; mais le Sr. de Meinertshagem, Miniſtre de Sa Majeſté Pruſſienne, ayant dit qu'il n'avoit point encore reçu les ordres, ni le Plein-pouvoir du Roi ſon Maitre au même effet; Les Miniſtres Plenipotentiaires de Leurs Majeſtez Très-Chrétienne & Bri-

tanique, comme auſſi les Deputez & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux conſiderant qu'il n'y avoit plus de tems à perdre, & que tout ulterieur délai qu'on apporteroit à perfectionner l'Acceſſion de la Republique au Traité d'Hanovre, ne pourroit être que très-deſavantageux au but qu'on s'eſt propoſé dans ce Traité, & en même-tems n'aiant aucun lieu de douter que Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, n'autoriſe auſſi ſon Miniſtre pour la Signature du Traité de l'Acceſſion & des Articles ſéparez. C'eſt par cette conſideration & dans cette ferme confiance, qu'ils ont procedé à la Signature du preſent Traité & des Articles ſeparez, laiſſant la Place ouverte pour le Miniſtre de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe pour ſigner de même, auſſi-tôt qu'il aura reçu ſon Pleinpouvoir.

Cependant il a été convenu & ſtipulé par cet Article ſeparé, que ſi contre toute attente, Sa Majeſté le Roi de Pruſſe ne prenoit pas cette reſolution, ledit Traité & les Articles ſeparez ne laiſſeroient pas d'avoir leur effet & d'être exécutez par les Puiſſances Contractantes dans toutes leurs Clauſes, de la maniere qu'il a été ſtipulé, & que les Ratifications en ſeront échangées dans le tems marqué.

En foi de quoi, nous soussignez constituez Plenipotentiaires en vertu des pleins-pouvoirs de Leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, & le Roi de la Grande-Bretagne, & des Seigneurs Etats Generaux, avons signé le présent Article & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.

Signé comme ci-dessus.

[OO.]

1727. ACCESSION *de la Suede au Traité de Hanovre.* Copie Autentique.

NOtoire soit à tous & chacun, à qui il appartient, ou qu'il pourra appartenir, Sa Majesté le Sereniſſime Roi de Suede, ayant été amiablement invité de la part de Leurs Majestez les Sereniſſimes Rois de la Grande-Bretagne, Très-Chrétien, & de Pruſſe, par leurs Miniſtres, de vouloir bien acceder à l'Alliance Defenſive que Leurs Majestez on concluë à Hanovre le 3. Septembre 1725. & aux trois Articles ſéparez y joints, leſquels, auſſi-bien que ladite Alliance, auroient uniquement pour objet le maintien & la conſervation de la tranquillité publique, & en particulier de celle du Nord, & dont la teneur s'enſuit.

Fiat Inſertio.

Et Sa Majesté le Sereniſſime Roi de Suede étant toûjours diſpoſé à concourir à un but ſi ſalutaire, & voulant faire

re connoître combien cette invitation lui a été agreable, a muni de son Pleinpouvoir en forme duë, ses Commissaires les Senateurs du Royaume de Suede & Membres de la Chancelerie soussignez, pour entrer en conference avec les soussignez Ministres de Leurs Majestez le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Très-Chrétien, munis de Pleinspouvoirs pareils, pour négocier & convenir de l'Accession de Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede audit Traité d'Alliance conclu à Hanovre, & pour en dresser & signer un Acte formel. Lesdits Commissaires & Ministres Plenipotentiaires ayant été sur ce sujet plusieurs fois en conference, & ayant produit leurs Pleinspouvoirs de part & d'autre, sont convenus de ce qui suit.

Sa Majesté le Serenissime Roi & la Couronne de Suede declarent & promettent, que Sadite Majesté, ses Héritiers & Successeurs accedent pleinement à l'Alliance défensive concluë à Hanovre, & ci-dessus inserée de même qu'aux trois Articles séparez, qui s'y trouvent joints, & que Sa Majesté & la Couronne de Suede, en vertu de cette Accession, se joignent & s'associent, comme Partie principale Contractante, à Leurs Majestez les Serenissimes Rois

de

de la Grande-Bretagne & Très-Chrétien, s'obligeant & s'engageant lesdites Majestez, leurs Hétitiers & Successeurs, conjointement & separement, d'observer & de remplir de bonne foi & réellement toutes les Conditions & clauses, compriſes dans ledit Traité d'Alliance Défensive, & ses trois Articles séparez, & de fournir, quand le cas d'Alliance existera, un secours de trois mille Hommes d'Infanterie, & de deux mille Hommes de Cavalerie, conformement aux obligations du Traité, le tout de la maniere & auſſi fidélement, comme ſi S. M. & la Couronne de Suede avoient été, du commencement, Partie principale Contractante avec les ſuſdits Sereniſſimes Rois Alliez, & avoient conclu avec leurſdites Majestez conjointement ou ſeparement les Articles & conditions exprimées dans cette Alliance Défensive, & les Articles ſéparez.

Leurs Majestez les Sereniſſimes Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétienne admettent & aſſocient Sa Majesté & la Couronne de Suede au ſuſdit Traité d'Hanovre, de même qu'aux trois Articles ſeparez, qui s'y trouvent joints, comme Partie principale Contractante, declarent & promettent de leur

leur côté, que Leurs Majestez, leurs Héritiers & Successeurs, observeront & rempliront conjointement, & separement, de bonne foi & réellement envers Sa Majesté le Sereniſſime Roi & la Couronne de Suede toutes les Conditions & clauſes contenuës dans ladite Alliance Défenſive & ſes Articles ſeparez.

Cet Acte d'Acceſſion ſera aprouvé & ratifié de la part de Sa Majesté & de la Couronne de Suede, & de Leurs Majeſtez les Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétien, & les Ratifications en ſeront fournies dans l'eſpace de deux Mois, à compter du jour de la Signature du préſent Acte, ou plûtôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi Nous, en vertu de nos Pleins-pouvoirs reſpectifs, avons ſigné ce préſent Acte, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. *Fait à Stockholm le quatorze Mars V. St. l'an mil ſept-cens vingt-ſept.*

ARTI-

ARTICLES SEPAREZ.

Quoique par l'Acte d'acceſſion & d'admiſſion, ſigné ce jourd'hui, Sa Majeſté & la Couronne de Suede accedent purement & ſimplement au Traité d'Hanovre, les Commiſſaires de Sa Majeſté ſont néanmoins convenus avec les Miniſtres Plenipotentiaires de Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne des Exceptions & Articles qui ſuivent.

I. Comme l'Alliance Défenſive, concluë à Hanovre le 3. Septembre 1725. n'a pour but que la Paix & la tranquillité du l'Europe, & particulierement celle de Nord, Sa Majeſté le Roi & la Couronne de Suede, auſſi bien que Leurs Majeſtez les Rois de la Grande-Bretagne & Très-Chrétienne déclarent, que n'étant point engagées par aucun Traité, ni Convention avec d'autres Puiſſances, qui ſeroient contraires à cette Alliance, leſdits Traitez & Conventions ne pourront être affoiblies par cette Acceſſion, mais reſteront dans leur entiere vigueur, & Leurs Majeſtez déclarent en même temps qu'Elles ſont dès à préſent, & ſeront toûjours dans la ferme Réſolution de

de garder & de remplir inviolablement tout ce qui eſt ſtipulé par la ſuſdite Alliance d'Hanovre, s'obligeant de part & d'autre, d'obſerver fidélement tous les engagemens pris par le préſent Traité d'Acceſſion & ſes Articles ſéparez & ſecrets, ſans y manquer ni contrevenir en aucune maniere, ſous prétexte des Traitez & engagemens anterieures, ni ſous quelque autre que ce ſoit.

II. Sa Majeſté & la Couronne de Suede n'ayant point préſentement des poſſeſſions hors de l'Europe, ſe reſervent que leur Garantie ne s'étendra point hors des Limites de l'Europe.

III. Le Roi & la Couronne de Suede ayant témoigné, qu'ils ſouhaiteroient de n'être pas dans l'obligation d'envoyer les Troupes ſtipulées de leur part dans l'acte d'Acceſſion au Traité d'Hanovre, & par l'Article ſecret du préſent Traité d'Acceſſion dans des Païs trop éloignez, il eſt convenu entre les Parties Contractantes, que le cas du Traité arrivant, leſdites Troupes ne pourront être employées en Italie ni en Eſpagne, mais bien par tout ailleurs, Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne conſervant toûjours le Droit d'exiger le contingent de cinq mille Hommes ſtipulé de la part

du

du Roi & de la Couronne de Suede, dans l'Acte de leur Accession au Traité d'Hanovre, en argent ou Vaisseaux, conformement à ce qui est reglé dans ledit Traité d'Hanovre.

IV. Sa Majesté & la Couronne de Suede, pour ôter toute possibilité de doute par rapport aux Actes mentionnez dans le cinquiéme Article du Traité d'Hanovre, comme aïant statué sur les affaires de l'Empire déclarent, que par lesdits Actes elles n'en entendent point d'autres que ceux qui ont été acceptez & approuvez par les Etats de l'Empire de la maniere accoûtumée.

V. Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede déclarent qu'Elles accedent aux deux derniers Articles séparez du Traité d'Hanovre, n'y trouvant rien qui soit contraire aux obligations, dont Sadite Majesté est tenuë envers l'Empereur & l'Empire, en qualité de Prince de l'Empire.

VI. Comme par cette Accession Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede n'entrent en aucun engagement avec quelque autre Puissance que ce soit, horsmis celles qui sont nommement comprises dans le Traité d'Hanovre, & dont les Ministres signent à présent, Sadite Majesté & la Couronne, de même que Leurs Ma-

Majeſtez le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi TrèsChrétien s'entrepromettent reciproquement de ne point entrer à l'inſçu l'un de l'autre, & ſans un concours mutuel d'engagement, avec quelque autre Puiſſance, qui puiſſe être contraire ou invalider en quelque maniere ce Traité, ni ſes Articles ſeparez & ſecrets.

VII. Leurs Majeſtez Suedoiſe, Britannique & Très-Chrétienne ſont convenuës & s'entrepromettent reciproquement, que ſi en haine du préſent Traité, ou ſous quelque autre prétexte également injuſte, Elles venoient à être attaquées, troublées ou infeſtées, conjointement ou ſeparement par quelque Puiſſance que ce fut, Elles feront cauſe commune contre l'Aggreſſeur, qu'Elles ſe ſecourront & s'entre-aideront mutuellement, de bonne foi & de la maniere la plus efficace, ſelon l'exigence du danger, & ſelon le ſituation de leurs affaires reſpectives, ſans s'excuſer ſous le prétexte d'être Elles-mêmes en Guerre, ou ſous quelque autre prétexte que ce puiſſe être.

ARTICLE SECRET.

Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chré-

Chrétienne, pour témoigner leur amitié envers le Roi & la Couronne de Suede, promettent & s'engagent, en vertu du préſent Article ſecret, de payer à Hambourg, Amſterdam, ou Londres, au choix de la Suede, chacune pendant trois années conſecutives, la Somme de cinquante mille Livres Sterling par an, ou leur valeur, ſuivant le change, payable en deux termes par an de ſix en ſix mois d'avance, & dont le premier terme pour l'année courante ſera payé d'abord après l'échange des Ratifications, & le ſecond terme de la même année peu après & auſſi-tôt que les arrangemens neceſſaires pour cela pourront être faits ; le troiſiéme, prenant ſon commencement un an après l'échange des Ratifications, & ainſi des autres de ſix en ſix mois.

Sa Majeſté & la Couronne de Suede s'obligent & promettent de leur côté par cet Article de tenir prêt, outre le ſecours dont on eſt convenu par l'acte de la préſente Acceſſion, encore un Corps de ſept mille Hommes d'Infanterie, & trois mille Hommes de Cavalerie, pour être employé là où les cas d'Alliance le rendront neceſſaire.

Bien entendu, que lorſque Leurs Majeſtez

jeſtez Britannique & Très-Chrétienne requerront le ſervice de ces dix mille Hommes, ils ſeront à leur Solde, & non pas à celle du Roi de Suede, laquelle Solde, auſſi-bien que ce qui regarde les recruës & autres circonſtances, qui en dépendent, ſeront alors réglées par une Convention particuliere, Sa Majeſté le Roi de Suede ſe reſervant le Droit de rappeller ce Corps de Troupes, ou bien de ne les pas envoyer hors du Royaume toutes les fois qu'un danger réel & éminent le rendra neceſſaire pour la défenſe de ſes propres Etats & Provinces.

Ces Articles ſéparez & ſecrets auront la même force, que s'ils avoient été inſerez de mot à mot dans l'Acte d'Acceſſion conclu & ſigné ce jourd'hui, ils ſeront ratifiez de la même maniere, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que l'Acte d'Acceſſion. En foi de quoi nous, en vertu de nos Pleinpouvoirs reſpectifs, avons ſigné les préſens Articles ſeparez & ſecret. Fait à Stockholm le 14. Mars V. St. Septembre l'an 1727.

Fin du ſixiéme Tome.